RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

N°8 - 2022

Publié le 15 septembre 2022 par mise à disposition du public

A l'Hôtel du Département

1 rue du Pont Moreau - METZ

SOMMAIRE GENERAL

COMMISSION PERMANENTE (DECISIONS)

ARRETES

PUBLICATION

La publicité de la conclusion des contrats est assurée mensuellement sur le site https ://marchespublics.moselle.fr/. Celle-ci précise notamment la date de signature, l'attributaire et le montant du marché. Par ailleurs, les marchés publics sont tenus à disposition des personnes intéressées dans les locaux des différentes directions mentionnées.

COMMISSION PERMANENTE

0 ORDRE DU JOUR, PROCES VERBAL DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 12 SEPTEMBRE 2022
DELIBERATION (pdf)

1 VOIRIE DEPARTEMENTALE - CESSIONS FONCIERES A L'HOPITAL, ROSBRUCK ET SEINGBOUSE
DELIBERATION (pdf)

2 FOURNITURE ET ACHEMINEMENT DE GAZ ET PRESTATIONS ASSOCIÉES - AVENANTS N°4 ET N°5 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)

3 FOURNITURE ET ACHEMINEMENT D'ELECTRICITE ET PRESTATIONS ASSOCIEES - AVENANTS N° 5 ET N°6 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)

4 MISES A DISPOSITION DE LOCAUX DEPARTEMENTAUX AU BENEFICE DE MATEC ET DU CAUE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

5 OPERATIONS IMMOBILIERES A SARRALBE
DELIBERATION (pdf)

6 CESSION D'UNE PARCELLE DEPARTEMENTALE A BOULAY-MOSELLE
DELIBERATION (pdf)

7 CONCOURS "MA CANTINE DURABLE SANS GASPI"
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

8 POLITIQUE DE VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL MOSELLAN - SOUTIEN AUX ACTIONS DE GESTION ET DE VALORISATION DES ENS
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)

9 SUBVENTIONS AUX COLLECTIVITES ADHERENTES AU GROUPEMENT DE COMMANDES DU PROGRAMME FUS@É
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

10 CONVENTIONS DE MUTUALISATION DE RESTAURATION SCOLAIRE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)
Annexe à la délibération 4 (pdf)

11 DOTATIONS D'EQUIPEMENTS MATERIELS ET MOBILIERS DES COLLEGES
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

12 Attribution de logements dans les collèges
DELIBERATION (pdf)

13 AFFECTATION DE BIENS AUX COLLECTIONS DEPARTEMENTALES
DELIBERATION (pdf)

14 SOUTIEN AUX FESTIVALS
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

15 ACCOMPAGNEMENT DES ASSOCIATIONS POURSUIVANT DES OBJECTIFS CULTURELS A VISEES PATRIMONIALES ET HISTORIQUES
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

16 ACCOMPAGNER L'EVOLUTION DES SERVICES DE LA LECTURE PUBLIQUE DANS LES TERRITOIRES - SUBVENTIONS POUR LES COLLECTIONS DE BASE, LES RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET NUMERIQUES AINSI QUE POUR LES EQUIPEMENTS MOBILIERS ET NUMERIQUES
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)

17 ANIMER ET FEDERER LES BIBLIOTHEQUES DU RESEAU DEPARTEMENTAL DE LECTURE PUBLIQUE - CONCOURS MOSEL'LIRE 2022/2023
DELIBERATION (pdf)

18 MOSELLE JEUNESSE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

19 SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AU SPORT POUR TOUS
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

20 SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AUX ASSOCIATIONS DANS LE CADRE DES PROJETS TERRE DE JEUX
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

21 SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AUX EVENEMENTS SPORTIFS
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

22 MEDECINE PROFESSIONNELLE ET PREVENTIVE - RENOUVELLEMENT DE CONVENTION
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

23 PERSONNEL DEPARTEMENTAL – AVENANT A UNE CONVENTION
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

24 GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. 3F GRAND EST - ACQUISITION EN VEFA DE 24 LOGEMENTS A MAIZIERES-LES-METZ - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 3 031 257 €
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

25 GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. VIVEST - CONSTRUCTION DE 24 LOGEMENTS A YUTZ - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 2 743 648 €
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

26 GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. VIVEST - CONSTRUCTION DE 14 LOGEMENTS A YUTZ - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 1 426 486 €
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

27 ADHESION A LA MISSION OPERATIONNELLE TRANSFRONTALIERE (MOT)
DELIBERATION (pdf)

28 SUBVENTIONS D'ORDRE GENERAL
DELIBERATION (pdf)

29 MANDAT SPECIAL - REUNION ADF
DELIBERATION (pdf)

30 MANDAT SPECIAL - 91ème CONGRES DE L'ADF A AGEN
DELIBERATION (pdf)

31 SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DESTINATION AMNEVILLE - DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
DELIBERATION (pdf)

32 RECENSEMENT DES BESOINS ET DETERMINATION DES PROCEDURES DE PASSATION DE MARCHES PUBLICS
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)

33 MOSLPARC : AVENANTS DE PROLONGATION DES PROMESSES DE BAIL EMPHYTEOTIQUE SUR LES DEUX SITES NORD ET EST
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)

34 CONSTRUCTION DES COLLEGES LA CARRIERE DE SAINT-AVOLD ET NICOLAS UNTERSTELLER DE STIRING-WENDEL CONVENTION DE MANDAT EN FAVEUR DE LA SPL MOSELLE CONSTRUCTION DURABLE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)

ARRETES

2022-001151 autorisant la reprise de gestion de l'établissement dénommé « Les Petits Amis » rue Jean Jacques Rousseau à ROMBAS par la société la Maison Bleue 147
Arrêté (pdf)

2022-001203 modifiant l'arrêté N° 2018 – DPA – 30331 du 15 février 2018 relatif aux coûts de référence de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie
Arrêté (pdf)

2022-001323 autorisant l'augmentation de la capacité d'accueil de la micro-crèche dénommée « Chenilles et Papillons - Metzervisse » 1 A rue des Roses à METZERVISSE
Arrêté (pdf)

2022-001326 autorisant l'augmentation de la capacité d'accueil de la micro-crèche dénommée « Chenilles et Papillons - Yutz» 8 rue du Somp à YUTZ
Arrêté (pdf)

2022-001335 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2022 de l'EHPAD Sainte-Chrétienne à METZ
Arrêté (pdf)

2022-001336 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2022 de l'EHPAD Le Val de Seille à MARLY
Arrêté (pdf)

2022-001337 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2022 de l'EHPAD Saint-Joseph à JOUY-AUX-ARCHES
Arrêté (pdf)

2022-001355 portant fixation de la dotation globale annuelle 2022 afférente au Service d'Accompagnement à l'Hébergement de Travailleurs Handicapés en Milieu Ouvert (SAHTHMO) de l'ESAT à LORQUIN géré par l'Etablissement Public Social de LORQUIN (EPSOLOR)
Arrêté (pdf)

2022-001356 portant fixation de la dotation globale annuelle 2022 afférente au Service d'Accompagnement à l'Hébergement de Travailleurs Handicapés en Milieu Ouvert (SAHTHMO) « L'ETAPE » géré par l'Association ESPOIR 57
Arrêté (pdf)

2022-001367 autorisant la création, l'ouverture, et le fonctionnement d'une micro crèche dénommée "DOUCEUR D'ENFANCE" 115 avenue des Nations à YUTZ
Arrêté (pdf)

2022-001375 portant fixation des tarifs journaliers 2022 et de la dotation globalisée commune des établissements et services participant au CPOM CMSEA : Foyer d'Accueil Polyvalent (FAP) Le Haut Soret, Foyer d'Accueil Spécialisé (FAS) Le Haut Soret, Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) Le Haut Soret et Service d'Accompagnement à l'Hébergement de Travailleurs Handicapés en Milieu Ouvert (SATHMO) à SAINT-JULIEN-LES-METZ
Arrêté (pdf)

2022-001376 portant fixation des tarifs journaliers 2022 et de la dotation globalisée commune des établissements et services participant au CPOM ODAS 57 : FAS Arthur ALBERT et FAP Paul VERLAINE à PETITE-ROSSELLE
Arrêté (pdf)

2022-001385 portant délégation de signature en faveur de N... ..... Directeur des Moyens Généraux
arrêté DMG (pdf)

2022-001452 autorisant la fermeture de l'établissement dénommé « BERLINGOTS » sis 67 rue de la Liberté à BEHREN-LES-FORBACH
Arrêté (pdf)

2022-001455 portant fixation des tarifs journaliers 2022 et de la dotation globalisée commune des établissements et services inclus dans le CPOM conclu entre le Département et APF France Handicap : Foyer d'Accueil Polyvalent (FAP) RESIDENCE DU BOIS DE GRIMONT, Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) et Service d'Accompagnement à l'Hébergement de Travailleurs Handicapés en Milieu Ouvert (SAHTHMO) de SAINT-JULIEN-LES METZ
Arrêté (pdf)

2022-001468 Modifiant l'arrêté 2022-DS-001252 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2022 de l'EHPAD Les Lupins à CREUTZWALD participant au CPOM de FILIERIS
Arrêté (pdf)

2022-001469 portant fixation des tarifs journaliers 2022 et de la dotation globalisée du FAM Bernard Delforge à MARANGE-SILVANGE participant au CPOM de l'Association Bernard Delforge
Arrêté (pdf)

2022-001471 portant fixation des tarifs journaliers 2022 et de la dotation globalisée commune des établissements et services participant au CPOM de l'Etablissement Public Départemental pour Adultes Handicapés du FAM Les Tournesols à MARLY
Arrêté (pdf)

2022-001472 portant modification de l'arrêté n° 2019 - DS - 31846 en date du 15 octobre 2019 relatif à l'autorisation du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) « SOUS MON TOIT » à METZ par la création d'un établissement secondaire à THIONVILLE
Arrêté (pdf)

2022-001473 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à l'association « EMPLOIS FAMILIAUX DE MOSELLE (EFM) » pour gérer le Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) « EFM » à METZ en faveur des personnes âgées et des personnes adultes en situation de handicap
Arrêté (pdf)

2022-001474 portant modification de l'arrêté n° 2019 - DS - 31849 en date du 15 octobre 2019 relatif à l'autorisation du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) « ALLIANCE AUTONOMIE - VITAME »
Arrêté (pdf)

2022-001477 RELATIF A LA MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE DEMI-PENSION AU COLLEGE DES DEUX SARRES A LORQUIN CONCOURS RESTREINT EN APPLICATION DES ARTICLES L.2172-1, L.2125-1 2° ET R.2162-15 A R.2162-26 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE
Arrêté (pdf)

2022-001478 RELATIF A LA MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE DEMI-PENSION AU COLLEGE DE L'ALBE A ALBESTROFF CONCOURS RESTREINT EN APPLICATION DES ARTICLES L.2172-1, L.2125-1 2° ET R.2162-15 A R.2162-26 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE
Arrêté (pdf)

2022-001479 RELATIF AU MARCHE PUBLIC GLOBAL DE PERFORMANCE POUR LA CONSTRUCTION ET RESTRUCTURATION DU COLLEGE NICOLAS UNTERSTELLER A STIRING-WENDEL ARTICLE L.2171-3 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE
Arrêté (pdf)

2022-001480 Arrêté conjoint portant composition de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées de la Moselle
Arrêté (pdf)

2022-001482 ouvrant l'enquête publique relative au projet de parcellaire proposé par la Commission Communale d'Aménagement Foncier de BURLIONCOURT
Arrêté (pdf)

2022-001483 portant modification de l'autorisation par diminution de la capacité de 5 places de SERAD et d'une place de crise conjoncturelle de la Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) de Richemont à RICHEMONT
Arrêté (pdf)

2022-001484 portant modification de l'autorisation par extension de la capacité de 10 places de SERAD et par transformation temporaire de 2 places en famille d'accueil en 2 places d'internat diversifié de la Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) de l'Ermitage à MOULINS-LES-METZ
Arrêté (pdf)

2022-001485 portant modification de l'organisation et du fonctionnement du Centre Départemental de l'Enfance (CDE) de Moselle
Arrêté (pdf)

2022-001486 portant fixation de la dotation globale de fonctionnement pour 2022 du Centre Départemental de l'Enfance (CDE) de Moselle
Arrêté (pdf)

2022-001503 Fixant le calendrier prévisionnel 2022 des appels à projets relevant de la compétence conjointe de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et du Président du Département de la Moselle
Arrêté - ARRETE EN PDF (pdf)

2022-001511 Clôturant l'opération d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental de la commune de HELLIMER
Arrêté (pdf)

2022-001377 portant fixation de la dotation globale annuelle 2022 afférente au Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH) géré par l'Association Envol Lorraine
Arrêté (pdf)

DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

COMMISSION PERMANENTE

12 septembre 2022

Décisions

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000c3f6-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

CONSEIL DEPARTEMENTAL
COMMISSION PERMANENTE

ORIGINE	DIRECTION GENERALE DES SERVICES Direction des Assemblées
OBJET	ORDRE DU JOUR ACCUSES RECEPTION AU CONTROLE DE LEGALITE ET PROCES VERBAL DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 12 SEPTEMBRE 2022
DOSSIER N°	| | 0 | 949 |
RAPPORTEUR	

Décision

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MOSELLE

Séance du 12 septembre 2022

La séance est ouverte à 14 heures 30 à l'Hôtel du Département de la Moselle - salle des Délibérations - à METZ, sous la présidence de M. Patrick WEITEN, Président du Département de la Moselle.

Le secrétaire de séance est Mme ARNOLD, secrétaire.

Outre le Président du Conseil Départemental et le secrétaire de séance, sont présents : M. FREYBURGER, Mme KUNTZ, M. CHABANE, M. SCHUH, Mme SCHNEIDER, M. KHALIFE, Mme MAGRAS, M. SIMON, Mme ZIROVNIK, M. DICK, Mme STEMART, M. SACCANI, Vice-Présidents, M. CORRADI, Mme LORIA-MANCK, M. WEIS, autres membres/secrétaires, Mme AMBROSIN-CHINI, Mme BECKER, M. BENIMEDDOURENE, M. BOHL, Mme BOHR, Mme CALCARI-JEAN, M. CUNAT, M. CUNY, M. DASTILLUNG, Mme FIRTION, M. FOURNIER, M. FRANÇOIS, Mme GOSSÉ, M. GRÉLOT, Mme HERZOG, M. KIEFFER, Mme KLEBER-MASET,

Adopté, à l'unanimité Le Président

Mme LAPAQUE, M. LEBEAU, M. MULLER, Mme PASTOR, Mme PILI, Mme REBSTOCK, Mme ROMILLY, M. SCHULER, M. TACCONI, Mme TONIN, Mme TRAN, M. YAHIAOUI, Mme ZIMMERMANN, autres membres.

Mme CRISTINELLI-FRAIBOEUF, Mme HAAG, M. SUCK, Vice-Présidents, M. THIL, Mme BOUSCHBACHER sont absents excusés.

M. REICHHELD est absent.

Mme BOUSCHBACHER donne délégation de vote à M. Gaëtan BENIMEDDOURENE, Mme HAAG à M. KIEFFER, M. THIL à Mme ARNOLD, Mme CRISTINELLI-FRAIBOEUF à M. YAHAOUI, M. SUCK à Mme PASTOR.

Le quorum (28 présents ou représentés) est atteint.

*
* *

34 rapports sont inscrits à l'ordre du jour et présentés en séance, dont la liste figure ci-dessous :

ORDRE DU JOUR

1) Voirie départementale – Cessions foncières à L'HOPITAL, ROSBRUCK et SEINGBOUSE

2) Fourniture et acheminement de gaz et prestations associées – Avenants n° 4 et n° 5 à la convention constitutive d'un groupement de commandes

3) Fourniture et acheminement d'électricité et prestations associées – Avenants n° 5 et n° 6 à la convention constitutive d'un groupement de commandes

4) Mises à disposition de locaux départementaux au bénéfice de MATEC et du CAUE

5) Opérations immobilières à SARRALBE

6) Cession d'une parcelle départementale à BOULAY-MOSELLE

7) Concours « Ma cantine durable sans gaspi »

8) Politique de valorisation du patrimoine naturel Mosellan – Soutien aux actions de gestion et de valorisation des ENS

9) Subventions aux collectivités adhérentes au groupement de commandes du programme FUS@E

10) Convention de mutualisation de restauration scolaire

11) Dotations d'équipements matériels et mobiliers des collèges

12) Attribution de logements dans les collèges

13) Affectation de biens aux collections départementales

14) Soutien aux festivals

15) Accompagnement des associations poursuivant des objectifs culturels à visées patrimoniales et historiques

16) Accompagner l'évolution des services de la lecture publique dans les territoires – Subventions pour les collections de base, les ressources documentaires et numériques ainsi que pour les équipements mobiliers et numériques

17) Animer et fédérer les bibliothèques du réseau départemental de lecture publique – Concours MoseL'lire 2022/2023

18) Moselle Jeunesse

19) Soutien et accompagnement au sport pour tous

20) Soutien et accompagnement aux associations dans le cadre des projets Terre de Jeux

21) Soutien et accompagnement aux évènements sportifs

22) Médecine professionnelle et préventive – Renouvellement de convention

23) Personnel Départemental – Avenant à une convention

24) Garantie d'emprunt – S.A d'H.L.M 3F GRAND EST – Acquisition en VEFA de 24 logements à MAIZIERES-LES-METZ – Emprunt d'un montant global de 3 031 257 €

25) Garantie d'emprunt – S.A d'H.L.M VIVEST – Construction de 24 logements à YUTZ – Emprunt d'un montant global de 2 743 648 €

26) Garantie d'emprunt – S.A d'H.L.M VIVEST – Construction de 14 logements à YUTZ – Emprunt d'un montant global de 1 426 486 €

27) Adhésion à la Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT)

28) Subventions d'ordre général

29) Mandat spécial – Réunion ADF

30) Mandat spécial – 91ème Congrès de l'ADF à AGEN

31) Société Publique Locale Destination AMNEVILLE – Désignation des représentants du Département de la Moselle

32) Recensement des besoins et détermination des procédures de passation de marchés publics

33) MOSLPARC : Avenants de prolongation des promesses de bail emphytéotique sur les deux sites Nord et Est

34) Construction des collèges La Carrière de SAINT-AVOLD et Nicolas UNTERSTELLER de STIRING-WENDEL - Convention de mandat en faveur de la SPL Moselle Construction Durable

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente a adopté les décisions ci-après, étant précisé que, concernant les points suivants:

- 24 : M. FREYBURGER ne participe ni au débat ni au vote
- 25 : M. CUNY et M. WEIS ne participent ni au débat ni au vote
- 26 : M. CUNY et M. WEIS ne participent ni au débat ni au vote
- 34 : M. DASTILLUNG ne participe ni au débat ni au vote

Pour chacun des points précités, le quorum est atteint.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 15 heures 00.

La prochaine séance de la Commission Permanente est annoncée pour le lundi 10 octobre 2022 à 14 heures 30.

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf3b-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction des Routes et de la Maintenance

OBJET VOIRIE DEPARTEMENTALE - CESSIONS FONCIERES A L'HOPITAL, ROSBRUCK ET SEINGBOUSE

DOSSIER N° | | 1 | 766 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur des cessions foncières à L'HOPITAL, ROSBRUCK et SEINGBOUSE ;

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1311-14 ;

DECIDE

- de prendre acte du déclassement de fait des parcelles désignées ci-après et de les intégrer au domaine privé départemental ;
- d'approuver la cession à la Commune de l'HOPITAL, de la parcelle cadastrée sur son ban communal section 21 n° 126 à la valeur estimée le 4 février 2022 par la Direction Départementale des Finances Publiques, Division Domaine, à l'euro symbolique ;
- d'approuver la cession au bénéfice des acheteurs visés dans le rapport du Président, des parcelles cadastrées à L'HOPITAL section 21 n° 127 et 130, à la valeur estimée le 4 février 2022 par la Direction Départementale des Finances Publiques, Division Domaine, de 2 324,90 € ;
- d'approuver la cession au bénéfice des acheteurs visés dans le rapport du Président, des parcelles cadastrées à ROSBRUCK section 7 n° 749 et 753, à la valeur estimée le 4 avril 2022 par la Direction Départementale des Finances Publiques, Division Domaine, de 2 100,00 € ;

Adopté, à l'unanimité Le Président

- d'approuver la cession à la Commune de SEINGBOUSE, des parcelles cadastrées sur son ban communal section 2 n° 316 et 317, à l'euro symbolique, ce qui représente une subvention d'un montant de 1 196,00 €, conformément à la valeur estimée le 23 février 2022 par la Direction Départementale des Finances Publiques, Division Domaine, de 1 197,00 € ;

- d'autoriser Monsieur le Président à signer les actes de vente correspondants, ainsi que tout document nécessaire à la réalisation de ces opérations immobilières.

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf3d-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction du Patrimoine Immobilier

OBJET FOURNITURE ET ACHEMINEMENT DE GAZ ET PRESTATIONS ASSOCIÉES - AVENANTS N°4 ET N°5 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

DOSSIER N° | | 2 | 769 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur les avenants n° 4 et n° 5 à la convention constitutive d'un groupement de commandes relative à la fourniture et à l'acheminement de gaz et prestations associées sur le territoire de la Moselle,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

DECIDE :

• d'approuver l'avenant n° 4 à la convention constitutive du groupement de commandes figurant en annexe 1 à la présente décision, et qui a pour objet de modifier la composition du groupement de commandes en y ajoutant 15 membres qui ont voulu intégrer le groupement par nouvelle adhésion, conformément à l'article 3.1 de la convention ;

• d'approuver l'avenant n° 5 à la convention constitutive du groupement de commandes figurant en annexe 2 à la présente décision, et qui a pour objet de modifier l'article 3 de la convention constitutive du groupement de commandes afin de permettre au coordonnateur d'approuver les nouvelles demandes d'adhésion par décision écrite et d'informer annuellement la Commission Permanente de ces nouvelles adhésions. En cas de demandes d'adhésions massives modifiant de manière substantielle le groupement de commandes, la Commission Permanente sera saisie pour délibérer sans attendre le bilan annuel des adhésions ;

• d'autoriser le Président à signer ces deux avenants.

Adopté, à l'unanimité Le Président

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES RELATIF A LA FOURNITURE ET A L'ACHEMINEMENT DE GAZ ET PRESTATIONS ASSOCIEES

AVENANT MODIFICATIF N° 4

A - Identification du coordonnateur du groupement de commandes

Département de la Moselle
1, rue du Pont Moreau
CS 11096 - 57036 Metz CEDEX 1
Tél. 03 87 37 57 57 - Fax. 03 87 37 57 07
Email : smp@moselle.fr

B - Identification de l'assistant à maîtrise d'ouvrage du coordonnateur

Moselle Agence Technique
17, Quai Paul Wiltzer
57000 METZ
Tél : 03 55 94 18 11 / Fax : 03 55 94 18 12
Email : contact@matec57.fr

C - Objet de la convention et date de lancement de la consultation correspondante

- **Objet de la convention de groupement de commandes :**

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES RELATIF A LA FOURNITURE ET A L'ACHEMINEMENT DE GAZ ET PRESTATIONS ASSOCIEES

- **Date de lancement de la consultation relatif à l'accord-cadre pour la fourniture et l'acheminement de gaz et prestations associées sur le territoire de la Moselle dans le cadre du groupement de commandes :** 25/03/2020

- **Date de la mise en concurrence des candidats retenus, relative aux marchés subséquents pour la fourniture et l'acheminement de gaz et prestations associées sur le territoire de la Moselle dans le cadre du groupement de commandes (lot 1 et lot 2) :** 23/06/2020

D - Objet de l'avenant

- **Modifications introduites par le présent avenant :**

Le présent avenant modificatif passé par le coordonnateur au nom des membres du groupement de commandes, a pour objet de modifier la convention constitutive du groupement de commandes en y ajoutant 15 membres qui ont voulu intégrer le groupement par nouvelle adhésion, conformément à l'article 3.1 de la convention.

- **Membres du groupement de commandes pour le lot 1 : signature de la convention avant le 25/03/2020 :**

Lot n° 1 : fourniture, acheminement et services associés pour les points de livraison dont la distribution en gaz est réalisée par GRDF :

N°	MEMBRES
1	Département de la Moselle
2	Commune d'Albestroff
3	Commune d'Apach
4	Commune d'Ars-Sur-Moselle
5	Commune d'Ay-Sur-Moselle
6	Commune de Bambiderstroff
7	Commune de Basse-Ham
8	Commune de Bertrange
9	Commune de Bousbach
10	Commune de Bousse
11	Commune de Boust
12	Commune de Carling
13	CC Cattenom et Environs
14	CC du District Urbain de Faulquemont
15	CA de Forbach Porte de France
16	CC du Haut Chemin - Pays de Pange
17	CA Portes de France - Thionville
18	CC des Rives de Moselle
19	CC Warndt
20	CC du Saulnois
21	Commune de Cocheren
22	Commune de Courcelles Chaussy
23	Commune de Courcelles-Sur-Nied
24	Commune de Creutzwald
25	Commune de Diebling
26	Commune de Diesen
27	Commune de Distroff
28	Commune de Ennery
29	Commune de Entrange
30	Commune de Etzling
31	Commune de Falck
32	Commune de Farschviller
33	Commune de Flétrange
34	Commune de Fontoy
35	Commune de Forbach
36	Commune de Goin
37	Commune de Guerting
38	Commune de Ham-Sous-Varsberg

39	Commune de Henriville
40	Commune de Hettange-Grande
41	Commune de Hombourg-Haut
42	Commune de Illange
43	Commune de Jouy-aux-Arches
44	Commune de Kanfen
45	Commune de Kerbach
46	Commune de Kuntzig
47	Commune de Lemberg
48	Commune de Lorquin-Gondrexange
49	Commune de Macheren
50	Commune de Maizières-Lès-Metz
51	Commune de Manom
52	Commune de Merten
53	Commune de Metzervisse
54	Commune de Metzing
55	Commune de Norroy-Le-Veneur
56	Commune de Novéant
57	Commune de Ottange
58	Commune de Pagny-Les-Goin
59	Commune de Petit Rederching
60	Commune de Pontpierre
61	Commune de Porcelette
62	Commune de Pournoy-La-Grasse
63	Commune de Ranguevaux
64	Commune de Rédange
65	Commune de Réding
66	Commune de Retonfey
67	Commune de Rettel
68	Commune de Richemont
69	Commune de Rodemack
70	Commune de Roussy le village
71	Commune de Russange
72	Commune de Saint-Louis-Les-Bitche
73	Lycée privé Saint Antoine - Phalsbourg
74	Commune de Servigny-Les-Sainte-Barbe
75	SI Scolaire Pournoy-La-Grasse
76	SIE du Meinsberg
77	Commune de Stiring-Wendel
78	Commune de Stuckange
79	Syndicat Mixte du Musée de la mine
80	Commune de Terville
81	Commune de Teterchen
82	Commune de Théding

83	Commune de Tremery
84	Commune de Varsberg
85	Commune de Vic-Sur-Seille
86	Commune de Volmerange
87	Commune de Volstroff
88	Commune de Yutz

- **Nouvelle adhésion au groupement de commandes lot 1, suite à l'avenant n°1 :**

Lot n° 1 : fourniture, acheminement et services associés pour les points de livraison dont la distribution en gaz est réalisée par GRDF :

N°	MEMBRES
89	Syndicat Scolaire de Pange

- **Nouvelle adhésion au groupement de commandes lot 1 suite à l'avenant n°2 :**

Lot n° 1 : fourniture, acheminement et services associés pour les points de livraison dont la distribution en gaz est réalisée par GRDF :

N°	MEMBRES
90	Communauté de Communes du Pays de Bitche
91	Ville de Morhange

- **Nouvelle adhésion au groupement de commandes lot 1 suite à l'avenant n°3 :**

Lot n° 1 : fourniture, acheminement et services associés pour les points de livraison dont la distribution en gaz est réalisée par GRDF :

N°	MEMBRES
92	Commune d'Angevillers

- **Nouvelle adhésion au groupement de commandes lot 1 suite au présent avenant n°4 :**

Lot n° 1 : fourniture, acheminement et services associés pour les points de livraison dont la distribution en gaz est réalisée par GRDF :

N°	MEMBRES
93	Commune de Bouzonville
94	Commune de Freyming-Merlebach
95	Commune d'Obergailbach
96	Commune de Scy-Chazelles
97	Communauté de communes Bouzonvillois les Trois Frontières
98	Commune d'Alzing
99	Commune de Bining
100	Commune de Boulange
101	Commune de Guénange

102	Commune de Rohrbach-lès-Bitche
103	Commune de Tressange
104	Commune de Rurange-Lès-Thionville
105	Commune de Montbronn
106	Ensemble Scolaire Antoine Gapp - Forbach
107	Commune de Dalem

NB : Se référer à la nouvelle convention de groupement de commandes annexée.

❖ **Incidence financière de l'avenant :**

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :

☒ NON ☐ OUI

E – Clause complémentaire

Le coordonnateur du groupement de commandes a pris connaissance des modifications introduites (nouvelle adhésion).

L'ensemble des membres qu'il représente renonce donc à toutes les réclamations ultérieures liées à ces modifications résultant du présent avenant.

En outre, toutes les clauses de la convention de groupement de commandes demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant (et son annexe), lesquelles prévalent en cas de contestations.

F - Signature du coordonnateur du groupement de commandes

A …… , le …….

Pour le Département de la Moselle

Le Président du Département

Patrick WEITEN

Annexe 2

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

RELATIF A LA FOURNITURE ET A L'ACHEMINEMENT DE GAZ SUR LE TERRITOIRE DE LA MOSELLE

AVENANT MODIFICATIF N° 5

A - Identification du coordonnateur du groupement de commandes

Département de la Moselle
1, rue du Pont Moreau
CS 11096 - 57036 Metz CEDEX 1
Tél. 03 87 37 57 57 - Fax. 03 87 37 57 07
Email : smp@moselle.fr

B - Identification de l'assistant à maîtrise d'ouvrage du coordonnateur

Moselle Agence Technique
17, Quai Paul Wiltzer
57000 METZ
Tél : 03 55 94 18 11 / Fax : 03 55 94 18 12
Email : contact@matec57.fr

C - Objet de la convention et date de lancement de la consultation correspondante

- **Objet de la convention de groupement de commandes :**

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES
RELATIF A LA FOURNITURE ET A L'ACHEMINEMENT DE GAZ ET PRESTATIONS ASSOCIEES

- **Date de lancement de la consultation relatif à l'accord-cadre pour la fourniture et l'acheminement de gaz et prestations associées sur le territoire de la Moselle dans le cadre du groupement de commandes :** 25/03/2020

- **Date de la mise en concurrence des candidats retenus, relative aux marchés subséquents pour la fourniture et l'acheminement de gaz et prestations associées sur le territoire de la Moselle dans le cadre du groupement de commandes (lot 1 et lot 2) :** 23/06/2020

D - Objet de l'avenant

❖ **Modifications introduites par l'avenant :**

Le présent avenant modificatif passé par le coordonnateur au nom des membres du groupement de commandes, a pour objet de modifier l'article 3 paragraphe « Nouvelle Adhésion » de la convention constitutive du groupement de commandes, comme suit (paragraphe en gras) :

ARTICLE 3 : MEMBRES DU GROUPEMENT

Le groupement de commandes est constitué des membres signataires de la convention par le biais du formulaire d'adhésion.

Peuvent notamment être membres sur le territoire de la Moselle : les collectivités, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), les éventuels ensembles scolaires privés le cas échéant ; représentés par leur maire ou leur président et autorisés par délibération de leur Assemblée délibérante.

Les signataires de la présente convention adhèrent donc au groupement de commandes en adoptant celle-ci par délibération de leur assemblée délibérante. Une copie de la délibération et du formulaire d'adhésion est adressée à Moselle Agence Technique qui centralisera les documents et en assurera l'information auprès du coordonnateur du groupement de commandes.

Nouvelle adhésion :

L'adhésion d'un nouveau membre peut intervenir à tout moment.

L'adhésion des membres est soumise à l'approbation de leur instance délibérante autorisée.

Les candidatures de nouveaux adhérents sont adressées au coordonnateur et à Moselle Agence Technique au moyen du formulaire d'adhésion accompagné de la décision de l'assemblée délibérante concernée.

Chaque nouvelle adhésion ne sera définitive qu'après décision écrite du coordonnateur du groupement de commandes. **Toutefois, en cas de demandes d'adhésions massives, modifiant de manière substantielle le groupement de commandes,** l**a Commission Permanente du Conseil Départemental sera saisie pour délibérer sans attendre le bilan annuel des adhésions.**

Il est précisé que l'adhésion d'un nouveau membre postérieurement à la passation de la procédure initiale (accord-cadre) ne lui permet pas de bénéficier des prestations prévues dans ce cadre. Toutefois, les nouveaux membres, sous réserve de l'approbation du coordonnateur, et de la préservation de l'économie générale de l'accord-cadre (tolérance prévue dans le cadre de l'accord-cadre et des marchés subséquents), pourront bénéficier des prestations prévues en qualité de « bénéficiaire potentiel » dans la mesure où la définition initiale des besoins n'en est pas modifiée.

❖ **Incidence financière de l'avenant :**

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :

☒ NON ☐ OUI

E – Clause complémentaire

Le coordonnateur du groupement de commandes a pris connaissance des modifications introduites.

L'ensemble des membres qu'il représente renonce donc à toutes les réclamations ultérieures liées à ces modifications résultant du présent avenant.

En outre, toutes les clauses de la convention de groupement de commandes demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestations.

F - Signature du coordonnateur du groupement de commandes

A …… , le ……

Pour le Département de la Moselle

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf3c-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction du Patrimoine Immobilier

OBJET FOURNITURE ET ACHEMINEMENT D'ELECTRICITE ET PRESTATIONS ASSOCIEES - AVENANTS N° 5 ET N°6 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

DOSSIER N° | | 3 | 768 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur les avenants n° 5 et n° 6 à la convention constitutive d'un groupement de commandes relatif à la fourniture et à l'acheminement d'électricité et prestations associées sur le territoire de la Moselle,
VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

• d'approuver l'avenant n° 5 à la convention constitutive du groupement de commandes figurant en annexe 1 à la présente décision, et qui a pour objet de modifier la composition du groupement de commandes en ajoutant l'ensemble scolaire Antoine Gapp de FORBACH et la commune d'AUGNY ;

• d'approuver l'avenant n° 6 à la convention constitutive du groupement de commandes figurant en annexe 2 à la présente décision, et qui a pour objet de modifier l'article 3 de la convention constitutive du groupement de commandes afin de permettre au coordonnateur d'approuver les nouvelles demandes d'adhésion par décision écrite et d'informer annuellement la Commission Permanente de ces nouvelles adhésions. En cas de demandes d'adhésions massives modifiant de manière substantielle le groupement de commandes, la Commission Permanente sera saisie pour délibérer sans attendre le bilan annuel des adhésions ;
• d'autoriser le Président à signer ces deux avenants.

Adopté, à l'unanimité Le Président

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

RELATIF A LA FOURNITURE ET A L'ACHEMINEMENT D'ELECTRICITE SUR LE TERRITOIRE DE LA MOSELLE

AVENANT MODIFICATIF N° 5

A - Identification du coordonnateur du groupement de commandes

Département de la Moselle
1, rue du Pont Moreau
CS 11096 - 57036 Metz CEDEX 1
Tél. 03 87 37 57 57 - Fax. 03 87 37 57 07
Email : smp@moselle.fr

B - Identification de l'assistant à maîtrise d'ouvrage du coordonnateur

Moselle Agence Technique
17, Quai Paul Wiltzer
57000 METZ
Tél : 03 55 94 18 11 / Fax : 03 55 94 18 12
Email : contact@matec57.fr

C - Objet de la convention et date de lancement de la consultation correspondante

- **Objet de la convention de groupement de commandes :**

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES
RELATIF A LA FOURNITURE ET A L'ACHEMINEMENT D'ELECTRICITE SUR LE TERRITOIRE DE LA MOSELLE

- **Date de lancement de la consultation relatif à l'accord-cadre lots 1, 2, 3 et 4, pour la fourniture et l'acheminement d'électricité et prestations associées sur le territoire de la Moselle dans le cadre d'un groupement de commandes :** 05/03/2021

- **Date de la première remise en concurrence des candidats retenus, relative aux marchés subséquents pour la fourniture et l'acheminement d'électricité et prestations associées sur le territoire de la Moselle dans le cadre d'un groupement de commandes (lots 1, 2 et 4) :** 01/07/2021

D - Objet de l'avenant

- **Modifications introduites par l'avenant :**

Le présent avenant modificatif passé par le coordonnateur au nom des membres du groupement de commandes, a pour objet de modifier la convention constitutive du groupement de commandes en y ajoutant 2 membres, l'ensemble scolaire Antoine Gapp de Forbach et la commune d'Augny, qui ont voulu intégrer le groupement par nouvelle adhésion, conformément à l'article 3 de la convention.

- **Ci-dessous, les 268 membres initiaux du groupement de commandes, hors Département de la Moselle, qui ont signé la convention avant le 05/03/2021 :**

N°	Collectivités/EPCI
1	ADAINCOURT
2	ALAINCOURT-LA-COTE
3	ALBESTROFF
4	ALGRANGE
5	ALSTING
6	ALTVILLER
7	ALZING
8	ANCY-DORNOT
9	ANGEVILLERS
10	ANZELING
11	ARGANCY
12	ARS SUR MOSELLE
13	ASSENONCOURT
14	ATTILONCOURT
15	AUBE
16	AVRICOURT
17	AZOUDANGE
18	BAERENTHAL
19	BAMBIDERSTROFF
20	BANNAY
21	BASSE-HAM
22	BASSE-RENTGEN
23	BASSING
24	BAZONCOURT
25	BEHREN-LES-FORBACH
26	BENING-LES-SAINT-AVOLD
27	BÉRIG-VINTRANGE
28	BERLING
29	BERTRANGE
30	BETTELAINVILLE
31	BEZANGE-LA-PETITE
32	BIBICHE
33	BIONVILLE
34	BOULANGE
35	BOURDONNAY
36	BOUSBACH
37	BOUSSE
38	BOUST
39	BREHAIN
40	BROUDERDORFF
41	BRULANGE

42	BUDLING
43	BUHL-LORRAINE
44	CAPPEL
45	CARLING
46	CATTENOM
47	CC MAD ET MOSELLE
48	CC PAYS DE BITCHE
49	CC SUD MESSIN
50	CC HAUT CHEMIN – PAYS DE PANGE
51	CHAMBREY
52	CHANVILLE
53	CHÂTEAU-BREHAIN
54	CHÂTEAU-ROUGE
55	CHÂTEAU-VOUE
56	CHEMINOT
57	COINCY
58	COLMEN
59	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAINT-AVOLD SYNERGIE
60	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PORTES DE FRANCE-THIONVILLE
61	CONDE-NORTHEN
62	COUME
63	CRAINCOURT
64	CREHANGE
65	DALEM
66	DELME
67	DENTING
68	DESSELING
69	DIEBLING
70	DIESEN
71	DIFFEMBACH-LES-HELLIMER
72	DISTROFF
73	EBERSVILLER
74	EINCHEVILLE
75	ELZANGE
76	ENNERY
77	ENTRANGE
78	EVRANGE
79	FALCK
80	FARSCHVILLER
81	FEY
82	FILSTROFF
83	FIXEM
84	FLASTROFF
85	FLETRANGE
86	FLEURY

87	FLORANGE
88	FOLKLING
89	FONTOY
90	FORBACH
91	FRANCALTROFF
92	GIVRYCOURT
93	GOIN
94	GONDREXANGE
95	GORZE
96	GREMECEY
97	GRINDORFF-BIZING
98	GROSTENQUIN
99	GUEBESTROFF
100	GUEBLING
101	GUENANGE
102	GUERSTLING
103	GUERTING
104	GUINKIRCHEN
105	GUNTZVILLER
106	HAGEN
107	HALSTROFF
108	HAM-SOUS-VARSBERG
109	HAN-SUR-NIED
110	HARGARTEN-AUX-MINES
111	HARREBERG
112	HARTZVILLER
113	HASELBOURG
114	HAUTE-VIGNEULLES
115	HAVANGE
116	HENRIDORF
117	HENRIVILLE
118	HESTROFF
119	HETTANGE-GRANDE
120	HILBESHEIM
121	HINCKANGE
122	HOLLING
123	HOMMERT
124	HUNTING
125	ILLANGE
126	INSMING
127	JOUY-AUX-ARCHES
128	KANFEN
129	KEMPLICH
130	KLANG
131	LANEUVEVILLE-EN-SAULNOIS
132	LANGATTE

133	LAUNSTROFF
134	LEMBERG
135	LENING
136	LES ETANGS
137	LEZEY
138	L'HOPITAL
139	LIDREZING
140	LINDRE-BASSE
141	LINDRE-HAUTE
142	LIXHEIM
143	LORRY-LES-METZ
144	LOSTROFF
145	LOUVIGNY
146	LUPPY
147	LUTTANGE
148	MAIZEROY
149	MALAUCOURT-SUR-SEILLE
150	MALLING
151	MALROY
152	MANDEREN-RITZING
153	MANOM
154	MEGANGE
155	MENSKIRCH
156	METAIRIES-SAINT-QUIRIN
157	METZERESCHE
158	METZERVISSE
159	MITTERSHEIM
160	MONCOURT
161	MONDORFF
162	MORHANGE
163	MORSBACH
164	MOUSSEY
165	MOYEUVRE-GRANDE
166	MUNSTER
167	NARBEFONTAINE
168	NEBING
169	NEUF MOULINS
170	NEUF VILLAGE
171	NIEDERVISSE
172	OBERDORFF
173	OBERVISSE
174	OGY-MONTOY-FLANVILLE
175	OTTANGE
176	OTTONVILLE
177	PANGE
178	PETIT-REDERCHING

179	PHILIPPSBOURG
180	PIBLANGE
181	PONTOY
182	PORCELETTE
183	POURNOY-LA-GRASSE
184	PUZIEUX
185	RANGUEVAUX
186	REDANGE
187	REDING
188	REMELFANG
189	RENING
190	RETONFEY
191	RETTEL
192	RHODES
193	RICHEMONT
194	RODALBE
195	RODEMACK
196	ROHRBACH-LES-BITCHE
197	RONCOURT
198	ROSSELANGE
199	ROUPELDANGE
200	ROUSSY-LE-VILLAGE
201	RUSSANGE
202	RUSTROFF
203	SAINT-JEAN-KOURTZERODE
204	SAINT-FRANCOIS-LACROIX
205	SAINT-GEORGES
206	SAINT-HUBERT
207	SAINT-JURE
208	SAINT-LOUIS
209	SAINT-QUIRIN
210	SANRY-LES-VIGY
211	SCHORBACH
212	SCHWERDORFF
213	SERVIGNY-LES-SAINTE-BARBE
214	SI2A – SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE L'ANZELING
215	SIA LENING
216	SIA REMELBACH
217	SIA-INSMING-NELLING
218	SIE DE L'EST THIONVILLOIS
219	SIE CATTENOM
220	SIE LANGATTE-DIANE CAPELLE
221	SIE LORQUIN
222	SIE REGION DES ETANGS
223	SIEGVO

224	SILLY-SUR-NIED
225	SIS DELME ET ENVIRONS
226	SIS POURNOY-LA-GRASSE
227	SISCOM
228	SIVOM D'ALZETTE
229	SIVOM DES ARMOISES
230	SIVU ECOLE MATERNELLE DE RETTEL
231	SOLGNE
232	SOTZELING
233	STUCKANGE
234	SUISSE
235	SYNDICAT D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT DE LA BICKENALBE
236	SYNDICAT MIXTE DES EAUX DE LA ROSE
237	SYNDICAT MIXTE DES EAUX DE RODALBE
238	SYNDICAT SCOLAIRE DE PANGE
239	SYNDICAT-LE-MALBROUCK
240	TENTELING
241	TERVILLE
242	TETERCHEN
243	THONVILLE
244	TORCHEVILLE
245	TREMERY
246	TRESSANGE
247	TROMBORN
248	VALLERANGE
249	VARIZE
250	VASPERVILLER
251	VECKERSVILLER
252	VECKRING
253	VERGAVILLE
254	VERNEVILLE
255	VERNY
256	VESCHEIM
257	VIC SUR SEILLE
258	VITRY-SUR-ORNE
259	VITTERSBOURG
260	VIVIERS
261	VOELFLING-LES-BOUZONVILLE
262	VOLMERANGE-LES-MINES
263	WALDWISSE
264	YUTZ
265	ZARBELING
266	ZILLING
267	ZIMMING
268	ZOUFFTGEN

- **Ci-dessous les nouvelles adhésions au groupement de commandes dont la délibération d'adhésion est postérieure au 05/03/2021, suite à l'avenant n°1 :**

Territoire du lot n° 1 : Fourniture, acheminement et services associés pour les points de livraison dont la distribution en électricité est réalisée par ENEDIS :

N°	MEMBRES
269	CC BOUZONVILLOIS 3 FRONTIERES
270	THIONVILLE
271	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'ARC MOSELLAN
272	CA VAL DE FENSCH
273	STIRING WENDEL

Territoire du lot n° 2 : Fourniture, acheminement et services associés pour les points de livraison dont la distribution en électricité est réalisée par URM :

N°	MEMBRES
274	MOULINS LES METZ
275	AY SUR MOSELLE
276	COURCELLES CHAUSSY
277	PELTRE
278	REMILLY
279	VIGY
280	SCY CHAZELLES

- **Ci-dessous les nouvelles adhésions et le retrait au groupement de commandes dont la délibération d'adhésion est postérieure au 05/03/2021, suite à l'avenant n°2 :**

Territoire du lot n° 2 : fourniture, acheminement et services associés pour les points de livraison dont la distribution en électricité est réalisée par URM :

N°	MEMBRES
281	WOIPPY
1 / Retrait	ADAINCOURT

Territoire du lot n° 4 : Fourniture, acheminement et services associés pour les points de livraison dont la distribution en électricité est réalisée par les autres régies :

N°	MEMBRES
281	HOMBOURG HAUT (suite au retrait d'ADAINCOURT)

- **Ci-dessous les nouvelles adhésions au groupement de commandes dont la délibération d'adhésion est postérieure au 05/03/2021, suite à l'avenant n°3 :**

Territoire du lot n° 1 : fourniture, acheminement et services associés pour les points de livraison dont la distribution en électricité est réalisée par ENEDIS :

N°	MEMBRES
282	HATTIGNY
283	KUNTZIG
284	COLLEGE SAINT-ANTOINE PHALSBOURG

- **Ci-dessous les nouvelles adhésions au groupement de commandes dont la délibération d'adhésion est postérieure au 05/03/2021, suite à l'avenant n°4 :**

Territoire du lot n° 1 : fourniture, acheminement et services associés pour les points de livraison dont la distribution en électricité est réalisée par ENEDIS :

N°	MEMBRES
285	DIEUZE

Territoire du lot n° 4 : Fourniture, acheminement et services associés pour les points de livraison dont la distribution en électricité est réalisée par les autres régies :

N°	MEMBRES
286	BITCHE

NB : Se référer à la nouvelle convention de groupement de commandes annexée.

- **Ci-dessous les nouvelles adhésions au groupement de commandes dont la délibération d'adhésion est postérieure au 05/03/2021, suite au présent avenant n°5 :**

Territoire du lot n° 1 : fourniture, acheminement et services associés pour les points de livraison dont la distribution en électricité est réalisée par ENEDIS :

N°	MEMBRES
287	ENSEMBLE SCOLAIRE ANTOINE GAPP DE FORBACH

Territoire du lot n° 2 : fourniture, acheminement et services associés pour les points de livraison dont la distribution en électricité est réalisée par RESEDA (URM) :

N°	MEMBRES
288	AUGNY

NB : Se référer à la nouvelle convention de groupement de commandes annexée.

❖ **Incidence financière de l'avenant :**

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :

☒ NON ☐ OUI

E – Clause complémentaire

Le coordonnateur du groupement de commandes a pris connaissance des modifications introduites (nouvelle adhésion).

L'ensemble des membres qu'il représente renonce donc à toutes les réclamations ultérieures liées à ces modifications résultant du présent avenant.

En outre, toutes les clauses de la convention de groupement de commandes demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant (et son annexe), lesquelles prévalent en cas de contestations.

F - Signature du coordonnateur du groupement de commandes

A …… , le ……

Pour le Département de la Moselle

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

RELATIF A LA FOURNITURE ET A L'ACHEMINEMENT D'ELECTRICITE SUR LE TERRITOIRE DE LA MOSELLE

AVENANT MODIFICATIF N° 6

A - Identification du coordonnateur du groupement de commandes

Département de la Moselle
1, rue du Pont Moreau
CS 11096 - 57036 Metz CEDEX 1
Tél. 03 87 37 57 57 - Fax. 03 87 37 57 07
Email : smp@moselle.fr

B - Identification de l'assistant à maîtrise d'ouvrage du coordonnateur

Moselle Agence Technique
17, Quai Paul Wiltzer
57000 METZ
Tél : 03 55 94 18 11 / Fax : 03 55 94 18 12
Email : contact@matec57.fr

C - Objet de la convention et date de lancement de la consultation correspondante

- **Objet de la convention de groupement de commandes :**

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES
RELATIF A LA FOURNITURE ET A L'ACHEMINEMENT D'ELECTRICITE SUR LE TERRITOIRE DE LA MOSELLE

- **Date de lancement de la consultation relatif à l'accord-cadre lots 1, 2, 3 et 4, pour la fourniture et l'acheminement d'électricité et prestations associées sur le territoire de la Moselle dans le cadre d'un groupement de commandes :** 05/03/2021

- **Date de la première remise en concurrence des candidats retenus, relative aux marchés subséquents pour la fourniture et l'acheminement d'électricité et prestations associées sur le territoire de la Moselle dans le cadre d'un groupement de commandes (lots 1, 2 et 4) :** 01/07/2021

D - Objet de l'avenant

❖ **Modifications introduites par l'avenant :**

Le présent avenant modificatif passé par le coordonnateur au nom des membres du groupement de commandes, a pour objet de modifier l'article 3 paragraphe « Nouvelle Adhésion » de la convention constitutive du groupement de commandes, comme suit (paragraphe en gras) :

ARTICLE 3 : MEMBRES DU GROUPEMENT

Le groupement de commandes est constitué des membres signataires de la convention par le biais du formulaire d'adhésion.

Peuvent notamment être membres sur le territoire de la Moselle : les collectivités, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), les éventuels ensembles scolaires privés le cas échéant ; représentés par leur maire ou leur président et autorisés par délibération de leur Assemblée délibérante.

Les signataires de la présente convention adhèrent donc au groupement de commandes en adoptant celle-ci par délibération de leur assemblée délibérante. Une copie de la délibération et du formulaire d'adhésion est adressée à Moselle Agence Technique qui centralisera les documents et en assurera l'information auprès du coordonnateur du groupement de commandes.

Nouvelle adhésion :

L'adhésion d'un nouveau membre peut intervenir à tout moment.

L'adhésion des membres est soumise à l'approbation de leur instance délibérante autorisée.

Les candidatures de nouveaux adhérents sont adressées au coordonnateur et à Moselle Agence Technique au moyen du formulaire d'adhésion accompagné de la décision de l'assemblée délibérante concernée.

Chaque nouvelle adhésion ne sera définitive qu'après décision écrite du coordonnateur du groupement de commandes. **Toutefois, en cas de demandes d'adhésions massives, modifiant de manière substantielle le groupement de commandes,** l**a Commission Permanente du Conseil Départemental sera saisie pour délibérer sans attendre le bilan annuel des adhésions.**

Il est précisé que l'adhésion d'un nouveau membre postérieurement à la passation de la procédure initiale (accord-cadre) ne lui permet pas de bénéficier des prestations prévues dans ce cadre. Toutefois, les nouveaux membres, sous réserve de l'approbation du coordonnateur, et de la préservation de l'économie générale de l'accord-cadre (tolérance prévue dans le cadre de l'accord-cadre et des marchés subséquents), pourront bénéficier des prestations prévues en qualité de « bénéficiaire potentiel » dans la mesure où la définition initiale des besoins n'en est pas modifiée.

❖ **Incidence financière de l'avenant :**

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :

☒ NON ☐ OUI

E – Clause complémentaire

Le coordonnateur du groupement de commandes a pris connaissance des modifications introduites.

L'ensemble des membres qu'il représente renonce donc à toutes les réclamations ultérieures liées à ces modifications résultant du présent avenant.

En outre, toutes les clauses de la convention de groupement de commandes demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestations.

F - Signature du coordonnateur du groupement de commandes

A …… , le ……

Pour le Département de la Moselle

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf30-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction du Patrimoine Immobilier

OBJET MISES A DISPOSITION DE LOCAUX DEPARTEMENTAUX AU BENEFICE DE MATEC ET DU CAUE

DOSSIER N° | | 4 | 740 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la mise à disposition de locaux au bénéfice de Moselle Agence Technique (MATEC) et du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) de la Moselle ;

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de valider le contenu des conventions de mise à disposition de locaux départementaux au bénéfice de MATEC et du CAUE, figurant en annexes 1 et 2 à la présente décision,
- d'autoriser le Président à les signer ainsi que tout document nécessaire à la réalisation de cette opération immobilière.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Annexe 1

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET D'EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT

N°

PREAMBULE

Par convention du 3 mai 2019 et son avenant n°1 du 17 décembre 2021, Moselle Agence Technique (MATEC) occupe des locaux situés au sein de la propriété départementale sise 16/17 quai Paul Wiltzer à METZ.

Dans le cadre des travaux de réhabilitation et d'aménagement de cette propriété, il a été décidé que MATEC dispose de nouveaux espaces situés en rez-de-chaussée de la propriété départementale.

Les travaux de réhabilitation et d'aménagement étant terminés, il est convenu de signer une nouvelle convention de mise à disposition de locaux.

Entre :

Le Département de la Moselle, sis 1, rue du Pont Moreau à METZ, représenté par son Président Monsieur Patrick WEITEN, autorisé par une Décision de la Commission Permanente en date du 12 septembre 2022,

d'une part,

Et :

Moselle Agence Technique sise 16/17, quai Paul Wiltzer à METZ, représentée par son Président Monsieur Laurent MULLER, ayant reçu délégation du Conseil d'Administration à cet effet, le XX XXXXX 2022,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1 : Objet

L'objet de la présente convention est d'une part la mise à disposition de locaux et d'emplacements de stationnement au sein du site départemental situé 16/17, quai Paul WILTZER à METZ, destinés à accueillir l'activité de Moselle Agence Technique et d'autre part, les conditions de gestion et de fonctionnement desdits locaux.

Article 2 : Désignation des locaux (voir plans en annexes 3 et 4)

2.1) localisation

Le Département met à disposition de Moselle Agence Technique :

a) 643,73 m² de bureaux situés au rez-de-chaussée de l'immeuble départemental situé 16/17, quai Paul WILTZER à METZ, désignés sur le plan annexé à la présente convention,

   Le bureau de la Direction et celui de l'Assistante de Direction sont partagés avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE).

b) 7 emplacements de stationnement, dont un partagé avec le CAUE, situés dans la cour intérieure du site départemental, tels que matérialisés sur le plan annexé à la présente convention.

Les sanitaires et circulations, l'amphithéâtre ainsi que les salles de réunion sont partagés avec les services du Département présents dans l'immeuble et avec le CAUE.

Moselle Agence Technique peut également disposer, à l'instar des services départementaux et du CAUE, des salles et des espaces de réunion des autres sites départementaux, afin de pouvoir organiser des réunions, et des conseils d'administration selon les disponibilités et selon les conditions d'usage et de réservation en vigueur au sein de la collectivité.

2.2) mobilier et équipements

Les bureaux sont meublés et équipés par MATEC, à l'exception de la salle de convivialité qui a été meublée par le Département.

Une douche et une paroi séparatrice entre les deux secrétariats ont été financées conjointement par MATEC et le CAUE.

2.3) Accès des personnels et visiteurs

Les agents de MATEC disposent d'un badge d'accès au bâtiment du Département à l'instar des agents départementaux.

L'accès piéton des visiteurs de MATEC se fait via l'entrée principale du site départemental sur le Quai Wiltzer – portail rouge, et dispose d'une sonnette dédiée. MATEC dispose également de sonnettes aux barrières situées après le porche Quai Wiltzer et côté Rue Eugène Schneider, pour les visiteurs, sans garantie d'emplacement de stationnement disponible.

Article 3 : Destination des locaux

Les locaux, objets de la présente convention, seront exclusivement utilisés par Moselle Agence Technique pour exercer ses missions.
Moselle Agence Technique ne pourra céder les droits qui lui sont octroyés pendant la durée de la convention. La sous-location des locaux est interdite.

Article 4 : Conditions d'utilisation

4.1) respect du règlement intérieur

Moselle Agence Technique devra se référer aux règles, usages, horaires et procédures en vigueur au sein du site départemental. Chaque agent de Moselle Agence Technique recevra un badge permettant l'accès au bâtiment. Les horaires d'accès au bâtiment seront consentis par le Département selon les besoins de MATEC et la fonction exercée par l'agent au sein de sa structure.

4.2) sécurité / référent

En cas de problème rencontré par Moselle Agence Technique dans les locaux, le référent est la Direction du Patrimoine Immobilier / Service de la Gestion Foncière et Immobilière du Département de la Moselle.

4.3) droit de visite

Moselle Agence Technique s'engage à permettre l'accès des locaux mis à disposition à tout délégué de l'administration départementale.

Article 5 : Travaux/aménagement

5.1) travaux

Aucuns travaux ne pourront être entrepris dans les locaux objets de cette convention sans autorisation du Département.

5.2) aménagements

Moselle Agence Technique ne pourra procéder à aucun aménagement des locaux sans autorisation du Département.

Article 6 : Assurances et responsabilités

Moselle Agence Technique s'engage à souscrire un contrat d'assurance destiné à garantir en responsabilité civile ainsi que contre l'incendie, les dégâts des eaux, les explosions, la foudre et en général tous les risques locatifs dont elle doit répondre, justifier de cette assurance avant la prise de possession des locaux et du paiement des primes chaque année, à la demande du Département.

Article 7 : Durée

La convention est conclue pour une durée de 3 ans et 8 mois à compter du 1er mai 2022 et viendra à expiration le 31 décembre 2025. En aucun cas, elle ne sera renouvelable par tacite reconduction.

Article 8 : Conditions financières

8.a) Il est convenu que les locaux et emplacements de stationnement sont mis à disposition au bénéfice de MATEC à titre totalement gratuit, gratuité incluant les charges de fonctionnement.

Le loyer total annuel 2022 des bureaux et des emplacements de stationnement est estimé à 66 351,53 €. La valeur locative des locaux est estimée à 122 € le m². La valeur locative d'un emplacement de stationnement est estimée à 576 €.

Le montant annuel 2022 des charges de fonctionnement est estimé à 21 680,68 €, soit à compter du 1er mai 2022 à 42,20 € le m².

Ces charges correspondent aux frais de fonctionnement du bâtiment relatifs aux fluides (eau, électricité et énergie calorifique), aux ascenseurs, RIA et SSI, à la détection incendie, au gardiennage, aux exutoires de fumée, aux installations techniques dont font partie la maintenance des portes des sas automatiques des deux entrées du site, au contrôle électrique, à l'entretien des espaces verts, aux barrières, au nettoyage et à tous les éléments liés à la sécurité du site.

8.b) Les loyers et charges estimés pour les années 2022 à 2025 sont précisés dans le tableau ci-dessous.

	2022		2023	2024	2025
	Du 01/01 au 30/04	Du 01/05 au 31/12			
Surfaces en m²	253	643,73	643,73	643,73	643,73
Loyer	11 499,23 €	54 852,30 €	84 746,80 €	87 289,21 €	89 907,88 €
Charges	3 560,67 €	18 120,01 €	27 995,41 €	28 835,27 €	29 700,33 €

Une hausse de 3% forfaitaire d'une année sur l'autre est appliquée sur les montants du loyer et des charges.

Article 9 : Résiliation

La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 6 mois.
La convention pourra être résiliée par le Département en cas de force majeure, vente du site, pour cause d'intérêt général ou pour non-respect de la convention sans donner droit à indemnisation.

Article 10 : Litiges

Toutes contestations survenant à l'occasion de l'interprétation, l'exécution ou la cessation de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de STRASBOURG après constat de désaccord persistant.

Fait à METZ en deux exemplaires originaux, le

Pour Moselle Agence Technique, Le Président	Pour le Département, Le Président
Laurent MULLER	Patrick WEITEN

Annexes :

- *Décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 12/09/2022 (annexe 1),*
- *Délibération du Conseil d'Administration de MATEC (annexe 2),*
- *Plan des locaux (annexe 3),*
- *Plan de la cour intérieure du site Wiltzer (annexe 4).*

Annexe 2

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET D'EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT

N°

PREAMBULE

Par convention du 18 avril 2019 et son avenant n°1 du 14 décembre 2021, le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) de la Moselle occupe des locaux situés au sein de la propriété départementale sise 16/17 quai Paul Wiltzer à METZ.

Dans le cadre des travaux de réhabilitation et d'aménagement de cette propriété, il a été décidé que le CAUE dispose de nouveaux espaces situés en rez-de-chaussée de la propriété départementale.

Les travaux de réhabilitation et d'aménagement étant terminés, il est convenu de signer une nouvelle convention de mise à disposition de locaux.

Entre :

Le Département de la Moselle, sis 1, rue du Pont Moreau à METZ, représenté par son Président Monsieur Patrick WEITEN, autorisé par une Décision de la Commission Permanente en date du 12 septembre 2022,

d'une part,

Et :

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement sis 16/17, quai Paul Wiltzer à METZ, représenté par sa Présidente Madame Alexandra REBSTOCK PINNA, ayant reçu délégation du Conseil d'Administration à cet effet, le XX XXXXX 2022,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1 : Objet

L'objet de la présente convention est d'une part la mise à disposition de locaux et d'emplacements de stationnement au sein du site départemental situé 16/17, quai Paul WILTZER à METZ, destinés à accueillir l'activité du CAUE et d'autre part, les conditions de gestion et de fonctionnement desdits locaux.

Article 2 : Désignation des locaux (voir plans en annexes 3 et 4)

2.1) localisation

Le Département met à disposition du CAUE :

a) 355,27 m² de bureaux situés au rez-de-chaussée de l'immeuble départemental situé 16/17, quai Paul WILTZER à METZ, désignés sur le plan annexé à la présente convention,

   Le bureau de la Direction et celui de l'Assistante de Direction sont partagés avec Moselle Agence Technique (MATEC).

b) 4 emplacements de stationnement, dont un partagé avec MATEC, situés dans la cour intérieure du site départemental, tels que matérialisés sur le plan annexé à la présente convention.

Les sanitaires et circulations ainsi que les salles de réunion et l'amphithéâtre sont partagés avec les services du Département présents dans l'immeuble et avec MATEC.

Le CAUE peut également disposer, à l'instar des services départementaux et de MATEC, des salles et des espaces de réunion des autres sites départementaux, afin de pouvoir organiser des réunions, et des conseils d'administration selon les disponibilités et selon les conditions d'usage et de réservation en vigueur au sein de la collectivité.

2.2) mobilier et équipements

Les bureaux sont meublés et équipés par MATEC, à l'exception de la salle de convivialité qui a été meublée par le Département.

Une douche et une paroi séparatrice entre les deux secrétariats ont été financées conjointement par MATEC et le CAUE.

2.3) Accès des personnels et visiteurs

Les agents du CAUE disposent d'un badge d'accès au bâtiment du Département à l'instar des agents départementaux.

L'accès piéton des visiteurs du CAUE se fait via l'entrée principale du site départemental sur le Quai Wiltzer – portail rouge, et dispose d'une sonnette dédiée. Le CAUE dispose également de sonnettes aux barrières situées après le porche Quai Wiltzer et côté Rue Eugène Schneider, pour les visiteurs, sans garantie d'emplacement de stationnement disponible.

Article 3 : Destination des locaux

Les locaux, objets de la présente convention, seront exclusivement utilisés par le CAUE pour exercer ses missions.
Le CAUE ne pourra céder les droits qui lui sont octroyés pendant la durée de la convention.
La sous-location des locaux est interdite.

Article 4 : Conditions d'utilisation

4.1) respect du règlement intérieur

Le CAUE devra se référer aux règles, usages, horaires et procédures en vigueur au sein du site départemental. Chaque agent du CAUE dispose d'un badge permettant l'accès au bâtiment. Les horaires d'accès au bâtiment seront consentis par le Département selon les besoins du CAUE et la fonction exercée par l'agent au sein de sa structure.

4.2) sécurité / référent

En cas de problème rencontré par le CAUE dans les locaux, le référent est la Direction du Patrimoine Immobilier / Service de la Gestion Foncière et Immobilière du Département de la Moselle.

4.3) droit de visite

Le CAUE s'engage à permettre l'accès des locaux mis à disposition à tout délégué de l'administration départementale.

Article 5 : Travaux/aménagement

5.1) travaux

Aucuns travaux ne pourront être entrepris dans les locaux objets de cette convention sans autorisation du Département.

5.2) aménagements

Le CAUE ne pourra procéder à aucun aménagement des locaux sans autorisation du Département.

Article 6 : Assurances et responsabilités

Le CAUE s'engage à souscrire un contrat d'assurance destiné à garantir en responsabilité civile ainsi que contre l'incendie, les dégâts des eaux, les explosions, la foudre et en général tous les risques locatifs dont elle doit répondre, justifier de cette assurance avant la prise de possession des locaux et du paiement des primes chaque année, à la demande du Département.

Article 7 : Durée

La convention est conclue pour une durée de 3 ans et 8 mois à compter du 1er mai 2022 et viendra à expiration le 31 décembre 2025. En aucun cas, elle ne sera renouvelable par tacite reconduction.

Article 8 : Conditions financières

8.a) Il est convenu que les locaux et emplacement de stationnement sont mis à disposition au bénéfice du CAUE à titre totalement gratuit, gratuité incluant les charges de fonctionnement.

Le loyer total annuel 2022 des bureaux et des emplacements de stationnement est estimé à 36 498,04 €.

A compter du 1er mai 2022, la valeur locative des locaux est estimée à 122 € le m². La valeur locative d'un emplacement de stationnement est estimée à 576 €.

Le montant annuel 2022 des charges de fonctionnement est estimé à 12 652,78 €, soit à 42,20 € le m².

Ces charges correspondent aux frais de fonctionnement du bâtiment relatifs aux fluides (eau, électricité et énergie calorifique), aux ascenseurs, RIA et SSI, à la détection incendie, au gardiennage, aux exutoires de fumée, aux installations techniques dont font partie la maintenance des portes des sas automatiques des deux entrées du site, au contrôle électrique, à l'entretien des espaces verts, aux barrières, au nettoyage et à tous les éléments liés à la sécurité du site.

8.b) Les loyers et charges estimés pour les années 2022 à 2025 sont précisés dans le tableau ci-dessous.

	2022		2023	2024	2025
	Du 01/01 au 30/04	Du 01/05 au 31/12			
Surfaces en m²	141,53	355,27	355,27	355,27	355,27
Loyer	6 259,15 €	30 238,89 €	46 719,08 €	48 120,65 €	49 564,27 €
Charges	2 653,40 €	9 999,38 €	15 449,05 €	15 912,52 €	16 389,90 €

Une hausse de 3% forfaitaire d'une année sur l'autre est appliquée sur les montants du loyer et des charges.

Article 9 : Résiliation

La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 6 mois.

La convention pourra être résiliée par le Département en cas de force majeure, vente du site, pour cause d'intérêt général ou pour non-respect de la convention sans donner droit à indemnisation.

Article 10 : Litiges

Toutes contestations survenant à l'occasion de l'interprétation, l'exécution ou la cessation de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de STRASBOURG après constat de désaccord persistant.

Fait à METZ en deux exemplaires originaux, le

Pour le CAUE La Présidente	Pour le Département Le Président
Alexandra REBSTOCK PINNA	Patrick WEITEN

Annexes :

- *Décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 12/09/2022 (annexe 1),*
- *Délibération du Conseil d'Administration du CAUE (annexe 2),*
- *Plan des locaux (annexe 3),*
- *Plan de la cour intérieure du site Wiltzer (annexe 4).*

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf2d-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction du Patrimoine Immobilier

OBJET OPERATIONS IMMOBILIERES A SARRALBE

DOSSIER N° | | 5 | 699 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur des opérations immobilières à SARRALBE ;

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'autoriser l'acquisition auprès de la Commune de SARRALBE de 95 m² de terrain, à l'euro symbolique, cadastrés section 17 n°145/75,
- de céder à l'euro symbolique les 95 m² préalablement acquis auprès de la Commune de SARRALBE, à la Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences,
- de valider la cession au bénéfice de la Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences des parcelles cadastrées section 17 n°147/82 et n°107 et section 18 n°8 - ban de SARRALBE, à la valeur estimée par France Domaine le 03 mai 2022, soit 210 000 €,
- d'autoriser le Président à signer l'ensemble des actes correspondants, ainsi que tout document nécessaire à la réalisation de ces opérations immobilières.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf36-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction du Patrimoine Immobilier

OBJET CESSION D'UNE PARCELLE DEPARTEMENTALE A BOULAY-MOSELLE

DOSSIER N° | | 6 | 754 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la cession d'une parcelle départementale à BOULAY-MOSELLE,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de valider la cession à l'euro symbolique d'une parcelle de 80 ca, estimée par France Domaine à 200 €, au bénéfice de la SCI HYRULE, domiciliée 6 rue de l'Eglise à VARIZE-VAUDONCOURT, en contrepartie notamment de la pose d'une clôture séparative dont la longueur est estimée à 63 ml,
- d'autoriser le Président à signer l'acte de vente correspondant ainsi que tout document nécessaire à la réalisation de cette opération immobilière.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf31-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

OBJET CONCOURS "MA CANTINE DURABLE SANS GASPI"

DOSSIER N° | | 7 | 741 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président, portant sur le concours "Ma cantine durable sans gaspi" 2022,

Vu la décision de la Commission Permanente du 14 février 2022, autorisant le lancement du concours (rapport n°11),

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- De valider la liste des 9 collèges bénéficiaires du concours « Ma cantine durable sans gaspi » et d'attribuer les montants d'aide, tels que figurant en annexe à la présente décision,
- D'engager les crédits correspondants.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

MA CANTINE DURABLE SANS GASPI

N° Dossier	Bénéficiaire	Commune	Objet de la subvention	Montant Aide
DDBD04676	COLLEGE GABRIEL PIERNE	SAINTE-MARIE-AUX-CHENES	MA CANTINE DURABLE SANS GASPI - COLLEGE GABRIEL PIERNE STE MARIE AUX CHENES	1 696,00 €
DDBD04681	COLLEGE HIMMELSBERG	SARREGUEMINES	MA CANTINE DURABLE SANS GASPI -COLLEGE HIMMELSBERG SARREGUEMINES	940,00 €
DDBD04682	COLLEGE UNTERSTELLER	STIRING-WENDEL	MA CANTINE DURABLE SANS GASPI - COLLEGE UNTERSTELLER STIRING WENDEL	688,00 €
DDBD04683	COLLEGE JEAN JACQUES KIEFFER	BITCHE	MA CANTINE DURABLE SANS GASPI - COLLEGE JEAN-JACQUES KIEFFER BITCHE	300,00 €
DDBD04684	COLLEGE LOUIS PASTEUR	FLORANGE	MA CANTINE DURABLE SANS GASPI - COLLEGE LOUIS PASTEUR FLORANGE	300,00 €
DDBD04685	COLLEGE LE HERAPEL	COCHEREN	MA CANTINE DURABLE SANS GASPI - COLLEGE LE HERAPEL COCHEREN	300,00 €
DDBD04687	COLLEGE PILATRE DE ROZIER	ARS-SUR-MOSELLE	MA CANTINE DURABLE SANS GASPI - COLLEGE PILATRE DE ROZIER ARS-SUR-MOSELLE	300,00 €
DDBD04689	COLLEGE EVARISTE GALOIS	ALGRANGE	MA CANTINE DURABLE SANS GASPI - COLLEGE EVARISTE GALOIS ALGRANGE	300,00 €
DDBD04691	COLLEGE JUSTEMONT	VITRY-SUR-ORNE	MA CANTINE DURABLE SANS GASPI - COLLEGE JUSTEMONT VITRY-SUR-ORNE	300,00 €
			TOTAL	**5 124,00 €**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf35-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

OBJET POLITIQUE DE VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL MOSELLAN - SOUTIEN AUX ACTIONS DE GESTION ET DE VALORISATION DES ENS

DOSSIER N° | | 8 | 749 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la valorisation du patrimoine naturel mosellan – soutien aux actions de gestion et valorisation des ENS,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'attribuer une subvention de 161 440 € au Conservatoire d'Espaces Naturels de Lorraine pour son programme d'actions 2022, dont les détails sont précisés en annexe 1 à la présente décision,
- D'approuver les termes de la convention afférente figurant en annexe 2 à la présente décision et d'autoriser Monsieur le Président à la signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1

ENS COURS D EAU ZONE HUMIDE (SUB-080100)

TERRITOIRES MULTIPLES

N° Dossier	Bénéficiaire	Canton	Objet de la subvention	Montant Travaux	Montant subvention-nable	Base	Taux Proposé	Montant Aide
DARD03874	C E N DE LORRAINE	CANTONS MULTIPLES	ACTIONS 2022 SUR LES ENS MOSELLANS	530 951, 00 €	530 951, 00 €	HT	30,41%	161 440,00 €
			TOTAL	**530 951, 00 €**	**530 951, 00 €**			**161 440,00 €**

ANNEXE 2

**CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
ET LE CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS LORRAINE
CONCERNANT LES ACTIONS DE PRESERVATION, GESTION et VALORISATION DE SITES ENS - ANNEE 2022**

Entre les soussignés :

Le Département de la Moselle, sis 1 rue du Pont Moreau à METZ (57000), représenté par le Président du Département, Monsieur Patrick WEITEN, dûment habilité par une délibération de la Commission Permanente en date du 12 septembre 2022,
ci-après dénommé "le Département",

d'une part,

et le Conservatoire d'Espaces Naturels Lorraine, représenté par son Président, Monsieur Alain SALVI sis 3 rue Robert Schuman 57400 SARREBOURG,
ci-après dénommé "le CEN Lorraine",

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT.

Article 1 : Contexte et objectifs

Le CEN Lorraine a pour objectif la conservation des richesses biologiques et esthétiques de sites, milieux écologiques et paysages qui contribuent à l'attractivité du territoire. Cet objectif est notamment réalisé par la mise en œuvre d'actions d'acquisition, de suivis environnementaux, de travaux de gestion et de valorisation de 190 sites naturels protégés sur 1 957 ha en Moselle. En 2022, 89 Espaces Naturels Sensibles (ENS) bénéficieront des actions du CEN Lorraine.

De son côté, le Département, plus particulièrement au travers de sa politique de valorisation du patrimoine naturel mosellan, souhaite lui aussi promouvoir et préserver les richesses naturelles de la Moselle, gage d'attractivité des territoires.

Afin de soutenir le CEN Lorraine dans ses actions, les parties se sont accordées sur le financement départemental de missions réalisées sur les sites répertoriés espaces naturels sensibles selon le programme 2022 répondant aux enjeux départementaux suivants :
- agriculture et pisciculture : valorisation et dynamisation des filières agricoles et piscicoles, ressources locales et circuits courts,
- attractivité des territoires, environnement et cadre de vie : connaissance et préservation des sites espaces naturels remarquables et de la biodiversité en Moselle,
- valorisation et sensibilisation : aménagement des sites, lien avec les sites départementaux, sensibilisation dans les écoles et collèges et auprès du grand public,
- social et solidarité : chantiers d'insertion, aménagement de sites pour personnes en situation de handicap, accueil spécifique de publics en difficulté.

Article 2 : Modalités pratiques de l'action

Il s'agit de projets dont la maîtrise d'ouvrage est assurée, soit par le CEN Lorraine lui-même, soit par un tiers faisant l'objet d'une convention avec le CEN Lorraine.

Un bilan annuel écrit des actions réalisées sera aussi transmis au Département.

Le CEN Lorraine réalisera au moins une présentation du bilan des actions programmées à la 4ème Commission du Conseil Départemental de la Moselle.

Article 3 : Subvention du Département de la Moselle

La participation du Département s'élève à 30,41 % des dépenses totales éligibles estimées à 530 951,00 € (le CENL n'étant pas assujetti à la TVA). Des financements de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, de la Région Grand Est, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), de l'Europe (FEDER) et de collectivités viennent compléter l'aide départementale ciblée sur les espaces naturels sensibles. Les différentes actions soutenues par le Département sont détaillées dans le tableau ci-dessous, le programme 2022 du CEN étant annexé à la présente convention.

Pour 2022, le coût global des actions est estimé à **530 951 € TTC.**

Thématique	Intitulé de l'action	Total TTC subventionnable	Participation du Département
Connaissance	Rédaction de 3 plans de gestion	65 750,00 €	31 320,00 €
Suivi administratif et partenarial	Suivi de sites ENS répartis sur toute la Moselle	188 880,00 €	54 191,00 €
Actions de gestion	Débroussaillage, fauche, entretien de lisières, gestion de plantes invasives sur 13 sites ENS	235 656,00 €	60 000,00 €
Actions de valorisation	Communication autour des animations et réalisation d'animations scolaires et grand public	40 665,00 €	15 929,00 €
		530 951,00 €	**161 440,00 €**

Au titre de l'exercice 2022 et de la présente convention, le montant total de la subvention versée pour ces actions au CEN Lorraine ne pourra donc pas dépasser **161 440 €**.

Les modalités de versement seront les suivantes :
- des acomptes pourront être versés jusqu'à 80 % du montant des actions réalisées sur la base de la réception d'un bilan de leur réalisation (bilan prenant la forme du tableau prévisionnel des actions auquel une colonne « état d'avancement » ou « commencement des travaux » sera ajoutée et complétée). Des factures acquittées pourront y être adjointes,
- le solde à l'achèvement de l'action, après présentation du bilan à la 4ème Commission du Conseil Départemental de la Moselle sur demande écrite et envoi des justificatifs (compte-rendu financier de l'opération, bilan définitif de l'action, rapports d'études y compris données naturalistes), justificatifs de réalisation des travaux (selon le tableau de bilan proposé ci-dessus, factures acquittées).

La subvention sera créditée au compte CEN Lorraine décliné ci-dessous :

BP LORRAINE CHAMPAGNE				
Titulaire du compte/Account holder **CEN LORRAINE** **CONSERV. ESP. NATURELS LORRAINE** **3 RUE DU PDT ROBERT SCHUMAN** **57400 SARREBOURG**	Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiements de quittances, etc.). Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et vous évite ainsi des réclamations pour erreurs ou retards d'imputation. This statement is intended for your payees and/or payors when setting up Direct debit, Standing orders, Transfers and Payment. Please use this Bank account statement when booking transactions. It will help avoiding execution errors which might result in unnecessary delays.			
Relevé d'identité bancaire / Bank details statement				
IBAN (International Bank Account Number) **FR76 1470 7000 0900 9190 2145 169**				BIC (Bank Identification Code) **CCBPFRPPMTZ**
Code Banque **14707**	Code Guichet **00009**	N° du compte **00919021451**	Clé RIB **69**	Domiciliation/Paying Bank **AG. DE CAE MOS.SUD**

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Payeur Départemental.

Article 4 : Engagements particuliers du CEN Lorraine

4.1 Obligations comptables

Le CEN Lorraine s'engage à tenir sa comptabilité par référence au règlement 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation Comptable.
Les comptes seront certifiés au plus tard dans les 6 mois qui suivent la clôture des comptes par le Président du CEN Lorraine ou le Commissaire aux Comptes, en fonction du montant total des subventions publiques perçues par le CEN Lorraine au cours de l'année 2022.
La présentation budgétaire retenue doit permettre d'individualiser les actions subventionnées.

4.2 Obligations d'information

Le CEN Lorraine s'engage à informer le Département de tous les évènements susceptibles de modifier sa situation juridique, financière et économique.

D'une manière générale, il devra, sur simple demande du Département, lui communiquer tout document, qu'il juge utile, de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

Dans ce cadre, le CEN Lorraine s'engage en particulier à lui communiquer :

- le budget prévisionnel global pour l'exercice concerné par la demande de subvention,
- les statuts,
- les pouvoirs,
- la liste des personnes chargées de l'administration du CEN Lorraine (composition du Conseil, du Bureau,…),
- les derniers comptes approuvés (N-1, N-2 et N-3). Ceux-ci doivent être certifiés conformes par le Président du CEN Lorraine dans le cas où la subvention du Département représente plus de 50% des recettes du CEN Lorraine et doivent être vérifiés par un commissaire aux comptes si le seuil de 153 000 € de subventions publiques est atteint.

4.3 Paraphe du Président du CEN Lorraine

Tous les documents transmis au Département devront être revêtus du paraphe du Président du CEN Lorraine accompagné de la formule "je déclare que les documents transmis sont sincères et véritables".

Article 5 : Contrôle du Département

5.1 Contrôle financier

Le CEN Lorraine adressera au Département dans le mois de leur approbation les comptes annuels de l'exercice écoulé (bilan, compte de résultat et annexes), le compte-rendu de l'Assemblée Générale Ordinaire ainsi que toutes les modifications sur les statuts.

Au plus tard dans les trois mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, le CEN Lorraine transmettra également au Département un compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention. Ce document retracera les dépenses effectives au titre de l'action conventionnée au regard du Budget Prévisionnel transmis à l'appui de la demande de subvention. En outre, il décrira les méthodes d'affectation retenues et justifiera les clés de répartition des charges.

5.2 Contrôle d'activité

Le Département pourra procéder à tous les contrôles et investigations sur pièces et sur place qu'il jugera utiles, soit directement, soit par des personnes ou des organismes dûment mandatés par lui, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par le CEN Lorraine et du respect de ses engagements.

Article 6 : Communication et transmission des données

Le CEN Lorraine s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels liés à ces actions et édités par lui le soutien apporté par le Département, notamment en apposant son logotype. Les Services du Département de la Moselle seront destinataires de l'ensemble des publications afférentes aux opérations aidées, notamment les dossiers et articles de presse.

En cas d'installation de mobilier sur le site (panneaux, balises…), son visuel devra être conforme à la charte graphique départementale de la politique ENS et validé par le Département.

Le CEN Lorraine s’engage à informer au préalable le Département des visites (animations scolaires ou grand public,…) qu’il envisage d’organiser sur les sites.

De même, le CEN Lorraine s'engage à convier Monsieur le Président du Département de la Moselle ainsi que les Conseillers Départementaux concernés, à toutes les manifestations organisées dans le cadre de ces actions financées par le Département.

Les plans de gestion et tout autre rapport d’étude, réalisés dans le cadre de la présente convention, seront transmis au Département en un exemplaire papier ainsi qu’au format informatique PDF.

Les données naturalistes collectées par le CEN Lorraine dans le cadre de la présente convention seront transmises au Département, sous la forme de couches cartographiques (SIG). Ces couches SIG seront transmises sous un format compatible Mapinfo (MIF/MID ou Shape), dans la projection officielle Lambert 93.

Les attributs alphanumériques de ces couches SIG (tables attributaires) respecteront les spécifications de la DREAL, utilisées pour NATURA 2000 (selon le cahier des charges de la DREAL, volumes 2, 3 et 4 – version de mai 2007).

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de un an, du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Article 8 : Résiliation

Article 8.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le Département pourra, en dehors de toute faute commise par le CEN Lorraine, résilier à tout moment la présente convention pour motif d'intérêt général. La résiliation prendra effet au terme d'un délai d'un mois à compter de sa notification au CEN Lorraine par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation du CEN Lorraine.

Article 8.2 Résiliation pour faute du CEN Lorraine

En cas de manquement par le CEN Lorraine à l'un de ses engagements contractuels, le Département peut résilier de plein droit la présente convention un mois après mise en demeure adressée au CEN Lorraine par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés au CEN Lorraine.

Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnisation du CEN Lorraine.

Cette résiliation entraînera le reversement de tout ou partie de la participation financière du Département indument perçue par le CEN Lorraine. Ce reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

Article 8.3 Autres cas de résiliation

Chacune des parties pourra résilier la présente convention, pour quelque cause que ce soit, en notifiant sa décision à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la présente convention effectuée conformément à cet article prendra effet trois mois après la réception de la décision de résilier, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par l'une ou l'autre des parties.

Cette résiliation pourra entraîner le reversement, par le CEN Lorraine, des sommes indûment perçues, sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

Article 9 : Election de domicile

Le CEN Lorraine élira son siège social pour toutes les correspondances, notifications, envois qui lui seront adressés en ce lieu.

<u>Article 10</u> : Règlement des litiges

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté, ou une seconde réunion pourra être envisagée, ou la subsistance du différend sera constatée.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à le	Fait à le
POUR LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE Le Président, Patrick WEITEN	POUR LE CEN LORRAINE Le Président, Alain SALVI

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf40-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DES MOYENS GENERAUX
Service des Affaires Générales

OBJET SUBVENTIONS AUX COLLECTIVITES ADHERENTES AU GROUPEMENT DE COMMANDES DU PROGRAMME FUS@É

DOSSIER N° | | 9 | 777 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'attribution de subventions aux collectivités adhérentes au Groupement de Commandes du programme FUS@É,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Règlement d'Octroi des subventions présenté en 3ème Réunion Trimestrielle 2020 (annexe au rapport I-6 – FUS@É création d'une autorisation de programme et règlement d'octroi des subventions) :

DECIDE

- D'attribuer des subventions aux collectivités adhérentes au Groupement de Commandes du programme FUS@É ayant déposé un dossier techniquement et financièrement prêt pour un montant total de **12 015 €**, telles que figurant en annexe à la présente décision.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Annexe

PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS
AMBITION MOSELLE - PROGRAMME FUS@E
Année 2022 - CP du 12 septembre 2022

Référence Dossier	Bénéficiaires	Ecoles/ classes concernées	Nature de l'opération	Base subventionnable	Taux	Ecrêtage	Montant de la subvention
2022-0003545	Blies-Ebersing	CP/CE1/CE2/CM1/CM2 Classes double-niveau	Solutions Interactives et Collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	3 475,00 €	**45%**	**Non**	**1 564 €**
2022-0003548	Cappel	CP/CE1 Classes double-niveau	Travaux de câblage	2 983,72 €	*** 10%**	**Non**	**298 €**
2022-0001638	Folkling	CP/CE1/CE2/CM1/CM2 Classes double-niveau	Solutions Interactives et Collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	11 505,00 €	**45%**	**Non**	**5 177 €**
2022-0003547	Grundviller	CP/CE1/CE2/CM1/CM2 Classes double-niveau	Travaux de câblage	2 561,56 €	**45%**	**Non**	**1 153 €**
2022-0003541	SIVOS d'Insming	CP/CE1/CE2/CM1/CM2 Classes double-niveau	Solutions Interactives et Collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	8 496,00 €	**45%**	**Non**	**3 823 €**
TOTAL				29 021,28 €			**12 015 €**

* Conformément au plan de financement et à la demande de subvention présentés

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000c120-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

OBJET CONVENTIONS DE MUTUALISATION DE RESTAURATION SCOLAIRE

DOSSIER N° | | 10 | 750 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur les conventions de mutualisation de restauration scolaire,

VU la délibération de la 1ère Réunion Extraordinaire de 2016 portant sur la participation du Département aux charges de fonctionnement des collèges publics,

VU la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5) portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la décision de la Commission Permanente du 17 novembre 2014 portant sur les conventions de mutualisation de restauration,

DECIDE

- d'approuver et d'autoriser le Président à signer la convention particulière de mutualisation de restauration pour le collège Jacques Monod à Hayange aux fins de permettre un équilibre financier du service (annexe 1 à la présente décision),
- d'approuver et d'autoriser le Président à signer la convention de mutualisation de restauration avec la commune et le collège de Marange-Silvange (annexe 2 à la présente décision),
- d'approuver et d'autoriser le Président à signer les avenants aux conventions de mutualisation de restauration avec la Ville de Metz sur la base des modèles approuvés lors de la 1ère Réunion Extraordinaire de 2016 (annexes 3 et 4 à la présente décision).

Adopté, à l'unanimité Le Président

Annexe n°1

CONVENTION DE MUTUALISATION DU SERVICE DE RESTAURATION

Entre

Le Département de la Moselle, Collectivité territoriale ayant en charge la compétence des Collèges, dont le siège est 1 rue du Pont Moreau - BP11096 - 57036 METZ cedex
Représenté par son Président, Monsieur Patrick WEITEN, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente en date du 12 septembre 2022,
ci-après désigné le Département, d'une part,

Et

Le Collège Jacques Monod
Etablissement Public Local d'Enseignement dont le siège est Avenue de la Métropole Le Konacker 57700 HAYANGE,
Représenté par sa Principale, Madame Suzy LODY, dûment habilitée par délibération du Conseil d'Administration en date du ……..,
ci-après désigné le Collège, d'autre part,

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
VU le décret n°2006-753 du 29 juin 2006 relatif au prix de la restauration scolaire pour les élèves de l'enseignement public,
VU la délibération du Conseil d'Administration du Collège en date du XX/XX/2022,
VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de Moselle en date du 17 novembre 2014 et celle en date du 12 septembre 2022,

Il est convenu et arrêté ce qui suit

Le Conseil Départemental de la Moselle a défini une politique de tarification des repas pour tous les collégiens de Moselle y compris les collégiens demi-pensionnaires accueillis dans des services de restauration scolaire des lycées relevant de la compétence de la Région Grand Est, les collégiens accueillis par un service de restauration municipale ou bien les sites desservis par un prestataire externe public ou non.

Dans ce contexte, il est décidé de mettre en place un cadre contractuel afin que la mise en œuvre de cette politique tarifaire souhaitée par le Conseil Départemental de la Moselle puisse trouver une application concrète dans les EPLE concernés dans le respect de la réglementation et de la compétence de la collectivité de rattachement.

Le Collège Jacques Monod à HAYANGE bénéficie depuis septembre 2021 d'une restauration sur site municipal (une convention de mise à disposition de locaux a été signée le 25/09/2021) mais avec livraison par un prestataire de service. Auparavant, le service était assuré par l'intermédiaire de la commune avec compensation départementale (convention initiée au 01/09/2015). Du fait de cette reprise de la prestation de service directement par le collège au 1er janvier 2022, il convient de revoir les modalités de compensation du Département. Le coût du service étant plus onéreux que le prix unitaire du repas, il est nécessaire de prévoir une compensation au profit du collège afin d'équilibrer son Service de Restauration et d'Hébergement.

PROJET

L'incidence concernera les modalités et les sources de financement puisque le paiement effectué parviendra pour tout ou partie des familles et/ou d'une compensation versée par le Département de la Moselle.

Ce dernier attribuera une dotation compensatoire au Collège afin de lui permettre d'appliquer les tarifs uniformes pour les collégiens de Moselle accueillis au sein de la salle communale.

Article 1 : Objet

Dans le cadre de la compétence départementale en matière de restauration et de sa délégation au chef d'établissement, il convient de fixer les dispositions relatives à l'organisation du service de demi-pension du Collège Jacques Monod à Hayange et des modalités de compensation des différences tarifaires entre le coût du prestataire et le forfait départemental.

Article 2 : Les tarifs de restauration payés par les familles

Le Conseil Départemental de la Moselle vote chaque année les tarifs de restauration de tous les collégiens mosellans.

Les collégiens disposeront des différents types de forfaits proposés par le Collège.

Article 3 : Compensation financière attribuée par le Département en cas d'écart financier générant une baisse de recettes pour le Collège

En cas d'écart financier générant une baisse de recettes pour le Collège engendré par la mise en œuvre de la grille tarifaire adoptée par le Conseil Départemental de la Moselle une compensation sera directement versée par le Département auprès de l'EPLE.

Le montant de la compensation est calculé par trimestre (ou mensuellement en fonction des modalités de facturation aux familles) sur la base :
- de la répartition des collégiens entre les différents forfaits,
- de la tarification collégiens adoptée par le Conseil Départemental de la Moselle,
- de la tarification du prestataire de service réglée par le Collège.

Une pièce justificative de liquidation est alors transmise par le Collège au Département à l'issue de chaque trimestre. Exceptionnellement, pour le dernier trimestre de l'année civile, la pièce justificative sera transmise au plus tard le 15 octobre de l'année sur la base des effectifs de demi-pension prévisionnels à la dernière rentrée scolaire. Les potentiels ajustements au titre des remises d'ordre accordées ou bien d'inscriptions en demi-pension modifiées feront l'objet d'ajustements sur le versement suivant. Ces derniers seront identifiés.

La pièce justificative détaillée et signée (modèle en annexe) devra présenter l'écart entre les recettes calculées avec les tarifs du prestataire et le montant des recettes calculé avec les tarifs du Département pour chaque type de forfait de demi-pension des collégiens.

Le Département assurera le contrôle de la pièce justificative et pourra demander toute pièce ou information complémentaire au Collège à cette fin. Il émettra une validation et/ou une potentielle demande de correction de la pièce justificative auprès du Collège.

PROJET

Après retour de validation de la pièce justificative, le Collège émettra le titre à l'attention du Département. Dès lors, ce dernier disposera d'un délai de 30 jours francs pour assurer le versement des fonds.

Article 4 : Durée

La présente convention est annuelle et prendra effet le 1er janvier 2023.
Elle est renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties 6 mois avant son expiration par lettre recommandée avec accusé de réception et sans que sa durée ne puisse dépasser 5 ans.

Article 5 : Juridiction compétente en cas de litige

A défaut d'un consensus possible, tout litige résultant de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux à ……, le……

Pour le Département de la Moselle	Pour le Collège
M. le Président	Mme la Principale

PROJET

Annexe à la convention

Modèle de pièce justificative à produire au Département de la Moselle.

Période de compensation concernée :
Compensation à verser: ☐ au collège

Fait à
le

L'agent comptable Le Collège

Nombre de jours semaine par forfait	Préciser si tarif prestataire appliqué aux DP collégiens	Nombre de DP Collégiens du Trimestre (A)	Tarif du repas prestataire (B)	Tarif du repas au forfait **Département** ©	Nombre de semaines du *T 1, 2 ou 3 (D)*	Montant forfait du Trim - **Prestataire** (E= (B x D))	Montant du forfait Trim **Département** (F= (C x D))	Total recettes brutes au tarif **Département** (G= (A x F))	Déduction des remises d'ordre ou autres (H)	Total des recettes nettes au tarif **Département** (I = G -H)	Total au tarif prestataire (J = (E x A - H))	Compensation à verser par le CD 57 (K = (J -I))
5												
4												
3												
2												
1												
Total		0						0	0	0	0	0

Le nombre de DP est à saisir si nécessaire au prorata des inscriptions. Les remises d'ordre ne s'appliquent pas sur le nombre de DP mais en colonne H)
Les tarifs sont à renseigner en conformité des délibérations des collectivités compétentes,
Exclusion des tarifs au ticket et des commensaux.
La compensation départementale ne s'applique que lorsque le tarif départemental est préférentiel au tarif prestataire

PROJET

Annexe 2

CONVENTION DE MUTUALISATION DU SERVICE DE RESTAURATION

Entre

Le Département de la Moselle, Collectivité territoriale ayant en charge la compétence des Collèges, dont le siège est 1 rue du Pont Moreau - BP11096 - 57036 METZ Cedex
Représenté par son Président, Monsieur Patrick WEITEN
ci-après désigné le Département

Et

Le Collège Les Gaudinettes
Etablissement Public Local d'Enseignement dont le siège est 3 rue Auguste Migette – BP 20005- 57535 MARANGE-SILVANGE
Représenté par sa Principale, Madame ATHIMNI Sabah
ci-après désigné le Collège

Et

La Ville de Marange-Silvange
Collectivité territoriale dont le siège est 12 rue de l'Abani 57535 MARANGE-SILVANGE
Représentée par son Maire, Monsieur Yves MULLER
ci-après désignée la Commune ou la Ville,

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
VU le décret n°2006-753 du 29 juin 2006 relatif au prix de la restauration scolaire pour les élèves de l'enseignement public,
VU la délibération du Conseil d'Administration du Collège en date du XX/XX/2022,
VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de Moselle en date du 17 novembre 2014 et celle en date du 12 septembre 2022,
VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marange-Silvange en date du …….,

Il est convenu et arrêté ce qui suit

Le Conseil Départemental de la Moselle a défini une politique de tarification des repas pour tous les collégiens de Moselle y compris les collégiens demi-pensionnaires accueillis dans des services de restauration scolaire des lycées relevant de la compétence de la Région Grand Est et les collégiens accueillis par un service de restauration municipale.

Dans ce contexte, il est décidé de mettre en place un cadre contractuel afin que la mise en œuvre de cette nouvelle politique tarifaire souhaitée par le Conseil Départemental de la Moselle puisse trouver une application concrète dans les EPLE et les communes concernés dans le respect de la réglementation et de la compétence de chacune des collectivités.

PROJET

L'incidence concernera les modalités et les sources de financement puisque le paiement effectué parviendra pour tout ou partie des familles et/ou d'une compensation versée par le Conseil Départemental de la Moselle.

Le Département attribuera une dotation compensatoire aux communes afin de leur permettre d'appliquer le tarif uniforme pour les collégiens de Moselle accueillis dans les services de restauration scolaire municipaux.

Article 1 : Objet

Dans le cadre de leurs compétences propres et du respect du principe de spécialité, les deux collectivités décident d'organiser un service de restauration unique destiné à leurs publics respectifs, implanté sur la commune.

La présente convention a pour objet de fixer :

- les conditions d'accueil des collégiens dans le service de restauration scolaire organisé par la commune;

- les modalités de tarification arrêtées pour le service de restauration scolaire des collégiens en service de restauration communal ;

- les modalités de versement des compensations financières.

La commune d'accueil dispose d'un service de restauration dont la capacité d'accueil est fixée en annexe 1.

Le nombre de collégiens susceptibles de se restaurer quotidiennement est précisé en annexe 1.

L'effectif réel sera communiqué par le Collège au service de restauration communal au plus tard le jeudi de la semaine précédente pour toute la semaine.

Article 2 : Prestations de restauration

La Commune donne son accord au Collège et à sa collectivité de rattachement, le Département de la Moselle, pour accéder et bénéficier du service de restauration communal.

Cet accès est limité à la période d'activité scolaire.

Dans la mesure du possible, le temps de repas des collégiens sera de 30 minutes avec un minimum de 20 minutes assis à table.

Le service communal fournira les repas qui seront préparés et servis dans les mêmes conditions que celles habituellement réservées aux élémentaires.

Le menu sera adressé chaque semaine au Collège par le service de restauration communal, au plus tard le vendredi précédant la semaine suivante.

PROJET

Article 3 : Accueil

Les collégiens et les personnels d'encadrement seront accueillis au restaurant municipal dans un créneau horaire défini en annexe 1.

Les collégiens se présenteront à la chaîne du self et disposeront, dans la mesure du possible, d'un espace de prise de repas identifié afin de faciliter leur encadrement et leur surveillance.

Les collégiens accueillis au service de restauration sont tenus de respecter le règlement intérieur communal.

Article 4 : Personnes autorisées

Seuls les collégiens accueillis sont autorisés, sous la responsabilité des personnels d'encadrement et de surveillance du collège, à pénétrer dans l'enceinte du restaurant municipal.

Seuls les personnels d'encadrement et de surveillance du collège font partie des commensaux pris en charge par le Département.

Les commensaux font en début de chaque année scolaire une demande d'admission à la table commune auprès du responsable municipal de la restauration.

La liste des collégiens accueillis est donnée en début d'année scolaire par le chef d'établissement au service de restauration de la commune. Tout changement dans cette liste devra être communiqué à la commune.

Article 5 : Responsabilité – Dégradations

Les collégiens sont placés sous l'entière responsabilité des personnels d'encadrement désignés par le collège.

Les personnes hébergées sont tenues de respecter les règles d'hygiène et de sécurité et le règlement intérieur du service municipal de restauration.

Dans l'hypothèse où des dégradations matérielles seraient constatées, la facture consécutive aux réparations, sera transmise au Collège qui devra en assurer le recouvrement.

Article 6 : Les tarifs de restauration

Le Conseil Départemental de la Moselle vote chaque année les tarifs de restauration de tous les collégiens mosellans.

Le Conseil Municipal de la Commune vote chaque année les tarifs de restauration des primaires et des commensaux et renvoie à la présente convention le mode de tarification des collégiens accueillis dans le service municipal.

Les deux collectivités s'engagent à s'informer mutuellement en amont de toute évolution des tarifs de restauration scolaire de la commune et du Département de la Moselle.

PROJET

Les collégiens disposeront des différents types de forfaits proposés par la commune.
A titre exceptionnel, avec un délai de prévenance de 7 jours et sous réserve de l'accord de la commune, des collégiens externes pourront accéder à la demi-pension au tarif « élèves exceptionnels » du Département.

Le tarif est révisable chaque année par l'assemblée délibérante de chacune des deux collectivités dans la limite pour la commune de l'évolution de 'index de référence, publié(s) à l'INSEE - Repas dans un restaurant scolaire appliqué au prestataire retenu fourniture et livraison en liaison froide de repas destinés à la restauration scolaire de Marange-Silvange (Identifiant 001765066 - Index 010545950 « Services de traiteurs et autres services de restauration base 2015 »).

Afin de déterminer la réalité des coûts de fonctionnement de la structure, un bilan contradictoire sera établi à l'issue de la première année de fonctionnement pour un éventuel ajustement du prix du repas entre les deux collectivités.

Le prix du repas pour l'année scolaire 2022/2023 est fixé à 8,46 € pour un collégien et à 8,53 € pour les commensaux.

Article 7 : Compensation financière attribuée par le Département en cas d'écart financier générant une baisse de recettes pour le service communal

En cas d'écart financier générant une baisse de recettes, pour la commune, engendré par la mise en œuvre de la grille tarifaire adoptée par le Conseil Départemental de la Moselle une compensation sera directement versée par le Département auprès de la Commune pour les collégiens ainsi que pour les personnels d'encadrement et de surveillance du collège accompagnant les collégiens.

Le montant de la compensation est calculé par trimestre sur la base :
- de la répartition des collégiens entre les différents forfaits,
- de la tarification collégiens adoptée par le Conseil Départemental de la Moselle,
- de la tarification municipale adoptée par le Conseil Municipal de la Commune.

Une pièce justificative de liquidation est alors transmise par la Commune au Département à l'issue de chaque trimestre. Cette pièce est attestée par le Collège. Exceptionnellement, pour le dernier trimestre de l'année civile, la pièce justificative sera transmise au plus tard le 15 octobre de l'année sur la base des effectifs de demi-pension prévisionnels à la dernière rentrée scolaire.

La pièce justificative détaillée et signée (modèle en annexe 2) devra présenter l'écart entre les recettes calculées avec les tarifs municipaux et le montant des recettes calculé avec les tarifs du Département pour chaque type de forfait de demi-pension des collégiens.

Le Département assurera le contrôle de la pièce justificative et pourra demander toute pièce ou information complémentaire au Collège et à la Commune à cette fin. Il émettra une validation et/ou une potentielle demande de correction de la pièce justificative auprès du Collège.

Après retour de validation de la pièce justificative, la Commune émettra le titre à l'attention du Département. Dès lors, ce dernier disposera d'un délai de 30 jours francs pour assurer le versement des fonds.

PROJET

En cas fermeture de la restauration pour cause de pandémie, la commune pourra solliciter une participation aux frais de fonctionnement résiduels dument justifiés qui sera actée par voie d'avenant à la présente convention.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour une année scolaire et prend effet le 1er septembre 2022.

A l'issue de la première année de fonctionnement au plus tard le 30 juin 2023, un bilan sera établi entre la commune et le département afin de déterminer la bonne exécution du service de restauration et le maintien du prix de vente des repas aux département.

Elle est renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties 6 mois avant son expiration par lettre recommandée avec accusé de réception et sans que sa durée ne puisse dépasser 5 ans.

Le Département ayant contribué à hauteur de 700 000 euros à l'investissement, la durée d'accueil des collégiens ne pourra être inférieure à la durée d'amortissement du bâti, soit 25 ans à compter de la réception du bien immobilier. Durant cette période, la commune pourra solliciter une participation aux futures dépenses d'investissement qui seront nécessaires pour le maintien en état et la mise aux normes du bâtiment et dont le montant sera arrêté par avenant à la présente convention.

Article 9 : Juridiction compétence en cas de litige

A défaut d'un consensus possible, tout litige résultant de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en trois exemplaires originaux

Pour le Département de la Moselle	Pour la Commune,	Pour le Collège
M. le Président	M. le Maire	Mme la Principale

PROJET

ANNEXE 1 à la convention

1 Accueil

Le service municipal de restauration dispose d'une capacité d'accueil fixée à 150 places assises soit 450 couverts pour 3 services dont un service réservé exclusivement aux primaires.

Les collégiens et les personnels d'encadrement sont accueillis au service municipal de restauration en 2 services :

- entre 11 h 30 et 12 h 00 ;
- entre 13 h 00 et 13 h 30 ;

Le nombre de collégiens susceptibles de se restaurer quotidiennement est de 300 maximum.

PROJET

Annexe n°2

Modèle de pièce justificative à produire au Conseil Départemental de la Moselle.

Période de compensation concernée :
Compensation à verser: ☐ à la commune de Marange-Silvange

Fait à
le

La Commune L'agent comptable Le Collège

Nombre de jours semaine par forfait	Nombre de DP Collégiens du Trimestre	Tarif du repas Municipal (A)	Tarif du repas au forfait Département (B)	Nombre de semaines du Trimestre *(C)*	Nombre de repas commandés (D)	coût de production des repas commandés (E= (A x D))	Participation du collège (F= (B X D))	Compensation à verser par le CD 57 (G = (A - F) X D)
4								
3								
2								
1								
Nombre Ticket								
Total								

Les tarifs sont à renseigner en conformité des délibérations des collectivités compétentes,

La compensation départementale ne s'applique que lorsque le tarif départemental est préférentiel au tarif municipal.

PROJET

Annexe n°3

AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE MUTUALISATION DU SERVICE DE RESTAURATION

Entre

Le Département de la Moselle, Collectivité territoriale ayant en charge la compétence des Collèges, dont le siège est 1 rue du Pont Moreau - BP11096 - 57036 METZ cedex
Représenté par son Président, Monsieur Patrick WEITEN, dûment habilité par une délibération de la Commission Permanente en date du 12 septembre 2022,
ci-après désigné le Département, d'une part,

Et

Le Collège Philippe de Vigneulles,
Etablissement Public Local d'Enseignement dont le siège est 20 rue des Déportés 57070 METZ,
Représenté par sa Principale, Madame AUBERTIN Cécile, dûment habilitée par une délibération du Conseil d'Administration en date du .....,
ci-après désigné le Collège, d'autre part,

Et

La Ville de Metz
Collectivité territoriale dont le siège est 1 Place d'Armes 57000 METZ,
Représentée par son Maire, Monsieur François GROSDIDIER, dûment habilité par une délibération du Conseil Municipal en date du .....,
ci-après désignée la Commune ou la Ville, d'autre part.

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
VU le décret n°2006-753 du 29 juin 2006 relatif au prix de la restauration scolaire pour les élèves de l'enseignement public,
VU la convention de mutualisation de restauration du 13 juillet 2019 et ses annexes,
VU la délibération du Conseil d'Administration du Collège en date du XX/XX/2022,
VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de Moselle en date du 12 septembre 2022,
VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Metz en date du XX/XX/2022,

Il est convenu et arrêté ce qui suit

Article 1 : Objet

Le présent avenant vise à substituer l'annexe n°1 de la convention afin de tenir compte de la variation des effectifs de demi-pensionnaires de classes primaires accueillis au service de restauration du collège Philippe de Vigneulles. Aucune autre disposition n'est modifiée.

PROJET

Annexe n°3

Article 2 : Juridiction compétente en cas de litige

A défaut d'un consensus possible, tout litige résultant de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en trois exemplaires originaux à ....., le

Pour le Département de la Moselle	Pour la Commune,	Pour le Collège
M. le Président	M. le Maire	Mme la Principale

PROJET

Annexe n°1

Date : Septembre 2022

1- Accueil

Le nombre d'élèves du premier degré susceptibles de se restaurer quotidiennement est au maximum de 85.

Les élèves du premier degré et les personnels d'encadrement sont accueillis dans le restauration du collège entre 12 h 00 et 13 h 30.

2- Personnel communal intervenant au sein du service de restauration du collège (le cas échéant)

La commune affecte au service de restauration du collège, un personnel 8 h 00 par jour sur 4 jours de ...h... à ...h...,, uniquement les lundis, mardis, jeudis, vendredis pendant les périodes scolaires.

3- Tarif en vigueur

Le prix du repas de 7,58 € comporte deux composantes qui sont, pour l'année scolaire 2022/2023 :

- le composant « coût supporté par le collège » soit 3,60 € (valeur 2022, applicable à compter de la rentrée 2022 pour l'année scolaire 2022/2023), et payé directement au collège,

- le composant « coût supporté par le Département » faisant l'objet d'une contribution de la commune en faveur du Département, soit 3,98 €, (valeur 2022, applicable à compter de la rentrée 2022 pour l'année scolaire 2022/2023), et payé directement au Département.

Chaque année le Département vote l'actualisation de ces tarifs, sans nécessité de mettre à jour la présente annexe.

PROJET

Annexe n°4

AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE MUTUALISATION DU SERVICE DE RESTAURATION

Entre

Le Département de la Moselle, Collectivité territoriale ayant en charge la compétence des Collèges, dont le siège est 1 rue du Pont Moreau - BP11096 - 57036 METZ cedex
Représenté par son Président, Monsieur Patrick WEITEN, dûment habilité par une délibération de la Commission Permanente en date du 12 septembre 2022,
ci-après désigné le Département, d'une part,

Et

Le Collège Jules Lagneau,
Etablissement Public Local d'Enseignement dont le siège est 3 rue Saint Vincent de Paul 57070 METZ,
Représenté par sa Principale, Madame DE CIANCIO Catherine, dûment habilitée par une délibération du Conseil d'Administration en date du .....,
ci-après désigné le Collège, d'autre part,

Et

La Ville de Metz
Collectivité territoriale dont le siège est 1 Place d'Armes 57000 METZ,
Représentée par son Maire, Monsieur François GROSDIDIER, dûment habilité par une délibération du Conseil Municipal en date du .....,
ci-après désignée la Commune ou la Ville, d'autre part.

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
VU le décret n°2006-753 du 29 juin 2006 relatif au prix de la restauration scolaire pour les élèves de l'enseignement public,
VU la convention de mutualisation de restauration du 3 septembre 2019 et ses annexes,
VU la délibération du Conseil d'Administration du Collège en date du XX/XX/2022,
VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de Moselle en date du 12 septembre 2022,
VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Metz en date du XX/XX/2022,

Il est convenu et arrêté ce qui suit

Article 1 : Objet

Le présent avenant vise à substituer l'annexe n°1 de la convention afin de tenir compte de la variation des effectifs de demi-pensionnaires de classes primaires accueillis au service de restauration du collège Jules Lagneau. Aucune autre disposition n'est modifiée.

PROJET

Annexe n°4

Article 2 : Juridiction compétente en cas de litige

A défaut d'un consensus possible, tout litige résultant de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en trois exemplaires originaux à ....., le

Pour le Département de la Moselle	Pour la Commune,	Pour le Collège
M. le Président	M. le Maire	Mme la Principale

PROJET

Annexe n°4

ANNEXE 1 – Metz- Lagneau

Date : Septembre 2022

1- Accueil

Le nombre d'élèves du premier degré susceptibles de se restaurer quotidiennement est au maximum de 120.

Les élèves du premier degré et les personnels d'encadrement sont accueillis dans le restauration du collège entre 12 h 00 et 13 h 30.

2- Personnel communal intervenant au sein du service de restauration du collège (le cas échéant)

La commune affecte au service de restauration du collège, un personnel 8 h 00 par jour sur 4 jours de ...h... à ...h..., uniquement les lundis, mardis, jeudis, vendredis pendant les périodes scolaires.

3- Tarif en vigueur

Le prix du repas de 7,58 € comporte deux composantes qui sont, pour l'année scolaire 2022/2023 :

- le composant « coût supporté par le collège » soit 3,60 € (valeur 2022, applicable à compter de la rentrée 2022 pour l'année scolaire 2022/2023), et payé directement au collège,

- le composant « coût supporté par le Département » faisant l'objet d'une contribution de la commune en faveur du Département, soit 3,98 €, (valeur 2022, applicable à compter de la rentrée 2022 pour l'année scolaire 2022/2023), et payé directement au Département.

Chaque année le Département vote l'actualisation de ces tarifs, sans nécessité de mettre à jour la présente annexe.

PROJET

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf2e-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

OBJET DOTATIONS D'EQUIPEMENTS MATERIELS ET MOBILIERS DES COLLEGES

DOSSIER N° | | 11 | 720 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur les dotations d'équipements, matériels et mobiliers des collèges,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

DECIDE

- d'approuver le versement des dotations suivantes selon la répartition figurant en annexe à la présente décision :

- **19 500 €** pour financer le remplacement de matériels spécialisés dans les laboratoires de Physique Chimie (PC) et Sciences et Vie de la Terre (SVT) pour les collèges,
- **14 100 €** pour les SEGPA des collèges,
- **7 800 €** pour financer l'acquisition de matériels nécessaires au bon fonctionnement des collèges,
- **8 600 €** pour financer le remplacement d'équipements sportifs dans certains collèges,
- **53 468 €** pour financer le renouvellement et l'achat de matériel de restauration dans certains collèges.

- d'autoriser le Président à prendre toutes les dispositions utiles à la mise en œuvre de ces actions.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE A LA DELIBERATION « DOTATIONS D'EQUIPEMENTS MATERIELS ET MOBILIERS DES COLLEGES »

1. Matériel spécialisé des laboratoires de Physique Chimie (PC) et Sciences et Vie de la Terre (SVT)

Collège	Equipement	Montant
DIEUZE Charles Hermite	15 microscopes	3 500 €
L'HÔPITAL François Rabelais	15 microscopes	3 500 €
METZ Jules Lagneau	15 microscopes	3 500 €
SARREBOURG Pierre Messmer	15 microscopes	3 500 €
YUTZ Jean Mermoz	15 microscopes	3 500 €
MARLY Jean Mermoz	15 lampes de microscopes	1 000 €
METZ Georges de la Tour	15 lampes de microscopes	1 000 €
TOTAL		19 500 €

2. Renouvellement des équipements techniques et de production de différentes Sections d'Enseignement Général et Professionnel Adapté (SEGPA)

Collège	Equipement	Montant
BEHREN-LES-FORBACH Robert Schuman	SEGPA - complément équipements atelier habitat	2 500 €
BOULAY-MOSELLE Victor Demange	Réhabilitation complète de la SEGPA - divers outillages champ habitat nouveau	10 000 €
SAINT-AVOLD La Carrière	SEGPA champ Production Industrielle (PI) - petits matériels	800 €
SARREGUEMINES Jean Jaurès	SEGPA champ Hygiène Alimentation Services (HAS) et Habitat (H)	800 €
TOTAL		14 100 €

3. Renouvellement et achat de mobilier et d'équipements nécessaires au fonctionnement des collèges

Collège	Equipement	Montant
COCHEREN Le Hérapel	Matériels pédagogiques pour salle SVT	2 000 €
CREUTZWALD Jacques-Yves Cousteau	Matériels de musique	2 000 €
LEMBERG La Paraison	Remplacement d'un audiomètre défectueux	500 €
METZ Jules Lagneau	Remplacement de 8 alimentations EL5 pour les classes de sciences physiques	1 500 €
METZ Paul Verlaine	Remplacement d'un aspirateur à eau et poussière	200 €
MOULINS-LES-METZ Albert Camus	Acquisition de matériels pour les classes de sciences physiques	800 €
SIERCK-LES-BAINS Général de Gaulle	Acquisition de 2 visualiseurs souples de documents	800 €
TOTAL		7 800 €

4. Renouvellement et achat de mobilier et d'équipements sportifs nécessaires au fonctionnement des collèges

Collège	Equipement	Montant
LORQUIN Les Deux Sarre	Remplacement de 5 tables de tennis de table	2 700 €
METZ Georges de la Tour	Remplacement de filets et poteaux de Volley-Ball	2 500 €
SAINT-AVOLD La Fontaine	Remplacement du câble d'un panier de basket	700 €
ALGRANGE Evariste Galois	Remplacement de 5 tables de tennis de table	2 700 €
TOTAL		8 600 €

5. Renouvellement et achat de matériel de restauration

Collège	Equipement	Montant
CATTENOM Charles Peguy	Distributeur de plateaux	10 742 €
WOIPPY Pierre-Mendès France	Distributeur de plateaux	10 817 €
SAINT AVOLD La Fontaine	Badgeuse	4 800 €
FOLSCHVILLER Alexandre Dreux	Distributeur de plateaux	10 777 €
HAYANGE Hurlevent	Badgeuse	5 370 €
SARREGUEMINES Himmelsberg	Distributeur de plateaux	10 962 €
TOTAL		53 468 €

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf39-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

OBJET Attribution de logements dans les collèges

DOSSIER N° | | 12 | 760 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'attribution de logements dans les collèges,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E- 5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la décision de la Commission Permanente du 16 avril 2018 relative à la mise à jour des emplois dont les sujétions justifient l'octroi d'une concession de logement dans les collèges publics,

DECIDE

- d'arrêter les attributions de logements telles que figurant en annexe au rapport du Président,
- d'autoriser le Président à signer les arrêtés et conventions correspondants et à remettre à chaque occupant une copie du règlement intérieur,
- de donner un avis favorable aux propositions d'occupation de logements en Convention d'Occupation Précaire ou bail privé de Moselis figurant sur cette même annexe.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf32-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE

OBJET AFFECTATION DE BIENS AUX COLLECTIONS DEPARTEMENTALES

DOSSIER N° | | 13 | 742 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'affectation de biens aux collections départementales,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'autoriser l'affectation de la copie des *Mangeurs de pois* de Georges de La Tour aux collections du Musée départemental Georges de La Tour de Vic-sur-Seille et son inscription à l'inventaire dudit musée ;
- d'autoriser l'affectation aux collections de l'artothèque départementale de l'œuvre d'Alain BRIZZI intitulée *Giorgio*.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf38-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
Direction de la Programmation Artistique et Culturelle

OBJET SOUTIEN AUX FESTIVALS

DOSSIER N° | | 14 | 756 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le soutien aux festivals,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'attribuer les subventions pour un montant total de 42 500 € aux associations organisatrices de festivals, selon le tableau figurant en annexe à la présente décision.

- d'autoriser Monsieur le Président à signer, le cas échéant, les conventions avec ces partenaires culturels, selon le modèle approuvé et validé lors de la Commission Permanente du 4 juillet 2022.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ASSOCIATIONS **ANNEXE**

Cantons	Structures	Projets	Budget global	Subventions sollicitées	Subventions allouées
SARRALBE	Foyer des Lacs PUTTELANGE AUX LACS	Festival les Z'Etangs d'Art : concerts et projections cinéma plein air en milieu rural.	28 700 €	3 000 €	2 500 €
SARREBOURG	Le Festival de Fénétrange FENETRANGE	Rencontres Culturelles de FENETRANGE 44ème édition en septembre et octobre 2022. Création et programmation de concerts et d'événements musicaux, artistiques et gastronomiques, culturels et didactiques pour tout public en milieu rural.	176 100 €	40 000 €	30 000 €
HORS MOSELLE	Pôle de l'Image VILLERUPT	45ème édition du Festival du Film Italien, du 28 octobre au 12 novembre 2022. Promotion de la culture cinématographique italienne à l'échelle du territoire nord-mosellan, messin et transfrontalier.	224 400 €	10 000 €	10 000 €
		TOTAL	**429 200 €**	**53 000 €**	**42 500 €**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf2f-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
Direction des Archives, Mémoire et Patrimoine

OBJET ACCOMPAGNEMENT DES ASSOCIATIONS POURSUIVANT DES OBJECTIFS CULTURELS A VISEES PATRIMONIALES ET HISTORIQUES

DOSSIER N° | | 15 | 725 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'accompagnement des associations poursuivant des objectifs culturels à visées patrimoniales et historiques,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- d'attribuer, pour 2022, les subventions aux associations poursuivant des objectifs culturels à visées patrimoniales et historiques pour un montant total de 20 000 €, selon le tableau figurant en annexe à la présente décision.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

Propositions d'octroi de subventions
à des associations culturelles poursuivant des objectifs patrimoniaux et historiques

Cantons	Associations	Action projetée	Budget propre du projet (€)	Montant sollicité (€)	Subvention allouée (€)
ALGRANGE	SOCIETE AUDUNOISE D'HISTOIRE LOCALE ET D'ARCHEOLOGIE	Exposition sur les faïenceries du Pays-Haut	3 700	1 000	900
BITCHE	SOCIETE D'HISTOIRE ET D'ARCHEOLOGIE DE LA LORRAINE, SECTION DE BITCHE	Revue historique	2 760	500	500
BITCHE	SOCIETE D'HISTOIRE ET D'ARCHEOLOGIE DE LA LORRAINE, SECTION DE BITCHE	Exposition Bitche au XVIIIe s.	570	200	200
BOUZONVILLE	ASSOCIATION DE SAUVEGARDE DES CASEMATES DU HUBERBUSCH	Entretien et animations fortification ligne Maginot	13 000	1 500	1 000
COTEAUX DE MOSELLE	LORRY-LES-METZ AU FIL DU TEMPS	Revue historique	3 500	1 000	400
COTEAUX DE MOSELLE	THANKS GI'S	Collections d'objets 2nde Guerre mondiale et commémorations	3 100	1 500	500
FAULQUEMONT	SOCIETE HISTOIRE ET PATRIMOINE DU DISTRICT URBAIN DE FAULQUEMONT	Revue historique	3 785	500	400
FORBACH	CERCLE D'HISTOIRE LOCALE DE FORBACH ET ENVIRONS. DIE FURBACHER	Revue historique	9 377	400	400
FORBACH	AMICALE PHILATELIQUE LORRAINE DE FORBACH	Edition livre sur la poste à Forbach, t. 2	4 600	400	400
FREYMING-MERLEBACH	LES AMIS DE L'HISTOIRE DU PAYS DE LA MERLE	Revue historique	5 100	600	400
HAYANGE	CERCLE D'HISTOIRE DE MOYEUVRE	Revue historique	2 300	500	400
METZ 1	LES FRANCS-TIREURS LORRAINS	Panneaux de présentation des Mosellans en guerre (14-18) à la tranchée de Chattancourt (2e tranche)	696	348	350
METZERVISSE	LES AMIS DU PERE SCHEIL	Revue historique	2 060	1 000	500
MONTIGNY-LES-METZ	LES AMIS DU PATRIMOINE DE MARLY ET DES COMMUNES ENVIRONNANTES	Livre d'histoire	2 800	1 800	500
ROMBAS	CLUB MARANGEOIS D'HISTOIRE LOCALE	Revue historique	2 350	700	500
SAINT-AVOLD	SOCIETE D'HISTOIRE DU PAYS NABORIEN	Revue historique	9 100	500	400
SARRALBE	LES AMIS DU PAYS D'ALBE	Revue historique	8 650	650	500
SAULNOIS	MAISONS PAYSANNES DE MOSELLE	Chantier-école de restauration de maison ancienne à Insming	5 376	500	500
STIRING-WENDEL	SPICH	Edition livre sur la guerre de 1870 à Spicheren	10 992	2 000	750
THIONVILLE	SOCIETE D'HISTOIRE ET D'ARCHEOLOGIE DE LA LORRAINE, SECTION DE THIONVILLE	Revue historique	2 800	500	500
MOSELLE ENTIERE	IMAGE'EST (siège à Epinal, direction à Nancy, localisation du projet 2022 : Moselle, principalement bassin houiller)	Collecte et numérisation d'archives photographiques et filmées	88 800	15 000	10 000
		Total	**185 416**	**31 098**	**20 000**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf37-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
Direction de la Lecture Publique et des Bibliothèques

OBJET ACCOMPAGNER L'EVOLUTION DES SERVICES DE LA LECTURE PUBLIQUE DANS LES TERRITOIRES - SUBVENTIONS POUR LES COLLECTIONS DE BASE, LES RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET NUMERIQUES AINSI QUE POUR LES EQUIPEMENTS MOBILIERS ET NUMERIQUES

DOSSIER N° | | 16 | 755 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'accompagnement de l'évolution des services de la lecture publique dans les territoires,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'accorder aux communes et intercommunalités les subventions mentionnées dans les annexes jointes à la présente décision :

  - 60 000 € pour la remise à niveau des collections de base (annexe 1) et le développement des collections documentaires et numériques (annexe 2) ;

  - 41 258 € en soutien aux projets d'équipements mobiliers et numériques (annexe 3).

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1
Subventions Collection de Base 2022

Communes	Subvention attribuée	Public concerné
TERRITOIRE DE FORBACH SAINT-AVOLD		
LAUDREFANG	1 200 €	Adolescents - séniors
PORCELETTE	1 200 €	Jeunesse
TERRITOIRE DE METZ-ORNE		
AMANVILLERS	1 200 €	Jeunesse - adultes
ANCY-DORNOT	1 200 €	Jeunesse - séniors
ARGANCY	1 200 €	Jeunesse
AUGNY	1 200 €	Jeunesse - adultes
CHATEL-SAINT-GERMAIN	1 200 €	Jeunesse - adultes - séniors
CORNY-SUR-MOSELLE	1 200 €	Jeunesse - adultes
COURCELLES-SUR-NIED	1 200 €	Jeunesse - séniors
ENNERY	1 200 €	Adultes - séniors
GORZE	1 200 €	Jeunesse - adultes
JOUY-AUX-ARCHES	1 200 €	Adultes
LORRY-LES-METZ	1 200 €	Jeunesse - adolescents - séniors
MECLEUVES	1 200 €	Jeunesse - adultes
MONTOIS-LA-MONTAGNE	1 200 €	Jeunesse - adolescents
NOISSEVILLE	1 200 €	Jeunesse - adultes
NOVEANT-SUR-MOSELLE	1 200 €	Jeunesse - adultes - séniors
REMILLY	1 200 €	Jeunesse - adolescents - adultes
RICHEMONT	1 200 €	Jeunesse - adolescents
SAULNY	1 200 €	Jeunesse - adultes
SCY-CHAZELLES	1 200 €	Jeunesse
TREMERY	1 200 €	Séniors
VERNY	1 200 €	Jeunesse
VIGY	1 200 €	Jeunesse - séniors
TERRITOIRE DE SARREBOURG-CHÂTEAU-SALINS		
ABRESCHVILLER	1 200 €	Jeunesse - adultes
ALBESTROFF	1 200 €	Jeunesse - adolescents - adultes
BENESTROFF	1 200 €	Jeunesse - adultes - séniors
CHÂTEAU-SALINS	1 200 €	Adolescents - Jeunes adultes

ANNEXE 1
Subventions Collection de Base 2022

DELME	1 200 €	Jeunesse - adolescents
DIEUZE	1 200 €	Jeunesse
INSMING	1 200 €	Jeunesse
REDING	1 200 €	Jeunesse - adultes
VASPERVILLER	1 200 €	Adultes
VIC-SUR-SEILLE	1 200 €	Jeunesse - adultes
TERRITOIRE DE SARREGUEMINES-BITCHE		
GOETZENBRUCK	1 200 €	Jeunesse
GROS-REDERCHING	1 200 €	Jeunesse - adolescents
LEMBERG	1 200 €	Séniors
PETIT-REDERCHING	1 200 €	Jeunesse - adultes
TERRITOIRE DE THIONVILLE		
DISTROFF	1 200 €	Jeunesse - adolescents - adultes
ILLANGE	1 200 €	Jeunesse - adultes
KEDANGE-SUR-CANNER	1 200 €	Jeunesse
NEUFCHEF	1 200 €	Adolescents - adultes
VOLSTROFF	1 200 €	Jeunesse - adolescents - séniors
TOTAL	**51 600 €**	

ANNEXE 2
Subventions Ressources Documentaires et Numériques 2022

Communes	Subvention attribuée	Projet visé
TERRITOIRE DE FORBACH SAINT AVOLD		
BEHREN-LES-FORBACH	200 €	La bibliothèque souhaite faire découvrir et acheter de nouveaux types de collections pour toucher d'autres publics : acquisitions de livres 3D, d'ouvrages pour le public souffrant de troubles DYS et des titres gros caractères pour les séniors.
FORBACH	200 €	Mise à disposition d'une ressource de presse en ligne pour les usagers de la médiathèque.
MORHANGE	1 600 €	Création et aménagement d'un nouvel espace à destination du public. Création d'un fonds de jeux de société pour tout public et les personnes en situation de handicap.
PORCELETTE	200 €	Développement d'un fonds de jeux de société pour organiser des temps d'animation à la médiathèque et proposer des prêts à domicile.
TERRITOIRE DE METZ-ORNE		
AMANVILLERS	200 €	Développer des partenariats autour du public de la petite enfance en travaillant avec les assistantes maternelles et le périscolaire de la commune.
AMNEVILLE-LES-THERMES	200 €	Attirer le public des adolescents et des jeunes adultes en développant un fonds de jeux vidéos.
AY-SUR-MOSELLE	200 €	Améliorer le fonds de jeux de société pour attirer un public intergénérationnel et organiser des soirées et après-midis "jeux de société".
CLOUANGE	200 €	Enrichir le fonds mangas pour les adolescents qui fréquentent la bibliothèque.
ENNERY	200 €	Acquisition de nouvelles ressources numériques pour développer des animations et des méthodes de lectures interactives avec les enfants.
GANDRANGE	200 €	Compléter le fonds adolescents pour les attirer et les fidéliser.
JOUY-AUX-ARCHES	200 €	Conforter les collections pour la petite enfance et renforcer ce fonds pour développer des partenariats avec les crèches et relais assistantes maternelles.
MONDELANGE	400 €	Développer des fonds pour les publics spécifiques des adolescents et des séniors.
REMILLY	200 €	Développer des collections pour le public éloigné du livre et de la lecture : livres en gros caractères, "faciles à lire" et documentaires grand public.
RICHEMONT	250 €	Mise à disposition d'une ressource de presse en ligne et des supports d'autoformation pour les usagers de la médiathèque.
ROMBAS	650 €	Mise à disposition d'une ressource de presse en ligne et des supports d'autoformation pour les usagers de la médiathèque. Acquisitions de jeux vidéos pour fidéliser le public adolescent.
SCY-CHAZELLES	200 €	Abonnement à la presse locale pour fidéliser le public sénior.

ANNEXE 2
Subventions Ressources Documentaires et Numériques 2022

TERRITOIRE DE SARREBOURG-CHÂTEAU-SALINS		
ABRESCHVILLER	200 €	Développer un partenariat avec l'EHPAD de la commune et acquérir des ouvrages en gros caractères pour le public sénior.
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE PHALSBOURG	1 300 €	Le réseau de 5 bibliothèques a pour objectif de développer les actions envers les publics adolescents et séniors.
DIEUZE	200 €	Développer des collections pour le public adulte et séniors qui est important dans la commune et favoriser les partenariats avec les structures accueillant des séniors.
REDING	200 €	Développer des collections pour attirer les publics de la petite enfance et des séniors présents dans la commune.
SARREBOURG	600 €	Mise à disposition d'une ressource de presse en ligne et des supports d'autoformation pour les usagers de la médiathèque.
VASPERVILLER	200 €	Développer des collections pour le public sénior qui fréquente la bibliothèque et favoriser les partenariats avec les structures accueillant des séniors dans les communes à proximité.
TERRITOIRE DE THIONVILLE		
GUENANGE	200 €	Compléter le fonds adolescents pour les attirer et les fidéliser.
KEDANGE-SUR-CANNER	200 €	Développer un fonds de livres en gros caractères pour attirer le public sénior.
TOTAL	**8 400 €**	

ANNEXE 3
Subventions Equipements Mobiliers et Numériques 2022

Collectivités	Type de projet	Descriptif du projet	Montant de la dépense subventionnable (HT)	Taux appliqué	Montant de la subvention attribuée
TERRITOIRE DE FORBACH SAINT-AVOLD					
BEHREN-LÈS-FORBACH	Équipement numérique	Acquisition de tablettes tactiles à la fois pour proposer des animations par les bibliothécaires autour du livre augmenté, et permettre au public de consulter des ressources en ligne	467 €	50%	234 €
L'HOPITAL	Équipement mobilier	Achat de mobilier spécifique pour l'espace jeunesse	3 567 €	40%	1 427 €
MORHANGE	Équipement mobilier	Achat d'étagères et de mobilier pour l'espace jeunesse	5 112 €	40%	2 045 €
TERRITOIRE DE METZ-ORNE					
AMNÉVILLE-LES-THERMES	Équipement numérique	Acquisition de consoles de jeux vidéo pour mettre en place des ateliers d'animation autour de la culture du jeux vidéo et faire (re)venir le public adolescent à la médiathèque. Extension du dispositif prévu par la suite pour créer des liens intergénérationnels	1 784 €	50%	892 €
GANDRANGE	Équipement mobilier	Achat complémentaire de mobilier pour la médiathèque	5 691 €	40%	2 276 €
LONGEVILLE-LES-METZ	Équipement mobilier	Achat complémentaire d'étagères pour la bibliothèque	2 747 €	40%	1 099 €
MAIZIÈRES-LÈS-METZ	Équipement numérique	Mise en place d'un espace public numérique avec un animateur	15 000 €	70%	10 500 €
MAIZIÈRES-LÈS-METZ	Équipement mobilier	Achat de mobilier pour aménager l'espace public numérique	2 200 €	40%	880 €
MECLEUVES	Équipement mobilier	Achat de mobilier pour la création d'un nouvel espace adolescents à la bibliothèque dans l'objectif de les attirer puis de les fidéliser	1 841 €	70%	1 289 €
RICHEMONT	Équipement mobilier	Achat d'étagères et de bacs à albums pour l'espace jeunesse	3 053 €	40%	1 221 €
RICHEMONT	Équipement numérique	Protection des tablettes iPad	116 €	50%	58 €
TERRITOIRE DE SARREBOURG-CHÂTEAU-SALINS					
CHÂTEAU-SALINS	Équipement mobilier	Achat complémentaire d'étagères pour la bibliothèque	13 532 €	40%	5 413 €
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE PHALSBOURG	Équipement mobilier	Achat complémentaire de mobilier et d'étagères pour l'espace petite enfance de la bibliothèque	6 900 €	40%	2 760 €
TERRITOIRE DE THIONVILLE					
UCKANGE	Équipement numérique	Mise à niveau de l'équipement existant	567 €	40%	227 €
UCKANGE	Équipement mobilier	Achat de fauteuils pour le public	798 €	40%	319 €
BOUSSE	Équipement mobilier	Aménagement de la nouvelle médiathèque	15 000 €	70%	10 500 €
KEDANGE-SUR-CANNER	Équipement mobilier	Achat de coussins pour la médiathèque	296 €	40%	118 €
TOTAL					**41 258 €**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf33-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
Direction de la Lecture Publique et des Bibliothèques

OBJET ANIMER ET FEDERER LES BIBLIOTHEQUES DU RESEAU DEPARTEMENTAL DE LECTURE PUBLIQUE - CONCOURS MOSEL'LIRE 2022/2023

DOSSIER N° | | 17 | 743 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président visant à animer et fédérer les bibliothèques du réseau départemental de lecture publique, à travers le concours MoseL'lire 2022/2023 :

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'approuver le règlement annexé à la présente décision,
- D'autoriser l'attribution de prix aux lauréats et leur répartition,
- De procéder aux acquisitions des ouvrages sélectionnés afin d'en doter les bibliothèques et établissements participants.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Annexe

Règlement du concours départemental MoseL'lire 2022/2023 - 16e édition

Article 1 : Objet

Le Département de la Moselle organise, en partenariat avec la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale et la librairie titulaire du marché correspondant, un concours dont le but est d'encourager la lecture, de soutenir et développer l'analyse critique littéraire des jeunes publics dans les écoles et collèges, les bibliothèques et les structures périscolaires de Moselle. Ce concours est intitulé MoseL'lire.

Article 2 : Conditions de participation

Le concours est ouvert aux élèves des écoles et collèges de Moselle, de la maternelle (grande section) à la troisième, des structures périscolaires ainsi qu'aux jeunes lecteurs (de 5 à 15 ans) des bibliothèques municipales, intercommunales et associatives du réseau départemental de lecture publique.

Le concours se déroule **d'octobre 2022 à mai 2023,** la date limite de réception des productions étant fixée au **mardi 7 mars 2023.**

Article 3 : Modalités de participation

Les participants à ce concours sont les élèves des classes suivantes :
- Maternelle (grande section)/CP - 5/7 ans,
- CE1/CE2 - 7/9 ans,
- CM1/CM2 - 9/11 ans,
- 6e/5e - 11/13 ans,
- 4e/3e - 13/15 ans.

Le choix de la catégorie doit correspondre en priorité au niveau scolaire de l'enfant.
Les établissements, instituts et dispositifs qui scolarisent des élèves relevant des enseignements adaptés (EGPA) ou spécialisés (ULIS, IME, INJS notamment) participent dans la catégorie correspondant au niveau d'âge de leurs élèves. Cependant, pour prendre en compte les besoins éducatifs particuliers de certains élèves, il est possible de travailler à partir d'un ouvrage d'une autre catégorie.

Une sélection de quatre livres est proposée pour chacune des catégories ; un ouvrage est commun aux catégories CM1/CM2 et 6e/5e.
La production portera sur l'un des livres de la sélection après lecture de l'ensemble de cette sélection.

Toute production ne répondant pas précisément aux critères indiqués dans le présent article sera exclue du concours.
Tout plagiat sera éliminatoire.

Productions des élèves de 5 à 9 ans – Catégories Maternelle (Grande section)/CP et CE1/CE2

À partir d'un des livres de la sélection, les élèves sont invités à réaliser, au choix, par groupe de 2 minimum ou par classe complète, l'une des deux productions suivantes :

- **une production graphique et plastique** à partir de formes libres (écriture, dessin, collage, découpage, peinture, petits objets…) **mettant en valeur l'univers proposé par l'auteur**. La création peut se faire en volume et avec l'utilisation de petits matériaux. La création peut également intégrer des éléments textuels (pas plus d'une centaine de mots). Il est impératif que la création soit facilement transportable dans une voiture citadine. Toute production non transportable ou d'un volume supérieur à $1m^3$ ne sera pas examinée par le jury. Remarque : il est impératif de ne pas reproduire une page du livre, mais d'en imaginer une autre.

ou

- **une production vidéo inspirée de l'univers d'un livre de la sélection, destinée à donner envie de lire le livre de la sélection et montrant que les élèves se sont appropriés l'univers du livre. Il peut s'agir d'un *booktube*, d'une vidéo mettant en scène les élèves, d'un film d'animation ou encore d'un film réalisé à partir d'un travail de création plastique.** Un bref passage du livre pourra être lu à voix haute au cours de cette vidéo. La vidéo, **d'une durée de 2 à 4 minutes,** devra parvenir au service territorial concerné sous la forme d'un fichier informatique de bonne qualité, et être accompagnée d'un **synopsis détaillé écrit par ordinateur**.

Productions des élèves de 9 à 15 ans – Catégories CM1/CM2, 6ème/5ème et 4ème /3ème

À partir d'un des livres de la sélection, les élèves sont invités à réaliser, au choix, par groupe de 2 minimum ou par classe complète, l'une des deux productions suivantes :

- **une production écrite inspirée de l'univers d'un livre de la sélection, racontant une autre aventure qui pourrait arriver à l'un des personnages du livre.** La production devra être composée de 2 à 4 pages. Il est suggéré de rédiger des pages de 40 lignes chacune. Elle pourra prendre la forme d'une bande dessinée. **Si la production est composée uniquement de texte, elle devra être impérativement rédigée par ordinateur**. Remarque : il est impératif de ne pas reproduire une page du livre.

ou

- **une production vidéo inspirée de l'univers d'un livre de la sélection, destinée à donner envie de lire le livre de la sélection et montrant que les élèves se sont appropriés l'univers du livre. Il peut s'agir d'un *booktube*, d'une vidéo mettant en scène les élèves, d'un film d'animation ou encore d'un film réalisé à partir d'un travail de création plastique.** Un bref passage du livre pourra être lu à voix haute au cours de cette vidéo. La vidéo, **d'une durée de 2 à 4 minutes,** devra parvenir au service territorial concerné sous la forme d'un fichier informatique de bonne qualité, et être accompagnée d'un **synopsis détaillé écrit par ordinateur**.

Article 4 : Modalités d'inscription

Préinscription obligatoire le samedi 17 décembre 2022 au plus tard.

Les écoles, les structures périscolaires et les collèges qui souhaitent participer au concours devront obligatoirement se préinscrire en ligne (une préinscription par classe, par groupe de périscolaire et par bibliothèque) sur la page dédiée du portail de la lecture publique Moselia : https://moselia.moselle.fr/les-evenements/concours-mosellire en utilisant le mot de passe communiqué à chaque établissement (contacter le 03 87 37 57 22).

Les bibliothèques devront se préinscrire sur la page https://moselia.moselle.fr/les-evenements/concours-mosellire après s'être identifiées sur le portail.

Envoi des productions

Les productions devront impérativement être accompagnées du **bulletin de participation** (1 bulletin par production), **ainsi que des formulaires de cession de droits d'exploitation et de reproduction et de droits à l'image** téléchargeables sur moselia.moselle.fr. Les productions écrites et graphiques devront être adressées par voie postale ou déposées au plus tard le **mardi 7 mars 2023** délai de rigueur, à l'adresse suivante :

Territoire de Forbach Saint-Avold	Département de la Moselle Service territorial de Forbach Saint-Avold Créanto La médiathèque Concours MoseL'lire 4 rue de Metz 57690 CRÉHANGE

Territoire de Metz Orne	Département de la Moselle Service territorial de Metz Orne Direction de la lecture publique et des bibliothèques Concours MoseL'lire 6 rue Joseph Cugnot 57070 METZ
Territoire de Sarrebourg Château-Salins	Département de la Moselle Service territorial de Sarrebourg Château-Salins Concours MoseL'lire Chemin royal, lieudit Colonie des officiers Bâtiment 214 A 57260 DIEUZE
Territoire de Sarreguemines Bitche	Département de la Moselle Service territorial de Sarreguemines Bitche Médiathèque Joseph Schaefer Concours MoseL'lire 44 rue Saint-Augustin 57230 BITCHE
Territoire de Thionville	Département de la Moselle Service territorial de Thionville Médiathèque Victor Madelaine Concours MoseL'lire 1 rue Castelnau 57240 NILVANGE

Les productions vidéos devront être accompagnées du bulletin de participation et des formulaires de cessions de droits et adressées selon l'une des modalités suivantes :
- soit en envoyant un lien internet vers l'adresse courriel **mosellire@moselle.fr** ;
- soit en déposant une clé USB à l'une des adresses indiquées ci-dessus, selon le territoire concerné.

Aucun accusé de réception ne sera délivré suite aux envois des productions.
Les créations graphiques pourront être récupérées par les participants à l'issue des remises de prix ou dans les services territoriaux, au plus tard le 30 septembre 2023. Les productions vidéo ne seront pas restituées aux participants.
Les créations graphiques seront détruites en décembre 2023. Les photographies des productions graphiques ainsi que les productions vidéos seront conservées pour une durée de 3 ans à l'issue du concours, soit jusqu'en juin 2026, puis détruites.

Article 5 : Composition du jury

Les jurys se tiendront en mars ou avril 2023 à raison d'un jury par territoire, répartis comme suit :
- Forbach Saint-Avold,
- Metz Orne,
- Sarrebourg Château-Salins,
- Sarreguemines Bitche,
- Thionville.

Ils seront composés d'élus du Département, d'agents du Département (Direction de la Lecture Publique et des Bibliothèques, Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur), ainsi que

de représentants de la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale de Moselle et de la librairie titulaire du marché.

Article 6 : Modalités de sélection

Les productions respectant les conditions énoncées précédemment seront examinées par le jury qui en sélectionnera une à trois, selon les catégories, pour chaque catégorie et pour chaque territoire, classées par ordre décroissant.

Le jury appréciera notamment :
- le respect du format imposé, l'originalité de la présentation, le soin, la créativité et la pertinence de la création par rapport au livre ;
- pour les productions vidéos : le respect de la forme, l'originalité du synopsis et de la mise en scène, la qualité du son et de l'image ;
- pour les productions réalisées dans le cadre scolaire et périscolaire (écoles, périscolaires et collèges uniquement) : la démarche pédagogique qui a précédé et accompagné la réalisation des différentes productions ;
- pour les projets en partenariat établissement-bibliothèque ou structure périscolaire-bibliothèque : la qualité des productions issues du projet commun, ainsi que la démarche de suivi du projet partenarial, étape par étape. Attention, une simple présentation des livres par une bibliothèque au sein d'un établissement scolaire ou d'une structure périscolaire ne constitue pas un partenariat.

Les établissements, structures périscolaires et bibliothèques des lauréats et non-lauréats seront informés par lettre des résultats (avril-mai 2023).

Article 7 : Prix et remises des prix

Le concours récompensera par territoire (Forbach – Saint-Avold, Metz – Orne, Sarrebourg – Château-Salins, Sarreguemines – Bitche, Thionville) les productions collectives (catégories Maternelle/CP et CE1/CE2, CM1/CM2, 6e/5e, 4e/3e).
Pour chacune des catégories, des prix seront également accordés pour la qualité de projets menés en partenariat entre une bibliothèque et une classe d'un établissement scolaire ou une bibliothèque et un groupe de périscolaire.
Pour chacune des catégories, un prix coup de cœur sera par ailleurs décerné pour valoriser l'originalité de la production et du projet.

Les prix, remis sous la forme de Chèque-Lire®, sont les suivants :

Catégories Maternelle/CP, CE1/CE2 et CM1/CM2 :

- pour ces catégories et dans chaque territoire, 4 lauréats seront récompensés collectivement ;
- pour ces catégories et dans chaque territoire, 3 prix récompenseront 6 lauréats pour un projet en partenariat entre une classe ou un groupe de périscolaire et une bibliothèque ;
- pour ces catégories et dans chaque territoire, 1 lauréat sera récompensé collectivement pour l'originalité de son projet et de sa production.

Prix :
- collectifs - créations graphiques (Maternelle/CP et CE1/CE2) ou écrites (CM1/CM2): 1er prix : 120 € ; 2e prix : 80 € ;
- collectifs – créations vidéos : 1er prix : 120 € ; 2e prix : 80 € ;
- en partenariat : 1er prix : 240 € (120 € pour la bibliothèque et 120 € pour la classe ou le groupe de périscolaire) ; 2e prix : 160 € (80 € pour la bibliothèque et 80 € pour la classe) ; 3e prix : 120 € (60 € pour la bibliothèque et 60 € pour la classe ou le groupe de périscolaire) ;
- collectif coup de cœur : 120 €.

Catégories 6e/5e et 4e/3e :

- pour ces catégories et dans chaque territoire, 4 lauréats seront récompensés collectivement ;
- pour la catégorie et dans chaque territoire, 1 prix récompensera 2 lauréats pour un projet en partenariat entre une classe ou un groupe de périscolaire et une bibliothèque ;

- pour ces catégories et dans chaque territoire, 1 lauréat sera récompensé collectivement pour l'originalité de son projet et de sa production.

Prix :

- collectifs - créations graphiques : 1er prix : 120 € ; 2e prix : 80 € ;
- collectifs – créations vidéos : 1er prix : 120 € ; 2e prix : 80 €
- en partenariat : 240 € (120 € pour la bibliothèque et 120 € pour la classe ou le groupe de périscolaire) ;
- collectif coup de cœur : 120 €.

Une classe ne pourra pas être désignée lauréate à plus de deux reprises dans une même catégorie.

- **Les délibérations du jury** seront prononcées à l'occasion des cérémonies de remise de prix qui se dérouleront au cours du mois de mai ou juin 2023.
- **Les cérémonies seront organisées sur les 5 territoires** (Forbach – Saint-Avold, Metz – Orne, Sarrebourg – Château-Salins, Sarreguemines – Bitche, Thionville). À cette occasion, les lauréats seront invités à présenter leur production.
- **Les dates, lieux et heures** des cérémonies de remises de prix seront communiqués aux lauréats par lettre.

Pour toute classe ou groupe d'élèves ne pouvant pas se rendre à la remise de prix, un représentant de l'établissement scolaire ou de la structure périscolaire pourra être désigné pour retirer le lot attribué.
Pour toute bibliothèque ne pouvant pas se rendre à la remise de prix, un représentant de la bibliothèque pourra être désigné pour retirer le lot attribué.

Le prix destiné à un établissement ou à une structure périscolaire ne peut être retiré par un représentant de la bibliothèque de la commune, et réciproquement.
Tout prix qui ne sera pas retiré lors de la cérémonie de remise de prix sera définitivement perdu.

Article 8 : Rencontres et sélections offertes

- **Une rencontre avec un auteur ou illustrateur** de la sélection (sur inscription uniquement et dans la limite des places disponibles) pourra être proposée aux établissements participant au concours. Ces établissements devront avoir adressé leurs productions et s'engager à respecter les conditions d'accueil et de préparation à la rencontre figurant dans la lettre de confirmation adressée au cours des mois de mars ou avril 2023.

L'auteur qui rencontrera les classes retenues ne sera pas forcément l'auteur choisi pour les productions de celles-ci.
Les rencontres d'auteurs se déroulent principalement dans les bibliothèques du réseau départemental de lecture publique. Les lieux seront confirmés et communiqués aux écoles et collèges sélectionnés.
Les classes d'enseignants ayant bénéficié d'une rencontre au cours des deux éditions précédentes sans préparation en amont avec les élèves ne seront pas prioritaires pour les rencontres d'auteurs.

- **Répartition des sélections offertes**

Dans la limite des crédits et des quantités disponibles, le Département répartira les sélections aux structures ayant renvoyé le formulaire prévu à cet effet dans le respect des délais impartis, soit :

- aux bibliothèques qui s'engagent à présenter le concours et la sélection à leurs lecteurs et aux établissements scolaires de leur commune et à participer activement au concours, à travers la réalisation de productions par leurs lecteurs ou par des élèves dans le cadre d'un partenariat actif avec un établissement ou une structure périscolaire ;
- aux collèges qui s'engagent à participer et à remettre une ou plusieurs productions collectives.

Les bibliothèques et collèges qui ont bénéficié d'une sélection offerte lors de l'une des deux dernières éditions du concours sans y avoir participé activement ne pourront bénéficier d'une sélection.

Les structures suivantes ne seront pas prioritaires dans le traitement des demandes :

- bibliothèques qui n'ont pas participé activement aux éditions précédentes du concours, à travers la réalisation de productions par leurs lecteurs ou par des élèves dans le cadre d'un partenariat actif avec un établissement ou une structure périscolaire ;
- collèges qui n'ont pas participé au concours lors des éditions précédentes.

Article 9 : Cession des droits

Les gagnants du concours et leurs établissements autorisent le Département de la Moselle à utiliser à titre promotionnel et informatif leurs noms, prénoms, prix, ainsi que leurs productions originales (création graphique ou production vidéo) et ce, sans que cette utilisation leur ouvre droit à une rémunération, un droit ou avantage quelconque autre que l'attribution du prix. Cette cession est consentie pour une durée de 3 ans dans les pays de l'Union européenne.
Les enseignants et bibliothécaires s'engagent, pour toutes les productions réalisées, à recueillir les formulaires de cession de droits d'exploitation et de reproduction et de droits à l'image des enfants participants, complétés et signés par leurs responsables légaux. **Ces formulaires sont à fournir impérativement pour tous les auteurs des productions, en même temps que les productions.**
Les productions graphiques ainsi que les productions vidéos des lauréats pourront faire l'objet d'une publication départementale (numérique ou papier) à des fins promotionnelles ou informatives, sur des supports non destinés à la vente.

Les photos réalisées à l'occasion des rencontres d'auteurs, de remises de prix ou d'événements en lien avec le concours MoseL'lire pourront être utilisées à titre promotionnel et informatif, sur des supports non destinés à la vente, pour une durée de 3 ans et dans les pays de l'Union européenne.

Article 10 : Règlement et informations

La participation au concours implique l'acceptation du présent règlement, également consultable en ligne sur le site Moselia courant octobre 2022 : moselia.moselle.fr.

Renseignements :
Département de la Moselle
Direction du développement culturel et artistique - Direction de la Lecture Publique et des Bibliothèques
Tél. 03 87 35 02 51
Service des publics et de la formation
Tél. 03 87 37 57 22
mosellire@moselle.fr

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf41-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

OBJET MOSELLE JEUNESSE

DOSSIER N° | | 18 | 784 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la politique départementale Moselle Jeunesse,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

dans le cadre de Moselle Jeunesse :

- d'attribuer les aides de fonctionnement pour un montant global de 107 385 € dont le détail figure en annexe à la présente décision et se répartissant comme suit :

- 96 785 € aux associations pour des projets de territoires ;
- 8 200 € aux associations locales ;
- 2 400 € au soutien aux initiatives de jeunes.

- d'autoriser le versement des subventions de fonctionnement, soit sous la forme de versement unique, soit sous la forme d'acompte plus solde selon l'état d'avancement des actions.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

COMMISSION PERMANENTE DU 12 SEPTEMBRE 2022
DECISIONS

Moselle Jeunesse
Projets de territoires
Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 33

Canton	Commune ou EPCI	Action soutenue	Bénéficiaire	Montant
FAULQUEMONT	CREHANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ASS CREANTO ANIM'ACTION	1 450 €
FAULQUEMONT	CREHANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ASS GROUPE SPELEO LE GRAOULLY	1 300 €
FAULQUEMONT	CREHANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	MODELE CLUB CREHANGE LE MIRAGE	300 €
FAULQUEMONT	CREHANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ASSOC UNION CYCLOTOURISTE DE CREHANGE FAULQUEMONT	1 130 €
FAULQUEMONT	CREHANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	TENNIS CLUB DE CREHANGE	570 €
FAULQUEMONT	CREHANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ASS TENNIS CLUB DE LONGEVILLE	700 €
FAULQUEMONT	CREHANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ESCF TENNIS DE TABLE	700 €
FAULQUEMONT	CREHANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ESCF ATHLETISME	500 €
FAULQUEMONT	CREHANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	VIVONS LE SPORT ENSEMBLE	1 200 €
FAULQUEMONT	CREHANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ASS CLUB DE BOXE FRANCAISE	700 €
FAULQUEMONT	CREHANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	LA PETANQUE CREHANGEOISE	400 €
FAULQUEMONT	CREHANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ASSOCIATION MUDO KWAN HAPKIDO	500 €
FAULQUEMONT	CREHANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ASS ATELIER BOIS LA BRICOLE	1 300 €
FAULQUEMONT	CREHANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	LA QUILLE SPORTIVE	800 €
SAINT-AVOLD	L'HOPITAL	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ANIM'VOL LIBRE	500 €
SAINT-AVOLD	L'HOPITAL	Moselle Jeunesse - Eté 2022	PING-PONG CLUB	400 €
SAINT-AVOLD	L'HOPITAL	Moselle Jeunesse - Eté 2022	MINI MODEL CLUB DE BENING	2 100 €
			SOUS-TOTAL FORBACH – SAINT-AVOLD	**14 550 €**
FAMECK	MONDELANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ESCORTE MOTARD SECURITE LORRAINE GRAND EST	1 500 €
FAMECK	MONDELANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	MAISON DES SPORTS ET LOISIRS DE MONDELANGE	900 €
FAMECK	MONDELANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	LA BREME DE MONDELANGE	400 €
FAMECK	MONDELANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	CLUB PUGILISTE	500 €
FAMECK	MONDELANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	AMICALE PETANQUE	500 €
FAMECK	MONDELANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	CANOË KAYAK CLUB	500 €
FAMECK	MONDELANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	L'ANTRE DE JACK	1 000 €
FAMECK	MONDELANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	CLUB CŒUR ET SANTE	600 €
FAMECK	MONDELANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	LAW TENNIS CLUB	420 €
FAMECK	MONDELANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	CLUB OMNISPORT	350 €
FAMECK	MONDELANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	FOOTBALL CLUB	800 €
LE SILLON MOSELLAN	HAGONDANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ENTENTE SPORTIVE	1 600 €
LE SILLON MOSELLAN	HAGONDANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	CSC ARAGON	2 000 €
LE SILLON MOSELLAN	HAGONDANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	FOOTBALL CLUB	150 €
LE SILLON MOSELLAN	HAGONDANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	KAYAK CLUB DE BOUSSE HAGONDANGE	500 €
LE SILLON MOSELLAN	HAGONDANGE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	AMICALE DES PECHEURS HAGONDANGEOIS	300 €
LE SILLON MOSELLAN	WOIPPY	Nature, Sport et Culture en été	MAISON POUR TOUS DE WOIPPY	1 500 €
METZ 2	METZ	Le Coffre à jouets	LUDOTHEQUE EEDF	5 000 €
METZ 2	METZ	Projet Jeunes 2022-2023	LES COTTAGES DE LA GRANGE-AUX-BOIS	3 000 €
ROMBAS	ROMBAS	Raid Rombas Express	OFFICE MUNICIPAL DE LA CULTURE	3 000 €
ROMBAS	ROMBAS	Raid Rombas Express	ROMBAS OLYMPIC CLUB	1 400 €
ROMBAS	ROMBAS	Raid Rombas Express	LORRAINE SPORTS ROSSELANGE	700 €
ROMBAS	ROMBAS	Raid Rombas Express	TENNIS CLUB VALLEE DE L'ORNE	500 €

Canton	Commune ou EPCI	Action soutenue	Bénéficiaire	Montant
ROMBAS	ROMBAS	Raid Rombas Express	ROMBAS ATHLETIC CLUB	400 €
ROMBAS	ROMBAS	Raid Rombas Express	HBC ROMBAS	1 000 €
ROMBAS	ROMBAS	Raid Rombas Express	JSO ROMBAS	1 500 €
ROMBAS	ROMBAS	Raid Rombas Express	UNION LORRAINE ROMBAS	1 000 €
			SOUS-TOTAL METZ - ORNE	**31 020 €**
PHALSBOURG	PHALSBOURG	Séjour adolescents et centre aéré pour 140 jeunes phalsbourgeois	PHALSBOURG LOISIRS	4 500 €
SARREBOURG	SARREBOURG	Moselle Jeunesse - Eté 2022	1ERE CIE D'ARC SARREBOURG	500 €
SARREBOURG	SARREBOURG	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ATHLETISME SARREBOURG MOSELLE SUD	500 €
SARREBOURG	SARREBOURG	Moselle Jeunesse - Eté 2022	CENTRE SOCIOCULTUREL	5 000 €
SARREBOURG	SARREBOURG	Moselle Jeunesse - Eté 2022	CERCLE D'ESCRIME DE SRBG	400 €
SARREBOURG	SARREBOURG	Moselle Jeunesse - Eté 2022	CYCLO CLUB (VTT)	380 €
SARREBOURG	SARREBOURG	Moselle Jeunesse - Eté 2022	FOOTBALL CLUB SARREBOURG	1 000 €
SARREBOURG	SARREBOURG	Moselle Jeunesse - Eté 2022	GOLF DU PAYS DE SARREBOURG	1 000 €
SARREBOURG	SARREBOURG	Moselle Jeunesse - Eté 2022	LA CARRIOLE (DANSE)	300 €
SARREBOURG	SARREBOURG	Moselle Jeunesse - Eté 2022	NEW BASKET CLUB SARREBOURG	1 300 €
SARREBOURG	SARREBOURG	Moselle Jeunesse - Eté 2022	PETANQUE SARREBOURGEOISE	1 000 €
SARREBOURG	SARREBOURG	Moselle Jeunesse - Eté 2022	SARREBOURG TENNIS DE TABLE	400 €
SARREBOURG	SARREBOURG	Moselle Jeunesse - Eté 2022	SKATE'N'ROLL	250 €
SARREBOURG	SARREBOURG	Moselle Jeunesse - Eté 2022	SMS HANDBALL	1 300 €
SARREBOURG	SARREBOURG	Moselle Jeunesse - Eté 2022	SMS TENNIS	1 000 €
			SOUS-TOTAL SARREBOURG – CHATEAU-SALINS	**18 830 €**
SARRALBE	WOUSTVILLER	Moselle Jeunesse - Eté 2022	YOGA CLUB	130 €
SARRALBE	WOUSTVILLER	Moselle Jeunesse - Eté 2022	CYCLOS VTT	440 €
SARRALBE	WOUSTVILLER	Moselle Jeunesse - Eté 2022	UNION SPORTIVE	620 €
SARRALBE	WOUSTVILLER	Moselle Jeunesse - Eté 2022	TWIRLING CLUB	300 €
SARRALBE	WOUSTVILLER	Moselle Jeunesse - Eté 2022	TENNIS CLUB	500 €
SARRALBE	WOUSTVILLER	Moselle Jeunesse - Eté 2022	TENNESSEE DANCERS	70 €
SARRALBE	WOUSTVILLER	Moselle Jeunesse - Eté 2022	SCULPTEURS SUR BOIS DE WOUSTVILLER	195 €
SARRALBE	WOUSTVILLER	Moselle Jeunesse - Eté 2022	W MUAY THAI	1 000 €
SARRALBE	WOUSTVILLER	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ASS KARATE CLUB SHOTOKAN	315 €
SARRALBE	WOUSTVILLER	Moselle Jeunesse - Eté 2022	DETENTE ET LOISIRS	900 €
SARRALBE	WOUSTVILLER	Moselle Jeunesse - Eté 2022	BOULISTES DE WOUSTVILLER	700 €
SARRALBE	WOUSTVILLER	Moselle Jeunesse - Eté 2022	AMICALE DES ARTISTES DE WOUSTVILLER	150 €
SARRALBE	WOUSTVILLER	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ACAW	500 €
SARRALBE	WOUSTVILLER	Moselle Jeunesse - Eté 2022	SYNDICAT DES ARBORICULTEURS DE WOUSTVILLER	850 €
SARREGUEMINES	SARREGUEMINES	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ABYSS	2 500 €
SARREGUEMINES	SARREGUEMINES	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ESPOIR AERONAUTIQUE	700 €
SARREGUEMINES	SARREGUEMINES	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ATHLE SPORTS SARREGUEMINES	500 €
SARREGUEMINES	SARREGUEMINES	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ASSO GYMNASTIQUE	600 €
SARREGUEMINES	SARREGUEMINES	Moselle Jeunesse - Eté 2022	AVIRON CLUB SARREGUEMINES	650 €
SARREGUEMINES	SARREGUEMINES	Moselle Jeunesse - Eté 2022	SARREGUEMINES BADMINTON CLUB	700 €
SARREGUEMINES	SARREGUEMINES	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ASSOCIATION SPORTIVE SARREGUEMINES BASKET	600 €
SARREGUEMINES	SARREGUEMINES	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ASS RIV'DROITE CTRE SOCIOCULTUREL	1 200 €
SARREGUEMINES	SARREGUEMINES	Moselle Jeunesse - Eté 2022	FOOTBALL CLUB BEAUSOLEIL	2 000 €
SARREGUEMINES	SARREGUEMINES	Moselle Jeunesse - Eté 2022	SARREGUEMINES HANDBALL	400 €
SARREGUEMINES	SARREGUEMINES	Moselle Jeunesse - Eté 2022	AS SARREGUEMINES LUTTE	200 €
SARREGUEMINES	SARREGUEMINES	Moselle Jeunesse - Eté 2022	MUSIC DANCE CONNECTION	600 €
SARREGUEMINES	SARREGUEMINES	Moselle Jeunesse - Eté 2022	SARREGUEMINES JUMP	900 €
SARREGUEMINES	SARREGUEMINES	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ASSOCIATION SPORTIVE SARREGUEMINES TENNIS	400 €
SARREGUEMINES	SARREGUEMINES	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ASSOCIATION TONIC BOXE	165 €
SARREGUEMINES	SARREGUEMINES	Comité jeunes, atelier expression, vacances jeunes	ASS RIV'DROITE CENTRE SOCIOCULTUREL	7 500 €
			SOUS-TOTAL SARREGUEMINES - BITCHE	**26 285 €**

Canton	Commune ou EPCI	Action soutenue	Bénéficiaire	Montant
BOUZONVILLE	COMMUNAUTE COMMUNES DU BOUZONVILLOIS TROIS FRONTIERES	Moselle Jeunesse - Eté 2022	NAUTIC CLUB BOUZONVILLE	1 000 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Web TV jeunes	CENTRE LE LIERRE	5 000 €
YUTZ	YUTZ	Moselle Jeunesse - Vacances de printemps	ASVB YUTZ THIONVILLE	100 €
			SOUS-TOTAL THIONVILLE	**6 100 €**
			TOTAL	**96 785 €**

Moselle Jeunesse
Soutien aux initiatives de jeunes
Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 33

Canton	Commune ou EPCI	Action soutenue	Bénéficiaire	Montant
BOUZONVILLE	MANDEREN RITZING	#Team Moselle Jeunesse - 4L Trophy 2022	SAMUEL SCHUTZ	200 €
HAYANGE	CLOUANGE	#Team Moselle Jeunesse - Accompagner les jeunes arbitres	NICOLAS FERNBACH	600 €
PHALSBOURG	PHALSBOURG	#Team Moselle Jeunesse - Tour aérien des jeunes pilotes 2022	CORENTIN RING	600 €
SILLON MOSELLAN	MAIZIERES LES METZ	#Team Moselle Jeunesse - Participation à l'évènement Dreamhack	Bruno SABA et Matéo COSTA Versement à l'association HELIOS GAMING	1 000 €
			TOTAL	**2 400 €**

Moselle Jeunesse
Vie associative – Associations locales
Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 33

Canton	Commune ou EPCI	Action soutenue	Bénéficiaire	Montant
BITCHE	SOUCHT	Semaine multisports	TENNIS CLUB	900 €
METZ 1	METZ	Subvention exceptionnelle pour l'accueil des enfants suite à sinistre au centre d'Arry	FEDERATION FAMILLES DE FRANCE	3 800 €
LE SAULNOIS	VIC SUR SEILLE	Centre aéré pour les 6-12 ans	ASSOCIATION FAMILIALE DU SAULNOIS	1 500 €
LE SILLON MOSELLAN	SEMECOURT	Projet "Expressions Multiples" : modern'jazz, hip-hop, danse orientale, arts plastiques pour les 166 jeunes de l'association	ASSOCIATION DOMINO	2 000 €
			TOTAL	**8 200 €**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf3a-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

OBJET SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AU SPORT POUR TOUS

DOSSIER N° | | 19 | 764 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu le Rapport du Président portant sur le soutien et l'accompagnement au sport pour tous,

Vu la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- d'adopter les propositions de subventions de fonctionnement pour un montant total de 67 036,50 € réparti comme suit :

- 24 036,50 € au titre de l'aide à la licence conformément au tableau en annexe à la présente décision ;

- 10 000 € au titre des projets clubs dont :

  - Club d'Echecs Metz Fischer (2022-0002396) pour un montant de 4 500 €,
  - Association sportive du Plateau Sainte Marie-aux-Chênes Basket (2022-0004493) pour un montant de 4 000 €,
  - Twirling Club Aumetz (2022-0003938) pour un montant de 1 500 €.

- 30 000 € au titre de "Moselle Mouv' " dans le cadre des Comités Départementaux (2022-0004765).

- 3 000 € au titre de Moselle Sport Senior pour le Comité Départemental Handisport (2022-0004771).

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

COMMISSION PERMANENTE DU 12 SEPTEMBRE 2022

Décisions d'attribution de subventions

Aide à la licence

Territoires	Cantons	Associations	Fédérations	Dossiers	Montants
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	BOULAY-MOSELLE	CLUB DES SENIORS DE BOULAY AU FIL DES ANS	Fédération Seniors Moselle	2022-0004146	27,50 €
	BOULAY-MOSELLE	FOOTBALL CLUB VOLMERANGE LES BOULAY	Fédération Française de Football	2022-0003885	774,00 €
	BOUZONVILLE	PETANQUE CLUB FALCK	Fédération Française de Pétanque	2022-0004153	353,00 €
	FORBACH	TENNIS CLUB DE SCHOENECK	Fédération Française de Tennis	2022-0004231	622,00 €
	STIRING-WENDEL	STIRING LA COULEE VERTE	Fédération Française de Pétanque	2022-0004228	390,00 €
Territoire de METZ-ORNE	FAULQUEMONT	ASS PECHE L'HAMECON SPORTIF	Fédération Française de Pêche au Coup	2022-0003907	462,00 €
	LE PAYS MESSIN	ASS LOSIRS ET CULTURE NOISSEVILLE	Fédération Seniors Moselle	2022-0004145	82,50 €
	LE PAYS MESSIN	ARS SUR MOSELLE FOOTBALL CLUB	Fédération Française de Football	2022-0003846	578,50 €
	LE PAYS MESSIN	CERCLE DE YACHTING A VOILE MOSELLE ARGANCY	Fédération Française de Voile	2022-0004513	1 816,50 €
	LE PAYS MESSIN	SHOBU AIKIDO VAL SAINT PIERRE	Fédération Française d'Aïkido FLAB	2022-0004500	66,00 €
	LE SILLON MOSELLAN	ASS ; SPORTIVE TENNIS WOIPPY	Fédération Française de Squash	2022-0004161	533,00 €
	LES COTEAUX DE MOSELLE	A.A.P.P.M.A. ANCY CORNY NOVEANT	Fédération Française de Pêche au Coup	2022-0003906	572,00 €
	METZ I	AUTO MODELE LE GRAOULLY	Fédération Française de Voitures Radio Commandées	2022-0003902	420,50 €
	METZ I	SPELEO CLUB DE METZ ET REGION	Fédération Française de Spéléologie	2022-0004511	393,00 €
	METZ III	ACADEMIE JULES BOCANDE	Fédération Française de Football	2022-0003847	325,50 €
	MONTIGNY-LES-METZ	FOYER DES ANCIENS DE PLAPPEVILLE	Fédération Seniors Moselle	2022-0004144	66,00 €
	MONTIGNY-LES-METZ	MARLY TENNIS DE TABLE	Fédération Française de Sport Adapté	2022-0004490	110,00 €
	MONTIGNY-LES-METZ	SKI NAUTIQUE CLUB DE METZ	Fédération Française de Ski Nautique	2022-0004489	470,50 €
	MONTIGNY-LES-METZ	ETOILE MARLIENNE CYCLISTE COMPET	Fédération Française de Cyclisme	2022-0004507	108,00 €
	ROMBAS	A.A.P.P.M.A. GROUPEMENT VALLEE DE L'ORNE	Fédération Française de Pêche au Coup	2022-0003925	3 000,00 €
	ROMBAS	ARPA AMNEVILLE	Fédération Seniors Moselle	2022-0004148	66,00 €
	ROMBAS	PETANQUE CLUB DE FEVES	Fédération Française de Pétanque	2022-0000951	734,50 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	LE SAULNOIS	JUDO CLUB DE DIEUZE	Fédération Française de Judo	2022-0004155	662,00 €

	LE SAULNOIS	LES RANDONNEES CASTELSALINOIS	Fédération Française de Cyclotourisme	2022-0004154	354,50 €
	PHALSBOURG	DOJO GYM PHALSBOURG	Fédération Française de Karaté	2022-0004147	217,00 €
	PHALSBOURG	OLYMPIQUE DE MITTELBRONN 04	Fédération Française de Football	2022-0003849	418,50 €
	SARREBOURG	GYMNASTIQUE VOLONTAIRE D ARZVILLER	Fédération Française de Gymnastique Volontaire	2022-0004222	501,50 €
	SARREBOURG	AUTO BUGGY CLUB DE REDING	Fédération Française de Voitures Radio Commandées	2022-0003901	268,00 €
	SARREBOURG	CLUB DE L'AMITIE DE BUHL LORRAIN	Fédération Seniors Moselle	2022-0004149	38,50 €
	SARREBOURG	JUDO CLUB DE FENETRANGE	Fédération Française de Judo	2022-0004219	554,50 €
Territoire de SARREGUEMINES - BITCHE	BITCHE	A.A.P.P.M.A. ACHEN	Fédération Française de Pêche au Coup	2022-0003904	220,00 €
	SARRALBE	A.A.P.P.M.A. SARRALBE	Fédération Française de Pêche au Coup	2022-0003909	748,00 €
	SARRALBE	BASKETS EN FOLIE	Fédération Française Sports pour Tous	2022-0004229	227,50 €
	SARRALBE	CYCLOS VTT DE WOUSTVILLER	Fédération Française UFOLEP	2022-0004151	262,00 €
	SARRALBE	JUDO CLUB DE SARRALBE	Fédération Française de Judo	2022-0004193	295,00 €
Territoire de THIONVILLE	ALGRANGE	CLUB SPELEO D'OTTANGE	Fédération Française de Spéléologie	2022-0004512	430,00 €
	FAMECK	FENSCH VTT FAMECK	Fédération Française UFOLEP	2022-0004152	288,50 €
	FAMECK	TOURISME VELOCIPEDIE	Fédération Française de Cyclotourisme	2022-0004150	192,50 €
	FAMECK	FLORANGE OLYMPIC CLUB ATHLETISME	Fédération Française d'Athlétisme	2022-0004488	1 252,00 €
	HAYANGE	A.A.P.P.M.A. LA ROUSSE DE FLORANGE	Fédération Française de Pêche au Coup	2022-0003923	544,50 €
	METZERVISSE	FOOTBALL CLUB DE VECKRING	Fédération Française de Football	2022-0003889	486,00 €
	THIONVILLE	THERAS SANTE	Fédération Française Sports pour Tous	2022-0004214	116,50 €
	YUTZ	CLUB D'ARCHERS LES ATHABASCANS	Fédération Française de Tir à l'Arc	2022-0004143	178,00 €
	YUTZ	A.A.P.P.M.A. DE LA FRATERNELLE	Fédération Française de Pêche au Coup	2022-0003129	3 000,00 €
	YUTZ	CERCLE NAUTIQUE CENTRE EUROPE	Fédération Française de Ski Nautique	2022-0004495	385,50 €
	YUTZ	CLUB SPORTIF CYCLISTE DE YUTZ	Fédération Française de Cyclisme	2022-0004514	425,00 €
				Total	24 036,50 €

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf45-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

OBJET SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AUX ASSOCIATIONS DANS LE CADRE DES PROJETS TERRE DE JEUX

DOSSIER N° | | 20 | 853 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le rapport du Président portant sur le soutien et l'accompagnement aux associations dans le cadre des projets Terre de Jeux,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'attribuer une subvention de 30 000 € à la Fédération Française de Volley-Ball ;

- de valider la convention de partenariat avec la Fédération Française de Volley-Ball en annexe à la présente décision et autoriser Monsieur le Président à la signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

CONVENTION DE PARTENARIAT
AVEC LA FEDERATION FRANCAISE DE VOLLEY-BALL

« MOSELLE - TERRE DE JEUX 2024 »

_____

Préambule

Le Département de la Moselle conduit une politique sportive ambitieuse « de la 1ère licence jusqu'au plus haut niveau » au plus près des territoires et au service de tous les Mosellans. Une dynamique qui lui a valu d'obtenir le label Terre de Jeux dans le cadre de la préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024.

Ainsi une démarche globale, mobilisant les différents domaines de compétences de la collectivité, est déclinée sur tous les territoires du département, en sept axes forts : Attractivité, Talents, Innovation, Savoir-faire, Héritage, Inclusion et Patrimoine. Une démarche qui ne peut se déployer pleinement que grâce à des relations partenariales durables construites avec les acteurs du monde sportif local et national, contributeurs indiscutables du rayonnement et de l'attractivité de la Moselle.

La Fédération Française de Volley-Ball a choisi de mailler le territoire national d'événements d'envergure qui doivent impacter durablement la structuration de la discipline au plan local, faire rayonner les savoir-faire du territoire d'accueil mais aussi préparer l'héritage des Jeux de Paris 2024. Son rôle fédérateur de premier plan et son expertise lui confèrent de fait une place privilégiée aux côtés du Département pour répondre aux enjeux et objectifs du projet « Moselle-Terre de Jeux 2024 ».

Vu les dispositions du décret 2001-495 du 6 juin 2001 relatives à la transparence financière des aides octroyées par les collectivités,

Vu la décision de l'Assemblée Départementale (1ère Réunion Trimestrielle de 2022 Rapport V-346),

Vu la décision de la Commission Permanente en date du 12 septembre 2022.

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE, représenté par son Président, Monsieur Patrick WEITEN, d'une part,

Et la FEDERATION FRANCAISE DE VOLLEY-BALL, dénommée l'association, représentée par son Président Monsieur Eric TANGUY, d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer le cadre du partenariat entre le Département de la Moselle et la Fédération Française de Volley-Ball afin de mettre en place et de déployer sur le territoire le projet initié par la Collectivité dans le cadre du label « Terre de Jeux 2024 ».

La présente convention définit les engagements réciproques des parties pour l'organisation du Tournoi France Volley Ball Féminin qui se déroulera du 16 au 18 septembre 2022 à Metz.

Article 2 : Durée

La présente convention prendra effet à la date de signature et s'achèvera le **31 décembre 2022**.

Article 3 : Engagement du Département de la Moselle

Le Département s'engage à accueillir, à accompagner et à soutenir la Fédération Française de Volley dans toutes ses démarches pour l'accueil, l'hébergement, la restauration, la billetterie et la logistique complète de cet événement, à mettre en place les partenariats nécessaires auprès d'opérateurs locaux pour faciliter l'organisation de ce tournoi.

Article 4 : Engagement de la Fédération Française de Volley-Ball

La Fédération Française de Volley-Ball s'engage à organiser un plateau international de renom et à inviter les équipes du Japon, de la Colombie, de l'Argentine, du Canada et de la Belgique.

Article 5: Participation financière du Département - modalités de versement

En vue de la réalisation de l'objet de la présente convention, le Département s'engage à verser **en une seule fois** une subvention de **30 000 € TTC**.

Cette aide peut faire l'objet d'un ordre de reversement partiel ou total en cas de non réalisation ou de modification sans autorisation de l'objet du projet subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Payeur Départemental.

Article 6 : Communication

L'association s'engage à apposer le logo du Département de la Moselle pour l'ensemble des actions soutenues par la collectivité. Elle prendra les dispositions nécessaires afin d'assurer l'information du public sur le soutien du Département (mention du Département, logo...).

Le Département de la Moselle tiendra à disposition de l'association des outils de communication (banderole, panneaux…) destinés à assurer la valorisation du partenariat lors des événements et manifestations.

Article 7 : Contrôle exercé par le Département

Le budget du Département est soumis aux règles de gestion des fonds publics. Aussi, toutes les conditions sont mises en place pour accompagner le bénéfice d'argent public, en l'occurrence sous forme de subventions, de procédures de contrôles tant sur l'aspect financier que sur l'activité du bénéficiaire.

Article 7 - 1 : Contrôle d'activités - évaluation

L'association rendra régulièrement compte au Département des actions mises en œuvre dans le cadre du projet soutenu.

L'évaluation s'intègre dans la démarche partenariale de croisement des objectifs et priorités des deux parties.

Article 7 - 2 : Contrôle financier

L'association produira un compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectives à l'objet de la subvention. Ce compte rendu devra être déposé auprès du Département au plus tard 6 mois après la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Par ailleurs, l'association devra fournir une copie (certifiée par son Président) des comptes annuels de l'exercice écoulé certifiés par un commissaire aux comptes : compte de résultat, bilan, annexes. Une copie des rapports (général et spécial) du commissaire aux comptes devra les accompagner.

Ces documents seront complétés par le rapport d'activités et le rapport moral approuvés par l'Assemblée Générale qui doit se tenir au plus tard 6 mois après la clôture des comptes.

Sur simple demande du Département, l'association devra communiquer tous ses documents comptables et de gestion afférents aux trois années précédant la période considérée par la présente convention.

Article 7 - 3 : Modalités du contrôle opéré par le Département

L'association est soumise au contrôle technique et financier portant sur l'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée.

Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé, à tout moment, par toute personne dument mandatée par le Président du Département.

A ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier et d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.

Nonobstant les dispositions prévues à l'article 8 relatives à la résiliation de la convention, le Département peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparait au terme des opérations de contrôle telles que prévues à l'article 7-1 et 7-2 de la présente convention :

- que celle-ci a été partiellement ou totalement utilisée à des fins non conformes à l'objet des présentes et ce pendant la durée de la convention ;
- que les engagements et obligations prévus dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre l'association n'ont pas été respectées ;
- en cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit du Département ce dernier se réserve le droit, de suspendre ou de diminuer le montant des versements, de remettre en cause le versement de la subvention ou d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit sans préavis, ni indemnité, en cas de faillite, liquidation judiciaire, insolvabilité notoire ou en cas de cessation d'activité de l'association.

Par ailleurs, le Département se réserve le droit de mettre fin à la présente convention, unilatéralement et à tout moment, en cas de non-respect de l'une des clauses précitées, dès lors que, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le Département par lettre avec accusé de réception, l'association n'aura pas pris les mesures appropriées ou sans préavis en cas de faute lourde.

La résiliation ne dispense pas l'association de ses obligations de compte-rendu d'emploi des subventions allouées par le Département.

Article 9 : Modifications

Les dispositions de la présente convention pourront faire l'objet de modifications, d'un commun accord entre les parties, sans remettre en cause l'équilibre de celle-ci. Ces modifications donneront lieu à la passation d'avenant(s) et les nouvelles dispositions se substitueront en tout ou partie de la présente convention.

Article 10 : Assurances

Les activités de l'association étant placées sous sa responsabilité exclusive, elle devra souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse être recherchée ou inquiétée.

Article 11 : Règlement des litiges

La présente convention est soumise au droit français.

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté, ou une seconde réunion pourra être envisagée, ou la subsistance du différend sera constatée.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Metz, le

En trois exemplaires originaux

POUR L'ASSOCIATION	**POUR LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE**
LE PRESIDENT	**LE PRESIDENT**
Monsieur Eric TANGUY	**Monsieur Patrick WEITEN**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf3e-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

OBJET SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AUX EVENEMENTS SPORTIFS

DOSSIER N° | | 21 | 773 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu le Rapport du Président portant sur le soutien et l'accompagnement aux évènements sportifs,

Vu la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'attribuer les aides aux clubs de Moselle, organisateurs d'évènements sportifs, telles qu'elles figurent en annexe à la présente décision pour un montant total de 10 500 €.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

COMMISSION PERMANENTE DU 12 SEPTEMBRE 2022

Evénements sportifs

Décisions de subventions

Territoire	Association	Dossier	Manifestation	Type de manifestation	Montants
Territoire de FORBACH SAINT-AVOLD	CERCLE SPORTIF DE STIRING-WENDEL	2022-0002788	Eye Soccer League des 26 et 27 août 2022 à Stiring-Wendel	Manifestation internationale	3 000 €
Territoire de METZ-ORNE	A.S. GOLF GRANGE AUX ORMES	2022-0003058	19ème Open International de la Mirabelle d'Or qui s'est déroulé du 10 au 12 juin 2022 à Marly	Manifestation Internationale	5 000 €
Territoire de METZ-ORNE	NANCY METZ A LA MARCHE	2022-0004722	Nancy Metz à la Marche qui s'est déroulé en mai 2022	Manifestation de Territoire	500 €
Territoire de METZ-ORNE	GALAXIE PETANQUE AMNEVILLE	2022-0004764	Tournoi de pétanque pour non-voyants du 9 au 12 septembre 2022	Manifestation de Territoire	500 €
Territoire de SARREBOURG	AUTO BUGGY CLUB DE REDING	2022-0002917	Championnat d'Europe de voitures radio commandées échelle 1/8 du 16 au 18 septembre 2022 à Réding	Manifestation internationale	500 €
Territoire de THIONVILLE	SPORTS DE BOULE DE THIONVILLE	2022-0004718	10ème édition du Pétanque Tour qui s'est déroulée du 25 au 27 juillet 2022 à Thionville	Manifestation Nationale	1 000 €
				Total	10 500 €

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf42-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DU LIEN SOCIAL

OBJET MEDECINE PROFESSIONNELLE ET PREVENTIVE - RENOUVELLEMENT DE CONVENTION

DOSSIER N° | | 22 | 794 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le renouvellement d'une convention de médecine professionnelle et préventive,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention dont le projet est annexé à la présente décision.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

Convention de médecine de prévention
passée avec un Service de Prévention et Santé au Travail Interentreprises (SPSTI)

Entre :

Le Département de la Moselle, sis à l'Hôtel du Département, 1 rue du Pont Moreau à METZ (57000) représenté par le Président du Département de la Moselle, Monsieur Patrick WEITEN, dûment habilité par une délibération de la Commission Permanente en date du 12 septembre 2022, ci-après dénommé «le Département», d'une part,

Et

Le SPSTI BTP LORRAINE, n° SIRET : 309 857 274 000 91, sis 147 chemin de Blory, 57950 MONTIGNY LES METZ, ci-après dénommé «le contractant» représenté par Madame Annick GERARD, Directrice, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1er : Organisation du suivi médical des agents

Dans le cadre de la médecine de prévention, instituée par le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale qui a pour mission "de prévenir toute altération de la santé des agents du fait de leur travail" au travers des actions sur le milieu professionnel et la surveillance médicale des agents, le Président du Département de la Moselle, fait acte d'adhésion au service de médecine de prévention du travail SPSTI BTP de Lorraine.

L'ensemble des personnels, tout statut confondu, relevant des services du Département de la Moselle bénéficiera des dispositions prévues par le décret n°85-603 précité, concernant la surveillance médicale des agents et l'action sur le milieu professionnel à laquelle le médecin doit consacrer au minimum le tiers de son temps.

Les prestations correspondantes seront assurées par les médecins du travail du SPSTI BTP de Lorraine et par les infirmiers spécialisés en santé au travail, le cas échéant par les professionnels intervenant dans le cadre de la prévention des risques professionnels (IPRP). Les infirmiers exercent sous la responsabilité des médecins dans le cadre d'un protocole établi par ces derniers. En complément de ce dispositif, un poste d'infirmier en santé au travail est pourvu en interne au sein de la collectivité, cet agent est rattaché fonctionnellement au médecin du travail du secteur de METZ et exerce ses missions dans le cadre d'un même protocole.

ARTICLE 2 : Surveillance médicale des agents.

Les dispositions relatives à la médecine préventive sont issues du décret n°85-603 modifié qui est le texte de référence en la matière.

A cet effet, les agents sont soumis à un examen médical au moment de l'embauche et une visite périodique dont la nature et la fréquence sont définies par le médecin du travail.

En complément, les agents bénéficient d'une visite d'information et de prévention au minimum tous les deux ans. Cette visite peut être réalisée par le médecin du travail, un collaborateur médecin ou un infirmier dans le cadre d'un protocole formalisé.

En sus de ces examens, le médecin du travail exerce une surveillance particulière à l'égard :

- des personnes reconnues travailleurs handicapés ;
- des femmes enceintes ;
- des agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée ;
- des agents occupant des postes dans des services comportant des risques spéciaux ;
- des agents souffrant de pathologies particulières.

Conformément à l'article 20 du décret du 10 juin 1985 précité, les agents qui le demandent bénéficient d'un examen médical supplémentaire.

Par ailleurs, le médecin du travail tient et met à jour le fichier relatif à la couverture vaccinale obligatoire et recommandée de l'ensemble des agents, eu égard à l'activité exercée et aux dispositions réglementaires en vigueur. Il pratique les vaccinations nécessaires. Il transmet aux services de la Direction des Ressources Humaines et du Lien Social (DRHLS) les éléments nécessaires au suivi de ces vaccinations.

Le médecin du travail peut recommander des examens complémentaires. Dans le respect du secret médical, il informe la collectivité de tous risques d'épidémie.

Le médecin du travail est habilité à proposer des aménagements de poste de travail ou de conditions d'exercice des fonctions, justifiés par l'âge, la résistance physique ou l'état de santé des agents. Ces propositions découlent d'une démarche de synthèse des données de l'écoute, de l'examen clinique, de l'analyse du poste et des contraintes de services. Elles se doivent d'être le plus complet et détaillées possible au regard de la fiche de poste de l'agent. Le médecin du travail s'attachera, dans la formulation des propositions d'aménagement, à recenser les activités de la fiche de poste ne pouvant être réalisées par l'agent, mais aussi, de manière expresse, les activités que l'agent est à même de continuer à réaliser. Cet acte clôt une réflexion et répond à une argumentation qui pourra être développée en cas de demandes ultérieures. Ces propositions font l'objet d'une transmission à la DRHLS.

Dans ce cadre, le médecin du travail accompagne la collectivité dans la réflexion et l'analyse des actions à mener.

L'objectif premier de cet accompagnement est de permettre l'adaptation des postes de travail à l'état de santé des agents par un aménagement de poste, provisoire ou définitif, un changement d'affectation ou un reclassement professionnel. Il doit permettre en outre d'anticiper les situations de ruptures professionnelles.

Un accompagnement spécifique est à consolider et à proposer aux agents considérés en situation d'usure professionnelle, notamment au retour d'un arrêt de longue maladie ou d'accident de travail. Dans tous les cas cet accompagnement peut s'envisager en lien avec le médecin traitant de l'agent.

Le second objectif visé est d'appréhender, le plus en amont possible, les situations d'agents en difficulté professionnelle, et d'engager à ce niveau la réflexion de l'évolution ou de la reconversion professionnelle eu égard au développement de nouveaux métiers et en adéquation avec les besoins et les moyens réels de la collectivité.

En cas de saisine du Conseil Médical, le médecin du service de médecine préventive sera informé de la réunion et de son objet. Il pourra obtenir communication du dossier et présenter des observations écrites.

A la demande exceptionnelle de la collectivité ou sur sa propre initiative, il assiste à titre consultatif à la réunion du Conseil Médical. Il remet obligatoirement un rapport écrit lorsque le Conseil Médical est consulté :

- dans le cadre d'un placement d'office en congé de longue maladie ou de longue durée,
- dans le cadre de l'examen de l'aptitude physique à la reprise des fonctions d'un fonctionnaire qui était en congé de longue maladie ou de longue durée.

Un dossier médical en santé au travail est constitué sous la responsabilité du médecin du travail dans les conditions prévues à l'article L. 4624-8 du code du travail. La tenue de ce dossier garantit le respect des règles de confidentialité et du secret professionnel. Lors du premier examen médical, le médecin du travail retrace, dans le respect des dispositions prévues aux articles L. 1110-4 et L. 1111-7 du code de la santé publique, les informations relatives à l'état de santé de l'agent ainsi que les avis des différentes instances médicales formulés en application de l'article L. 826-3 et de l'article L. 826-12 du code général de la fonction publique.

ARTICLE 3 : Actions sur le milieu professionnel

Le médecin du travail conseille l'autorité territoriale et les agents en ce qui concerne :

1. l'amélioration des conditions de vie et de travail dans les services ;
2. l'évaluation des risques professionnels ;
3. la protection des agents contre l'ensemble des nuisances et les risques d'accidents de service ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel ;
4. l'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine, en vue de contribuer au maintien dans l'emploi des agents ;
5. l'hygiène générale des locaux de service ;
6. l'hygiène dans les restaurants administratifs ;
7. l'information sanitaire.

Le médecin du travail établit et tient à jour, en liaison avec les services de la DRHLS, une fiche sur laquelle sont consignés les risques professionnels propres au service et les effectifs d'agents exposés à ces risques. Cette fiche est établie dans les conditions prévues par le code du travail. Elle est communiquée à l'autorité territoriale, présentée au CHSCT en même temps que le rapport d'activité de médecine préventive établi chaque année. Ce rapport est transmis à la DRHLS au plus tard avant la fin du quatrième mois qui suit l'exercice de l'année civile écoulée.

Le médecin du travail assiste de plein droit aux séances du CHSCT avec voix consultative, selon les points inscrits à l'ordre du jour.

Le médecin du travail est associé en tant que de besoin :

- aux actions de formation à l'hygiène et sécurité,
- aux projets de construction ou d'aménagements importants de bâtiments administratifs ou techniques et de modifications apportées aux équipements ainsi que ceux liés aux nouvelles technologies,
- à l'accessibilité des locaux aux agents handicapés.

Le médecin du travail est informé de l'utilisation des produits chimiques ainsi que de leur composition et modalités d'emploi. Une liste des agents utilisant ces produits est remise au médecin du travail afin de faciliter son contrôle médical.

Le médecin du travail a la possibilité de demander à l'autorité territoriale de faire effectuer des prélèvements et des mesures aux fins d'analyses, le cas échéant, de prendre appui sur les moyens propres dont dispose le prestataire, tant techniques que humains.

Le médecin du travail participe aux études et enquêtes épidémiologiques.

Le médecin du travail doit consacrer à sa mission en milieu professionnel au moins le tiers temps dont il dispose, à savoir pour une heure de prestation, au moins 20 minutes à destination de ces actions ou de concertation avec les représentants de la collectivité.

Dans ce cadre, un programme de prévention est élaboré annuellement, de concert avec les services de la DRHLS, pour l'année d'exercice à venir. Des rencontres en cours d'année permettent de dresser un bilan-étape des actions en cours et réalisées, et le cas échéant d'engager des actions correctives.

S'agissant des adaptations et/ou préconisations d'ordre technique établies par les médecins, un suivi de ces demandes est organisé périodiquement lors de réunions avec les services de la DRHLS.

ARTICLE 4 ***:*** Moyens mis à disposition par la collectivité

4.1 Locaux

Pour le secteur de METZ, le Département met à disposition du service de médecine de prévention des locaux composés de 4 bureaux (dont 2 avec point d'eau), une salle d'attente et des sanitaires. Ces locaux, sis Quai Paul WILTZER à METZ ont pour vocation d'accueillir les visites médicales du personnel affecté essentiellement dans les services centraux messins. En outre, le médecin du travail peut en disposer également pour ses activités administratives rattachées à l'exercice de son "tiers temps".

S'agissant des examens des agents affectés dans les sites excentrés, ceux-ci sont à réaliser dans les locaux mis à disposition par le SPSTI ou, le cas échéant, par la Collectivité.

4.2 Moyens matériels

Les locaux mis à disposition sur le secteur de METZ par la collectivité sont équipés du matériel usuel de bureautique, d'un poste téléphonique dans le bureau du médecin, de l'infirmier en santé au travail, ainsi qu'au secrétariat, un télécopieur et un photocopieur.

En outre, ces locaux disposent du matériel médical suivant :

- un ergo vision nouvelle génération avec télécommande ;
- un audiotest automatique ;
- une toise adulte ;
- un pèse personne ;
- un divan d'examen automatisé ;
- une servante médicale.

La maintenance et le renouvellement de ces matériels sont assurés par la collectivité, ainsi que les produits consommables nécessaires, tant aux examens médicaux qu'aux divers travaux administratifs, pour le secteur de METZ

ARTICLE 5 : Conditions d'exercice

Les médecins du travail et les infirmiers spécialisés en santé au travail exerceront leur activité en toute indépendance, dans le respect des règles résultant du code de déontologie et des traditions professionnelles.

Le médecin du travail du SPSTI BTP LORRAINE prendra toutes dispositions conformes à la réglementation en vigueur pour le transfert des dossiers médicaux des agents précédemment en poste dans un établissement autre que le Département de la Moselle.

De son côté, le Département prendra toutes mesures nécessaires pour que le secret médical soit respecté en ce qui concerne le courrier, les communications téléphoniques ainsi que les locaux qu'il mettra, le cas échéant, à disposition du médecin. Les lettres adressées au médecin de travail ne pourront être décachetées que par lui ou par la personne qu'il aura spécialement habilitée à cet effet.

ARTICLE 6 : Vacations.

6.1 Environnement du Département

L'effectif départemental s'élève à environ 3 120 agents.

Ces agents sont rattachés à des établissements ou services répartis sur l'ensemble du territoire mosellan. Près de 135 métiers différents sont représentés pour mener les missions de la collectivité

6.2 Modalités de fonctionnement

Selon les horaires et dates définis d'un commun accord entre les parties, et selon un programme de déploiement sur l'année civile, les visites médicales de prévention auront lieu aux horaires habituels de travail du personnel dans les locaux de :

- SIST BTP LORRAINE pour les secteurs THIONVILLE (460 agents), ST AVOLD (265 agents), SARREGUEMINES (275 agents), FORBACH (190 agents) SARREBOURG/MORHANGE (290 agents)

- mis à disposition par la collectivité pour le secteur de METZ

Jours et horaires de consultation :

de 8h00 à 12h et 13h à 17h du lundi au jeudi,
de 8h00 à 12h le vendredi.

Les modalités retenues pour l'organisation du suivi en santé sont les suivantes :

La Sous-Direction en Santé et Sécurité au Travail (SDSST), rattachée à la DRHLS/DRH, est l'interlocuteur privilégié du SPSTI pour toute question relative à l'organisation et au suivi des accords de la présente convention.

Les services de la SDSST ont accès au portail adhérent du SPSTI.

Des réunions de cadrage sont organisées en tant que de besoin à la demande d'une ou l'autre des deux parties. Elles donnent lieu à un compte rendu systématique.

Conformément à l'article 22 du décret du 10 juin 1985 modifié, des examens complémentaires pourront être prescrits, par le médecin de prévention en tant que de besoin. Ces examens devront être en rapport avec l'activité professionnelle de l'agent. Ils seront à la charge de la collectivité. Les résultats de ces examens seront adressés au médecin du travail qui les communiquera oralement ou par écrit à l'intéressé et les transmettra, si nécessaire, au médecin traitant désigné par l'agent.

Les demandes spécifiques de suivi peuvent être demandées par l'agent ou sa hiérarchie, directement auprès des secrétariats médicaux. La convocation de l'agent se fait ensuite selon une procédure établie.

ARTICLE 7 : Paiement de la prestation

7.1 Montant de la prestation

Les prestations fournies par le SPSTI BTP LORRAINE pour le personnel du Département de la Moselle sont facturées sur la base d'un :

→ prix forfaitaire annuel = 90 000 € TTC

Est compris dans le prix forfaitaire les examens médicaux ainsi que toutes les actions menées par les équipes du SPSTI BTP LORRAINE sous accord des médecins du travail, à savoir :

- les examens médicaux cliniques et para-cliniques,
- les actions de tiers temps (article 3),
- les missions spécifiques (article 2),
- les déplacements que le médecin peut être amené à effectuer au cours de son activité (frais de déplacement et de repas engagés),
- le travail administratif (rédactions de lettres, de notes et de rapports, secrétariat et fournitures diverses).

7.2 Facturation

Le paiement sera mensuel et interviendra, après service fait, par mandat dans le délai de trente (30) jours après réception de la facture.

Conformément à la réglementation, les factures devront être déposées sur le portail gouvernemental CHORUS PRO avec tous les éléments permettant l'identification de la société : nom, adresse, numéro SIRET, RIB et numéro d'engagement qui sera communiqué par les services de la DRHLS.

Le lien ci-dessous permettra d'accéder au mode d'emploi pour la saisie des factures :

https://communaute.chorus-pro.gouv.fr

Par conséquent, les factures adressées par voie postale ne seront pas réglées.

ARTICLE 8 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1er octobre 2022. Elle est reconductible tacitement trois (3) fois pour la même période, soit une durée maximale de quatre (4) ans, périodes de reconduction comprises. Elle pourra être dénoncée par l'une des parties contractantes, trois mois avant son échéance annuelle, par lettre recommandée avec accusé réception.

La résiliation pourra, en outre être prononcée de plein droit dans les circonstances prévues par les dispositions légales de droit commun, notamment en cas de faute et manquements répétés dans l'exécution du service après une mise en demeure préalable. Toute modification susceptible de lui être apportée fera l'objet d'un avenant.

Si un médecin n'avait pu être mis à disposition du Département de la Moselle dans les six mois suivant la signature de la présente convention ou dans les six mois suivant le départ d'un précédent médecin, chacune des parties aura la possibilité de dénoncer la convention sans préavis.

ARTICLE 9 : Litige

Le Tribunal administratif de STRASBOURG est compétent pour statuer sur tout litige né de l'exécution de la présente convention.

Fait à METZ, le :

La Directrice du SPSTI BTP LORRAINE **Le Président du Département de la Moselle**

Annick GERARD **Patrick WEITEN**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000c121-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DU LIEN SOCIAL

OBJET PERSONNEL DEPARTEMENTAL – AVENANT A UNE CONVENTION

DOSSIER N° | | 23 | 847 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président relatif à la signature d'un avenant à la convention « Plan de Mobilité »,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- d'approuver les termes de l'avenant à la convention « Plan de Mobilité » annexé à la présente décision et d'autoriser le Président à le signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

AVENANT A LA CONVENTION PLAN DE MOBILITE
Mise à disposition de vélos de ville VELOMET'

ENTRE :

La Société des Transports de l'Agglomération Metz Métropole (SAEML-TAMM), société anonyme d'économie mixte, au capital de 2.000.000,00 d'euros, dont le siège social est situé au 10 Rue des Intendants Joba, à METZ, immatriculée au RCS de METZ sous le n° 538 567 793 et représentée par son Directeur Général, M. Franck DUVAL.

Ci-après désignée : « ***la SAEML-TAMM*** » d'une part,

ET :

Le Département de la Moselle, dont le siège est situé au 1 rue du Pont Moreau CS 11096, 57036 METZ Cedex 1, représenté par M. Patrick WEITEN, Président du Département de la Moselle, dûment habilité à signer le présent avenant par la délibération de la Commission Permanente du 12 septembre 2022**.**

Ci-après désigné « ***le Département de la Moselle*** », d'autre part.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT A LA CONVENTION

La SAEML-TAMM met à disposition du Département de la Moselle une flotte de **5 vélos de ville**.

La mise à disposition est gratuite, à destination des salariés du Département de la Moselle dans le cadre de leurs activités et déplacements professionnels.

ARTICLE 2 : DUREE DE L'AVENANT A LA CONVENTION

L'avenant à la convention est effectif à compter du 01/09/2022.
Il est établi pour une durée d'un an.
Il pourra ensuite être renouvelé par tacite reconduction par période d'un an, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 3 – MODALITES DE LIVRAISON DES VELOS

Les vélos sont livrés directement par la SAEML-TAMM au siège du Département de la Moselle.

Un Procès-Verbal de réception est rédigé en double exemplaire. Chaque partie en conservera un exemplaire après qu'il ait été complété et signé par les deux parties au moment de la livraison.

ARTICLE 4 – MODALITES DE RESTITUTION

A la restitution des vélos, toute détérioration, tout dommage ainsi que tout équipement manquant (panier, selle, antivol…), sera facturé par la SAEML-TAMM au Département de la Moselle selon les tarifs VELOMET' en vigueur.

ARTICLE 5 – CONTROLE DE MAINTENANCE

Le Département de la Moselle s'engage à autoriser des contrôles ponctuels de la SAEML-TAMM, sur RDV, sur les vélos mis à disposition, afin d'en vérifier l'état et de procéder, le cas échéant, aux réparations nécessaires et à leur entretien régulier.

La SAEML-TAMM préconise une visite de contrôle des vélos au moins tous les 6 mois.

Toute remise en état sera facturée par la SAEML-TAMM au Département de la Moselle selon les tarifs VELOMET' en vigueur.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITE ET ASSURANCE

En tant que gardien des vélos mis à disposition, le Département de la Moselle est la seule entité responsable des éventuels dommages causés par les vélos ou de l'utilisation qui en est faite, pendant toute la durée de mise à disposition.

Le Département de la Moselle reconnait être titulaire d'une **police d'assurance Responsabilité Civile** couvrant les dommages pouvant être causés par les vélos par ses salariés.

En cas de dommages aux vélos, les frais de remise en état seront à la charge du Département de la Moselle.

En cas de vol d'un vélo, le Département de la Moselle devra déposer plainte auprès des Services de Police en précisant le numéro d'identification du vélo, et devra signaler le vol à la SAEML-TAMM dans les plus brefs délais. Un montant forfaitaire de 200 € pour les vélos de ville, sera facturé à ce dernier. Ces montants correspondent à ceux appliqués dans les CGAU VELOMET'.

Le Département de la Moselle s'engage à rappeler à ses salariés de respecter les réglementations en vigueur et notamment les règles imposées par le Code de la Route.

Le Département de la Moselle s'engage à informer ses salariés sur la manière et la nécessité d'utiliser les systèmes d'immobilisation disponibles sur chacun des vélos à chaque arrêt, qu'il soit prolongé ou non, en utilisant le bloque-roue arrière et l'antivol, qu'il convient de passer par le cadre, éventuellement la roue avant, et autour d'un élément fixe (arceau, poteau suffisamment haut, etc.).

ARTICLE 7 – RESILIATION ET MODIFICATIONS

Le présent avenant à la convention peut être résilié de plein droit sans qu'il puisse être fait état d'aucun préjudice ni indemnités.

A la demande de l'une ou l'autre partie, des modifications pourront être apportées au présent avenant, moyennant accord écrit entre les parties. Ces modifications seront considérées comme étant des modalités complémentaires du présent avenant et en feront partie intégrante.

Fait à Metz, le en deux exemplaires.

SAEML-TAMM	**Le Département de la Moselle**
Franck DUVAL	Patrick WEITEN

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf2a-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Finances

OBJET GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. 3F GRAND EST - ACQUISITION EN VEFA DE 24 LOGEMENTS A MAIZIERES-LES-METZ - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 3 031 257 €

DOSSIER N° | | 24 | 590 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 2288 et suivants du Code Civil,
Vu l'article 2298 du Code Civil,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 portant approbation du règlement d'octroi des garanties départementales d'emprunt au bénéfice des bailleurs de logements sociaux,

Vu la convention d'objectifs relative à l'octroi des garanties départementales d'emprunt en faveur des logements locatifs sociaux dûment approuvée lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 et signée le 30 mars 2021 entre le Département de la Moselle et la S.A. d'H.L.M. 3F GRAND EST,

Vu la demande présentée par la S.A. d'H.L.M. 3F GRAND EST tendant à obtenir la garantie départementale en complément de la garantie accordée par la commune de MAIZIERES-LES-METZ et par la Communauté de Communes RIVES de MOSELLE pour la réalisation d'un prêt d'un montant total de 3 031 257 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné au financement d'une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements situés 17 rue Jean-Pierre Jean à MAIZIERES-LES-METZ,

Vu le contrat de prêt n°132721 figurant en annexe à la présente décision signé entre la S.A. d'H.L.M. 3F GRAND EST et la Caisse des Dépôts et Consignations,

M. FREYBURGER ne participe ni au débat ni au vote.

Adopté, à l'unanimité Le Président

DECIDE

Article 1er : Le Département de la Moselle accorde sa garantie conjointe à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 031 257 € souscrit par la S.A. d'H.L.M. 3F GRAND EST (ci-après l'emprunteur) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°132721 constitué de 4 lignes du prêt.

Ledit contrat figurant en annexe fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie conjointe du Département de la Moselle est accordée pour la durée totale du contrat de prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 2 : Le Département de la Moselle est informé de l'impayé au plus tard dans un délai de trente-cinq (35) jours, par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours ouvrés à compter de la date d'exigibilité des sommes dues pour appeler en paiement le Département de la Moselle qui s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : En contrepartie de sa garantie conjointe, le Département bénéficiera d'une réservation de 20 % des logements acquis, conjointement avec la commune de MAIZIERES-LES-METZ et la Communauté de Communes RIVES de MOSELLE.

Cet article n'est pas opposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Annexe

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Cyril MANGIN
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 28/02/2022 12:07:48

Carlos Sahun
DIRECTEUR GENERAL
3F GRAND EST
Signé électroniquement le 28/02/2022 14 59 :10

CONTRAT DE PRÊT

N° 132721

Entre

3F GRAND EST - n° 000372507

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

3F GRAND EST, SIREN n°: 498273556, sis(e) 8 RUE ADOLPHE SEYBOTH 67000 STRASBOURG,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **3F GRAND EST** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanquedesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.22
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.22
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Maizières-lès-Metz - 17 rue Jean Pierre JEAN - 24 logements,. Parc social public, Acquisition en VEFA de 24 logements situés 17 rue Jean-Pierre JEAN 57280 MAIZIERES-LES-METZ.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois millions trente-et-un mille deux-cent-cinquante-sept euros (3 031 257,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de sept-cent-quatre-vingt-six mille huit-cent-soixante-quatorze euros (786 874,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de trois-cent-soixante-et-un mille six-cent-quarante-six euros (361 646,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million trois-cent-vingt-trois mille six-cent-vingt-neuf euros (1 323 629,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cinq-cent-cinquante-neuf mille cent-huit euros (559 108,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La **« Consolidation de la Ligne du Prêt »** désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La **« Courbe de Taux de Swap Euribor »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Courbe de Taux de Swap Inflation »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« **Index de la Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le **« Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité Limitée » (DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le **« Taux de Swap EURIBOR »** désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **28/05/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie conforme CD57
  - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5450732	5450733	5450730	5450731
Montant de la Ligne du Prêt	786 874 €	361 646 €	1 323 629 €	559 108 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	18 mois	18 mois	18 mois	18 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,2 %	- 0,2 %	0,53 %	0,53 %
Taux d'intérêt du préfinancement	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,53 %	0,53 %
Taux d'intérêt[2]	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'Index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Livret A).
2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE MAIZIERES LES METZ	25,00
Collectivités locales	CC RIVES DE MOSELLE	25,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanquedesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

3F GRAND EST

8 RUE ADOLPHE SEYBOTH

67000 STRASBOURG

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104353, 3F GRAND EST

Objet : Contrat de Prêt n° 132721, Ligne du Prêt n° 5450732
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP751/FR7617515900000808669751515 en vertu du mandat n° ??DPH2013319007779 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 132721 Emprunteur n° 0003725O7

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

3F GRAND EST

8 RUE ADOLPHE SEYBOTH

67000 STRASBOURG

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104353, 3F GRAND EST

Objet : Contrat de Prêt n° 132721, Ligne du Prêt n° 5450733
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP751/FR7617515900000808669751515 en vertu du mandat n° ??DPH2013319007779 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0059-PR0068 V3.0
Contrat de prêt n° 132721 Emprunteur n° 0003725307

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

3F GRAND EST

8 RUE ADOLPHE SEYBOTH

67000 STRASBOURG

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104353, 3F GRAND EST

Objet : Contrat de Prêt n° 132721, Ligne du Prêt n° 5450730
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP751/FR7617515900000808669751515 en vertu du mandat n° ??DPH2013319007779 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0080-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 132721 Emprunteur n° 000372507

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

3F GRAND EST

8 RUE ADOLPHE SEYBOTH

67000 STRASBOURG

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104353, 3F GRAND EST

Objet : Contrat de Prêt n° 132721, Ligne du Prêt n° 5450731
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP751/FR7617515900000808669751515 en vertu du mandat n° ??DPH2013319007779 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0066-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 132721 Emprunteur n° 0000372507

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf2c-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Finances

OBJET GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. VIVEST - CONSTRUCTION DE 24 LOGEMENTS A YUTZ - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 2 743 648 €

DOSSIER N° | | 25 | 614 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 2288 et suivants du Code Civil,
Vu l'article 2298 du Code Civil,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 portant approbation du règlement d'octroi des garanties départementales d'emprunt au bénéfice des bailleurs de logements sociaux,

Vu la convention d'objectifs relative à l'octroi des garanties départementales d'emprunt en faveur des logements locatifs sociaux dûment approuvée lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 et signée le 16 mars 2021 entre le Département de la Moselle et la S.A. d'H.L.M. VIVEST puis modifiée par avenant le 4 avril 2022,

Vu la demande présentée par la S.A. d'H.L.M. VIVEST tendant à obtenir la garantie départementale en complément de la garantie accordée par la commune de YUTZ et par la Communauté d'Agglomération PORTES DE FRANCE -THIONVILLE pour la réalisation d'un prêt d'un montant total de 2 743 648 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné au financement d'une opération de construction de 24 logements situés rue Pasteur à YUTZ,

Vu le contrat de prêt n°133103 figurant en annexe à la présente décision signé entre la S.A. d'H.L.M. VIVEST et la Caisse des Dépôts et Consignations,

M. WEIS ne participe ni au débat ni au vote.
M. CUNY ne participe ni au débat ni au vote.

Adopté, à l'unanimité Le Président

DECIDE

Arcticle 1er : le Département de la Moselle accorde sa garantie conjointe à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 743 648 € souscrit par la S.A. d'H.L.M VIVEST (si après l'emprunteur) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations , selon les caractéristiques financières et aux charges et condtions du contrat de prêt n°133103 constitué de 5 lignes du prêt.

Ledit contrat figurant en annexe fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie conjointe du Département de la Moselle est accordée pour la durée totale du contrat de prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement, dues par l'emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Arcticle 2: Le Département de la Moselle est informé de l'impayé au plus tard dans un délai de trente-cinq (35) jours, par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours ouvrés à compter de la date d'exigibilité des sommes dues pour appeler en paiement le Département de la Moselle qui s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : En contrepartie de sa garantie conjointe, le Département bénéficiera d'une réservation de 20% des logements construits, conjointement avec la commune de YUTZ et la communauté d'Agglomération PORTES DE FRANCE - THIONVILLE.

Cet article n'est pas opposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Annexe

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Cyril MANGIN
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 10/03/2022 10:34:38

Jean-Pierre RAYNAUD
DIRECTEUR GENERAL
VIVEST
Signé électroniquement le 11/03/2022 08 47 :06

CONTRAT DE PRÊT

N° 133103

Entre

VIVEST - n° 000088514

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.30.2 page 1/28
Contrat de prêt n° 133103 Emprunteur n° 000088514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

VIVEST, SIREN n°: 362801011, sis(e) 15 RUE SENTE A MY BP 80785 57012 METZ CEDEX 01,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **VIVEST** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.15
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.17
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.18
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.19
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.19
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.20
ARTICLE 16	GARANTIES	P.23
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.23
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.27
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.28
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.28
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.28
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.28
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération 2775-Yutz, Parc social public, Construction de 24 logements situés Rue Pasteur 57970 YUTZ.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions sept-cent-quarante-trois mille six-cent-quarante-huit euros (2 743 648,00 euros) constitué de 5 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de trois-cent-quatre-vingt-dix-huit mille cent-quatre-vingt-un euros (398 181,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de trois-cent-cinquante-huit mille huit-cents euros (358 800,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de neuf-cent-cinquante-sept mille soixante-dix-huit euros (957 078,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de six-cent-soixante-neuf mille cinq-cent-quatre-vingt-neuf euros (669 589,00 euros) ;
- Prêt Booster Taux fixe - Soutien à la production, d'un montant de trois-cent-soixante mille euros (360 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La **« Consolidation de la Ligne du Prêt »** désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La **« Courbe de Taux OAT »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux OAT publiée sur la page Bloomberg <YCGT0014> (taux « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »). En cas d'absence de publication pour une maturité donnée, les taux seront déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du Taux OAT publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure. Sur Bloomberg, en cas d'indisponibilité, de la page pour la référence de marché susvisée, les Parties pourront convenir d'utiliser les différentes cotations publiées par la Banque de France.

La **« Courbe de Taux de Swap Euribor »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Courbe de Taux de Swap Inflation »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le **« Droit Environnemental »** désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase de Préfinancement »** est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'**« Index de la Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Différé d'Amortissement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le **« Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Le **« Prêt Booster »** est destiné à soutenir la production nouvelle de logements sociaux.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité » (DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

La **« Simple Révisabilité » (SR)** signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le **« Taux Fixe »** désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le **« Taux OAT »** désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux de rendement (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) d'une obligation assimilable du Trésor à Taux Fixe (OAT) émise par l'Etat Français. Les Taux OAT utilisés sont ceux composant la courbe publiée sur la page Bloomberg <YCGT0014>. Sur Bloomberg, en cas d'indisponibilité, de la page pour la référence de marché susvisée, les Parties pourront convenir d'utiliser les différentes cotations publiées par la Banque de France.

Le **« Taux de Swap EURIBOR »** désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le **« Taux de Swap Inflation »** désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT »** désigne, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux en principal et intérêts restant à courir, des montants concernés.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du Taux Fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux OAT zéro coupon minorée de quinze (15) points de base.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **31/03/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
  - Garantie(s) conforme(s)
  - Permis de construire purgé de tout recours ou compléter l'attestation

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5478418	5478419	5478416	5478417
Montant de la Ligne du Prêt	398 181 €	358 800 €	957 078 €	669 589 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	18 mois	18 mois	18 mois	18 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,2 %	- 0,2 %	0,53 %	0,53 %
Taux d'intérêt du préfinancement	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,53 %	0,53 %
Taux d'intérêt[2]	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0,5 %	0,5 %	- 0,1 %	- 0,1 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'Index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Livret A).
2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	Prêt Booster			
Enveloppe	Taux fixe - Soutien à la production			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5478420			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	50 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	360 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Pénalité de dédit	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,53 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,53 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	1,5 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

PR0090-PR0068 V3.30.2 page 13/28
Contrat de prêt n° 133103 Emprunteur n° 0000888514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	Prêt Booster			
Enveloppe	Taux fixe - Soutien à la production			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5478420			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	50 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	360 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Pénalité de dédit	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,53 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,53 %			
Phase d'amortissement 2				
Durée	30 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,59 %			
Taux d'intérêt[2]	1,59 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Modalité de révision	SR			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'Index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Livret A) .

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article **« Commissions »**.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour chaque Ligne du Prêt le mentionnant dans l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »** d'une Pénalité de Dédit dans le cas où la somme des Versements est inférieure au montant mis à sa disposition.

Cette Pénalité de Dédit est calculée à la Date Limite de Mobilisation et correspond à une indemnité actuarielle sur courbe OAT sur la base du montant en principal non mobilisé par Ligne du Prêt. Cette indemnité sera égale à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la **« Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT »** et le montant en principal non mobilisé par Ligne du Prêt.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit : .

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE YUTZ	25,00
Collectivités locales	CA PORTES DE FRANCE-THIONVILLE	25,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une Indemnité Actuarielle sur courbe OAT dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une Indemnité Actuarielle sur courbe OAT dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

En tout état de cause, en cas de remboursement anticipé obligatoire d'une Ligne du Prêt, l'Indemnité Actuarielle sur courbe OAT prévue à l'Article **« Conditions financières des remboursements anticipés volontaires »** sera due quelle que soit la date du remboursement. Elle sera calculée à la date de ce dernier.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U109053, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 133103, Ligne du Prêt n° 5478420
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 133103 Emprunteur n° 0000688514

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U109053, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 133103, Ligne du Prêt n° 5478418
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 133103 Emprunteur n° 000088514

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U109053, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 133103, Ligne du Prêt n° 5478419
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 133103 Emprunteur n° 000088514

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U109053, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 133103, Ligne du Prêt n° 5478416
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 133103 Emprunteur n° 0000886514

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U109053, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 133103, Ligne du Prêt n° 5478417
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 133103 Emprunteur n° 000088514

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf2b-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Finances

OBJET GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. VIVEST - CONSTRUCTION DE 14 LOGEMENTS A YUTZ - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 1 426 486 €

DOSSIER N° | | 26 | 612 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 2288 et suivants du Code Civil,
Vu l'article 2298 du Code Civil,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 portant approbation du règlement d'octroi des garanties départementales d'emprunt au bénéfice des bailleurs de logements sociaux,

Vu la convention d'objectifs relative à l'octroi des garanties départementales d'emprunt en faveur des logements locatifs sociaux dûment approuvée lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 et signée le 16 mars 2021 entre le Département de la Moselle et la S.A. d'H.L.M. VIVEST puis modifiée par avenant le 4 avril 2022,

Vu la demande présentée par la S.A. d'H.L.M. VIVEST tendant à obtenir la garantie départementale en complément de la garantie accordée par la commune de YUTZ et par la Communauté d'Agglomération PORTES DE FRANCE -THIONVILLE pour la réalisation d'un prêt d'un montant total de 1 426 486 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné au financement d'une opération de construction de 14 logements situés rue Kleber à YUTZ,

Vu le contrat de prêt n°132875 figurant en annexe à la présente décision signé entre la S.A. d'H.L.M. VIVEST et la Caisse des Dépôts et Consignations,

M. WEIS ne participe ni au débat ni au vote.

M. CUNY ne participe ni au débat ni au vote.

Adopté, à l'unanimité Le Président

DECIDE

Article 1er : Le Département de la Moselle accorde sa garantie conjointe à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 426 486 € souscrit par la S.A. d'H.L.M. VIVEST (ci-après l'emprunteur) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°132875 constitué de 5 lignes du prêt.

Ledit contrat figurant en annexe fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie conjointe du Département de la Moselle est accordée pour la durée totale du contrat de prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 2 : Le Département de la Moselle est informé de l'impayé au plus tard dans un délai de trente-cinq (35) jours, par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours ouvrés à compter de la date d'exigibilité des sommes dues pour appeler en paiement le Département de la Moselle qui s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : En contrepartie de sa garantie conjointe, le Département bénéficiera d'une réservation de 20 % des logements construits, conjointement avec la commune de YUTZ et la Communauté d'Agglomération PORTES DE FRANCE -THIONVILLE.

Cet article n'est pas opposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Annexe

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Cyril MANGIN
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 08/03/2022 13:00:21

Jean-Pierre RAYNAUD
DIRECTEUR GENERAL
VIVEST
Signé électroniquement le 10/03/2022 07 51 :59

CONTRAT DE PRÊT

N° 132875

Entre

VIVEST - n° 000088514

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.30.2 page 1/28
Contrat de prêt n° 132875 Emprunteur n° 000088514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

VIVEST, SIREN n°: 362801011, sis(e) 15 RUE SENTE A MY BP 80785 57012 METZ CEDEX 01,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **VIVEST** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.15
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.17
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.18
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.19
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.19
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.20
ARTICLE 16	GARANTIES	P.23
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.23
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.27
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.28
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.28
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.28
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.28
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Construction de 14 logements situés Rue KLEBER 57970 YUTZ.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million quatre-cent-vingt-six mille quatre-cent-quatre-vingt-six euros (1 426 486,00 euros) constitué de 5 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de deux-cent-quatre-vingt-trois mille quatre-vingt-deux euros (283 082,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-douze mille cinq-cent-quatre-vingt-huit euros (112 588,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de six-cent-six mille trois-cent-quatre-vingt-dix-sept euros (606 397,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de deux-cent-quatorze mille quatre-cent-dix-neuf euros (214 419,00 euros) ;
- Prêt Booster Taux fixe - Soutien à la production, d'un montant de deux-cent-dix mille euros (210 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La **« Consolidation de la Ligne du Prêt »** désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La **« Courbe de Taux OAT »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux OAT publiée sur la page Bloomberg <YCGT0014> (taux « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »). En cas d'absence de publication pour une maturité donnée, les taux seront déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du Taux OAT publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure. Sur Bloomberg, en cas d'indisponibilité, de la page pour la référence de marché susvisée, les Parties pourront convenir d'utiliser les différentes cotations publiées par la Banque de France.

La **« Courbe de Taux de Swap Euribor »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Courbe de Taux de Swap Inflation »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le **« Droit Environnemental »** désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase de Préfinancement »** est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'**« Index de la Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Différé d'Amortissement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le **« Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Le **« Prêt Booster »** est destiné à soutenir la production nouvelle de logements sociaux.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité » (DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

La **« Simple Révisabilité » (SR)** signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le **« Taux Fixe »** désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le **« Taux OAT »** désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux de rendement (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) d'une obligation assimilable du Trésor à Taux Fixe (OAT) émise par l'Etat Français. Les Taux OAT utilisés sont ceux composant la courbe publiée sur la page Bloomberg <YCGT0014>. Sur Bloomberg, en cas d'indisponibilité, de la page pour la référence de marché susvisée, les Parties pourront convenir d'utiliser les différentes cotations publiées par la Banque de France.

Le **« Taux de Swap EURIBOR »** désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le **« Taux de Swap Inflation »** désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT »** désigne, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux en principal et intérêts restant à courir, des montants concernés.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du Taux Fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux OAT zéro coupon minorée de quinze (15) points de base.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **31/03/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
  - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5477879	5477880	5477877	5477878
Montant de la Ligne du Prêt	283 082 €	112 588 €	606 397 €	214 419 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,2 %	- 0,2 %	0,53 %	0,53 %
Taux d'intérêt du préfinancement	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,53 %	0,53 %
Taux d'intérêt[2]	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0,5 %	0,5 %	- 0,1 %	- 0,1 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Livret A).
2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	Prêt Booster			
Enveloppe	Taux fixe - Soutien à la production			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5477876			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	50 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	210 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Pénalité de dédit	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,53 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,53 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	1,5 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

PR0090-PR0068 V3.30.2 page 13/28
Contrat de prêt n° 132875 Emprunteur n° 0000088514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)	
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	Prêt Booster
Enveloppe	Taux fixe - Soutien à la production
Identifiant de la Ligne du Prêt	5477876
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	50 ans
Montant de la Ligne du Prêt	210 000 €
Commission d'instruction	0 €
Pénalité de dédit	Indemnité actuarielle sur courbe OAT
Durée de la période	Annuelle
Taux de période	1,53 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,53 %
Phase d'amortissement 2	
Durée	30 ans
Index[1]	Livret A
Marge fixe sur index	0,58 %
Taux d'intérêt[2]	1,58 %
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe OAT
Modalité de révision	SR
Taux de progression de l'amortissement	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Livret A) .

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

PR0090-PR0068 V3.30.2 page 14/28
Contrat de prêt n° 132875 Emprunteur n° 0000068514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article **« Commissions »**.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquesDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour chaque Ligne du Prêt le mentionnant dans l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »** d'une Pénalité de Dédit dans le cas où la somme des Versements est inférieure au montant mis à sa disposition.

Cette Pénalité de Dédit est calculée à la Date Limite de Mobilisation et correspond à une indemnité actuarielle sur courbe OAT sur la base du montant en principal non mobilisé par Ligne du Prêt. Cette indemnité sera égale à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la **« Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT »** et le montant en principal non mobilisé par Ligne du Prêt.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	CA PORTES DE FRANCE-THIONVILLE	25,00
Collectivités locales	COMMUNE DE YUTZ	25,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une Indemnité Actuarielle sur courbe OAT dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une Indemnité Actuarielle sur courbe OAT dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

En tout état de cause, en cas de remboursement anticipé obligatoire d'une Ligne du Prêt, l'Indemnité Actuarielle sur courbe OAT prévue à l'Article **« Conditions financières des remboursements anticipés volontaires »** sera due quelle que soit la date du remboursement. Elle sera calculée à la date de ce dernier.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

afaq ISO 9001

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U108954, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 132875, Ligne du Prêt n° 5477876
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 132875 Emprunteur n° 000088514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U108954, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 132875, Ligne du Prêt n° 5477879
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 132875 Emprunteur n° 000088514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U108954, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 132875, Ligne du Prêt n° 5477880
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 132875 Emprunteur n° 000088514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U108954, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 132875, Ligne du Prêt n° 5477877
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 132875 Emprunteur n° 000088514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U108954, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 132875, Ligne du Prêt n° 5477878
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 132875 Emprunteur n° 0000088514

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf46-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE PRESIDENCE
Cabinet

OBJET ADHESION A LA MISSION OPERATIONNELLE TRANSFRONTALIERE (MOT)

DOSSIER N° | | 27 | 866 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'adhésion à la Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT),

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'approuver l'adhésion à la Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT) et corrélativement le versement de la cotisation du Département de la Moselle d'un montant de 6 500 €.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf47-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE PRESIDENCE
Cabinet

OBJET SUBVENTIONS D'ORDRE GENERAL

DOSSIER N° | | 28 | 868 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur les subventions d'ordre général,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Adopté, à l'unanimité Le Président

DECIDE

- D'accorder les subventions d'ordre général suivantes :

- au titre des subventions de fonctionnement

BENEFICIAIRE	ACTION	MONTANT SUBVENTION
Association "Foyer Rural de Goetzenbruck" - GOETZENBRUCK	Organisation du "Trail des Verriers"	400 €
Association "Mathieu Bats-Toi ! " - SCHWEYEN	Soutien à l'hébergement et aux frais liés à l'hospitalisation de l'enfant Mathieu, lourdement handicapé	400 €
Association "Lor de la Terre" - LORRY-LES-METZ	Aide à la mise en route de l'association	1 000 €
Association "Langatte Culture Initiative Détente et Loisirs" - LANGATTE	Organisation d'une journée de relance et de cohésion des adhérents de l'association	400 €
"Association Sportive et Culturelle de Dolving" - DOLVING	Organisation de la Fête du Chien	400 €
Association "Inter-Association de Fribourg" - FRIBOURG	Organisation d'une journée intergénérationnelle	400 €
Association "Cité de la Forêt" - SARREGUEMINES	Organisation d'une sortie de découverte et d'accompagnement de réfugiés ukrainiens à Paris	1 000 €
Association "Couleurs Gaies" - METZ	Participation aux actions de l'association	3 000 €
TOTAL		**7 000 €**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf48-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Direction des Assemblées

OBJET MANDAT SPECIAL - REUNION ADF

DOSSIER N° | | 29 | 876 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur un mandat spécial à PARIS,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de confier un mandat spécial à M. Julien FREYBURGER, 1er Vice-Président délégué aux Finances, à l'Attractivité, à l'Economie et à la Transition Energétique afin de participer à la réunion du groupe de travail "Energies renouvelables" qui se tiendra le 21 septembre 2022 à l'Assemblée des Départements de France à PARIS ;

- d'autoriser la prise en charge des frais réels engagés sur le budget départemental (transport, hébergement, restauration) par le représentant du Département.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000c122-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Direction des Assemblées

OBJET MANDAT SPECIAL - 91ème CONGRES DE L'ADF A AGEN

DOSSIER N° | | 30 | 917 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur un mandat spécial dans le cadre du 91ème Congrès de l'Assemblée des Départements de France, à AGEN,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de confier un mandat spécial s'appliquant à ce déplacement à la délégation suivante :

  - M. FREYBURGER, Mme CRISTINELLI-FRAIBOEUF, Mme KUNTZ, Mme HAAG, Mme SCHNEIDER, Mme MAGRAS, M. DICK, Mme STEMART, M. SACCANI, Mme BECKER, M. BENIMEDDOURENE, Mme BOUSCHBACHER, M. DASTILLUNG, Mme FIRTION, M. FOURNIER, M. KIEFFER, M. MULLER, Mme PASTOR, M. REICHHELD, M. SCHULER, Mme TRAN, M. YAHIAOUI, Mme ZIMMERMANN

- d'autoriser la prise en charge des frais réels engagés sur le budget départemental (inscription, transport, hébergement, restauration) par les représentants du Département et le fonctionnaire participants à ce déplacement.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf44-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Direction des Assemblées

OBJET SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DESTINATION AMNEVILLE - DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

DOSSIER N° | | 31 | 827 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la désignation des représentants du Département au sein de la Société Publique Locale (SPL) Destination AMNEVILLE,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de désigner les représentants du Département de la Moselle suivants :

- M. Bernard SIMON
- M. Patrick WEITEN
- M. Pierre CUNY
- Mme Alexandra REBSTOCK
- M. Armel CHABANE
- M. Rémy DICK
- Mme Danielle CALCARI-JEAN

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf43-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Marchés et du Conseil Juridique

OBJET RECENSEMENT DES BESOINS ET DETERMINATION DES PROCEDURES DE PASSATION DE MARCHES PUBLICS

DOSSIER N° | | 32 | 818 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le rapport du Président portant sur le recensement des besoins et la détermination des procédures de passation de marchés publics,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'approuver les listes des besoins nouveaux et des unités fonctionnelles annexées à la présente décision,
- d'autoriser le lancement des procédures de passation de marchés publics correspondantes.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Annexe 1

Liste des besoins nouveaux (au sens du code de la commande publique)

Année 2022

Entité d'achat	Prestations nécessaires			Famille nomenclature dominante	Procédure de passation	Date de lancement de la procédure	Commentaires
Direction	Descriptif du besoin	Montant estimatif € HT	Fournitures Services Travaux				
DDSI/DDCA	Maintenance de l'outil Micromusée et acquisition de modules complémentaires	48 000 €	S	67.06	Marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables	07/22	Marché maintenance couvert actuellement par une commande UGAP à échéance avril 2023 (pour un faible montant). Volonté de contractualiser directement un marché sans publicité ni mise en concurrence avec l'éditeur (société Mobydoc) dès mars 2023 et de l'étendre en plus à l'acquisition de modules complémentaires, avec pour objectif de permettre l'évolution des outils de gestion pour les collections. Au regard des droits d'exclusivité seule la société Mobydoc peut intervenir sur cet outil.
DPAT/DRM	Fourniture de bois de menuiserie pour le Département de la Moselle	400 000 €	F	12.05	appel d'offres	09/22	Dans le contexte de flambée des prix, le titulaire du nouveau marché n'est plus en mesure de maintenir les prix proposés initialement et a demandé sa résiliation, qui est intervenue le 24 mai 2022. Ce besoin n'était donc pas connu au moment du recensement annuel des besoins.
DPAT/DRM	Fourniture et livraison de pièces détachées d'origine et maintenance pour les tracteurs de marque CLAAS	600 000 €	F	35.05	appel d'offres	09/22	Dans le contexte de flambée des prix, le titulaire du nouveau marché n'est plus en mesure de maintenir les prix proposés initialement et a demandé sa non-reconduction à la date d'échéance le 30 novembre 2022. Ce besoin n'était donc pas connu au moment du recensement annuel des besoins.
DPAT	Remplacement d'un panneau signalant le MOSLPARC d'ILLANGE	25 000 €	F	31.06	MAPA <40 000	06/22	Dépense non prévue : remplacement de l'équipement (panneau totem) suite à sa dégradation.
DS/SPPMI	Acquisition de matériel médical - Santé Publique et Protection Maternelle et Infantile	188 000 €	F	18.50	MAPA >90 000	09/22	Ce marché conclu en 2018 et arrivant à échéance en juillet 2022 avait bien été recensé pour 2022 mais le montant du besoin a été réévalué à la hausse, compte-tenu de la nécessité d'équiper les professionnels de santé avec du matériel plus perfectionné ou nouveau pour la prise en charge des enfants de moins de 6 ans et/ou femmes enceintes, dans le cadre de leurs missions de santé publique et de prévention et de l'intégration au marché de prestations de maintenance.

Annexe 1

Liste des besoins nouveaux (au sens du code de la commande publique)

Année 2022

Entité d'achat	Prestations nécessaires			Famille nomenclature dominante	Procédure de passation	Date de lancement de la procédure	Commentaires
Direction	Descriptif du besoin	Montant estimatif € HT	Fournitures Services Travaux				
DS/PMI	Prestation d'accompagnement et d'appui méthodologique dans le cadre de recherches scientifiques en santé publique	10 000 €	S	70.07	MAPA <40 000	06/22	L'objectif est de renforcer les connaissances techniques et méthodologiques en santé publique et promotion de la santé, par un accompagnement et un appui dans le cadre de la recherche, pour des études en santé publique et en promotion de la santé réalisées par le service
DS/DASE	Transport par véhicule léger d'enfants ou de jeunes majeurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance	141 000 €	S	60.13	MAPA >90 000	09/22	Transport par véhicule léger (hors transport en commun) d'enfants mineurs et de jeunes majeurs pris en charge au titre de l'aide sociale à l'enfance, ainsi que le cas échéant de leurs accompagnateurs. Le secteur géographique correspond au territoire de Metz Orne. Le marché actuel est à échéance en décembre 2022.
DDCA	Fourniture de livres et autres documents pour la DLPB	1 532 000 €	F	15.05	appel d'offres	07/22	Une augmentation des montants maximums des marchés de fourniture de livres et autres documents pour la DLPB est rendue nécessaire par une réorganisation interne des achats axée sur une territorialisation des acquisitions afin de pouvoir répondre de manière plus fine aux bibliothèques et aux publics de chaque territoire. Ainsi, la médiathèque de Nilvange a été intégrée en octobre 2021, de même que le service territorial de Dieuze qui dessert 25 bibliothèques. Les montants maximums des marchés actuels ne permettant pas de faire face aux nouveaux volumes de commandes découlant de cette évolution, ces marchés ne seront pas reconduits et une nouvelle procédure portant sur les 4 lots actuels doit en conséquence être relancée.

Liste des unités fonctionnelles de fournitures et de services (au sens du code de la commande publique)

Année 2022

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Code nomenclature dominant (à titre indicatif)	Libellé de l'unité fonctionnelle	Description de l'unité fonctionnelle	Montant prévisionnel HT	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'unité fonctionnelle	Commentaires
22UF143	CP 09/2022	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	70.00	Mobilité des usagers	Etudes de faisabilité de réouverture de lignes ferroviaires	39 000 €	MAPA <40 000	07/22	12/23	Recherche de solutions pour améliorer la desserte ferroviaire entre FORBACH et THIONVILLE pour les frontaliers travaillant au Luxembourg. Besoin exprimé cette année par l'Eurodistrict, relayant une demande des élus des communes desservies par la ligne ferroviaire entre FORBACH et THIONVILLE (notamment CREUTZWALD et BOUZONVILLE), ligne qui n'est ouverte qu'au fret actuellement.
22UF064	CP 02/2022 modifié par CP 09/2022	Direction du Développement Culturel et Artistique	31.06/35.03	DLPB- Equipements divers pour les bibliothèques modifié par: Fourniture d'une plateforme d'agrégation de ressources en ligne avec contenus pour le Département de la Moselle et son réseau de lecture publique	"Achat de ressources numériques tels que de la presse en ligne, de la BD numérique, de l'autoformation, de la vidéo à la demande afin d'alimenter une plateforme départementale de ressources en ligne" modifié par "Mise à disposition d'une plateforme en ligne associée à la fourniture de ressources numériques pour le compte du Département de la Moselle et de son réseau de lecture publique"	70 000 € modifié par 300 000 €	MAPA< 90 000 modifié par appel d'offres	01/01/2022 modifié par 07/2022	01/12/2022 modifié par 12/2026	Estimation initialement prévue pour un an. Le marché va finalement durer 4 ans, l'estimation est donc revue en conséquence.
22UF144	CP 09/2022	Présidence	72.09	Accompagnement dans la conception éditoriale et graphique de la nouvelle formule du magazine de l'Euro Département de la Moselle: Moselle Infos	Accompagnement dans la conception éditoriale et graphique de la nouvelle formule du magazine de l'Euro Département de la Moselle: Moselle Infos	39 000 €	MAPA< 40 000	07/22	12/22	Besoin non connu au moment de la campagne de recensement pour 2022. La réfléxion était alors en cours sur la nouvelle formule du magazine Moselle Infos.

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000bf3f-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction de l'Agriculture et de l'Environnement

OBJET MOSLPARC : AVENANTS DE PROLONGATION DES PROMESSES DE BAIL EMPHYTEOTIQUE SUR LES DEUX SITES NORD ET EST

DOSSIER N° | | 33 | 774 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur les modalités de prolongation des promesses de bail emphytéotique des sites MOSLPARC NORD et EST,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- De valider le contenu des deux avenants de prolongation des promesses de bail emphytéotique avec EDF-R, figurant en annexes 1 et 2 à la présente décision, pour l'installation de centrales photovoltaïques sur les terrains restant propriété départementale des deux sites MOSLPARC NORD et EST,
- D'autoriser Monsieur le Président à les signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1

Avenant n°1 à la PROMESSE DE BAIL EMPHYTEOTIQUE ET/OU DE CONSTITUTION DE SERVITUDES signée en date du 30 septembre 2019

ENTRE :

- ***D'UNE PART* :**

La SAS Centrale photovoltaïque d'Illange Bertrange, société par Actions Simplifiée au capital de 5 000 Euros, dont le siège social est à Cœur Défense – Tour B – 100 Esplanade du Général de Gaulle - 92932 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 844 149 047, représentée par Madame Jennifer MENAGE, dûment habilitée,

Se substituant à EDF Renouvelables France, société par Actions Simplifiée au capital de 100 500 000 Euros, dont le siège social est à Cœur Défense – Tour B – 100 Esplanade du Général de Gaulle - 92932 PARIS LA Défense Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro B 434 689 915.

*Ci-après désignée comme le « **BENEFICIAIRE** » ou « **PRENEUR** »*

- ***ET D'AUTRE PART :***

Le Département de la MOSELLE, 1 rue du Pont Moreau - C.S. 11096 - 57036 METZ Cedex 1, représenté par son Président, Monsieur Patrick WEITEN, dûment habilité par une décision de la Commission Permanente du 12 septembre 2022,

Se substituant à SEBL GRAND EST, société anonyme d'économie mixte locale au capital de 4.250.000€, dont le siège social est à METZ (57000), 48, place Mazelle, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de METZ sous le numéro 358 801 082. SEBL GRAND EST étant signataire de la promesse de bail emphytéotique et/ou de servitudes du 30 septembre 2019 et ayant cédé les terrains le 30 novembre 2020 au Département de la Moselle.

Agissant en qualité de propriétaire.

*ci-après désigné comme le «**PROMETTANT** » ou « **PROPRIÉTAIRE** ».*

Le **PROMETTANT** et le **BENEFICIAIRE** sont ci-après désignés ensemble les « PARTIES » et individuellement une « PARTIE ».

ARTICLE 1 :

L'article 3 de la promesse de bail emphytéotique et/ou de constitution de servitudes concernant le projet photovoltaïque d'Illange-Bertrange signée par les parties en date du 30 septembre 2019 et portant sur les parcelles désignées ci-dessous :

Tout ou partie des parcelles nécessaires au bail emphytéotique :

Commune	Code Postal	Lieudit	Section	N°	Surface (en m²)
BERTRANGE	57310	MAILBRUEHL	18	149	126 805
BERTRANGE	57310	BRUCHERHECK	19	31	554

IILLANGE	57970	KOHLBACH	13	17	114 362
IILLANGE	57970	KLOEPPEL	12	261	173 054
IILLANGE	57970	KLOEPPEL	12	260	70 853
IILLANGE	57970	GEREN	14	113	48 578

Soit une contenance totale de 53ha42a06ca.

Tout ou partie des parcelles nécessaires aux servitudes :

Commune	Code Postal	Lieudit	Section	N°	Surface (en m²)
BERTRANGE	57310	MAILBRUEHL	18	148	31 645
BERTRANGE	57310	BRUCHERHECK	19	30	928
IILLANGE	57970	WEILER	9	318	9 318
IILLANGE	57970	WEILER	9	317	11 910
IILLANGE	57970	KLOEPPEL	12	259	8 941
IILLANGE	57970	KOLHBACH	13	18	8 068

Soit une contenance totale de 7ha08a10ca.

Tout ou partie des parcelles nécessaires mises à disposition pendant la phase des travaux de construction :

Commune	Code Postal	Lieudit	Section	N°	Surface (en m²)
IILLANGE	57970	WEILER	9	320	91 985
IILLANGE	57970	GEREN	14	114	138 622
IILLANGE	57970	SCHWABEN	15	281	30 036

Soit une contenance totale de 26ha06a43ca.

Se voit ajouté le sous article 3.4 suivant :

3.4. Conformément à l'article 3.1 de ladite promesse, cette dernière est prorogée de 2 (deux) années suite au dépôt des demandes de permis de construire en mairies d'Illange et de Bertrange le 5 novembre 2019 comme en attestent les récépissés de dépôt placés en Annexe 1 de cet avenant. Les numéros de permis de construire sont les suivants : PC 057 343 19 E 010, PC 057 343 19 E0011 et PC 057 067 19 N0010.
Il est à noter que les permis de construire cités précédemment ont été accordés par le préfet de la Moselle le 16 juillet 2021.

ARTICLE 2 :
L'annexe 1 jointe au présent avenant devient l'annexe 8 de ladite promesse de bail.

ARTICLE 3 :
Tous les autres articles et annexes demeurent inchangés.

Fait le

A METZ

En 2 exemplaires originaux

Le Promettant		**Pour le Bénéficiaire**
Monsieur Patrick WEITEN, Président du Département de la Moselle		SAS Centrale photovoltaïque d'Illange Bertrange Représentée par Jennifer MENAGE

Annexe 1

Pièces justificatives de dépôt des demandes de permis de construire de la centrale photovoltaïque d'Illange-Bertrange

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE CHARGÉ DE L'URBANISME

Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ou de permis d'aménager

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. Le délai d'instruction de votre dossier est de TROIS MOIS et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

- Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :
  - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...) ;
  - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier ;
  - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.
- Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.
- Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux[1] après avoir :
  - adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : http://www.service-public.fr) ;
  - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt ;
  - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : http://www.service-public.fr, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :
  - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
  - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

1 Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à remplir par la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° PC 057343 19 E0 034 ,
déposée à la mairie le : 05/09/2019
par : EDF RENOUVELABLES FRANCE - PARIS CEDEX FRANCE
fera l'objet d'un permis tacite[2] à défaut de réponse de l'administration trois mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

Centrale photovoltaïque d'ILLANGE - BERTRANGE
PARC ILLANGE - BERTRANGE 1 - COMMUNE D'ILLANGE

2 Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Cachet de la mairie :

MAIRIE D'ILLANGE
MOSELLE
D.D.T. Délégation de SARREGUEMINES
- 5 NOV. 2019
Chef Délégation | Adjoint | Chef Pôle

Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE CHARGÉ DE L'URBANISME

Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ou de permis d'aménager

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. Le délai d'instruction de votre dossier est de TROIS MOIS et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

- Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :
  - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...) ;
  - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier ;
  - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.
- Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.
- Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux[1] après avoir :
  - adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : http://www.service-public.fr) ;
  - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt ;
  - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : http://www.service-public.fr, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :
  - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
  - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

1 Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à remplir par la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° PC 057343 J5 E0 010

déposée à la mairie le : 05 JUIN 2023

par : EDF RENOUVELABLES FRANCE - PARIS LA DEFENSE CEDEX

fera l'objet d'un permis tacite[2] à défaut de réponse de l'administration trois mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

Centrale photovoltaïque D'ILLANGE BERTRANGE
PARC ILLANGE BERTRANGE

2 Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Cachet de la mairie :

MAIRIE D'ILLANGE
MOSELLE

D.D.T. Délégation de SARREGUEMINES
- 5 NOV. 2023

Chef Délégation	Adjoint	Chef Pôle

Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme, il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE CHARGÉ DE L'URBANISME

Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire une maison individuelle et/ou ses annexes

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire. **Le délai d'instruction de votre dossier est de DEUX MOIS** et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

- **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :**
  - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...) ;
  - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier ;
  - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.
- **Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**
- **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de deux mois ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de deux mois, vous pourrez commencer les travaux[1] après avoir :**
  - adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : http://www.service-public.fr) ;
  - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt ;
  - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : http://www.service-public.fr, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- **Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**
  - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
  - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

[1] Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas notamment des travaux situés dans un site classé. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à remplir par la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° PC057067 19 N0010

déposée à la mairie le : 05 / 11 / 2019

par : SAS Centrale Photovoltaïque Illange Bertrange

fera l'objet d'un permis tacite[2] à défaut de réponse de l'administration deux mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

D.D.T. Délégation de SARREGUEMINES
- 5 NOV. 2019
Délégation | Adjoint | Chef Pôle

[2] Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Cachet de la mairie :

MAIRIE DE BERTRANGE 57310 MOSELLE

Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

Avenant n°2 à la PROMESSE DE BAIL EMPHYTEOTIQUE ET/OU DE CONSTITUTION DE SERVITUDES signée en date du 30 septembre 2019

ENTRE :

- ***D'UNE PART* :**

La SAS Centrale photovoltaïque de Farébersviller et Henriville, société par Actions Simplifiée au capital de 5 000 Euros, dont le siège social est à Cœur Défense – Tour B – 100 Esplanade du Général de Gaulle - 92932 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 844 149 229, représentée par Madame Jennifer MENAGE, dûment habilitée,

Se substituant à EDF Renouvelables France, société par Actions Simplifiée au capital de 100 500 000 Euros, dont le siège social est à Cœur Défense – Tour B – 100 Esplanade du Général de Gaulle - 92932 PARIS LA Défense Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro B 434 689 915.

*Ci-après désignée comme le « **BENEFICIAIRE** » ou « **PRENEUR** »*

- ***ET D'AUTRE PART :***

Le Département de la MOSELLE, 1 rue du Pont Moreau - C.S. 11096 - 57036 METZ Cedex 1, représenté par son Président, Monsieur Patrick WEITEN, dûment habilité par une décision de la Commission Permanente du 12 septembre 2022,

Se substituant à SEBL GRAND EST, société anonyme d'économie mixte locale au capital de 4.250.000€, dont le siège social est à METZ (57000), 48, place Mazelle, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de METZ sous le numéro 358 801 082. SEBL GRAND EST étant signataire de la promesse de bail emphytéotique et/ou de servitudes du 30 septembre 2019 et ayant cédé les terrains le 30 novembre 2020 au Département de la Moselle.

Agissant en qualité de propriétaire.

*ci-après désigné comme le «**PROMETTANT** » ou « **PROPRIÉTAIRE** ».*

Le **PROMETTANT** et le **BENEFICIAIRE** sont ci-après désignés ensemble les « PARTIES » et individuellement une « PARTIE ».

ARTICLE 1 :

L'article 3.1 de la promesse de bail emphytéotique et/ou de constitution de servitudes concernant le projet photovoltaïque de Farébersviller-Henriville signée par les parties en date du 30 septembre 2019 et portant sur les parcelles désignées ci-dessous :

Tout ou partie des parcelles nécessaires au bail emphytéotique et de servitudes :

Commune	Code Postal	Lieudit	Section	N°	Surface (en m²)
FAREBERSVILLER	57450	GROSS WISSLING	4	300	3 908
FAREBERSVILLER	57450	GROSS WISSLING	25	109	211 806

FAREBERSVILLER	57450	HENCKENWALD	24	53	34 645
HENRIVILLE	57450	KAPUZUMIER STOCK	13	398	20 856
HENRIVILLE	57450	LANGHECK	12	346	579

Soit une contenance totale de 27ha 17a 94ca.

Tout ou partie des parcelles nécessaires aux servitudes :

Commune	Code Postal	Lieudit	Section	N°	Surface (en m²)
HENRIVILLE	57450	KAPUZUMIER STOCK	13	383	1 202
HENRIVILLE	57450	KAPUZUMIER STOCK	13	396	2 035

Soit une contenance totale de 0ha 32a 37ca.

Est modifié en ce qu'il est remplacé par :

3.1. La réalisation de la présente Promesse (dite « **Levée d'Option** ») pourra être demandée par le **Bénéficiaire**, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit par écrit remis en main propre au **Promettant** contre récépissé et ce pendant une période de trois (3) années à compter de la signature de la présente Promesse (ci-après « le **Délai** »).

Etant rappelé les délais inhérents au développement d'un tel projet, le Délai sera prorogé d'un commun accord entre les Parties de 2 (deux) périodes successives d'1 (une) année dans l'hypothèse où le **Bénéficiaire** justifierait au **Propriétaire**, un mois avant l'expiration du Délai, du dépôt de la ou des demandes de permis de construire relatives à la centrale photovoltaïque.

Le **Bénéficiaire** recueillera ensuite l'accord du Propriétaire sur les projets de plan de division et de constitutions de servitude.

ARTICLE 2 :
Conformément à l'article 3.1, la promesse de bail emphytéotique est prorogée d'une première période d'une (1) année suite au dépôt des demandes de permis de construire en mairies de Farébersviller et d'Henriville le 14 avril 2022 comme en attestent les récépissés de dépôt placés en Annexe 1 de cet avenant. Les numéros de permis de construire sont les suivants : PC 057 316 22 S0004, PC 057 207 22 V0003 et PC 057 207 22 V0004.

ARTICLE 3 :
L'annexe 1 jointe au présent avenant devient l'annexe 8 de ladite promesse de bail.

ARTICLE 4 :
Tous les autres articles et annexes demeurent inchangés.

Fait le

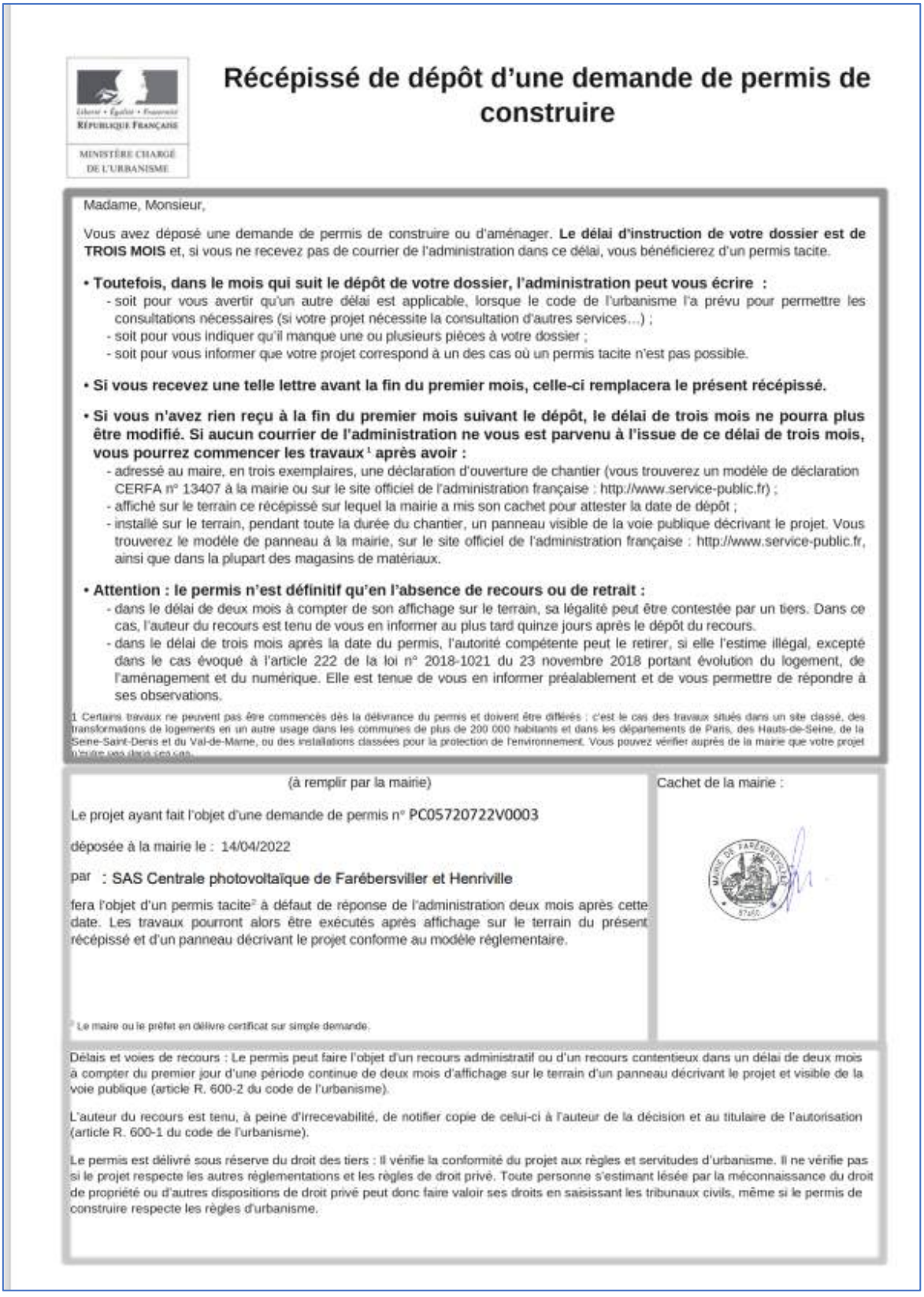
A METZ

En 2 exemplaires originaux

Le Promettant		**Pour le Bénéficiaire**
Monsieur Patrick WEITEN, Président du Département de la Moselle		SAS Centrale photovoltaïque de Farébersviller-Henriville Représentée par Jennifer MENAGE

Annexe 1

Pièces justificatives de dépôt des demandes de permis de construire de la centrale photovoltaïque de Farébersviller-Henriville



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE CHARGÉ DE L'URBANISME

Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. **Le délai d'instruction de votre dossier est de TROIS MOIS** et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

- **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :**
  - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services…) ;
  - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier ;
  - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.
- **Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**
- **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux [1] après avoir :**
  - adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : http://www.service-public.fr) ;
  - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt ;
  - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : http://www.service-public.fr, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- **Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**
  - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
  - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal, excepté dans le cas évoqué à l'article 222 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

1 Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à remplir par la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° PC05720722V0003

déposée à la mairie le : 14/04/2022

par : SAS Centrale photovoltaïque de Farébersviller et Henriville

fera l'objet d'un permis tacite[2] à défaut de réponse de l'administration deux mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

Cachet de la mairie :

MAIRIE DE FARÉBERSVILLER 57405

2 Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE CHARGÉ DE L'URBANISME

Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. **Le délai d'instruction de votre dossier est de TROIS MOIS** et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

- **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :**
  - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services…) ;
  - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier ;
  - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.

- **Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**

- **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux[1] après avoir :**
  - adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : http://www.service-public.fr) ;
  - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt ;
  - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : http://www.service-public.fr, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

- **Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**
  - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
  - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal, excepté dans le cas évoqué à l'article 222 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

1 Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à remplir par la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° PC05720722V0004

déposée à la mairie le : 14/04/2022

par : SAS Centrale photovoltaïque de Farébersviller et Henriville

fera l'objet d'un permis tacite[2] à défaut de réponse de l'administration deux mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

[2] Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Cachet de la mairie :

MAIRIE DE FARÉBERSVILLER 57450

Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE CHARGÉ DE L'URBANISME

Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ou de permis d'aménager

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. Le délai d'instruction de votre dossier est de TROIS MOIS et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

- Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :
  - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...) ;
  - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier ;
  - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.
- Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.
- Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux[1] après avoir :
  - adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : http://www.service-public.fr) ;
  - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt ;
  - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : http://www.service-public.fr, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :
  - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
  - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

1 Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à rèmplir par la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° PC 057316 22 S0004,
déposée à la mairie le : 14/04/2022
par : SAS Centrale Photovoltaïque de FAROBERSVILLER et HENRIVILLE
fera l'objet d'un permis tacite[2] à défaut de réponse de l'administration trois mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

2 Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Cachet de la mairie :

Le Maire,
Denis EYL

MAIRIE DE HENRIVILLE (Moselle)

Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20220912-lmc1X010000c25d-DE
Date décision : 12/9/2022
Envoyé le : 13-09-2022
Date de l'AR : 13-09-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 12 SEPTEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction du Patrimoine Immobilier

OBJET CONSTRUCTION DES COLLEGES LA CARRIERE DE SAINT-AVOLD ET NICOLAS UNTERSTELLER DE STIRING-WENDEL
CONVENTION DE MANDAT EN FAVEUR DE LA SPL MOSELLE CONSTRUCTION DURABLE

DOSSIER N° | | 34 | 872 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président relatif aux conventions de mandat en faveur de la SPL Moselle Construction Durable pour la construction des collèges La Carrière de SAINT-AVOLD et Nicolas Untersteller de STIRING-WENDEL,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de porter l'affectation prévue initialement pour la reconstruction du collège La Carrière à SAINT-AVOLD sur le site du lycée Metzinger de 14 M€ TTC à 14,9 M€ TTC ;
- d'approuver la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la reconstruction du collège de la Carrière à SAINT-AVOLD, pour un montant de 14,9 M€ TTC (annexe 1) ;
- d'approuver la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la reconstruction du collège Nicolas Untersteller de STIRING-WENDEL pour un montant de 12,9 M€ TTC (annexe 2) ;
- d'autoriser le Président à les signer.

M. DASTILLUNG ne participe ni au débat ni au vote.

Adopté, à l'unanimité Le Président

CONVENTION DE MANDAT POUR LA RÉALISATION DU COLLEGE LA CARRIERE DE SAINT AVOLD

Entre les soussignés
- Le Département de la Moselle, Maître de l'ouvrage représenté par M. Patrick WEITEN, Président du Département de la Moselle habilité par la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 12 septembre 2022 d'une part,
- La SPL Moselle Construction Durable Mandataire, représenté par M. Etienne HILT, directeur général agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le conseil d'administration de la SPL d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. OBJET

Le maître d'ouvrage a décidé en 2021 la réalisation d'un programme pluriannuel d'investissement pour la reconstruction de 10 collèges sur la période 2021-2030 pour une enveloppe totale de 162 M€, nommé PPI Collèges.

Dans le cadre de ce PPI Collèges et de sa compétence, le Département de la Moselle souhaite confier à la SPL Moselle Construction Durable, la poursuite des opérations pour la construction du nouveau collège La Carrière de Saint Avold.

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions des articles L.2422-5, L.2422-6, L.2422-8 et L.2422-10 du code de la commande publique, de confier au mandataire, qui l'accepte, le soin de réaliser cette opération au nom et pour le compte du maître de l'ouvrage dans les conditions fixées ci-après.

Celle-ci sera menée en marché public global de performance tel que défini par l'article L.2171-3 du code de la commande publique.

ARTICLE 2. PROGRAMME ET ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE

Le programme de l'opération est défini par l'annexe 1 à la présente convention, toutes dépenses confondues hors coût de la partie exploitation-maintenance de l'opération qui sera prise en charge directement par le Département (cf. Cette enveloppe est réputée comprendre tous frais (toutes études et tous travaux, honoraires y compris ceux du mandataire, assurances, toutes dépenses nécessaires à la réalisation de l'opération).

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération et son contenu détaillé sont définis par l'annexe 2 à la présente convention.

Le mandataire veillera au respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle ainsi définis. Il n'est tenu envers le Maitre d'ouvrage que de la bonne exécution des attributions dont il a été chargé par celui-ci ; il a une obligation de moyens mais non de résultats. Notamment, le mandataire ne peut être tenu personnellement responsable du non-respect du programme ou de l'enveloppe financière prévisionnelle, éventuellement modifié comme prévu ci-après, sauf s'il peut être prouvé à son encontre une faute personnelle et caractérisée cause de ces dérapages, ceux-ci ne pouvant à eux seuls être considérés comme une faute du mandataire.

Dans le cas où, au cours de la mission, le maître d'ouvrage estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle, un avenant à la présente convention devra être conclu avant que le mandataire puisse mettre en œuvre ces modifications.

Le coût définitif est arrêté à la notification du marché public global de performance.

L'enveloppe financière prévisionnelle allouées à la partie exploitation – maintenance de l'opération est également définie par l'annexe 2. Cette enveloppe est réputée comprendre l'ensemble des dépenses liées au coût de l'exploitation-maintenance fixé au marché global de performance, pour la durée définie en annexe 2 et calculée à compter de la réception des travaux. La SPL a mandat pour porter, au nom du maitre d'ouvrage, un MGP couvrant à la fois la partie travaux et la partie maintenance, mais au moment du changement du titulaire principal du marché lors du passage à la phase de maintenance, le MGP sera transféré au département pour son exécution financière sur ses crédits de fonctionnement, la SPL n'intervenant alors plus qu'en assistance technique au maitre d'ouvrage selon les modalités inscrites en annexe 4.

À tout moment de l'exécution du contrat et en cas d'évolution imprévisible du contexte économique à même de générer un dépassement de l'enveloppe financière au terme de l'opération (augmentation de l'inflation, envolée du cours de certains matériaux, etc…), le mandataire le signale au maitre d'ouvrage dans les meilleurs délais et lui propose si cela est possible des ajustements pouvant être faits au programme et à même de résorber un tel dépassement.

La modification du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle pourra être proposée au maitre d'ouvrage notamment aux stades suivants :

- Signature du marché global de performance après la consultation/négociation

Le maitre d'ouvrage pourra alors ajuster le programme et/ou l'enveloppe financière dans les conditions évoquées ci-dessus. En cas d'absence d'ajustement du programme et/ou de l'enveloppe financière par le maitre d'ouvrage au signalement effectué par le mandataire, celui-ci poursuit la mise en œuvre de l'opération dans les conditions prévues, tant que l'enveloppe financière disponible le permet, sauf contre ordre spécifique formulé par le maitre d'ouvrage.

ARTICLE 3. MODE DE FINANCEMENT – ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DES DÉPENSES ET DES RECETTES

Le maître de l'ouvrage s'engage à assurer le financement de l'opération selon le plan de financement prévisionnel figurant en annexe 2 et l'échéancier prévisionnel des dépenses défini en annexe 3 à la présente convention.

L'échéancier prévisionnel des dépenses et des recettes fait l'objet d'une mise à jour périodique dans les conditions définies à l'article 8. Il fera également apparaître les prévisions de besoins de trésorerie de l'opération selon l'avancement effectif.

ARTICLE 4. PERSONNE HABILITÉE À ENGAGER LE MANDATAIRE

Pour l'exécution des missions confiées au mandataire, celui-ci sera représenté par le directeur général de la SPL Moselle Construction Durable, qui sera seul habilité à engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention.

Dans tous les actes et contrats passés par le mandataire, celui-ci devra systématiquement indiquer qu'il agit au nom et pour le compte du maître d'ouvrage.

ARTICLE 5. CONTENU DE LA MISSION DU MANDATAIRE

La mission du mandataire porte sur les éléments suivants :

1. Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé,
2. Préparation, passation et notification d'un marché global de performance,
3. Préparation du choix du contrôleur technique et autres prestataires d'étude ou d'assistance au maître d'ouvrage, - signature et gestion des marchés de contrôle technique d'étude ou d'assistance au maître d'ouvrage, - versement de la rémunération du contrôleur technique et autres prestataires d'études ou d'assistance au maître d'ouvrage,
4. Préparation du choix puis signature et gestion des contrats d'assurance construction le cas échéant,
5. Exécution de la phase travaux du marché global de performance - versement des rémunérations associées, puis réception des travaux
6. Gestion financière et comptable de l'opération,
7. Gestion administrative,
8. Actions en justice, et d'une manière générale tous actes nécessaires à l'exercice de ces missions telles que précisées par l'annexe 4 ci-jointe,
9. Signature et gestion des marchés de maintenance le cas échéant.

ARTICLE 6. PASSATION DES AUTRES MARCHES LIES A L'OPERATION

Le mandataire engage les marchés nécessaires à l'opération et notamment ceux relatifs aux missions suivantes :

- AMO d'exécution ;
- Etudes techniques nécessaire au travail de la commission technique ;
- Contrôle technique (CT) ;
- Coordination sécurité protection santé (CSPS) ;
- Coordination système sécurité incendie (CSSI) le cas échéant ;
- Ordonnancement et pilotage de chantier (OPC) le cas échéant ;
- Etudes de sécurités publique (ESP) le cas échéant ;
- Les marchés d'assurance tout risque chantier (TRC) et dommage ouvrage (DO) le cas échéant.

Dans le cadre de la passation du marché global de performance visé à l'article 5 et des autres marchés d'un montant supérieur à 215 000€, le mandataire s'appuiera sur l'organisation mise en place en place par le maitre d'ouvrage pour la rédaction et le suivi des clauses sociales qui seront directement prise en charge par le maitre d'ouvrage.

ARTICLE 7. FINANCEMENT PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

7.1. Avances versées par le maître d'ouvrage.

Le Mandant versera au Mandataire les avances nécessaires à sa rémunération propre et au paiement, par ce dernier, des dépenses liées à l'opération qu'il aura engagées auprès des tiers prestataires dans les conditions suivantes :

- Une avance initiale telle que précisée en annexe 2, dans le mois suivant la signature de la convention ;
- L'avance ainsi consentie sera complétée périodiquement à l'occasion de chaque mise à jour de l'échéancier prévisionnel des dépenses et recettes prévue à l'article 8.2 de telle sorte que l'avance corresponde aux besoins de trésorerie du mandataire durant la période à venir jusqu'à la mise à jour suivante de l'échéancier et des prévisions de besoins en trésorerie. Cet échéancier fera en particulier apparaitre :
    1. Le montant des dépenses supportées par le Mandataire depuis le début de la convention (rémunération propre et financement de l'opération), accompagné des copies des factures justificatives et décomptes des temps passés ;
    2. Le montant cumulé des versements effectués par le Département de la Moselle ;
    3. Le montant de l'avance nécessaire pour couvrir les dépenses prévisionnelles sur la période en cours et la période suivante ;
    4. Le montant du versement demandé par le Mandataire qui correspond à la somme des postes 1 et 3 diminué du poste 2. Versement attendu au plus tard 15 jours avant le début de la période suivante.

Dans le mois suivant la signature de la présente convention, le maître d'ouvrage versera au mandataire une avance définie en annexe 2.

7.2. Remboursement (le cas échéant)

Dans le cas où des dépenses plus importantes que prévues ne peuvent être couvertes par les avances réalisées, le mandataire peut si sa trésorerie le permet avancer lui-même certaines dépenses et se faire rembourser ensuite par le maitre d'ouvrage.
Le mandataire sera remboursé des dépenses qu'il aura engagées au titre de sa mission selon les modalités suivantes : à l'occasion de chaque mise à jour de l'échéancier prévisionnel des dépenses et recettes, prévue à l'article 8, le mandataire fournira au maître d'ouvrage une demande de remboursement comportant le récapitulatif des dépenses supportées par le mandataire depuis la précédente demande. Cette demande de remboursement devra être accompagnée des pièces justificatives mentionnées à l'article 8.

7.3. Décompte périodique

A l'occasion de chaque mise à jour de l'échéancier prévisionnel des dépenses et recettes prévue à l'article 8.2, le mandataire fournira au maître d'ouvrage un décompte faisant apparaître :
a) le montant cumulé des dépenses supportées par le mandataire,
b) le montant cumulé des versements effectués par le maître de l'ouvrage,
c) le montant de l'avance nécessaire pour couvrir la période à venir,
d) le montant de l'acompte de rémunération sollicité par le mandataire pour sa mission dans les conditions fixées aux articles 12 et 13, diminué des éventuelles pénalités appliquées au mandataire selon l'article 12,

e) le montant du versement demandé par le mandataire qui correspond à la somme des postes "a", "c", "d" ci-dessus diminuée du poste "b". Le maître d'ouvrage procédera au mandatement du montant visé au "e" dans les 30 jours suivant la réception de la demande. En cas de désaccord entre le maître d'ouvrage et le mandataire sur le montant des sommes dues, le maître d'ouvrage mandate, dans le délai ci-dessus, les sommes qu'il a admises. Le complément éventuel est mandaté après règlement du désaccord.
En fin de mandat, le mandatement du solde de l'opération interviendra au plus tard dans les deux mois suivant le quitus donné par le maître d'ouvrage au mandataire dans les conditions fixées à l'article 10.

ARTICLE 8. CONTRÔLE FINANCIER ET COMPTABLE

8.1. Le maître d'ouvrage et ses agents pourront demander à tout moment au mandataire la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

8.2. Pendant toute la durée de la convention, avant le 15 du premier mois de chaque trimestre civil, le mandataire transmettra au maître d'ouvrage :
a) un compte rendu de l'avancement de l'opération comportant :
- un bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération,
- un calendrier prévisionnel actualisé du déroulement de l'opération,
- un échéancier prévisionnel actualisé des recettes et dépenses restant à intervenir et les besoins en trésorerie correspondant, selon le détail précisé à l'article 7.1,
- une note de conjoncture indiquant l'état d'avancement de l'opération, les évènements marquants intervenus ou à prévoir ainsi que des propositions pour les éventuelles décisions à prendre par le maître d'ouvrage pour permettre la poursuite de l'opération dans de bonnes conditions.

De plus, avant le 15 juillet de chaque année, le mandataire précisera en plus le besoin financier des versements prévus l'année suivante selon les modalités de calcul précisées à l'article 7.1. (Soit le cumul des dépenses prévisionnelles des trimestres 2,3 et 4 de l'année n+1 et du 1er trimestre de l'année n+2)

Le maître d'ouvrage doit faire connaître son accord ou ses observations dans le délai d'un mois après réception du compte rendu ainsi défini. A défaut, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les éléments du dossier remis par le mandataire.

Toutefois, si l'une des constatations ou des propositions du mandataire conduit à remettre en cause le programme, l'enveloppe financière prévisionnelle ou le plan de financement annexés à la présente convention, le mandataire ne peut se prévaloir d'un accord tacite du maître d'ouvrage et doit donc obtenir l'accord exprès de celui-ci et la passation d'un avenant.

b) le décompte visé au 7.3.
En outre, avant le 15 janvier de chaque année civile, le mandataire transmettra au maître d'ouvrage un certificat attestant la réalisation des opérations effectuées au cours de l'année précédente, accompagné de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

8.3. En fin de mission conformément à l'article 10, le mandataire établira et remettra au maître d'ouvrage un bilan général de l'opération qui comportera le détail de toutes les dépenses et recettes réalisées accompagné de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des

facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

Le bilan général deviendra définitif après accord du maître d'ouvrage et donnera lieu, si nécessaire, à régularisation du solde des comptes entre les parties dans le délai fixé à l'article 7.3.

ARTICLE 9. CONTRÔLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires. Le mandataire devra donc laisser libre accès au maître d'ouvrage et à ses agents à tous les dossiers concernant l'opération ainsi qu'aux chantiers. Toutefois, le maître d'ouvrage ne pourra faire ses observations qu'au mandataire et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celui-ci.

9.1. Règles de passation des contrats.

Pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu d'appliquer les règles applicables au maître d'ouvrage, figurant dans le code de la commande publique.

Pour l'application du code de la commande publique, le mandataire est chargé, dans la limite de sa mission, d'assurer les obligations que le code de la commande publique attribue au représentant légal du maître d'ouvrage.

Le choix des titulaires des contrats de prestations intellectuelles supérieurs à 215 000 € et de travaux supérieurs à 5 382 000 € à passer par le mandataire doit être approuvé par le maître d'ouvrage. Cette approbation devra faire l'objet d'une décision écrite du maître d'ouvrage (et plus précisément de sa commission d'appel d'offre) dans le délai de 3 semaines suivant la proposition motivée du mandataire.

Hormis la commission d'appel d'offre du maitre d'ouvrage sollicitée dans les cas prévus ci-dessus, les bureaux, commissions et jurys du maître d'ouvrage prévus par le code de la commande publique seront convoqués en tant que de besoin par le mandataire qui assurera le secrétariat des séances, l'établissement des procès-verbaux et assurera au nom du maitre d'ouvrage la rémunération des experts extérieurs mobilisés le cas échéant. Le mandataire devra prévoir un délai minimum de convocation de 5 jours francs. Les compositions des bureaux, commission et jury sont fixées en annexe 6 de la présente convention.

9.2. Procédure de contrôle administratif.

La passation des contrats conclus par le mandataire au nom et pour le compte du maître d'ouvrage reste soumise aux procédures de contrôle qui s'imposent au maître d'ouvrage.

Le mandataire sera tenu de préparer et transmettre à l'autorité compétente les dossiers nécessaires à l'exercice de ce contrôle.

Il en informera le maître d'ouvrage et l'assistera dans les relations avec les autorités de contrôle. Il ne pourra notifier les contrats qu'après mise en œuvre complète de ces procédures et obtention des approbations ou accords préalables éventuellement nécessaires.

9.3. Approbation des avant-projets.

En application de l'article L.2422-7 du code de la commande publique, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du maître d'ouvrage sur les dossiers d'avant-projets.

À cet effet, les dossiers correspondants seront adressés au maître d'ouvrage par le mandataire, accompagnés des propositions motivées de ce dernier.

Le maître d'ouvrage devra notifier sa décision au mandataire ou faire ses observations dans le délai de 21 jours suivant la réception des dossiers. À défaut, son accord sera réputé obtenu.

9.4. Accord sur la réception des ouvrages.

En application de l'article L.2422-7 du code de la commande publique, le mandataire est tenu d'obtenir l'accord préalable du maître d'ouvrage avant de prendre la décision de réception de l'ouvrage. En conséquence, les réceptions d'ouvrages seront organisées par le mandataire selon les modalités suivantes.
Avant les opérations préalables à la réception prévue à l'article 41.2 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux, le mandataire organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront le maître d'ouvrage, le mandataire et le maître d'œuvre chargé du suivi du chantier. Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu qui reprendra les observations présentées par le maître d'ouvrage et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.

Le mandataire s'assurera ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations préalables à la réception.

Le mandataire transmettra ses propositions au maître d'ouvrage en ce qui concerne la décision de réception. Le maître d'ouvrage fera connaître sa décision au mandataire dans les vingt jours suivant la réception des propositions du mandataire. Le défaut de décision du maître d'ouvrage dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions du mandataire.

Le mandataire établira ensuite la décision de réception (ou de refus) et la notifiera à l'entreprise. Copie en sera notifiée au maître d'ouvrage.

La réception emporte transfert au maître d'ouvrage de la garde des ouvrages.

ARTICLE 10. ACHÈVEMENT DE LA MISSION – ETUDES ET TRAVAUX

La mission du mandataire prend fin par le quitus délivré par le maître d'ouvrage ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées à l'article 13.

Le quitus est délivré à la demande du mandataire après exécution complète de ses missions et notamment :
- réception des ouvrages et levée des réserves de réception,
- mise à disposition des ouvrages,
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie,
- remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages,

- établissement du bilan général et définitif de l'opération et acceptation par le maître d'ouvrage,
- le pilotage technique des 3 premières années de maintenance selon l'annexe 4.

Le maître d'ouvrage doit notifier sa décision au mandataire dans les quatre mois suivant la réception de la demande de quitus.
À défaut de décision du maître d'ouvrage dans ce délai, le mandataire est indemnisé d'une somme forfaitaire par mois de retard de 1 % de la rémunération de base figurant à l'article 11.

Si à la date du quitus il subsiste des litiges entre le mandataire et certains de ses cocontractants au titre de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

ARTICLE 11. RÉMUNÉRATION DU MANDATAIRE

Pour l'exercice de sa mission, le mandataire percevra une rémunération au temps réel passé selon le barème et le volume prévu en annexe 5.
Cette rémunération comprend tous les frais occasionnés au mandataire par sa mission, à l'exclusion des contrats ou commandes passés pour la réalisation de l'opération qui font l'objet d'avances ou de remboursements dans les conditions prévues aux articles 7 et 8.
Le règlement de cette rémunération interviendra par acomptes périodiques à l'occasion de chaque demande d'avance ou de remboursement telles que prévues aux articles 7 et 8, et au prorata des dépenses effectuées par le mandataire par rapport au total prévisionnel des dépenses figurant au bilan prévisionnel actualisé.

Les montants facturés selon le rythme prévu à l'annexe 5 seront comparés aux temps réellement passés sur chaque projet de collège et pourront donner lieu à ajustement à la hausse comme à la baisse, sans modifier l'enveloppe globale de rémunération, ni son rythme de perception.

Si l'enveloppe budgétaire globale est insuffisante, notamment si le maître d'ouvrage confie au mandataire des prestations supplémentaires rattachées à l'objet de l'opération, un avenant sera conclu pour intégrer ces prestations qui ne pourront être substantielles.

En cas d'augmentation conséquente de l'index ingénierie de plus de 10% par rapport à celui de la date de signature, chaque acompte ultérieur sera révisé par application d'un coefficient C calculé comme suit :

$$C = ... + ... \frac{Im - 2}{Io}$$

Io étant l'index ingénierie relatif à la date de signature de la convention.
Im - 2 étant l'index ingénierie antérieur de deux mois au mois de présentation de la demande d'acompte.

ARTICLE 12. PÉNALITÉS

En cas de manquement du mandataire à ses obligations, le maître d'ouvrage se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération selon les modalités suivantes :

Dans le cas où, du fait du mandataire, les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération auraient droit à intérêts moratoires pour retard de mandatement, le mandataire supporterait une pénalité égale à 20 % des intérêts moratoires dus.

Pour le décompte des retards éventuels, ne pourront conduire à pénalité :
- les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision du maître d'ouvrage dans les délais fixés par la présente convention,
- les éventuels retards d'obtention d'autorisations administratives dès lors que le mandataire ne peut en être tenu pour responsable,
- les conséquences de mise en redressement ou liquidation judiciaire de titulaires de contrats passés par le mandataire ;
- les journées d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ayant entraîné un arrêt de travail sur les chantiers.

ARTICLE 13. MESURES COERCITIVES – RESILIATION

1. Si le mandataire est défaillant, et après mise en demeure infructueuse, le maître d'ouvrage peut résilier la présente convention sans indemnité pour le mandataire qui subit en outre un abattement égal à 70 % de la part de rémunération restante en valeur de base à laquelle il peut prétendre.

2. Dans le cas où le maître d'ouvrage ne respecte pas ses obligations, le mandataire après mise en demeure restée infructueuse a droit à la résiliation de la présente convention avec indemnité de 20 % du forfait de rémunération en valeur de base.

3. Dans le cas de non obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Le mandataire a alors droit à une indemnité égale aux dépenses réelles engagées.

4. Dans les trois cas qui précèdent, la résiliation ne peut prendre effet qu'un mois après notification de la décision de résiliation et le mandataire est rémunéré de la part de mission accomplie. Il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le mandataire doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et travaux exécutés. Il indique enfin le délai dans lequel le mandataire doit remettre l'ensemble des dossiers au maître d'ouvrage.

ARTICLE 14. DISPOSITIONS DIVERSES

14.1. Durée de la convention.

La présente convention prendra fin par la délivrance du quitus au mandataire.

14.2. Assurances.

14.2.1 Assurance du mandataire

Le mandataire devra, dans le mois qui suivra la notification de la présente convention, fournir au maître d'ouvrage la justification :
- de l'assurance qu'il doit souscrire au titre de l'article L. 241-2 du Code des assurances, uniquement en cas d'immixtion technique du mandataire ;

- de l'assurance garantissant la totalité des conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité professionnelle à la suite de dommages corporels, immatériels, consécutifs ou non, survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants.

14.2.2 Police dommage ouvrage et tous risque chantier

La souscription des contrats d'assurance « dommage ouvrage » et « tous risque chantier » est soumise à l'accord préalable express du maitre d'ouvrage. Cet accord intervient dans un délai de 30 jours à compter de la saisine du mandataire.
Le cas échéant, le mandataire souscrit pour le compte du Département, maître d'ouvrage, le contrat d'assurance dommage ouvrage et/ou celui « tous risque chantier »de l'opération qui lui est confiée et complète le dossier de l'assureur, en lui transmettant notamment toutes les informations lui permettant d'apprécier le risque assuré jusqu'au terme de la période de parfait achèvement.
Le mandataire signe les contrats. Il en transmet un double au maître d'ouvrage.
La mandataire règle les primes dans les délais prévus au contrat.

14.2.3 Assurances des intervenants à la construction

- Responsabilité décennale

Sous peine d'engager sa propre responsabilité, le mandataire veille à la production par tous les intervenants (y compris les sous-traitants) des justificatifs de déclaration de l'opération auprès de leur assureur, avant la date d'ouverture du chantier, et d'une attestation d'assurance responsabilité civile décennale répondant aux exigences suivantes :

  - Etre spécifique au chantier (indiquer l'adresse du chantier, le montant TTC des travaux, la date d'ouverture du chantier) ;
  - Préciser les activités garanties.

Il tient à jour et à la disposition du maître d'ouvrage le registre des assurances en cours de validité durant toute la durée du chantier.

- Responsabilité civile pour tout dommage pendant le chantier et la période de parfait achèvement

Le mandataire veillera à ce que les intervenants à l'opération (maître d'œuvre, bureau d'étude, entrepreneur, ingénieur conseil, contrôleur technique, coordonnateurs de chantier et, d'une manière générale, tout autre intervenant participant directement à la réalisation de l'ouvrage) soient suffisamment assurés pour les conséquences pécuniaires de leur responsabilité recherchée en raison de dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs ou non) causés du fait du chantier, y compris pendant la période de parfait achèvement.

14.3. Capacité d'ester en justice.

Le mandataire pourra agir en justice pour le compte du maître d'ouvrage jusqu'à la délivrance du quitus, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Le mandataire devra, avant toute action, demander l'accord du maître d'ouvrage.
Toutefois, toute action en matière de garantie décennale et de garantie de bon fonctionnement n'est pas du ressort du mandataire.

14.4. Portage transitoire de marchés par le département

Afin de tenir les délais souhaités de réalisation du projet, le département a procédé lui-même à la passation du marché global de performance ainsi que de marchés de recrutement d'assistant à maitrise d'ouvrage avant constitution de la SPL et la signature de cette convention de mandat. Ces marchés ne pouvant être transféré en cours de procédure, le Département se chargera d'effectuer les démarches nécessaires pour un transfert à la SPL dès la notification des marchés aux titulaires retenus et de transférer à la SPL toutes les données indispensables à son exercice de mandataire du Département. Durant cette période transitoire, soit avant notification des marchés, les marchés concernés seront gérés sous maîtrise d'ouvrage du Département avec l'assistance de la SPL, jusqu'à leurs notifications. La rémunération du mandataire pour ces tâches s'effectuant selon les mêmes modalités du temps réel passé, tel que prévu à l'article 11. Les autres marchés nécessaires à passer à compter de la date de la signature de cette convention pourront l'être directement par le mandataire.

ARTICLE 15. LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Metz, le
En 2 exemplaires originaux

Le Président du Département de la Moselle	Le Directeur général de la SPL Moselle Construction Durable
Patrick WEITEN	Etienne HILT

ANNEXE 1
Programme de l'opération
ANNEXE 2
Enveloppe financière prévisionnelle
Plan de financement
ANNEXE 3
Échéancier prévisionnel des dépenses
ANNEXE 4
Missions du mandataire
ANNEXE 5
Rémunération du mandataire
ANNEXE 6
Commission d'appel d'offres
Jury de concours



CONVENTION DE MANDAT POUR LA RÉALISATION DU COLLEGE LA CARRIERE DE SAINT AVOLD

ANNEXE 1: PROGRAMME DE L'OPERATION

29/07/2022

Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires
Direction du Patrimoine Immobilier
1, rue du Pont Moreau CS11096
57036 METZ

Contact :
Mirella LOGNON, Chargée de mission projets transversaux
mirella.lognon@moselle.fr

Vincent DESLANDES, chargé d'opération
vincent.deslandes@moselle.fr

PROGRAMMISTE

ASCISTE INGENIERIE
160, rue Louis Victor De Broglie
51 430 TINQUEUX

Contact :
Camille DEWEER, chargée d'affaires-programmiste
Camille.deweer@asciste.fr

TABLE DES MATIERES

1. GENESE DU PROJET 4

2. CONTEXTE DE L'OPERATION 5

3. OBJECTIFS DU MAITRE D'OUVRAGE 8

4. INSTANCES DE GOUVERNANCE DU PPI COLLEGES 10

5. PRESENTATION GENERALE DU COLLEGE 11

6. LOCALISATION ET CARACTERISTIQUES DU SITE 15

6.1 LE SITE D'IMPLANTATION 15
6.2 CARACTERISTIQUES DU SITE D'IMPLANTATION 15
6.2.1 *Dessertes, accès et stationnement* 15
6.2.2 *Les règles d'urbanisme* 16

7. CONTRAINTES DU SITE 17

7.1 *RESEAUX* 17
7.2 *CARACTERISTIQUES DU SOL* 17
7.3 *TOPOGRAPHIE* 17
7.4 *CLIMATOLOGIE* 17

8. MONTANT ET DUREE DE L'OPERATION 18

1. GENESE DU PROJET

Le Département de la Moselle a voté le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) COLLEGE pour la période 2020-2030 destiné à améliorer les conditions de scolarisation, tant sur le plan du bâti que de la fonctionnalité et de l'adéquation avec les exigences pédagogiques contemporaines, notamment la banalisation du numérique, le développement des stratégies d'individualisation des apprentissages et d'autonomisation des élèves.

Par ailleurs, l'exigence de modernisation doit répondre également aux enjeux sociétaux globaux que sont la promotion de l'équilibre et de la qualité nutritionnelle, la réduction de l'empreinte carbone et l'efficience énergétique.

Le PPI COLLEGE d'un montant global de 162 M€ porte sur la reconstruction d'une dizaine de collèges et notamment de collèges métalliques construits dans les années 1968-1970 :

Commune	Nom	Capacité future
SAINT AVOLD	La CARRIERE	550 élèves
STIRING-WENDEL	Nicolas UNTERSTELLER	528 élèves
CATTENOM	Charles PEGUY	400 élèves
REMILLY	Lucien POUGUE	650 élèves
MOYEUVRE-GRANDE	Jean BURGER	370 élèves
BEHREN LES FORBACH	Robert SCHUMAN	320 élèves
FORBACH	Pierre ADT	550 élèves
AUDUN LE TICHE		450 élèves
HAYANGE	Fusion	800 à 1000 élèves
METZ	Fusion	900 à 1200 élèves

Sur les 85 collèges hérités des lois de décentralisation, le patrimoine immobilier du département de la Moselle compte aujourd'hui encore 16 collèges métalliques construits dans les années 1967-72.
C'est dans ce contexte que le Département de la Moselle envisage la **construction du collège LA CARRIERE à SAINT-AVOLD.**

Cette opération est présentée dans un programme architectural, fonctionnel et technique décliné en 4 **volets** :

Volet 1 : Présentation de l'opération,

Volet 2 : Programme architectural et fonctionnel – fiches de performances

Volet 3 : Programme technique détaillé et exploitation-maintenance

Volet 4 : Exigences environnementales

Pm : Dans l'ensemble des documents susvisés, le terme de « prestataire » désigne le groupement en charge de la conception-réalisation-exploitation-maintenance dans le cadre du marché global de performances.

2. CONTEXTE DE L'OPERATION

Le collège La Carrière de type FILLOD 2ème génération a été mis en service en 1972 pour une capacité de 1200 élèves sur une parcelle de 19 980 m² cadastrée section 9 – n°130.

A la rentrée 2021, le collège la Carrière accueille 475 élèves dont 14 Ulis (unité localisée pour l'inclusion scolaire) et 42 élèves en section d'enseignement général professionnel adapté (SEGPA) pour les champs Vente-Distribution-Logistique (VDL) et Production Industrielle (PI).

La demi-pension est prévue pour 300 rationnaires et le site compte également 6 logements.

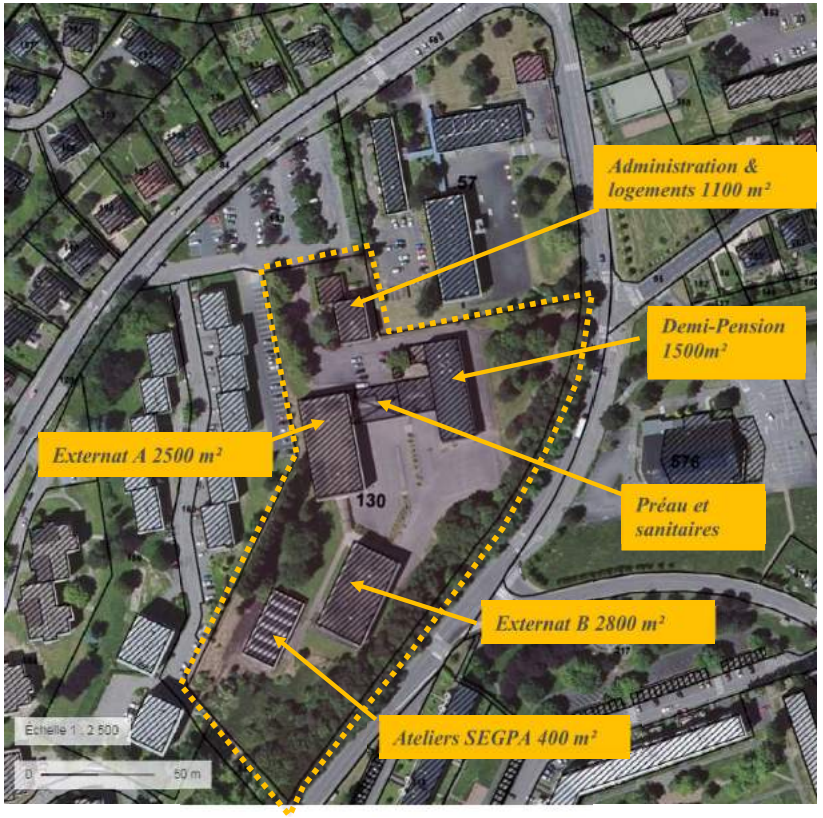
Ce collège est en fin de vie et ne présente plus les garanties de sécurité et d'accessibilité requises pour un établissement du second degré.



Collège La Carrière – entrée principale

(Au premier plan le bâtiment ADMINISTRATION-LOGEMENTS)

La surface utile totale de l'établissement, environ 8300 m2, y compris les 6 logements de fonction situés dans le bâtiment Administration, est excessive par rapport aux besoins correspondants à l'effectif actuel.

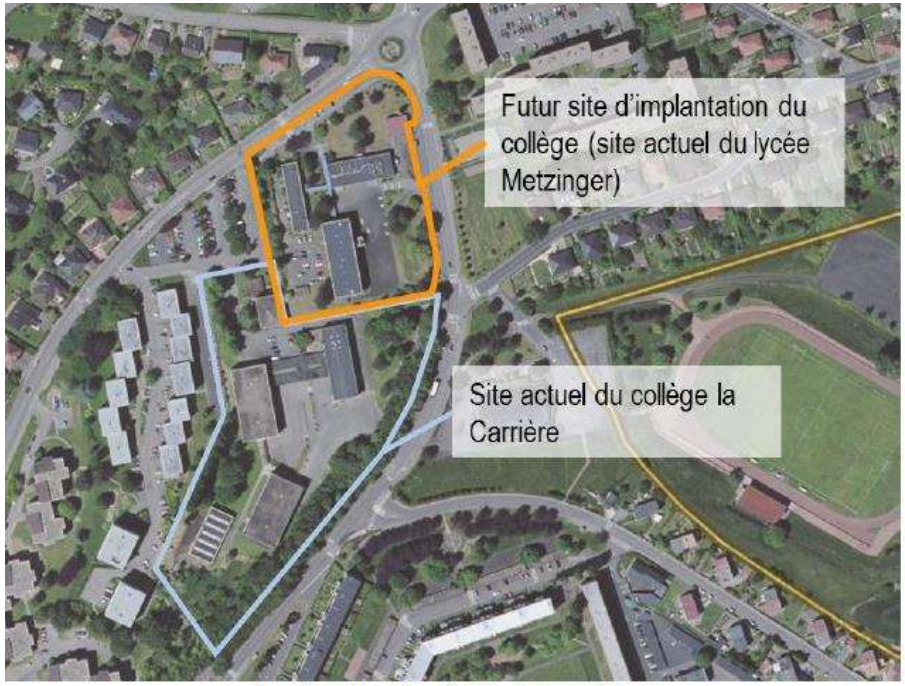


Collège La Carrière – implantation des principaux bâtiments

Une reconstruction sur site aurait nécessité une opération-tiroir complexe compte tenu de la configuration (dénivelée importante côté rue de Montréal) et de l'implantation du collège (1 seul accès depuis la rue de la Carrière). Aussi la collectivité, maître d'ouvrage, a décidé de délocaliser cet établissement sur le ban communal de SAINT-AVOLD.

C'est pourquoi le site retenu par le Département de la Moselle est situé **rue de Montréal à SAINT-AVOLD** à l'emplacement de l'ancien lycée professionnel Valentin Metzinger fermé en juin 2019.

Ce site de 1ha 11a 59ca, cadastré section 19 parcelle n°57, est mitoyen au collège de la CARRIERE et présente de nombreux avantages : maintien du collège dans le quartier, proximité des équipements sportifs communaux, infrastructures existantes (réseaux publics, dépose-bus, parking enseignants, etc.).



Implantation du site du futur collège

Concernant l'environnement immédiat du collège, les infrastructures existantes aux abords de l'établissement (dépose-bus, stationnement, parking VL, gymnase, plateaux sportifs) sont sur le domaine public communal. Le projet devra intégrer les accès et liaisons piétonnes futures de l'établissement vers ces infrastructures.

En outre, les élèves utilisent régulièrement les équipements sportifs communaux existants (gymnase, stade, plateaux sportifs extérieurs) mis à disposition par convention. Ces espaces devront conserver une liaison piétonne depuis l'établissement (tunnel existant à conserver moyennant des travaux de remise en état et sécurisation dans le cadre du projet).

Au cours de l'été 2021, la commune de SAINT AVOLD, propriétaire du site Metzinger, a procédé à la déconstruction complète du lycée Metzinger.

3. OBJECTIFS DU MAITRE D'OUVRAGE

Parmi les orientations d'investissement votées dans le cadre du PPI COLLEGE 2020-2030, la collectivité territoriale envisage la

Construction du collège La Carrière 57500 SAINT AVOLD

sur le site Rue de Montréal (ancien Lycée Metzinger).

selon les dispositions du **programme architectural, fonctionnel et technique**, rédigé par:

ASCISTE Ingénierie.

A cet effet, le programmiste assistera le maître d'ouvrage lors des jurys de sélection des candidats et de classement des projets ainsi qu'à la phase de négociation et de mise au point du marché avec le lauréat. La mission du programmiste s'achèvera à la notification du marché au titulaire.

Le programme de l'opération a été approuvé par la Collectivité mais pourra être éventuellement précisé, complété ou modifié au plus tard à la phase avant-projet détaillé – permis de construire.

Pour l'exécution de ce projet, le maitre d'ouvrage a choisi la procédure de **marché global de performance (MGP)**.

Le choix de ce mode de consultation est motivé par les objectifs du maître d'ouvrage qui souhaite que le programme d'investissement des collèges puisse s'intégrer dans une démarche globale de ***« construire utile, fonctionnel, simple, durablement et dans le respect des coûts en investissements et en fonctionnement*** » et notamment par :

- L'atteinte d'une **performance énergétique** déterminée selon la réglementation thermique en vigueur au moment du dépôt de l'acte de construire et a minima un niveau passif.

  Le prestataire veillera notamment au confort été comme hiver des utilisateurs sachant qu'un collège ne fonctionne pas pendant les vacances d'été (180 jours d'occupation annuelle), le confort été s'appliquera pour la mi saison soit en mai-juin-septembre-octobre.

En complément de la garantie de résultat, le maître d'ouvrage attend des engagements sur les sujets complémentaires listés ci-dessous :

- Une **démarche environnementale** avec l'atteinte d'un niveau biosourcé sans labellisation (cible niveau 1 pour le collège et les logements).

  A noter que le maitre d'ouvrage sera attentif également sur :
  - Les choix, la provenance et la qualité des matériaux en soutenant l'utilisation des matériaux bio-sourcés locaux;
  - Le choix des procédés constructifs à faible émission de gaz à effet de serre;
  - La traçabilité et la valorisation des déchets tout au long du chantier par le respect de l'ensemble des intervenants des clauses de la charte chantier à faible nuisances;
  - L'utilisation raisonnée des fluides (eau et énergie) ;
  - Le respect des riverains (bruits, propreté des accès et abords, sécurité du chantier etc.) ;

- **Le suivi de l'Exploitation-maintenance** (plan EM) de l'établissement sur une durée de 5 ans (base) et de 8 ans maximum (option).

Le maitre d'ouvrage déterminera la durée du plan EM à l'issue de la mise au point du marché avec le lauréat du MGP.

Le plan EM portera sur :

- L'ensemble des lots techniques dont le Chauffage-Ventilation-Rafraichissement, Plomberie sanitaire, ascenseur & monte-charge, Courants forts et faibles y compris SSI, PPMS, intrusion, désenfumage, équipements d'énergie renouvelable ;
- La mise en place d'une GTB selon le cahier des charges du Département de la Moselle et d'une plateforme d'échange GMAO ;
- L'ensemble des équipements techniques de la demi-pension (hotte, plafonds filtrants, groupes froids, PAC, dégraisseur, adoucisseur, etc.) ainsi que les équipements de cuisine (laveuse, lave batterie, fours, sauteuse, armoire froides, etc.) ;
- Les équipements techniques des logements (chauffage, armoire électrique, ECS, énergie renouvelable, plomberie, ventilation etc.).

- **La Performance économique** : approche en coût global sur la durée de vie de l'ouvrage (50 ans), l'optimisation des charges et des couts en investissement et maintenance de l'ensemble de l'établissement (logements inclus), entretien et renouvellement des équipements (GER) ;

- **Le Management & Communication** : capacité du prestataire à engager et entretenir une relation permanente avec l'ensemble des intervenants associés à l'opération (MOA, AMO, contrôle technique, etc.) et notamment avec les utilisateurs et l'équipe pédagogique notamment lors des opérations de réception et mise en service de l'établissement:
  - Dans la prise en main des équipements et installations techniques,
  - La formation des usagers à la maitrise des installations dans un souci permanent de performance énergétique et de rationalisation des consommations de fluides (eau, électricité, gaz) durant la phase exploitation-maintenance ;
  - L'accès aisé pour les interventions de maintenance et de renouvellement des équipements sans perturber le fonctionnement de l'établissement (localisation et accès aux locaux techniques, vide sanitaire, galerie technique, trappes de visite tous les 15m, etc.);

Enfin, le MOA sera attentif aux préconisations en termes d'usage qui permettent d'inverser la règle qui veut que l'usager s'adapte au bâtiment en faveur du bâtiment qui s'adapte à l'usager au sens large.

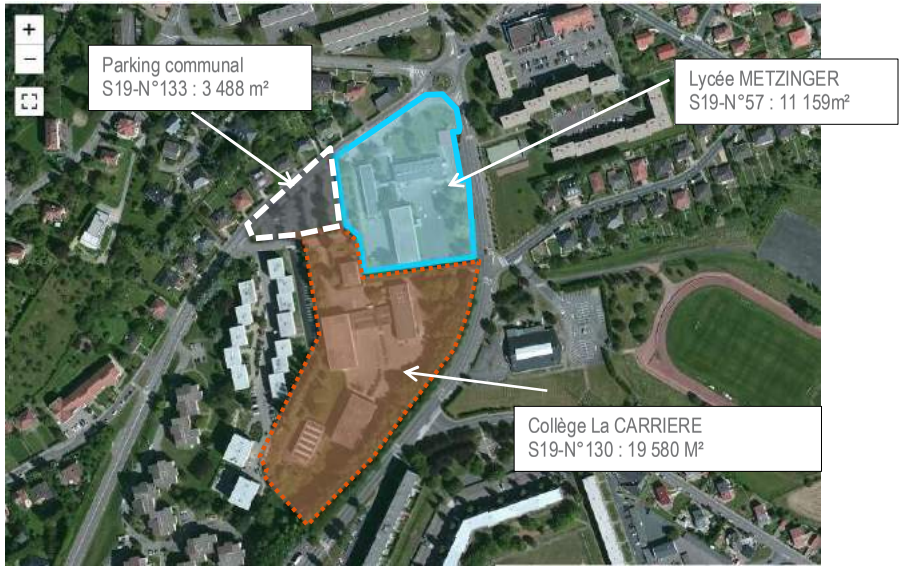
Ainsi, l'architecte, l'ingénierie et le mainteneur devront engager une réflexion avec les usagers, le prestataire de la maintenance et le maitre d'ouvrage afin que la maintenance et l'entretien soit pensée et intégrée dès la phase conception :

- En termes de confort acoustique, visuel, ergonomie, différenciation des espaces,
- De facilité d'entretien au quotidien pour les personnels par le choix et la qualité des matériaux, la résistance aux impacts, poinçonnement et autres risques de dégradations (graffitis),
- Pour les opérations d'entretien ponctuelles et/ou quotidiennes (remplacement de consommables, intervention sur fuite en plomberie, remplacement de filtre de ventilation, etc. en chauffage, électricité, énergie renouvelable) l'accessibilité aux appareillages doit être aisé et ne doit pas nécessiter de matériel spécifique type échafaudage, nacelle, engin de levage etc. que ce soit pour l'entretien des vitrages, le remplacement de luminaires ou de filtres ou toute autre intervention.

Par ailleurs, le prestataire étant seul responsable de l'organisation du phasage de l'opération, les besoins éventuels en modules préfabriqués pour compenser les besoins de fonctionnement de l'établissement pendant le chantier seront exclusivement à sa charge (frais de transport, pose, installation et raccordement, démontage et remise en état des lieux, loyers).

Ces modules seront impérativement adaptés ERP et PMR (bureaux, salles de classes ou autre).

Leur implantation sera soumise à l'accord préalable du MOA et fera l'objet d'une déclaration au titre de l'urbanisme (AT ou DT) incluse dans les prestations du groupement MGP y compris passage éventuel de la commission de sécurité et accessibilité avant la mise en service.



Parcellaire aux abords du collège La Carrière

4. INSTANCES DE GOUVERNANCE DU PPI COLLEGES

Le comité stratégique présidé par le Président du département de la Moselle (PDM) assure le pilotage de mise en œuvre du PPI COLLEGES. Il se réunit 1 fois /an.
Il est composé de :

- Vice-présidents du Conseil Départemental en charge de la Construction et de l'Education,
- Présidents des 2ème et 6ème commission,
- Directeur de l'Académie des services de l'Education Nationale,
- Directeurs généraux de la DPAT et DEES.

Le comité de pilotage du collège concerné par l'opération est composé des:

- Vice-présidents du Conseil Départemental en charge de la Construction et de l'Education,
- Conseillers départementaux du canton concerné par l'opération,

- Maire de la commune d'accueil,
- Président de l'EPCI,
- Principal du collège,
- Représentant(s) des parents d'élèves,
- Représentant(s) des élèves,
- Les directions concernées de la collectivité territoriale (direction du Patrimoine Immobilier (DPI), direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur (DEES), direction de l'informatique (DDSI).

Ce comité se réunit au fur et à mesure de l'avancement de l'opération et pour chaque étape importante (conception, réalisation des travaux, réception et mise en service etc.)

Le REFERENTIEL COLLEGES

Afin de répondre aux besoins des collèges et de profiter d'un retour d'expérience à partir d'opérations réalisées dans son département, le Département de la MOSELLE a rédigé un **REFERENTIEL COLLEGE** qui sert de base au programme des besoins immobiliers et définit une liste d'objectifs et de performances à atteindre pour les nouveaux collèges.

Ce document constitue une base technique et regroupe l'ensemble des prescriptions à prendre en compte dans la construction d'un collège basé sur les cahiers des charges de l'éducation nationale (réforme, protocole, fiches EDUSCOL etc.) et des directions du Département de la Moselle en charge de la construction, de l'environnement numérique, de la restauration, de l'entretien ultérieur etc.

5. PRESENTATION GENERALE DU COLLEGE

L'opération consiste à construire un collège compact et fonctionnel aux performances énergétiques et environnementales en lien avec la nouvelle règlementation thermique RE2020.

Le nouvel établissement d'une capacité de 550 élèves dont 14 Ulis et 64 SEGPA, regroupera l'ensemble des pôles administratifs et pédagogiques notamment :

- Les **espaces d'accompagnement** des élèves tels que l'Administration, Vie scolaire, le centre de documentation et d'information (CDI), les salles de réunions, les espaces des personnels, les locaux médico-sociaux, les locaux techniques et d'entretien-maintenance ;

- Les **locaux d'enseignement** répartis en :
  - 14 salles banalisées pour l'enseignement général (français, maths, histoire-géographie et langues),
  - 2 salles de sciences (SVT-PC) et 2 salles de technologie,
  - 2 salles pour l'enseignement artistique (arts plastiques et musique),
  - 1 salle ULIS,
  - 2 salles banalisées pour les SEGPA.

- Les **ateliers SEGPA** (champs VDL et PI) seront reliés au bâtiment principal via le préau ou galerie couverte en RDC (on évitera les passerelles). Ils auront un accès livraison depuis la cour logistique pour les approvisionnements. S'agissant d'une activité plutôt bruyante, la proximité avec les salles de cours ou les bureaux administratifs est à éviter;

La **demi-pension** sera organisée de plain-pied et fonctionnera en autogestion pour une capacité de production de 400 repas. Les denrées seront livrées depuis la cour logistique.

L'accès à la demi-pension par les élèves sera obligatoirement à l'abri du préau et passera par un sas équipé de lave-mains. Le self sera organisé en scramble ouvert sur la salle de restauration.

La salle à manger devra accueillir 200 places assises minimum dont 25 pour les commensaux soit 400 rationnaires en 2 rotations.

La sortie sera directement dans la cour. Un lave-main sera prévu après le dépose-plateaux. La conception de la demi-pension devra tenir compte des flux de déplacement en évitant les croisements et les files d'attente potentielle dans l'espace restauration que ce soit :

- pour les personnels : liaison entre zone de production et self ;
- pour les rationnaires : déplacement du self vers salle à manger, vers les ilots et vers le dépose plateaux (éviter les croisements).

Enfin, **trois logements** type T4 de 105m² avec garages de 30m² attenants seront à prévoir en dehors de l'enceinte de l'établissement. Au moins 1 logement sera PMR et les autres aisément adaptables PMR

Ces logements seront en accès direct sur le domaine public avec 1 emplacement de stationnement sur l'emprise privée. Ils seront autonomes en fluides, disposeront d'un espace privatif (terrasse, jardin) à l'abri des regards depuis le collège.

Nb : Le parti architectural des logements ne sera pas à l'image du collège qui devront s'intégrer dans le tissu habitat du quartier.



Proposition de scenario issu de la faisabilité de l'opération

Concernant les aménagements extérieurs liés au fonctionnement de l'établissement, il convient de distinguer :

➔ **Les espaces intérieurs:**

- **L'abri vélo** sera en lien direct avec le **parvis** qui constitue l'entrée principale de l'établissement ;

- **Le parvis** assure le lien entre le domaine public et l'établissement, il sera dimensionné pour assurer l'attente des élèves devant l'établissement en toute sécurité, c'est-à-dire hors des flux de stationnement ou circulation.

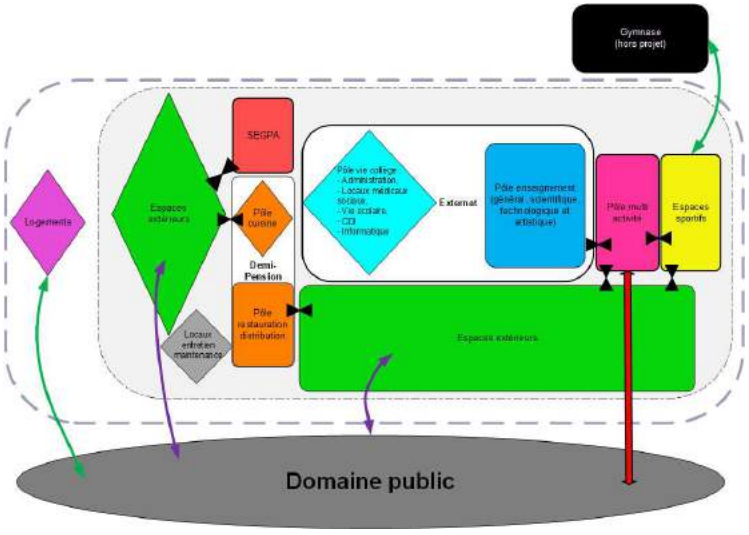
  Selon le cas, ce parvis sera réalisé :
  - Si à créer : par le prestataire dans le cadre des travaux du MGP et ensuite rétrocédé à la commune (domaine public),
  - Si existant : par la commune en tant que gestionnaire du domaine public.
- Le **préau** sera accessible par les élèves depuis le parvis (emplacement des casiers). Il garantira la mise sous abri des intempéries des élèves pendant les pauses mais également pour la file d'attente des demi-pensionnaires ;
- La **cour des élèves** sera dimensionnée en fonction de l'effectif et disposera de mobiliers urbains (poubelles, bancs). Elle sera accessible depuis le domaine public pour les interventions éventuelles des services de secours et incendie ;
- La **cour logistique** avec accès direct depuis le domaine public et desserte du quai de réception de la demi-pension permettra de regrouper l'ensemble des livraisons et éventuellement l'accès pompier.

➔ **Les espaces hors périmètre** de l'établissement :

Concernant l'environnement immédiat du collège, il convient de noter que les infrastructures existantes aux abords de l'établissement (dépose-bus, stationnement, parking VL, gymnase, plateaux sportifs) sont sur le domaine public communal.

- Le dépose-bus sera conservé dans son emprise actuelle rue de Montréal. Il devra permettre le flux des élèves vers le parvis de l'établissement sans avoir à traverser des voies de circulation ou de stationnement. Le prestataire veillera à séparer les flux piétons et accès livraison de la cour logistique;
- Le tunnel permettant aux élèves de rejoindre les équipements sportifs sera conservé et remis en état, le cas échéant, dans le cadre du projet sur l'emprise du collège;
- En termes de stationnement, le personnel dispose du parking communal existant à l'ouest du site et de quelques places le long de la rue de la Carrière.
- Bien que les aménagements extérieurs sont sur le domaine public, le prestataire s'assurera que les règles d'accessibilité sont respectées pour les PMR souhaitant se rendre jusqu'à l'établissement (parvis, places de stationnement, bande de guidage, video-portier etc.)

SCHEMA GENERAL DE FONCTIONNEMENT



Nota : Schéma générique applicable à l'ensemble des collèges du PPI.

6. LOCALISATION ET CARACTERISTIQUES DU SITE

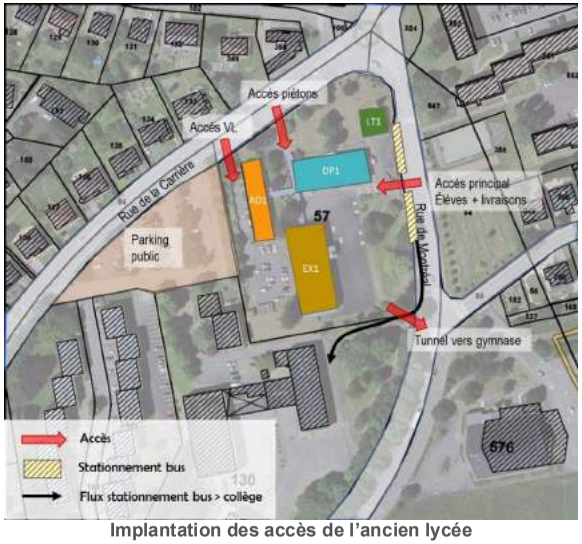
6.1 LE SITE D'IMPLANTATION

La commune de Saint-Avold, d'une population d'environ 15 000 habitants en 2016 (*source INSEE*), est située dans le département de la Moselle (57). Son territoire est limitrophe de l'Allemagne. Elle est délimitée par les communes de Valmont au sud et L'hôpital au nord, ainsi que Hombourg-Haut à l'est et Longeville-lès-Saint-Avold à l'ouest.

Le site du futur collège la Carrière de Saint-Avold est situé rue de Montréal, au sud de la commune parcelle section 19 n°57 d'une surface d'environ 11 150 m².

6.2 CARACTERISTIQUES DU SITE D'IMPLANTATION

6.2.1 *Dessertes, accès et stationnement*



Implantation des accès de l'ancien lycée

- Les accès principaux au site d'implantation du futur collège (ancien Lycée Metzinger) se situent rue de la Carrière et rue de Montréal. Le dépose bus est aménagé sur cette dernière (domaine public) et devra être conservé autant que possible.

- Un parking public est accessible depuis la rue de la Carrière ; ce parking est utilisé par les enseignants et sera conservé en l'état (domaine public).
- Du **stationnement** est également disponible le long de la rue de la Carrière (domaine public) et derrière le bâtiment EX1 dans l'enceinte de l'établissement.

- Les **livraisons du lycée** étaient organisées depuis l'accès principal rue de Montréal.

- Un **tunnel** sous la rue de Montréal permet d'accéder au gymnase au sud-est de la parcelle.

Les accès élèves et livraisons de la DP devront être distincts dans le cadre de la construction du nouveau collège. Le tunnel vers le gymnase et les plateaux sportifs sera conservé et remis en état, le cas échéant.

6.2.2 *Les règles d'urbanisme* [1]

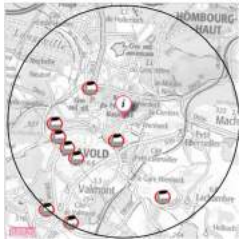
La parcelle 57, parcelle de la zone d'études est située en zone urbaine UB sur le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune, secteur englobant principalement les constructions d'habitations collectives.

Les principales contraintes répertoriées aux abords du site sont :

Risque	Précision et prescriptions	Carte
Sismicité	**Très faible** 1 (très faible) 2 (faible) 3 (modérée) 4 (moyenne) 5 (forte)	
Retrait et gonflement des argiles	**Aléa faible à moyen** Aléa fort Aléa moyen Aléa faible A priori nul	
Cavité souterraine	Non soumis	
Mouvements de terrain	Non soumis	

Risque	Précision et prescriptions	Carte
Radon	Potentiel **de catégorie 2** Potentiel de catégorie 1 Potentiel de catégorie 2 Potentiel de catégorie 3	

[1] Information donnée à titre indicatif sur la base du PLU approuvé le 20 décembre 2005, modifié le 4 avril 2017.

Installations industrielles	Risque industriel approuvé Commune concernée par un PPRT Risque industriel prescrit Commune concernée par un PPRT Risque industriel approuvé	
	18 installations industrielles rejetant des polluants dans un rayon de 5 km Stations d'épuration Elevage Industries	
BASOL	Aucun site pollué ou potentiellement pollué dans un rayon de 500 m	
BASIAS	Aucun ancien site industriel et activité de service dans un rayon de 500 m	

7. CONTRAINTES DU SITE

7.1 *RESEAUX*

Le terrain est raccordé au réseau télécom, gaz et électricité, eau, assainissement, éclairage public (géré en régie par ENERGIS).

Il existe un réseau de chaleur rue Maurice Barrès desservant des immeubles d'habitations collectifs.

7.2 *CARACTERISTIQUES DU SOL*

Une étude G1 a été réalisée. Les résultats seront annexés au programme de l'opération.

7.3 *TOPOGRAPHIE*

Un relevé topographique a été réalisé et sera joint au programme de l'opération.

7.4 *CLIMATOLOGIE*

- Climat océanique dégradé ou atténué à influence semi-continentale. Les saisons sont contrastées et bien marquées mais en fonction des vents dominants peuvent se succéder du jour au lendemain des périodes de précipitations (influence océanique) ou de forte amplitude thermique (influence continentale).
- Température moyenne annuelle : 10.7°C
- Ensoleillement : environ 1056 heures en 2019, alors que la moyenne nationale se situe à environ 1100 heures
- Précipitations élevées : environ 972.6 millimètres par an (la moyenne nationale est d'environ 750 millimètres)
- Zone neige : B1
- Zone vent : 2
- Zone climatique : H1b
- Zone de garde de gel : 0.80 m
- Zone radon : 51 - 100 Bq.m-3

8. MONTANT DE L'OPERATION

A titre indicatif, l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération (études, frais divers et travaux) confiée au prestataire pour exécuter l'opération a été arrêté, à la somme de **10 916 667 € HT soit 13 100 000 €TTC.**

Le montant des dépenses à engager sera détaillé dans le marché global de performance.

D'une manière générale, ne sont pas compris :

- Les honoraires du bureau de contrôle technique, du CSPS, de l'AMO ;
- Le mobilier neuf (tables, bureaux, chaises, etc.), les postes informatiques et autres équipements non précisés dans les fiches techniques détaillées ;
- Les contrats d'abonnement après mise en service ;
- Les études géotechniques G1 et G2;
- Le déménagement de l'établissement et des locataires des logements actuels ;

CONVENTION DE MANDAT POUR LA REALISATION DU COLLEGE DE SAINT AVOLD
ANNEXE 2 : Enveloppe financière prévisionnelle et Plan de financement

Enveloppe financière prévisionelle :	14 900 000,00 €TTC
Montant de l'avance initiale versée à la signature de la convention :	5 000 000,00 €TTC

Contenu détaillé de l'enveloppe financière prévisionnelle :

Postes	Valeur HT	Valeur TTC
FONCIER	**191 206,51 €**	**229 447,82 €**
TERRAIN	0,00 €	0,00 €
FRAIS D'ACQUISITION	0,00 €	0,00 €
TAXES	95 603,26 €	114 723,91 €
CONCESSIONNAIRES	95 603,26 €	114 723,91 €
HONORAIRES	**409 179,44 €**	**491 015,33 €**
ETUDES PREPARATOIRES	58 477,00 €	70 172,40 €
HONORAIRES TECHNIQUES	235 702,44 €	282 842,93 €
AMO	100 000,00 €	120 000,00 €
PRESTATIONS NON TECHNIQUES	15 000,00 €	18 000,00 €
MGP	**10 916 666,67 €**	**13 100 000,00 €**
HONORAIRES CONCEPTION	908 230,94 €	1 089 877,13 €
TRAVAUX D'AMENAGEMENT	677 705,00 €	813 246,00 €
TRAVAUX DE RESTRUCTURATION TCE & TECHNIQUES SPECIALES	0,00 €	0,00 €
TRAVAUX DE CONSTRUCTION TCE & TECHNIQUES SPECIALES	8 882 620,72 €	10 659 144,87 €
PLUS VALUES	0,00 €	0,00 €
EXPLOITATION-MAINTENANCE SUR 5 ANS	448 110,00 €	537 732,00 €
EQUIPEMENTS	**330 611,46 €**	**396 733,75 €**
MOBILIER & INFOMATIQUE	330 611,46 €	396 733,75 €
ASSURANCES	**198 902,59 €**	**238 683,10 €**
DO & TRC	198 902,59 €	238 683,10 €
ALEAS ET REVISION	**0,00 €**	**0,00 €**
ALEAS	0,00 €	0,00 €
REVISIONS	0,00 €	0,00 €
MANDAT	**370 100,00 €**	**444 120,00 €**
MANDAT SPL	370 100,00 €	444 120,00 €
TOTAL TOUTES DEPENSES CONFONDUES (TDC)	**12 416 666,67 €**	**14 900 000,00 €**

Plan de financement prévisionnel (en € TTC) :

Département de la Moselle - Budget d'investissement	12 512 268,00 €
Département de la Moselle - Budget d'exploitation du patrimoire immobilier	537 732,00 €
Subvention Etat DSID (par l'intermédiaire du Département)	1 850 000,00 €
TOTAL	**14 900 000,00 €**

CONVENTION DE MANDAT POUR LA REALISATION DU COLLEGE DE SAINT AVOLD
ANNEXE 3 : Echéancier prévisionnel des dépenses

€TTC

	S2 2022	S1 2023	S2 2023	S1 2024	S2 2024	S1 2025
Phase prévisionelle	Concours	Etudes	Travaux	Travaux	Travaux	Réception
Etudes et Investissements	50 000	100 000	4 118 444	4 118 444	4 118 444	1 372 815
Rémunération SPL	141 460	84 420	51 540	51 540	51 540	33 900
TOTAL TTC	**191 460**	**184 420**	**4 169 984**	**4 169 984**	**4 169 984**	**1 406 715**

	S2 2025	S1 2026	S2 2026	S1 2027	S2 2027	S1 2028
Phase prévisionelle	Maintenance	Maintenance	Maintenance	Maintenance	Maintenance	Maintenance
Etudes et Investissements	53 773	53 773	53 773	53 773	53 773	53 773
Rémunération SPL	25 200	19 320	6 720	6 720	5 880	5 880
TOTAL TTC	**78 973**	**73 093**	**60 493**	**60 493**	**59 653**	**59 653**

	S2 2028	S1 2029	S2 2029	S1 2030	S2 2030	**TOTAL**
Phase prévisionelle	Maintenance	Maintenance	Maintenance	Maintenance		
Etudes et Investissements	53 773	53 773	53 773	53 773		**14 455 880**
Rémunération SPL	-	-	-	-		**444 120**
TOTAL TTC	**53 773**	**53 773**	**53 773**	**53 773**		**14 900 000**

Gestion de la phase maintenance par la SPL durant 2 années puis passation aux équipes du département durant la 3° année

CONVENTION DE MANDAT POUR LA RÉALISATION DU COLLEGE
ANNEXE 4 - MISSIONS DU MANDATAIRE

La présente opération fait l'objet d'un découpage en phases énumérées du **1** au **5** ci-dessous, étant précisé que l'exécution du marché global de performance est elle-même divisée en trois périodes (une période « études », une période « travaux » et une période « exploitation-maintenance »).

Le mandataire fixera avec les services du maitre d'ouvrage les différents délais d'analyse et de réponses mutuels nécessaires phase par phase à la tenue du calendrier global de l'opération.

Concernant les différentes phases d'approbation/accord du maitre d'ouvrage évoquées ci-après et sauf indication contraire, les demandes seront adressées par le mandataire par courrier électronique au maitre d'ouvrage à la Direction du Patrimoine Immobilier qui formulera son retour sous 10 jours ouvrés, l'absence de retour ou de demande de délai supplémentaire valant accord tacite sur la proposition de décision formulée, le cas échéant, par le mandataire.

1 – DE LA NOTIFICATION DE LA CONVENTION DE MANDAT A LA NOTIFICATION DES MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

1.1 Prise de connaissance du dossier – réalisation si nécessaire de diagnostics complémentaires

Le mandataire prend connaissance du dossier d'opération remis par le maitre d'ouvrage.

Il lui appartient d'engager et de suivre les études préalables nécessaires à la constitution du dossier de consultation et à la désignation du groupement titulaire du marché global de performance.

Il assure en particulier la passation des marchés, selon les modes et les procédures propres au maître d'ouvrage, et le suivi des études suivantes :

- sondages de sol, le cas échéant,
- diagnostics géotechnique du sous-sol et de pollution, le cas échéant,
- diagnostic biodiversité, le cas échéant,
- et tout autre diagnostic nécessité par l'objet de l'opération.

Sur la base du dossier d'opération remis par le maître d'ouvrage, il apprécie la nécessité de toute autre étude non inscrite dans la liste ci-dessus et en réfère au maître d'ouvrage.

Il établit les projets de cahier des charges, accompagnés d'une estimation financière pour chaque étude et d'une proposition de procédure d'attribution.

Il lance la consultation pour les marchés correspondants dans les supports appropriés, selon les modes et les procédures réglementaires propres au maître d'ouvrage. Dans ce cadre, il réceptionne les candidatures et les offres, les analyse et s'assure de la conformité des études remises. Il s'assure que les conclusions de celles-ci sont compatibles avec le budget prévisionnel de l'opération. Il reprend ses conclusions techniques et financières dans une note de synthèse qui accompagne la remise de l'ensemble des diagnostics finalisés.

1.2 : Passation des autres marchés d'études

Le mandataire engage les marchés nécessaires à l'opération et notamment ceux relatifs aux missions suivantes :

- Assistant(s) à maîtrise d'ouvrage (AMO)
- études techniques nécessaires au travail de la commission technique ;
- contrôle technique (CT) ;
- coordination sécurité protection santé (CSPS) ;
- coordination système sécurité incendie (CSSI) le cas échéant ;
- ordonnancement et pilotage de chantier (OPC) le cas échéant ;
- études de sécurité publique (ESP) le cas échéant.

Il appartient au mandataire d'anticiper les interventions des différents prestataires et de lancer les marchés correspondants.

A cet effet, il mobilise tout accord-cadre à bons de commande préalablement passé par le mandataire au nom et pour le compte du Département de la Moselle pour des missions analogues.

Le cas échéant, il rédige les marchés et lance les consultations correspondantes dans les supports appropriés, notifie et exécute les marchés, selon les règles applicables au maitre d'ouvrage.

2 – DE LA PREPARATION DE L'AAPC DU MARCHE DE CONCEPTION REALISATION EXPLOITATION A LA NOTIFICATION DU MARCHE GLOBAL DE PERFORMANCE

Le marché global de performance est passé selon une procédure de dialogue compétitif. Il comprend les missions de conception, réalisation, exploitation et maintenance.

En lien avec d'éventuels AMO qu'il recrutera en tant que de besoin pour couvrir tout ou partie de la mission globale, le mandataire assure la constitution du dossier de consultation (DC) des candidats et rédige l'avis d'appel public à concurrence (AAPC) pour le marché global de performance.

Le mandataire soumet à l'accord du maître d'ouvrage, pour validation :

- l'ensemble des diagnostics finalisés,
- le projet de règlement de consultation,
- le DC complet et finalisé.

Il envoie aux publications l'AAPC du marché global de performance dès qu'il est validé par le maître d'ouvrage dans les supports appropriés selon les modes et les procédures propres au maître d'ouvrage.

Le mandataire élabore, en coordination et sous le contrôle du maître de l'ouvrage, la procédure de sélection des candidats à l'attribution du marché global de performance conformément aux procédures prévues par la réglementation des marchés publics et celles exigées par le maître d'ouvrage :

- il réceptionne les candidatures et les ouvre lors de sa propre commission interne des marchés. Il transmet le procès-verbal d'ouverture au maitre d'ouvrage.
- il établit les demandes, réceptionne et vérifie les certificats et pièces mentionnés à l'article R2144 du code de la commande publique.
- le cas échéant, il les fait compléter suivant les conditions posées par les articles R2142 et R2144 du code de la commande publique.
- il établit le rapport d'analyse des candidatures selon les modalités suivantes demandées par le maître d'ouvrage :
  - contexte de l'opération : présentation de l'opération, objectifs du projet, nature et montant prévisionnel des travaux ;
  - déroulement de la procédure avec la publication des avis d'appel publics à la concurrence ;
  - présentation des équipes candidates : recevabilité administrative et références (sur les supports souhaités par le maître d'ouvrage), vérification de l'adéquation au regard du marché des niveaux de capacités professionnelle, technique et financière présentés par les candidats puis préparation de la sélection des candidats admis à présenter une offre au regard des critères mentionnés dans l'AAPC.

  et recueille la validation du rapport auprès du maitre d'ouvrage.
- il organise en associant le maître d'ouvrage (Direction en charge de la commande publique) le jury de sélection ou de 1ère phase et en particulier :
  - il finalise les tâches liées à la procédure
  - il assure la présentation orale de l'opération et des candidatures devant le jury
- il procède à la rémunération des membres du jury dans le respect des dispositions applicables pour le Département
- il assure l'information des candidats non retenus à l'issue de la première phase de sélection de candidature, la rédaction de l'arrêté de sélection des candidats et la demandes des pièces aux candidats admis à remettre une offre ;

- il finalise le DCE comportant notamment le programme de l'opération, qu'il soumet à l'accord préalable du maître d'ouvrage (Direction du Patrimoine immobilier, Direction de l'enseignement, Direction de la Digitalisation et des Systèmes d'Information) ;
- il gère l'ensemble de la consultation dans le respect de l'égalité de traitement des candidats :
  - transmet le DCE complet et validé suivant la procédure en vigueur aux équipes concurrentes ;
  - organise et est présent aux visites du site ;
  - saisit le maitre d'ouvrage en tant que de besoin selon les questions posées par les candidats ;
  - transmet au maître d'ouvrage, à l'issue des réponses aux questions des candidats, le DCE finalisé (y compris réponses aux questions et modificatifs ou rectificatifs engendrés par celles-ci) ;
- Il se charge de l'ouverture des plis, établit et finalise le tableau d'ouverture des offres et le transmet au maitre d'ouvrage (Direction en charge de la commande publique et direction du patrimoine immobilier).
- il conduit les phases de dialogue ou de négociation avec les candidats retenus ;
- il réunit la commission technique et s'assure de la présence des « experts » ;
- il réalise la synthèse des travaux de la commission technique et rédige le rapport d'analyse des offres selon les modalités définies par le maître d'ouvrage, à savoir :
  - rappel de l'opération : site, bâti, programme, objectifs, procédures, indemnités et règlement de consultation,
  - présentation de chaque projet à partir des documents remis par les candidats,
  - analyse détaillée de chacun des projets et notamment l'analyse architecturale, urbanistique, fonctionnelle, technique, réglementaire, environnemental, phasage des travaux, économique, en accord avec les critères énoncés dans l'AAPC et/ou le règlement de consultation.

Et recueille la validation du rapport suivant la procédure en vigueur au Département.

- il organise en associant le maître d'ouvrage (direction en charge de la commande publique) la réunion du jury de 2ème phase (PV d'examen des prestations et d'audition des candidats et avis motivé) :
- il finalise les tâches liées à la procédure ;
- il assure une présentation orale de qualité de l'ensemble des travaux de la commission technique à l'attention du jury ;
- il organise en associant le maître d'ouvrage (direction en charge de la commande publique) dans la rédaction du procès-verbal de délibération du jury et le communique au maitre d'ouvrage afin que celui-ci l'officialise et le transmette à sa direction en charge de la commande publique;
- il prépare les éventuelles demandes de précisions sur les offres
- il rédige le rapport d'analyse des offres reprenant le procès-verbal du jury et demande l'inscription en CAO ;
- il assure une présentation orale du rapport d'analyse des offres auprès des membres de la CAO qui ont compétence pour attribuer le marché global de performance ;
- le cas échéant, il réalise la mise au point du marché ;
- il assure l'information des candidats non retenus ;
- il procède à la rémunération des membres du jury dans le respect des dispositions applicables pour le Département ;
- il procède au versement des primes aux candidats suivant la décision du jury ;
- il rédige le rapport destiné au contrôle de légalité puis notifie le marché et publie l'avis d'attribution.

3 – DE LA NOTIFICATION DU MARCHE GLOBAL DE PERFORMANCE A LA RECEPTION DES TRAVAUX

3.1 : Suivi des études réalisées par le titulaire du marché global de performance

En application du CCP, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du maître d'ouvrage sur le dossier d'avant-projet détaillé.

Le mandataire s'assure de la transmission des dossiers APD et PRO à l'ensemble des personnes concernées et amenées à émettre un avis. Il adresse au maître d'ouvrage, dès réception, un exemplaire des dossiers.

Le mandataire effectue une analyse exhaustive et détaillée, sur l'ensemble des aspects fonctionnels, techniques et financiers des dossiers. Il contrôle notamment l'adéquation du projet, aux différents stades, avec le contenu du programme et son enveloppe financière.

Il remet au maître d'ouvrage ses propositions motivées et la synthèse des différents avis émis sur les documents par le coordonnateur sécurité protection santé, le contrôleur technique, le coordonnateur système de sécurité incendie, les services d'incendie et de secours, les utilisateurs de l'ouvrage.

Le maître d'ouvrage fait connaître ses observations au mandataire.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire communique au groupement titulaire du marché global de performance la validation ou le refus du dossier, avec toutes les remarques justifiant la décision.

3.2 : Permis de construire et autorisations administratives

Une fois l'APS validé ou au cours de la phase APD, selon les spécificités de l'opération et en concertation avec le maître d'ouvrage, le mandataire fait préparer le permis de construire et toutes autres autorisations administratives.

Il compulse, en concertation avec le groupement titulaire du marché global de performance, les dossiers de demande de permis de construire et éventuellement de permis de démolir puis transmet à la signature du maître d'ouvrage ces demandes.

Il dépose ces dossiers auprès des services instructeurs et assure le suivi de leur instruction. Il organise, à cet effet, toutes les réunions nécessaires à l'obtention de ces permis.

Il transmet les arrêtés au groupement titulaire du marché global de performance et s'assure de leur prise en compte au cours de la phase projet de maîtrise d'œuvre.

Il établit toutes autres demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. Il prend également en charge dans le montant de l'opération tous les frais liés au permis (le cas échéant, les recherches archéologiques, la participation au branchement à l'assainissement…).

3.3 : Réception des études

Après accord du maître d'ouvrage, la réception des études est prononcée par le mandataire.

Le mandataire reçoit la proposition de réception du titulaire du marché global de performance qu'il transmet immédiatement au maître d'ouvrage avec son avis motivé. A l'appui de l'accord du maître d'ouvrage, le mandataire prononce ou non la réception. Il notifie sa décision au groupement attributaire du marché global de performance dans un délai de 2 mois à compter de la date de remise des études.

La remise des études au maitre d'ouvrage intervient à la date d'effet de la réception mentionnée dans la décision de réception.

Le mandataire se charge également de constater que le groupement titulaire du marché global de performance a obtenu le permis de construire et/ou les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage et prépare l'ordre de service spécifique prescrivant le démarrage de la période « travaux ».

Le cas échéant, le mandataire assiste le maître d'ouvrage pour mettre un terme, de manière anticipée, au marché global de performance : rédaction de la décision d'arrêter l'exécution des prestations.

3.4 : Suivi de chantier

Le mandataire exerce toutes les charges de la maîtrise d'ouvrage pour le suivi de chantier.

En cas de chantier sur site occupé, il s'assure avant la préparation du chantier que les modalités de celui-ci conviennent bien au maitre d'ouvrage et utilisateurs des locaux.

Il participe à toutes les réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage.

Il s'assure de la bonne marche du chantier et de la bonne exécution des marchés par l'ensemble des prestataires intervenant sur le chantier.

Le mandataire est le garant d'un suivi rigoureux du montant des travaux et assure la maîtrise des dérives liées aux travaux modificatifs dans le respect de l'enveloppe de l'opération. Il tient à jour la liste complète des travaux modificatifs.

En cas de difficulté sur le chantier et notamment de défaillance d'une entreprise, il rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

Doit être soumise pour approbation préalable du maître d'ouvrage toute décision ayant pour effet de porter une modification sur le montant ou le calendrier des travaux, et notamment les documents suivants :

- demandes d'avenants aux marchés et réclamations / décision de poursuite des travaux au-delà de la masse initiale / proposition de travaux modificatifs ;
- prolongation de délai ;
- affermissement d'une tranche.

4 - DE LA RECEPTION DE L'OUVRAGE A LA LEVEE DES RESERVES ET MISE DISPOSITION DES OUVRAGES – FIN DU PARFAIT ACHEVEMENT

4.1 Réception de l'ouvrage

Après accord du maître d'ouvrage, la réception de l'ouvrage est prononcée par le mandataire selon les modalités décrites dans le marché global de performance.

Le mandataire assiste aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

L'éventuel AMO qui aura été recruté, ou à défaut le mandataire, devra à cette phase réaliser les missions suivantes :

- participer aux opérations préalables à la réception des équipements techniques, VRD et infrastructures,
- vérifier les PV de réception établis par le groupement global de performance,
- vérifier la levée des réserves techniques.
- formuler un avis sur les dossiers des ouvrages exécutés (DOE) remis par le groupement en fin de chantier.

Après les opérations préalables à la réception, le mandataire organise avec l'aide de l'AMO une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participent le maître d'ouvrage, le mandataire, le groupement titulaire du marché global de performance, le contrôleur technique, le coordonnateur de sécurité et de santé. Cette visite donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu établi par l'AMO qui reprend les observations présentées par le maître d'ouvrage et/ou le mandataire, et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.

Le mandataire reçoit la proposition de réception du groupement titulaire du marché global de performance qu'il transmet immédiatement au maître d'ouvrage avec son avis motivé. A l'appui de l'accord du maître d'ouvrage, le mandataire prononce ou non la réception, éventuellement assortie de réserves. Il notifie sa décision au groupement titulaire du marché global de performance dans les trente jours suivant la date du procès-verbal des opérations préalables de réception.

La remise de l'ouvrage au maitre d'ouvrage intervient à la date d'effet de la réception mentionnée dans la décision de réception. Elle transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant au maître d'ouvrage.

Le mandataire suit les levées de réserves éventuelles et fait respecter les délais d'exécution précisés dans la décision de réception. La levée de réserves fait l'objet d'un procès-verbal notifié au groupement titulaire du marché global de performance et au maître d'ouvrage.

4.2 : Prestations de déménagement et fourniture du premier équipement du collège

Le mandataire organise et coordonne la passation et le suivi des marchés de mobilier et de déménagement au regard du phasage de l'opération.

Le mandataire planifie la procédure de consultation des entreprises, selon le mode de passation et les procédures propres au maître d'ouvrage.

Il organise en lien avec les utilisateurs les interventions sur site, met en place toute action visant le bon déroulement de ces marchés (réunion sur site avec les prestataires, réunion d'information avec les utilisateurs, inventaire, état des lieux..) et effectue un contrôle qualité.

Il veille au respect des délais contractuels et à la bonne coordination des intervenants en fonction des impératifs liés au calendrier scolaire, tels que les périodes d'examen ou de fermeture d'établissement.

En cas de difficulté, il rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

Il assure la réception des opérations.

4.3 : Garantie de parfait achèvement

Le mandataire est responsable du suivi des obligations dues au titre de la garantie de parfait achèvement. Cette garantie de parfait achèvement aura une durée d'un an reconductible à compter de la date de réception des travaux.

Il propose au maître d'ouvrage une méthodologie de suivi du parfait achèvement de l'ouvrage. En particulier, il s'assure de la tenue d'un cahier mentionnant tous les désordres et dysfonctionnements avec l'émargement du groupement titulaire du marché global de performance après réparation.

Il propose l'organisation d'une visite de parfait achèvement avant la fin du délai de garantie.

Il veille à ne pas restituer la retenue de garantie tant que les obligations de l'entrepreneur, au titre des levées de réserves et au titre du parfait achèvement, ne sont pas exécutées.

Il apprécie la nécessité de prolongation du délai de parfait achèvement et soumet sa proposition de levée de réserves pour validation au maître d'ouvrage.

Durant cette phase, les contacts, relations et demandes faites avec le collège seront gérés par le mandataire qui associera le maitre d'ouvrage en tant que de besoin.

4.4 Suivi exploitation-maintenance

La phase d'exploitation du marché global de performance s'étale pendant une durée définie en annexe 2 et calculée à compter de la réception des travaux.

Suivi technique de la phase d'exploitation :

Pendant les 2 premières années de cette phase, le suivi technique est réalisé par le mandataire en associant le maitre d'ouvrage aux restitutions trimestrielles.

Pendant cette phase, le mandataire, assurant le suivi technique, tient informé le maitre d'ouvrage de toutes difficultés qu'il rencontre avec le titulaire du marché global de performance notamment quant au respect de ses objectifs en matière de consommation d'énergie fixés dans son marché afin d'envisager l'application éventuelle de mesures coercitives.

Durant la 3° année, le mandataire assiste le maitre d'ouvrage de manière à permettre un bon transfert de compétences de l'exploitation du bâtiment et à en assurer la reprise.

Suivi administratif de la phase d'exploitation :

Lorsqu'intervient le changement du titulaire principal du marché global de performance prévu en début de la phase d'exploitation (l'entreprise chargée de l'exploitation devenant alors le titulaire principal) ou à défaut à la fin de la 3° année au plus tard, le marché sera transféré au maitre d'ouvrage qui en assurera la gestion administrative et financière.

Entre ce changement du suivi administratif et la fin de la 3° année, le mandataire agira alors en tant qu'assistant à maitre d'ouvrage, et certifiera les services faits liés à chaque état d'accompte.

Pour les autres marchés, le mandataire continue à assurer le suivi administratif et financier des marchés jusqu'à la notification des décomptes généraux de chacun des marchés.

Durant cette phase, les contacts, relations et demandes faites avec le collège seront gérés exclusivement par le mandataire.

Après la 3° année, le marché global de performance est transféré au maitre d'ouvrage qui assure la poursuite du suivi technique et administratif de l'exploitation du bâtiment réalisée dans le cadre du marché global de performance.

5 - ETABLISSEMENT DU BFM ET DU QUITUS

Cette phase est réalisée dans les conditions définies à l'article 10 de la présente convention.

6 – MISSIONS TRANSVERSALES

6.1 – Assurance construction

- présentation au maître d'ouvrage des polices d'assurance construction pour le choix du dispositif destiné à couvrir l'opération,
- proposition au maître d'ouvrage de la procédure et du calendrier de consultation,
- éventuellement proposition du choix d'un conseil en assurances,
    - information des candidats non retenus,
    - signature, après approbation du choix par le maître d'ouvrage, et gestion du marché correspondant,
    - publication de l'avis d'attribution,
- établissement, avec l'assistance éventuelle du maitre d'ouvrage ou du conseil en assurance recruté, du dossier de consultation des assureurs,
- après accord du maître d'ouvrage, lancement de la consultation,
- assistance au maître d'ouvrage pour le choix de l' (des) assureur(s),
- signature après approbation du choix par le maître d'ouvrage du (des) marché(s) d'assurance construction,
- paiement des primes,
- établissement et remise au maître d'ouvrage du dossier complet regroupant tous documents contractuels, techniques, administratifs relatifs au marché,
- éventuellement, gestion des sinistres,
- éventuellement, résiliation du marché à la demande du maître d'ouvrage.

6.2 Gestion financière et comptable de l'opération

Et notamment :
- établissement et actualisation périodique du bilan financier prévisionnel détaillé de l'opération en conformité avec l'enveloppe financière prévisionnelle et le plan de financement prévisionnel fixés par le maître d'ouvrage et annexés à la convention,
- actualisation périodique de l'échéancier et du plan de trésorerie de l'opération,
- suivi et mise à jour des documents précédents et information du maître d'ouvrage,
- transmission au maître d'ouvrage pour accord en cas de modification par rapport aux documents annexés au marché,
- assistance au maître d'ouvrage pour la conclusion des contrats de financement (prêts, subventions) et établissement des dossiers nécessaires,
- établissement des dossiers de demande périodique d'avances ou de remboursement, comportant toutes les pièces justificatives nécessaires, et transmission au maître d'ouvrage,
- établissement du dossier de clôture de l'opération et transmission pour approbation au maître d'ouvrage.

6.3 Gestion administrative

Et notamment :
- occupation temporaire du domaine public,
- commission de sécurité,
- relation avec concessionnaires, autorisations,
- proposition de rédaction des projets de délibérations nécessaires,
- établissement des dossiers nécessaires à l'exercice du contrôle de légalité et transmission,
- mise à disposition de tous les éléments de l'opération nécessaires,
- suivi des procédures correspondantes et informations du maître d'ouvrage,

- d'une manière générale, toutes démarches administratives nécessaires au bon déroulement de l'opération.

6.4 Communication

Le mandataire préparera un plan de communication qui sera soumis à l'approbation du maitre d'ouvrage et il en assurera la mise en œuvre.

En particulier il organisera, en lien avec le maitre d'ouvrage, à l'organisation d'une cérémonie de la première pierre et d'une cérémonie d'inauguration.

CONVENTION DE MANDAT POUR LA REALISATION DU COLLEGE DE SAINT AVOLD
ANNEXE 5 : Rémunération du mandataire

	Prix du jour étude homme (HT)
Conducteur d'opération	700 €
Directeur de projet	950 €

Volumes prévisionnels de temps passés phase par phase :

			Nb jours estimés	
Phase	Description de la phase	Sous phase	COP	Dir
Phase 1	De la notification du contrat de mandat à la validation du dossier de consultation des entreprises	Remise au MO de la note de synthèse des diagnostics finalisés	5	2
		Notification du marché d'Assistant technique à maitrise d'ouvrage	5	1
		Publication de l'AAC du marché global de performance	5	1
		Validation du rapport d'analyse du jury 1	15	5
		Validation du dossier de consultation des entreprises	15	5
		Sous-total	**45**	**14**
Phase 2	De la validation du dossier de consultation des entreprises à la notification du marché global de performances	Démarrage des phases de dialogue	20	5
		Validation du rapport d'analyse du jury 2	20	5
		Attribution du marché global de performance par la Commission d'appel d'offres	5	2
		Mise au point du marché global de performance	15	5
		Notification du marché global de performance	12	4
		Sous-total	**72**	**21**
Phase 3	Exécution du marché global de performance	Exécution du marché global de performance - trimestriellement au prorata temporis de la durée des études et des travaux, définie par le planning contractuel annexé au marché	180	3
		Sous-total	**180**	**3**
Phase 4	De la réception des travaux à la levée des réserves	Réception	24	
		Levée de réserves / Mise à disposition des ouvrages	15	1
		Sous-total	**39**	**1**
Phase 5	De la levée des réserves au quitus	Etablissement du BFM	5	
		Quitus	2	
		Sous-total	**7**	**0**
Phase 6	Exploitation	1 an après la réception	46	
		2 ans après la réception	16	
		3 ans après la réception	14	
		Sous-total	**76**	**0**
PROVISION INITIALE POUR ALEAS			50	5
TOTAL			**469**	**44**

Soit un total prévisionnel de :

370 100 € HT
444 120 € TTC

Les montants facturés selon le rythme prévu ci-dessus seront comparés aux temps réellement passés à l'issue de chaque phase et pourront donner lieu à ajustement à la hausse comme à la baisse, sans modifier l'enveloppe globale de rémunération, ni son rythme de perception.

Si l'enveloppe budgétaire globale est insuffisante, notamment si le maître d'ouvrage confie au mandataire des prestations supplémentaires rattachées à l'objet de l'opération, un avenant sera conclu pour intégrer ces prestations, qui ne pourront être substantielles.

CONVENTION DE MANDAT POUR LA RÉALISATION DU COLLEGE DE SAINT AVOLD

ANNEXE 6 - Commission d'appel d'offres - Jury de concours

La Commission d'appel d'offres applicables pour les marchés dépassant les seuils inscrit à l'article 9.1 sera celle du Département.

Le Jury mis spécifiquement en place pour suivre le marché global de performance est composé de la manière suivante :

Membres à voix délibérative :

- Monsieur le Président du Département de la Moselle, Président du Jury, ou son représentant,
- Monsieur Jean-Luc SACCANI, Vice-Président délégué aux Mobilités, aux Infrastructures et aux Constructions, ou son représentant,
- Madame Anne STEMART, Vice-Présidente déléguée à l'Education et aux collèges, ou son représentant,
- Madame Flora PILI, Conseillère Départementale du canton de SAINT-AVOLD ou son représentant,
- Monsieur Emmanuel SCHULER, Conseiller Départemental du canton de SAINT-AVOLD ou son représentant,
- Monsieur René STEINER, Maire de SAINT-AVOLD ou son représentant,
- Madame Frédérique AUCLAIR, architecte CAUE MOSELLE, en sa qualité de personnalité qualifiée,
- Monsieur Julien BORDERON, ingénieur CEREMA, laboratoire de Strasbourg, en sa qualité de personnalité qualifiée,
- Madame Sylvie FEUGA, directrice ENVIROBAT Grand Est, en sa qualité de personnalité qualifié.

Membres à voix consultative est la suivante :

- Monsieur Marc HOUVER, Directeur Général des Services, ou son représentant,
- Madame Pascale CANCIANI, Directrice de l'Education et de l'Enseignement Supérieur, ou son représentant,
- Madame Anne-Marie HERBOURG, Directrice du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires, ou son représentant,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations, ou son représentant,
- Monsieur le Payeur Départemental, ou son représentant.

En application de l'article R. 2171-18 du Code de la commande publique, le jury sera tout à la fois compétent pour donner son avis quant aux candidatures et quant aux offres.

S'agissant des offres, le jury se prononcera sur des prestations qui auront été réalisées par les candidats et qui consisteront au moins en un avant-projet sommaire s'agissant d'un ouvrage de bâtiment et en un avant-projet accompagné des performances techniques de l'ouvrage. L'article R. 2171-18 du Code de la commande publique précise que le jury se prononcera également au vu des auditions.

CONVENTION DE MANDAT POUR LA RÉALISATION DU COLLEGE DE STIRING WENDEL

Entre les soussignés
- Le Département de la Moselle, Maître de l'ouvrage représenté par M. Patrick WEITEN, Président du Département de la Moselle habilité par la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 12 septembre 2022 d'une part,
- La SPL Moselle Construction Durable Mandataire, représenté par M. Etienne HILT, directeur général agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le conseil d'administration de la SPL d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. OBJET

Le maître d'ouvrage a décidé en 2021 la réalisation d'un programme pluriannuel d'investissement pour la reconstruction de 10 collèges sur la période 2021-2030 pour une enveloppe totale de 162 M €, nommé PPI Collèges.

Dans le cadre de ce PPI Collèges et de sa compétence, le Département de la Moselle souhaite confier à la SPL Moselle Construction Durable, la poursuite des opérations pour la construction et restructuration à neuf du collège Nicolas Untersteller de Stiring Wendel.

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions des articles L.2422-5, L.2422-6, L.2422-8 et L.2422-10 du code de la commande publique, de confier au mandataire, qui l'accepte, le soin de réaliser cette opération au nom et pour le compte du maître de l'ouvrage dans les conditions fixées ci-après.

Celle-ci sera menée en marché public global de performance tel que défini par l'article L.2171-3 du code de la commande publique.

ARTICLE 2. PROGRAMME ET ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE

Le programme de l'opération est défini par l'annexe 1 à la présente convention, toutes dépenses confondues hors coût de la partie exploitation-maintenance de l'opération qui sera prise en charge directement par le Département (cf. Cette enveloppe est réputée comprendre tous frais (toutes études et tous travaux, honoraires y compris ceux du mandataire, assurances, toutes dépenses nécessaires à la réalisation de l'opération).

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération et son contenu détaillé sont définis par l'annexe 2 à la présente convention.

Le mandataire veillera au respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle ainsi définis. Il n'est tenu envers le Maitre d'ouvrage que de la bonne exécution des attributions dont il a été chargé par celui-ci ; il a une obligation de moyens mais non de résultats. Notamment, le mandataire ne peut être tenu personnellement responsable du non-respect du programme ou de l'enveloppe financière prévisionnelle, éventuellement modifié comme prévu ci-après, sauf s'il peut être prouvé à son encontre une faute personnelle et caractérisée cause de ces dérapages, ceux-ci ne pouvant à eux seuls être considérés comme une faute du mandataire.

Dans le cas où, au cours de la mission, le maître d'ouvrage estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle, un avenant à la présente convention devra être conclu avant que le mandataire puisse mettre en œuvre ces modifications.

Le coût définitif est arrêté à la notification du marché public global de performance.

L'enveloppe financière prévisionnelle allouées à la partie exploitation – maintenance de l'opération est également définie par l'annexe 2. Cette enveloppe est réputée comprendre l'ensemble des dépenses liées au coût de l'exploitation-maintenance fixé au marché global de performance, pour la durée définie en annexe 2 et calculée à compter de la réception des travaux. La SPL a mandat pour porter, au nom du maitre d'ouvrage, un MGP couvrant à la fois la partie travaux et la partie maintenance, mais au moment du changement du titulaire principal du marché lors du passage à la phase de maintenance, le MGP sera transféré au département pour son exécution financière sur ses crédits de fonctionnement, la SPL n'intervenant alors plus qu'en assistance technique au maitre d'ouvrage selon les modalités inscrites en annexe 4.

À tout moment de l'exécution du contrat et en cas d'évolution imprévisible du contexte économique à même de générer un dépassement de l'enveloppe financière au terme de l'opération (augmentation de l'inflation, envolée du cours de certains matériaux, etc…), le mandataire le signale au maitre d'ouvrage dans les meilleurs délais et lui propose si cela est possible des ajustements pouvant être faits au programme et à même de résorber un tel dépassement.

La modification du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle pourra être proposée au maitre d'ouvrage notamment aux stades suivants :

- Signature du marché global de performance après la consultation/négociation

Le maitre d'ouvrage pourra alors ajuster le programme et/ou l'enveloppe financière dans les conditions évoquées ci-dessus. En cas d'absence d'ajustement du programme et/ou de l'enveloppe financière par le maitre d'ouvrage au signalement effectué par le mandataire, celui-ci poursuit la mise en œuvre de l'opération dans les conditions prévues, tant que l'enveloppe financière disponible le permet, sauf contre ordre spécifique formulé par le maitre d'ouvrage.

ARTICLE 3. MODE DE FINANCEMENT – ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DES DÉPENSES ET DES RECETTES

Le maître de l'ouvrage s'engage à assurer le financement de l'opération selon le plan de financement prévisionnel figurant en annexe 2 et l'échéancier prévisionnel des dépenses défini en annexe 3 à la présente convention.

L'échéancier prévisionnel des dépenses et des recettes fait l'objet d'une mise à jour périodique dans les conditions définies à l'article 8. Il fera également apparaître les prévisions de besoins de trésorerie de l'opération selon l'avancement effectif.

ARTICLE 4. PERSONNE HABILITÉE À ENGAGER LE MANDATAIRE

Pour l'exécution des missions confiées au mandataire, celui-ci sera représenté par le directeur général de la SPL Moselle Construction Durable, qui sera seul habilité à engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention.

Dans tous les actes et contrats passés par le mandataire, celui-ci devra systématiquement indiquer qu'il agit au nom et pour le compte du maître d'ouvrage.

ARTICLE 5. CONTENU DE LA MISSION DU MANDATAIRE

La mission du mandataire porte sur les éléments suivants :

1. Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé,
2. Préparation, passation et notification d'un marché global de performance,
3. Préparation du choix du contrôleur technique et autres prestataires d'étude ou d'assistance au maître d'ouvrage, - signature et gestion des marchés de contrôle technique d'étude ou d'assistance au maître d'ouvrage, - versement de la rémunération du contrôleur technique et autres prestataires d'études ou d'assistance au maître d'ouvrage,
4. Préparation du choix puis signature et gestion des contrats d'assurance construction le cas échéant,
5. Exécution de la phase travaux du marché global de performance - versement des rémunérations associées, puis réception des travaux
6. Gestion financière et comptable de l'opération,
7. Gestion administrative,
8. Actions en justice, et d'une manière générale tous actes nécessaires à l'exercice de ces missions telles que précisées par l'annexe 4 ci-jointe,
9. Signature et gestion des marchés de maintenance le cas échéant.

ARTICLE 6. PASSATION DES AUTRES MARCHES LIES A L'OPERATION

Le mandataire engage les marchés nécessaires à l'opération et notamment ceux relatifs aux missions suivantes :

- AMO d'exécution ;
- Etudes techniques nécessaire au travail de la commission technique ;
- Contrôle technique (CT) ;
- Coordination sécurité protection santé (CSPS) ;
- Coordination système sécurité incendie (CSSI) le cas échéant ;
- Ordonnancement et pilotage de chantier (OPC) le cas échéant ;
- Etudes de sécurités publique (ESP) le cas échéant ;
- Les marchés d'assurance tout risque chantier (TRC) et dommage ouvrage (DO) le cas échéant.

Dans le cadre de la passation du marché global de performance visé à l'article 5 et des autres marchés d'un montant supérieur à 215 000€, le mandataire s'appuiera sur l'organisation mise en place en place par le maitre d'ouvrage pour la rédaction et le suivi des clauses sociales qui seront directement prise en charge par le maitre d'ouvrage.

ARTICLE 7. FINANCEMENT PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

7.1. Avances versées par le maître d'ouvrage.

Le Mandant versera au Mandataire les avances nécessaires à sa rémunération propre et au paiement, par ce dernier, des dépenses liées à l'opération qu'il aura engagées auprès des tiers prestataires dans les conditions suivantes :

- Une avance initiale telle que précisée en annexe 2, dans le mois suivant la signature de la convention ;
- L'avance ainsi consentie sera complétée périodiquement à l'occasion de chaque mise à jour de l'échéancier prévisionnel des dépenses et recettes prévue à l'article 8.2 de telle sorte que l'avance corresponde aux besoins de trésorerie du mandataire durant la période à venir jusqu'à la mise à jour suivante de l'échéancier et des prévisions de besoins en trésorerie. Cet échéancier fera en particulier apparaitre :
    1. Le montant des dépenses supportées par le Mandataire depuis le début de la convention (rémunération propre et financement de l'opération), accompagné des copies des factures justificatives et décomptes des temps passés ;
    2. Le montant cumulé des versements effectués par le Département de la Moselle ;
    3. Le montant de l'avance nécessaire pour couvrir les dépenses prévisionnelles sur la période en cours et la période suivante ;
    4. Le montant du versement demandé par le Mandataire qui correspond à la somme des postes 1 et 3 diminué du poste 2. Versement attendu au plus tard 15 jours avant le début de la période suivante.

Dans le mois suivant la signature de la présente convention, le maître d'ouvrage versera au mandataire une avance définie en annexe 2.

7.2. Remboursement (le cas échéant)

Dans le cas où des dépenses plus importantes que prévues ne peuvent être couvertes par les avances réalisées, le mandataire peut si sa trésorerie le permet avancer lui-même certaines dépenses et se faire rembourser ensuite par le maitre d'ouvrage.
Le mandataire sera remboursé des dépenses qu'il aura engagées au titre de sa mission selon les modalités suivantes : à l'occasion de chaque mise à jour de l'échéancier prévisionnel des dépenses et recettes, prévue à l'article 8, le mandataire fournira au maître d'ouvrage une demande de remboursement comportant le récapitulatif des dépenses supportées par le mandataire depuis la précédente demande. Cette demande de remboursement devra être accompagnée des pièces justificatives mentionnées à l'article 8.

7.3. Décompte périodique

A l'occasion de chaque mise à jour de l'échéancier prévisionnel des dépenses et recettes prévue à l'article 8.2, le mandataire fournira au maître d'ouvrage un décompte faisant apparaître :
a) le montant cumulé des dépenses supportées par le mandataire,
b) le montant cumulé des versements effectués par le maître de l'ouvrage,
c) le montant de l'avance nécessaire pour couvrir la période à venir,
d) le montant de l'acompte de rémunération sollicité par le mandataire pour sa mission dans les conditions fixées aux articles 12 et 13, diminué des éventuelles pénalités appliquées au mandataire selon l'article 12,

e) le montant du versement demandé par le mandataire qui correspond à la somme des postes "a", "c", "d" ci-dessus diminuée du poste "b". Le maître d'ouvrage procédera au mandatement du montant visé au "e" dans les 30 jours suivant la réception de la demande. En cas de désaccord entre le maître d'ouvrage et le mandataire sur le montant des sommes dues, le maître d'ouvrage mandate, dans le délai ci-dessus, les sommes qu'il a admises. Le complément éventuel est mandaté après règlement du désaccord.
En fin de mandat, le mandatement du solde de l'opération interviendra au plus tard dans les deux mois suivant le quitus donné par le maître d'ouvrage au mandataire dans les conditions fixées à l'article 10.

ARTICLE 8. CONTRÔLE FINANCIER ET COMPTABLE

8.1. Le maître d'ouvrage et ses agents pourront demander à tout moment au mandataire la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

8.2. Pendant toute la durée de la convention, avant le 15 du premier mois de chaque trimestre civil, le mandataire transmettra au maître d'ouvrage :
a) un compte rendu de l'avancement de l'opération comportant :
- un bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération,
- un calendrier prévisionnel actualisé du déroulement de l'opération,
- un échéancier prévisionnel actualisé des recettes et dépenses restant à intervenir et les besoins en trésorerie correspondant, selon le détail précisé à l'article 7.1,
- une note de conjoncture indiquant l'état d'avancement de l'opération, les évènements marquants intervenus ou à prévoir ainsi que des propositions pour les éventuelles décisions à prendre par le maître d'ouvrage pour permettre la poursuite de l'opération dans de bonnes conditions.

De plus, avant le 15 juillet de chaque année, le mandataire précisera en plus le besoin financier des versements prévus l'année suivante selon les modalités de calcul précisées à l'article 7.1. (Soit le cumul des dépenses prévisionnelles des trimestres 2,3 et 4 de l'année n+1 et du 1er trimestre de l'année n+2)

Le maître d'ouvrage doit faire connaître son accord ou ses observations dans le délai d'un mois après réception du compte rendu ainsi défini. A défaut, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les éléments du dossier remis par le mandataire.

Toutefois, si l'une des constatations ou des propositions du mandataire conduit à remettre en cause le programme, l'enveloppe financière prévisionnelle ou le plan de financement annexés à la présente convention, le mandataire ne peut se prévaloir d'un accord tacite du maître d'ouvrage et doit donc obtenir l'accord exprès de celui-ci et la passation d'un avenant.

b) le décompte visé au 7.3.
En outre, avant le 15 janvier de chaque année civile, le mandataire transmettra au maître d'ouvrage un certificat attestant la réalisation des opérations effectuées au cours de l'année précédente, accompagné de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

8.3. En fin de mission conformément à l'article 10, le mandataire établira et remettra au maître d'ouvrage un bilan général de l'opération qui comportera le détail de toutes les dépenses et recettes réalisées accompagné de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

Le bilan général deviendra définitif après accord du maître d'ouvrage et donnera lieu, si nécessaire, à régularisation du solde des comptes entre les parties dans le délai fixé à l'article 7.3.

ARTICLE 9. CONTRÔLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires. Le mandataire devra donc laisser libre accès au maître d'ouvrage et à ses agents à tous les dossiers concernant l'opération ainsi qu'aux chantiers. Toutefois, le maître d'ouvrage ne pourra faire ses observations qu'au mandataire et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celui-ci.

9.1. Règles de passation des contrats.

Pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu d'appliquer les règles applicables au maître d'ouvrage, figurant dans le code de la commande publique.

Pour l'application du code de la commande publique, le mandataire est chargé, dans la limite de sa mission, d'assurer les obligations que le code de la commande publique attribue au représentant légal du maître d'ouvrage.

Le choix des titulaires des contrats de prestations intellectuelles supérieurs à 215 000 € et de travaux supérieurs à 5 382 000 € à passer par le mandataire doit être approuvé par le maître d'ouvrage. Cette approbation devra faire l'objet d'une décision écrite du maître d'ouvrage (et plus précisément de sa commission d'appel d'offre) dans le délai de 3 semaines suivant la proposition motivée du mandataire.

Hormis la commission d'appel d'offre du maitre d'ouvrage sollicitée dans les cas prévus ci-dessus, les bureaux, commissions et jurys du maître d'ouvrage prévus par le code de la commande publique seront convoqués en tant que de besoin par le mandataire qui assurera le secrétariat des séances, l'établissement des procès-verbaux et assurera au nom du maitre d'ouvrage la rémunération des experts extérieurs mobilisés le cas échéant. Le mandataire devra prévoir un délai minimum de convocation de 5 jours francs. Les compositions des bureaux, commission et jury sont fixées en annexe 6 de la présente convention.

9.2. Procédure de contrôle administratif.

La passation des contrats conclus par le mandataire au nom et pour le compte du maître d'ouvrage reste soumise aux procédures de contrôle qui s'imposent au maître d'ouvrage.

Le mandataire sera tenu de préparer et transmettre à l'autorité compétente les dossiers nécessaires à l'exercice de ce contrôle.

Il en informera le maître d'ouvrage et l'assistera dans les relations avec les autorités de contrôle. Il ne pourra notifier les contrats qu'après mise en œuvre complète de ces procédures et obtention des approbations ou accords préalables éventuellement nécessaires.

9.3. Approbation des avant-projets.

En application de l'article L.2422-7 du code de la commande publique, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du maître d'ouvrage sur les dossiers d'avant-projets.

À cet effet, les dossiers correspondants seront adressés au maître d'ouvrage par le mandataire, accompagnés des propositions motivées de ce dernier.

Le maître d'ouvrage devra notifier sa décision au mandataire ou faire ses observations dans le délai de 21 jours suivant la réception des dossiers. À défaut, son accord sera réputé obtenu.

9.4. Accord sur la réception des ouvrages.

En application de l'article L.2422-7 du code de la commande publique, le mandataire est tenu d'obtenir l'accord préalable du maître d'ouvrage avant de prendre la décision de réception de l'ouvrage. En conséquence, les réceptions d'ouvrages seront organisées par le mandataire selon les modalités suivantes.
Avant les opérations préalables à la réception prévue à l'article 41.2 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux, le mandataire organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront le maître d'ouvrage, le mandataire et le maître d'œuvre chargé du suivi du chantier. Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu qui reprendra les observations présentées par le maître d'ouvrage et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.

Le mandataire s'assurera ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations préalables à la réception.

Le mandataire transmettra ses propositions au maître d'ouvrage en ce qui concerne la décision de réception. Le maître d'ouvrage fera connaître sa décision au mandataire dans les vingt jours suivant la réception des propositions du mandataire. Le défaut de décision du maître d'ouvrage dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions du mandataire.

Le mandataire établira ensuite la décision de réception (ou de refus) et la notifiera à l'entreprise. Copie en sera notifiée au maître d'ouvrage.

La réception emporte transfert au maître d'ouvrage de la garde des ouvrages.

ARTICLE 10. ACHÈVEMENT DE LA MISSION – ETUDES ET TRAVAUX

La mission du mandataire prend fin par le quitus délivré par le maître d'ouvrage ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées à l'article 13.

Le quitus est délivré à la demande du mandataire après exécution complète de ses missions et notamment :
- réception des ouvrages et levée des réserves de réception,
- mise à disposition des ouvrages,

- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie,
- remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages,
- établissement du bilan général et définitif de l'opération et acceptation par le maître d'ouvrage,
- le pilotage technique des 3 premières années de maintenance selon l'annexe 4.

Le maître d'ouvrage doit notifier sa décision au mandataire dans les quatre mois suivant la réception de la demande de quitus.
À défaut de décision du maître d'ouvrage dans ce délai, le mandataire est indemnisé d'une somme forfaitaire par mois de retard de 1 % de la rémunération de base figurant à l'article 11.

Si à la date du quitus il subsiste des litiges entre le mandataire et certains de ses cocontractants au titre de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

ARTICLE 11. RÉMUNÉRATION DU MANDATAIRE

Pour l'exercice de sa mission, le mandataire percevra une rémunération au temps réel passé selon le barème et le volume prévu en annexe 5.
Cette rémunération comprend tous les frais occasionnés au mandataire par sa mission, à l'exclusion des contrats ou commandes passés pour la réalisation de l'opération qui font l'objet d'avances ou de remboursements dans les conditions prévues aux articles 7 et 8.
Le règlement de cette rémunération interviendra par acomptes périodiques à l'occasion de chaque demande d'avance ou de remboursement telles que prévues aux articles 7 et 8, et au prorata des dépenses effectuées par le mandataire par rapport au total prévisionnel des dépenses figurant au bilan prévisionnel actualisé.

Les montants facturés selon le rythme prévu à l'annexe 5 seront comparés aux temps réellement passés sur chaque projet de collège et pourront donner lieu à ajustement à la hausse comme à la baisse, sans modifier l'enveloppe globale de rémunération, ni son rythme de perception.

Si l'enveloppe budgétaire globale est insuffisante, notamment si le maître d'ouvrage confie au mandataire des prestations supplémentaires rattachées à l'objet de l'opération, un avenant sera conclu pour intégrer ces prestations qui ne pourront être substantielles.

En cas d'augmentation conséquente de l'index ingénierie de plus de 10% par rapport à celui de la date de signature, chaque acompte ultérieur sera révisé par application d'un coefficient C calculé comme suit :

$$C = ... + ... \frac{Im - 2}{Io}$$

Io étant l'index ingénierie relatif à la date de signature de la convention.
Im - 2 étant l'index ingénierie antérieur de deux mois au mois de présentation de la demande d'acompte.

ARTICLE 12. PÉNALITÉS

En cas de manquement du mandataire à ses obligations, le maître d'ouvrage se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération selon les modalités suivantes :

Dans le cas où, du fait du mandataire, les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération auraient droit à intérêts moratoires pour retard de mandatement, le mandataire supporterait une pénalité égale à 20 % des intérêts moratoires dus.

Pour le décompte des retards éventuels, ne pourront conduire à pénalité :
- les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision du maître d'ouvrage dans les délais fixés par la présente convention,
- les éventuels retards d'obtention d'autorisations administratives dès lors que le mandataire ne peut en être tenu pour responsable,
- les conséquences de mise en redressement ou liquidation judiciaire de titulaires de contrats passés par le mandataire ;
- les journées d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ayant entraîné un arrêt de travail sur les chantiers.

ARTICLE 13. MESURES COERCITIVES – RESILIATION

1. Si le mandataire est défaillant, et après mise en demeure infructueuse, le maître d'ouvrage peut résilier la présente convention sans indemnité pour le mandataire qui subit en outre un abattement égal à 70 % de la part de rémunération restante en valeur de base à laquelle il peut prétendre.

2. Dans le cas où le maître d'ouvrage ne respecte pas ses obligations, le mandataire après mise en demeure restée infructueuse a droit à la résiliation de la présente convention avec indemnité de 20 % du forfait de rémunération en valeur de base.

3. Dans le cas de non obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Le mandataire a alors droit à une indemnité égale aux dépenses réelles engagées.

4. Dans les trois cas qui précèdent, la résiliation ne peut prendre effet qu'un mois après notification de la décision de résiliation et le mandataire est rémunéré de la part de mission accomplie. Il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le mandataire doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et travaux exécutés. Il indique enfin le délai dans lequel le mandataire doit remettre l'ensemble des dossiers au maître d'ouvrage.

ARTICLE 14. DISPOSITIONS DIVERSES

14.1. Durée de la convention.

La présente convention prendra fin par la délivrance du quitus au mandataire.

14.2. Assurances.

14.2.1 Assurance du mandataire

Le mandataire devra, dans le mois qui suivra la notification de la présente convention, fournir au maître d'ouvrage la justification :

- de l'assurance qu'il doit souscrire au titre de l'article L. 241-2 du Code des assurances, uniquement en cas d'immixtion technique du mandataire ;
- de l'assurance garantissant la totalité des conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité professionnelle à la suite de dommages corporels, immatériels, consécutifs ou non, survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants.

14.2.2 Police dommage ouvrage et tous risque chantier

La souscription des contrats d'assurance « dommage ouvrage » et « tous risque chantier » est soumise à l'accord préalable express du maitre d'ouvrage. Cet accord intervient dans un délai de 30 jours à compter de la saisine du mandataire.
Le cas échéant, le mandataire souscrit pour le compte du Département, maître d'ouvrage, le contrat d'assurance dommage ouvrage et/ou celui « tous risque chantier »de l'opération qui lui est confiée et complète le dossier de l'assureur, en lui transmettant notamment toutes les informations lui permettant d'apprécier le risque assuré jusqu'au terme de la période de parfait achèvement.
Le mandataire signe les contrats. Il en transmet un double au maître d'ouvrage.
La mandataire règle les primes dans les délais prévus au contrat.

14.2.3 Assurances des intervenants à la construction

- Responsabilité décennale

Sous peine d'engager sa propre responsabilité, le mandataire veille à la production par tous les intervenants (y compris les sous-traitants) des justificatifs de déclaration de l'opération auprès de leur assureur, avant la date d'ouverture du chantier, et d'une attestation d'assurance responsabilité civile décennale répondant aux exigences suivantes :

  - Etre spécifique au chantier (indiquer l'adresse du chantier, le montant TTC des travaux, la date d'ouverture du chantier) ;
  - Préciser les activités garanties.

Il tient à jour et à la disposition du maître d'ouvrage le registre des assurances en cours de validité durant toute la durée du chantier.

- Responsabilité civile pour tout dommage pendant le chantier et la période de parfait achèvement

Le mandataire veillera à ce que les intervenants à l'opération (maître d'œuvre, bureau d'étude, entrepreneur, ingénieur conseil, contrôleur technique, coordonnateurs de chantier et, d'une manière générale, tout autre intervenant participant directement à la réalisation de l'ouvrage) soient suffisamment assurés pour les conséquences pécuniaires de leur responsabilité recherchée en raison de dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs ou non) causés du fait du chantier, y compris pendant la période de parfait achèvement.

14.3. Capacité d'ester en justice.

Le mandataire pourra agir en justice pour le compte du maître d'ouvrage jusqu'à la délivrance du quitus, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Le mandataire devra, avant toute action, demander l'accord du maître d'ouvrage.
Toutefois, toute action en matière de garantie décennale et de garantie de bon fonctionnement n'est pas du ressort du mandataire.

14.4. Portage transitoire de marchés par le département

Afin de tenir les délais souhaités de réalisation du projet, le département a procédé lui-même à la passation du marché global de performance ainsi que de marchés de recrutement d'assistant à maitrise d'ouvrage avant constitution de la SPL et la signature de cette convention de mandat. Ces marchés ne pouvant être transféré en cours de procédure, le Département se chargera d'effectuer les démarches nécessaires pour un transfert à la SPL dès la notification des marchés aux titulaires retenus et de transférer à la SPL toutes les données indispensables à son exercice de mandataire du Département. Durant cette période transitoire, soit avant notification des marchés, les marchés concernés seront gérés sous maîtrise d'ouvrage du Département avec l'assistance de la SPL, jusqu'à leurs notifications. La rémunération du mandataire pour ces tâches s'effectuant selon les mêmes modalités du temps réel passé, tel que prévu à l'article 11. Les autres marchés nécessaires à passer à compter de la date de la signature de cette convention pourront l'être directement par le mandataire.

ARTICLE 15. LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Metz, le
En 2 exemplaires originaux

Le Président du Département de la Moselle	Le Directeur général de la SPL Moselle Construction Durable
Patrick WEITEN	Etienne HILT

ANNEXE 1
Programme de l'opération
ANNEXE 2
Enveloppe financière prévisionnelle
Plan de financement
ANNEXE 3
Échéancier prévisionnel des dépenses
ANNEXE 4
Missions du mandataire
ANNEXE 5
Rémunération du mandataire
ANNEXE 6
Commission d'appel d'offres
Jury de concours

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE



CONSTRUCTION RESTRUCTURATION À NEUF DU COLLÈGE NICOLAS UNTERSTELLER À STIRING-WENDEL (57350)

ANNEXE 1_PROGRAMME DE L'OPERATION

29/07/2022

MAITRISE D'OUVRAGE

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires
1, rue du Pont Moreau
57036 Metz

Contact :
Arnaud SCHUTZ, conducteur d'opération
Arnaud.schutz@moselle.fr

TABLE DES MATIERES

1. GENESE DU PROJET 3
2. CONTEXTE ET DESCRIPTION GERENALE DE L'OPERATION 4
3. OBJECTIFS DU MAITRE D'OUVRAGE 7
4. INSTANCES DE GOUVERNANCE DU PPI COLLEGES 10
5. PRESENTATION DU COLLEGE SOUHAITÉ 11
6. LOCALISATION ET CARACTERISTIQUES DU SITE 15
7. CONTRAINTES ET REGLEMENTATION DU SITE 17
8. MONTANT ET DUREE DE L'OPERATION 18

PROJET

1. GENESE DU PROJET

Le Département de la Moselle a voté le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) COLLEGE pour la période 2020-2030 destiné à améliorer les conditions de scolarisation, tant sur le plan du bâti que de la fonctionnalité et de l'adéquation avec les exigences pédagogiques contemporaines, notamment la banalisation du numérique, le développement des stratégies d'individualisation des apprentissages et d'autonomisation des élèves.

Par ailleurs, l'exigence de modernisation doit répondre également aux enjeux sociétaux globaux que sont la promotion de l'équilibre et de la qualité nutritionnelle, la réduction de l'empreinte carbone et l'efficience énergétique.

Le PPI COLLEGE d'un montant global de 162 M€ porte sur la reconstruction d'une dizaine de collèges et notamment de collèges métalliques construits dans les années 1967-1972 :

Commune	Nom	Capacité future
SAINT AVOLD	La CARRIERE	550 élèves
STIRING-WENDEL	Nicolas UNTERSTELLER	528 élèves
CATTENOM	Charles PEGUY	400 élèves
REMILLY	Lucien POUGUE	650 élèves
MOYEUVRE-GRANDE	Jean BURGER	370 élèves
BEHREN LES FORBACH	Robert SCHUMAN	320 élèves
FORBACH	Pierre ADT	550 élèves
AUDUN LE TICHE		450 élèves
HAYANGE		800 à 1000 élèves
METZ		900 à 1200 élèves

Sur les 85 collèges hérités des lois de décentralisation, le patrimoine immobilier du Département de la Moselle compte aujourd'hui encore 16 collèges métalliques construits dans les années 1967-1972.

C'est dans ce contexte que le Département de la Moselle envisage **la construction restructuration à neuf du collège Nicolas Untersteller à STIRING-WENDEL (57350).**

Cette opération est présentée dans un programme architectural, fonctionnel et technique décliné **en 4 volets :**

Volet 1 : Présentation de l'opération,

Volet 2 : Programme architectural et fonctionnel – fiches de performances,

Volet 3 : Programme technique détaillé et exploitation-maintenance,

Volet 4 : Exigences environnementales.

Pm: Dans l'ensemble des documents susvisés, le terme de « prestataire » désigne le groupement en charge de la conception-réalisation-exploitation-maintenance dans le cadre du marché global de performance.

2. CONTEXTE ET DESCRIPTION GERENALE DE L'OPERATION

Construit en 1971, le collège Nicolas Untersteller est un collège à ossature métallique de type FILLOD 2ème génération.

Dimensionné à l'origine pour accueillir 1020 élèves, le collège accueille en moyenne 500 élèves et 28 élèves en ULIS (Unité Localisée pour l'Inclusion Scolaire).

Le collège est classé REP (Réseau d'Education Prioritaire), imposant des classes/divisions inférieures ou égales à 27 élèves. A la rentrée scolaire 2021, le collège compte 466 élèves et 28 élèves en ULIS dont 150 rationnaires en moyenne.



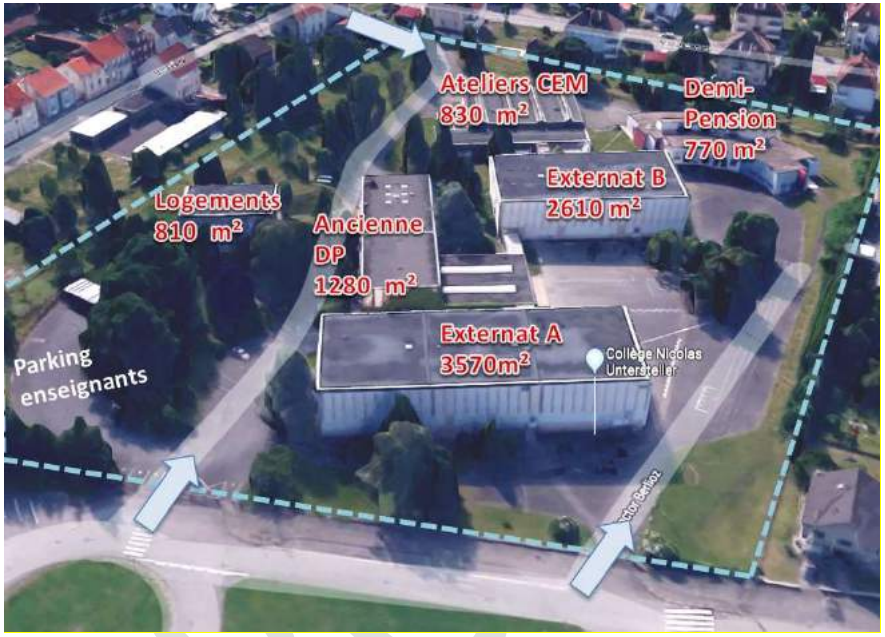
Collège Nicolas Untersteller – entrée principale
(Au premier plan le bâtiment EXTERNAT A/A')

Les différents diagnostics techniques des deux bâtiments d'externat ont mis en évidence le bon état général de la structure métallique. L'évaluation établie par QUALICONSULT SERVICES (2016) a permis de constater que l'ensemble des structures n'ont subi aucune corrosion et sont parfaitement saines y compris en vide sanitaire accessible de l'externat A, permettant d'envisager une opération de restructuration sous condition d'un renforcement des ossatures.

Par contre, le collège présente des défaillances en termes de conformités thermiques, acoustiques, électriques, incendie, accessibilité et charges admissibles d'exploitation. Le désamiantage doit être également prévu dans le cadre des travaux de réhabilitation et de démolition selon les normes en vigueur.

Le site actuel de l'établissement couvre une parcelle de 2ha34a02ca (périmètre clôturé) cadastrée section 4 - n°581, pour seulement 20% d'emprise au sol bâties, soit prêt de 80% d'emprise non bâties et affectées aux espaces verts et diverses infrastructures (allées piétonnes, cour, voirie, mare pédagogique, …) à entretenir.

L'ensemble des bâtiments dédiés à l'enseignement représente une SHON (Surface Hors Œuvre Net) de 9 870 m². Depuis son ouverture le collège a enregistré d'importantes baisses démographiques, il est actuellement surdimensionné et les coûts de fonctionnements (entretien, chauffage…) sont élevés.



Collège Nicolas Untersteller – implantation des bâtiments existants

L'opération consiste à construire le nouveau collège Nicolas Untersteller sur site, rue Georges Bizet à STIRING WENDEL. Le collège devra être compact et fonctionnel.

Le département souhaite ainsi que l'emprise future de l'établissement soit réduite au strict besoin du fonctionnement général et des abords immédiats soit 1ha. L'emprise restreinte devra favoriser une construction compacte, fonctionnelle en termes de circulations entre les différentes unités fonctionnelles.

Selon les conclusions des études préliminaires reprises dans une convention signée entre le département et la commune en 2021 : Les besoins en foncier du nouveau projet sont d'environ 8500 m² (collège + logements + abords). L'emprise foncière privative du collège sera délimitée par une clôture et comprendra les bâtiments d'enseignement, les logements y compris les aménagements extérieurs (cour des élèves, cour logistique) et les voiries nécessaires à son organisation fonctionnelle et le espaces verts. A terme l'emprise rétrocédée à la commune sera d'environ 14 500m2 (parvis compris).

La reconstruction sur site du collège Nicolas Untersteller présente de nombreux avantages : maintien du collège dans le quartier, desservi par un dépose bus et parking VL hors enceinte de l'établissement, à proximité des équipements sportifs communaux existants (gymnase, stade, plateaux sportifs extérieurs « COSEC », vestiaires élèves et enseignants) mis à disposition par convention.

L'étude de faisabilité réalisée préalablement à la rédaction du programme fonctionnel et technique a permis au Département d'évaluer deux scénarios de construction restructuration à neuf du collège qui prévoient la démolition complète ou partielle du collège Nicolas Untersteller.

Il a été privilégié le scénario par démolition partielle (la variante en démolition complète reste ouverte (variante libre)) consistant à :

- La restructuration à neuf de l'externat A existant.
- La construction d'une extension qui viendra compléter les besoins en surface du programme.
- La construction de nouveau(x) préau(x) d'une surface total d'environ 550m²
- La construction de 3 logements NAS de type T4, indépendants en fluide.
- La démolition complète (après son désamiantage) de l'externat B existant.
- La finalisation des aménagements extérieurs (liste non exhaustive) :
  - Cour des élèves.
  - Cour logistique.
  - Auvent pour l'abri des rationnaires devant la demi-pension.
  - Clôture, portails et portillons.
  - Abri à vélo.
  - Parvis.

La demi-pension déjà existante construite en 2007, dimensionnée pour 300 rationnaires en 2 rotations, n'est pas concernée par l'opération, hormis le réaménagement des accès extérieurs en lien avec le projet global (dont cheminement couvert entre la demi-pension et l'externat).

A noter que le site actuel compte également d'autres bâtiments, qui seront rétrocédés en l'état à la commune propriétaire du site.

- Les bâtiments concernés sont :
  - Ateliers CEM vétuste (830m²).
  - L'ancienne demi-pension (1280m²), désaffectée depuis 2007 hormis pour ce qui concerne les sanitaires élèves et le préau (en RDC) actuellement encore utilisé. Un circuit de distribution a été conservé afin de les alimenter en chauffage.
  - Un bâtiment de 7 logements (810m²).

La requalification des extérieurs hors périmètre de l'établissement, qui sera pris en charge par la commune, sera à traiter dans le cadre de l'étude globale du projet, afin d'assurer une bonne cohérence d'ensemble de l'opération (dépose bus, dépose minute, parking à usage du personnel, liaisons avec les équipements sportifs communaux…) (cf détail en partie 5)

PROJET

3. OBJECTIFS DU MAITRE D'OUVRAGE

La Construction Restructuration à neuf du collège Nicolas Untersteller à Stiring Wendel s'inscrit dans les orientations d'investissement votées dans le cadre du PPI COLLEGE 2020-2030 du Département de la Moselle.

La conception du collège et le dimensionnement des différents espaces seront réalisés conformément au référentiel départemental applicable aux nouveaux collèges qui s'appuie sur le retour d'expérience des collèges les plus récents, en particulier celui de Fontoy (57650) et sur les préconisations formulées par les services de l'éducation nationale.

A cet effet, un programmiste assistera le maître d'ouvrage lors des jurys de sélection des candidats et de classement des projets, ainsi qu'à la phase de négociation et de mise au point du marché avec le lauréat. La mission du programmiste s'achèvera à la notification du marché au titulaire.

Le programme architectural, fonctionnel et technique de l'opération pourra être éventuellement précisé, complété ou modifié au plus tard à la phase avant-projet détaillé – permis de construire.

Pour l'exécution de ce projet, le maître d'ouvrage a choisi la procédure de **Marché Global de Performance (MGP).**

Le choix de ce mode de consultation est motivé par les objectifs du maître d'ouvrage qui souhaite que le programme d'investissement des collèges puisse s'intégrer dans une démarche globale de **« construire utile, fonctionnel, simple, durable et dans le respect des coûts en investissement et en fonctionnement »** et notamment par :

- L'atteinte d'une **performance énergétique** déterminée selon la réglementation environnementale en vigueur au moment du dépôt de l'acte de construire et autant que possible le niveau de performance d'un bâtiment à énergie positive.

  Le prestataire veillera notamment au confort été comme hiver des utilisateurs sachant qu'un collège ne fonctionne pas pendant les vacances d'été (180 jours d'occupation annuelle), le confort d'été s'appliquera pour la mi saison soit en mai-juin-septembre-octobre.

En complément de la garantie de résultat, le maître d'ouvrage attend des engagements sur les sujets complémentaires listés ci-dessous :

- Une **démarche environnementale** avec l'atteinte du label bâtiment biosourcé sans labellisation (cible niveau 1 pour le collège et les logements).

  A noter que le maître d'ouvrage sera attentif également sur :
  - Les choix, la provenance et la qualité des matériaux en soutenant l'utilisation des matériaux biosourcés locaux ;
  - Le choix des procédés constructifs à faible émission de gaz à effet de serre ;
  - La traçabilité et la valorisation des déchets tout au long du chantier par le respect de l'ensemble des intervenants des clauses de la charte chantier à faible nuisances ;
  - L'utilisation raisonnée des fluides (eau et énergie) ;
  - Le respect des riverains (bruits, propreté des accès et abords, sécurité du chantier etc.) ;

- **Le suivi de l'Exploitation-Maintenance** du futur établissement sur une durée minimale de 5 ans (+ 3ans en variante obligatoire).

  Le maitre d'ouvrage déterminera la durée du plan Exploitation-Maintenance (EM) à l'issue de la mise au point du marché avec le lauréat du MGP.

  Le plan EM portera sur :

  - L'ensemble des lots techniques dont le chauffage-ventilation-rafraichissement, plomberie sanitaire, ascenseur & monte-charge, courants forts et faibles y compris SSI, PPMS, intrusion, désenfumage, équipements d'énergie renouvelable ;
  - La mise en place d'une GTB selon le cahier des charges du Département de la Moselle et d'une plateforme d'échange GMAO ;
  - Le clos couvert ;
  - Les équipements techniques des logements (chauffage, armoire électrique, ECS, énergie renouvelable, plomberie, ventilation etc.).

- **La Performance économique** : approche en coût global sur la durée de vie de l'ouvrage (50 ans), l'optimisation des charges et des coûts en investissement et maintenance de l'ensemble du projet (logements inclus), entretien et renouvellement des équipements (GER) ;

- **Le Management & Communication** : capacité du prestataire à engager et entretenir une relation permanente avec l'ensemble des intervenants associés à l'opération (MOA, AMO, contrôle technique, etc.) et notamment avec les utilisateurs et l'équipe pédagogique lors des opérations de réception et mise en service de l'établissement :
  - Dans la prise en main des équipements et installations techniques ;
  - La formation des usagers à la maitrise des installations dans un souci permanent de performance énergétique et de rationalisation des consommations de fluides (eau, électricité, gaz) durant la phase exploitation-maintenance ;
  - L'accès aisé pour les interventions de maintenance et de renouvellement des équipements sans perturber le fonctionnement de l'établissement (localisation et accès aux locaux techniques, vide sanitaire, galerie technique, trappes de visite tous les 15m, etc.).

Enfin, le maître d'ouvrage sera attentif aux préconisations en termes d'usage qui permettent d'inverser la règle qui veut que l'usager s'adapte au bâtiment en faveur du bâtiment qui s'adapte à l'usager au sens large.

PROJET

Ainsi, le concepteur, le constructeur et le mainteneur devront engager une réflexion avec les usagers et le maître d'ouvrage afin que la maintenance et l'entretien soient pensés et intégrés dès la phase conception :

- En termes de confort acoustique, visuel, ergonomie, différenciation des espaces ;
- De facilité d'entretien au quotidien pour les personnels par le choix et la qualité des matériaux, la résistance aux impacts, poinçonnement et autres risques de dégradations (graffitis) ;
- Pour les opérations d'entretiens ponctuelles et/ou quotidiennes (remplacement de consommables, intervention sur fuite en plomberie, remplacement de filtre de ventilation, etc. en chauffage, électricité, énergie renouvelable) l'accessibilité aux appareillages doit être aisée et ne doit pas nécessiter de matériel spécifique type échafaudage, nacelle, engin de levage etc. que ce soit pour l'entretien des vitrages, le remplacement de luminaires ou de filtres ou toute autre intervention.

Par ailleurs, le prestataire étant seul responsable de l'organisation du phasage de l'opération, les besoins éventuels en modules préfabriqués pour compenser les besoins de fonctionnement de l'établissement pendant le chantier seront exclusivement à sa charge (frais de transport, pose, raccordement, entretien, démontage et remise en état des lieux, loyers). Ces modules seront impérativement adaptés ERP et PMR (bureaux, salles de classes ou autre). Leur implantation sera soumise à l'accord préalable du maître d'ouvrage et fera l'objet d'une déclaration au titre de l'urbanisme (AT ou DT) incluse dans les prestations du groupement MGP y compris passage éventuel de la commission de sécurité et accessibilité avant la mise en service.

4. INSTANCES DE GOUVERNANCE DU PPI COLLEGES

Le comité stratégique présidé par le Président du Département de la Moselle (PDM) assure le pilotage de mise en œuvre du PPI COLLEGES. Il se réunit 1 fois /an, il est composé de :

- Vice-présidents du Conseil Départemental en charge de la Construction et de l'Education,
- Présidents des 2ème et 6ème commission,
- Directeur de l'Académie des services de l'Education Nationale,
- Directeurs généraux de la DPAT et DEES.

Le comité de pilotage du collège concerné par l'opération présidé par le vice-président du Conseil Départemental en charge de la Construction est composé des :

- Vice-présidents du Conseil Départemental en charge de la Construction et de l'Education,
- Conseillers départementaux du canton concerné par l'opération,
- Maire de la commune d'accueil,
- Président de l'EPCI,
- Principal du collège,
- Représentant(s) des parents d'élèves,
- Représentant(s) des élèves,
- Directions concernées de la collectivité territoriale : Direction du Patrimoine Immobilier (DPI), Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur (DEES) et en tant que de besoin de la Direction de la Digitalisation et des Services l'Informatique (DDSI).

Ce comité se réunit au fur et à mesure de l'avancement de l'opération et pour chaque étape importante (conception, réalisation des travaux, réception et mise en service etc.).

PROJET
PROJET

5. PRESENTATION DU COLLEGE SOUHAITÉ

Le nouvel établissement classé REP d'une capacité de 528 élèves dont 28 ULIS, regroupera l'ensemble des pôles administratifs et pédagogiques notamment :

- Les **espaces d'accompagnement** des élèves tels que l'administration, la vie scolaire, le centre de documentation et d'information (CDI), les salles de réunions, les espaces des personnels, les locaux médico-sociaux, les locaux techniques et d'entretien-maintenance ;
- Les **locaux d'enseignement** répartis en :
  - 18 salles banalisées pour l'enseignement général (français, maths, histoire-géographie et langues) ;
  - 3 salles de sciences (SVT-PC) ;
  - 2 salles de technologie ;
  - 2 salles pour l'enseignement artistique (arts plastiques et musique) ;
  - 2 salles ULIS.

Trois logements seront construits sur l'emprise du nouvel établissement en accès direct sur le domaine public et indépendants en fluides du reste du projet. Ces logements de type T4 de 100m², disposeront d'un garage de 30m² attenant au logement, d'un espace jardin-terrasse privatif, à l'abri des regards depuis le collège.

Ces logements seront en accès direct sur le domaine public avec un emplacement de stationnement sur l'emprise privée. Ils seront autonomes en fluides, disposeront d'un espace privatif (terrasse, jardin) à l'abri des regards depuis le collège.

Au moins un logement sera PMR et les autres aisément adaptables PMR.

Nb : Le parti architectural des logements ne sera pas à l'image du collège qui devront s'intégrer dans le tissu habitat du quartier.

Concernant les aménagements extérieurs liés au fonctionnement de l'établissement, il convient de distinguer :

➔ **Les espaces intérieurs :**

Le parvis constitue l'entrée principale de l'établissement. Il assure le lien entre le domaine public et l'établissement. Il sera dimensionné pour assurer l'attente des élèves devant l'établissement en toute sécurité, c'est-à-dire hors des flux de stationnement ou circulation. Ce parvis sera réalisé dans le cadre des travaux du MGP et ensuite rétrocédé à la commune (domaine public).

Le préau sera accessible par les élèves depuis le parvis (emplacement des casiers). Il garantira la mise à l'abri des intempéries des élèves pendant les pauses mais également pour la file d'attente des demi-pensionnaires.

La cour des élèves sera dimensionnée en fonction de l'effectif total et disposera de lieux de convivialité et de mobiliers urbains :

- Poubelles de tri sélectif
- Bancs, murets-bancs (type assises sur gabion)
- Mobiliers de confort (transats, bains de soleil, etc.)

PROJET

Elle sera accessible depuis le domaine public pour les interventions éventuelles des services de secours et incendie, et pour les travaux d'entretien et de maintenance (réfection de la cour par exemple) => accessibilité d'un gabarit de 15 tonnes.

Afin de permettre d'apporter un meilleur cadre de vie aux élèves, de réduire l'artificialisation des sols et de créer un collège plus résilient aux périodes de fortes températures, le Département souhaite engager pour ces nouvelles cours une démarche de végétalisation de développement durable.

Une approche paysagère dans la conception de la nouvelle cour sera souhaitée avec une recherche de juste équilibre entre la recherche d'une plus grande végétalisation de la cour et la fonctionnalité de celle-ci même en cas d'intempéries (fortes chaleurs ou pluies légères à modérées).

Les matériaux issus de réemploi seront favorisés, ainsi que la gestion de l'eau (utilisation de matériaux drainants, récupérateurs d'eau de pluie etc.)

Une attention particulière sera portée aux aménagements prenant en compte les adaptations aux changements climatiques :

- Mise en place espaces ombragés et d'îlots de fraicheur, végétalisés ou non (voiles d'ombrage par exemple).
- Orientation des espaces.
- Utilisation de revêtements clairs.

La cour logistique avec accès direct depuis le domaine public et desserte du quai de réception de la demi-pension permettra de regrouper l'ensemble des livraisons et éventuellement l'accès pompier.

Un emplacement pour une unité de compostage des déchets alimentaires y sera prévu à proximité des sorties de cuisine et d'un accès livraison, sur une surface perméable mais avec une zone « pieds secs ».

La cour des élèves sera dimensionnée en fonction de l'effectif total et disposera de mobiliers urbains (poubelles, bancs). Elle sera accessible depuis le domaine public pour les interventions éventuelles des services de secours et incendie. Afin de permettre d'apporter un meilleur cadre de vie aux élèves, de réduire l'artificialisation des sols et de créer un collège plus résilients aux périodes de fortes températures, le Département souhaite engager pour ces nouvelles cours une démarche de végétalisation. Une approche paysagère dans la conception de la nouvelle cour sera souhaitée avec une recherche de juste équilibre entre la recherche d'une plus grande végétalisation de la cour et la fonctionnalité de celle-ci même en cas d'intempéries.

La cour logistique avec accès direct depuis le domaine public et desserte du quai de réception de la demi-pension permettra de regrouper l'ensemble des livraisons et éventuellement l'accès pompier.

➔ **Les espaces hors périmètre** de l'établissement :

Concernant l'environnement immédiat du collège, il convient de noter que les infrastructures existantes aux abords de l'établissement (dépose-bus, espaces de déposes minutes /

stationnement, parking VL, gymnase, plateaux sportifs et cheminement sécurisé pour y accéder) sont sur le domaine public communal.

L'éventuel réaménagement de ces espaces pour optimiser le fonctionnement du nouveau collège sera à la charge de la commune, cependant dans un souci de garantir la cohérence globale du projet, il sera demandé que l'étude des réaménagements extérieurs souhaitables soit réalisée dans le cadre de ce marché global de performance au niveau suivant :

- Intégration de ces réaménagements dans le livrable de niveau APS attendu pour le concours,
- Réalisation des études de niveau projet dans la phase conception.

La réalisation des travaux de ces éventuels réaménagements extérieurs qui seront décidés par la commune fera l'objet d'appel d'offre distincts.

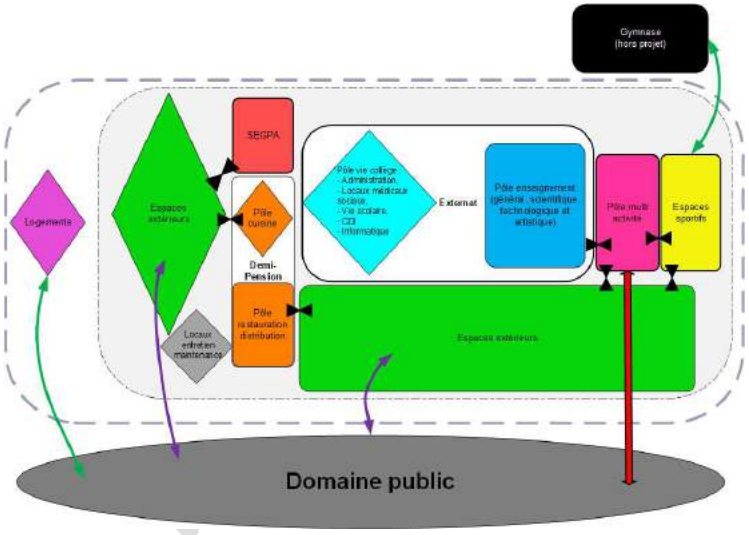
Bien que ces aménagements extérieurs soient sur le domaine public, le prestataire s'assurera en particulier que les règles d'accessibilité sont respectées pour les PMR souhaitant se rendre jusqu'à l'établissement (places de stationnement, bande de guidage, vidéo-portier etc.).

➔ **Les infrastructures sportives :**

Afin d'offrir aux élèves du nouveau collège des conditions optimales pour la pratique des activités physiques et sportives, la commune s'engage à maintenir en bon état de fonctionnement le gymnase et les plateaux sportifs.

PROJET

SCHEMA GENERAL DE FONCTIONNEMENT



Nota : Schéma générique applicable à l'ensemble des collèges du PPI. Les briques SEGPA, Demi-Pension et Espaces sportifs ne sont pas applicable à ce projet.

6. LOCALISATION ET CARACTERISTIQUES DU SITE

6.1. LOCALISATION

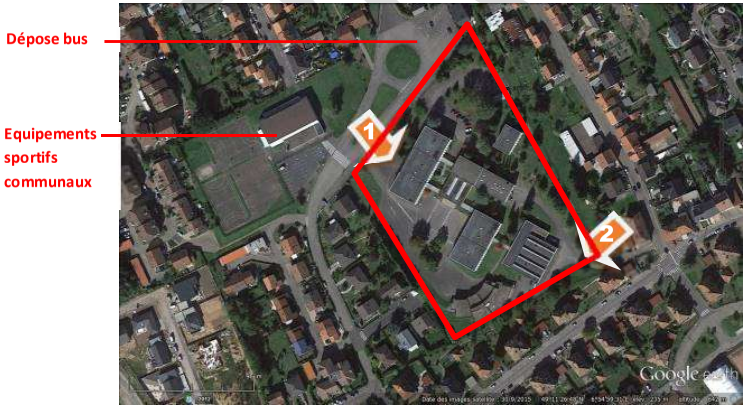
Le collège est implanté rue Georges Bizet sur un terrain situé dans la partie Sud/Ouest de la commune de STIRING-WENDEL (57350), en limite du territoire communal, jouxtant la commune de FORBACH et à 450 m de l'A320.



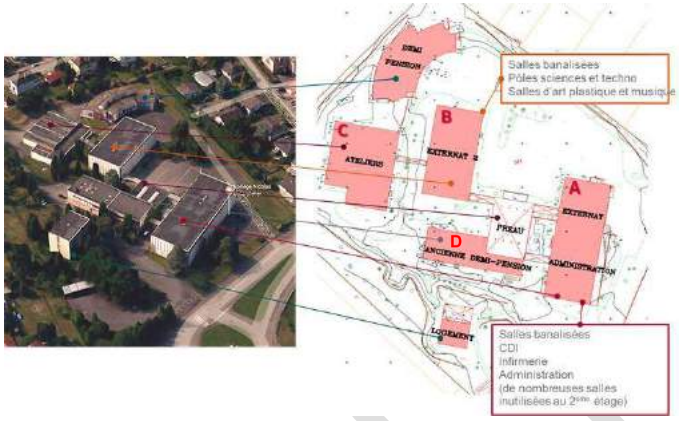
Le collège se situe dans un quartier résidentiel. Il est desservi par une aire de desserte et de retournement des bus, rue Georges Bizet.

L'accès logistique (maintenance et livraison de la demi-pension) est connecté à la rue Croix par une impasse.

Le gymnase communal se situe en vis à vis direct de l'établissement scolaire.



6.2. COMPOSITION ACTUELLE DU SITE DU COLLEGE



L'établissement est composé de 5 bâtiments répartis comme suit :

- Bâtiment A (Administration/Vie scolaire/Enseignement) : en R+2 sur sous-sol et vide sanitaire ;
- Bâtiment B (Vie scolaire/Enseignement) : en R+2 ;
- Bâtiment C (Ateliers CD 57/Foyer des élèves) : en simple RDC ;
- Bâtiment D (Ancienne demi-pension partiellement désaffecté) : en R+1 ;
- Bâtiment Restaurant scolaire (Restauration) : en simple RDC.
- Bâtiment logements (7 unités).

Les bâtiments sont indépendants les uns par rapport aux autres. La distribution intérieure est en cloisonnement traditionnel.

PROJET

7. CONTRAINTES ET REGLEMENTATION DU SITE

7.1. Travaux en site occupé

L'exécution des travaux se déroulera en site occupé. Le collège doit pouvoir continuer de fonctionner dans des conditions optimales de confort et de sécurité durant toute la (les) phase(s) de chantier, notamment lors des travaux de désamiantage – déconstruction.

La sous-station de chauffage urbain sera maintenue sauf proposition différente du prestataire dans le cadre des études thermiques du MGP.

7.2. Réglementation d'urbanisme

Le document opposable est le plan local d'urbanisme de la commune de Stiring-Wendel

L'extrait du PLU concerné est la zone UE.

7.3. Réglementation d'assainissement

Il conviendra de se rapprocher des organismes concernés pour consulter le règlement.

Le site actuel est desservi par l'ensemble des réseaux indispensables à son fonctionnement :

- **Réseau d'eau potable** : le réseau d'eau potable actuel répond aux besoins du collège et à l'alimentation des poteaux d'incendie dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur. Les branchements seront conservés pour le collège et de nouveaux branchements seront à prévoir pour les logements depuis le domaine public ;
- **Evacuation des eaux usées** : le collège existant est raccordé au réseau communal. Le futur établissement sera réalisé en réseau séparatif conformément à la réglementation. Le raccordement et les équipements du collège et de la demi-pension (bac dégraisseur) seront conservés. De nouveaux branchements seront à prévoir pour les logements ;
- **Evacuation des eaux pluviales :** les dispositifs de collecte des eaux pluviales et de ruissellement des voies internes au collège seront réalisés dans le respect de la réglementation et de la démarche HQE ;
- **Réseaux d'électricité, téléphone, télédistribution, gaz :** le futur établissement restera raccordé sur les installations existantes du collège. Les trois futurs logements seront autonomes en fluides.

La commune déconnectera des réseaux de l'établissement (eau, gaz, électricité, téléphone, RHD et chauffage urbain) l'ensemble des bâtiments qui lui seront rétrocédés (ancienne demi-pension, ateliers et logements). Elle devra prendre en charge les raccordements de ces bâtiments aux réseaux publics tant qu'ils ne seront pas démolis.

7.4. CARACTERISTIQUES DU SOL

Une étude G1 et G5 ont été réalisées. Les résultats seront annexés au programme de l'opération. Concernant les risques miniers, la zone de l'établissement n'est pas impactée par les aléas eaux, gaz de mines et mouvements de terrain.

7.5. TOPOGRAPHIE

Un relevé topographique a été réalisé et sera joint au programme de l'opération.

7.6. CLIMATOLOGIE

- Climat océanique dégradé ou atténué à influence semi-continentale. Les saisons sont contrastées et bien marquées mais en fonction des vents dominants peuvent se succéder du jour au lendemain des périodes de précipitations (influence océanique) ou de forte amplitude thermique (influence continentale) ;
- Température moyenne annuelle : 10.7°C ;
- Ensoleillement : environ 1056 heures en 2019, alors que la moyenne nationale se situe à environ 1100 heures ;
- Zone neige : B1 ;
- Zone vent : 2 ;
- Zone climatique : H1b ;
- Zone de garde de gel : 0.80 m ;

8. MONTANT DE L'OPERATION

A titre indicatif, l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération (études, frais divers, travaux et exploitation-maintenance) confiée au prestataire pour exécuter l'opération a été arrêté, à la somme de **9 166 666 € HT soit 11 000 000 €TTC.**

Le montant des dépenses à engager sera détaillé dans le marché global de performance.

D'une manière générale, ne sont pas compris dans cette enveloppe :

- Les honoraires du bureau de contrôle technique, du CSPS, de l'AMO ;
- Le mobilier neuf (tables, bureaux, chaises, etc.), les postes informatiques et autres équipements non précisés dans les fiches techniques détaillées ;
- Les contrats d'abonnement après mise en service ;
- Le déménagement de l'établissement et des locataires des logements actuels ;

PROJET

CONVENTION DE MANDAT POUR LA RÉALISATION DU COLLEGE DE STIRING WENDEL
ANNEXE 2 : Enveloppe financière prévisionnelle et Plan de financement

Enveloppe financière prévisionelle :	12 900 000,00 €TTC
Montant de l'avance initiale versée à la signature de la convention :	4 000 000,00 €TTC

Contenu détaillé de l'enveloppe financière prévisionnelle :

Postes	Valeur HT	Valeur TTC
FONCIER	**280 213,09 €**	**336 255,71 €**
TERRAIN	0,00 €	0,00 €
FRAIS D'ACQUISITION	0,00 €	0,00 €
TAXES	160 121,77 €	192 146,12 €
CONCESSIONNAIRES	120 091,32 €	144 109,59 €
HONORAIRES	**400 555,66 €**	**480 666,79 €**
ETUDES PREPARATOIRES	55 510,00 €	66 612,00 €
HONORAIRES TECHNIQUES	230 045,66 €	276 054,79 €
AMO	100 000,00 €	120 000,00 €
PRESTATIONS NON TECHNIQUES	15 000,00 €	18 000,00 €
MGP	**9 166 666,67 €**	**11 000 000,00 €**
HONORAIRES CONCEPTION	760 578,39 €	912 694,06 €
TRAVAUX D'AMENAGEMENT	1 056 460,00 €	1 267 752,00 €
TRAVAUX DE RESTRUCTURATION TCE & TECHNIQUES SPECIALES	4 764 628,28 €	5 717 553,94 €
TRAVAUX DE CONSTRUCTION TCE & TECHNIQUES SPECIALES	2 185 000,00 €	2 622 000,00 €
PLUS VALUES	0,00 €	0,00 €
EXPLOITATION-MAINTENANCE SUR 5 ANS	400 000,00 €	480 000,00 €
EQUIPEMENTS	**365 115,40 €**	**438 138,48 €**
MOBILIER & INFOMATIQUE	365 115,40 €	438 138,48 €
ASSURANCES	**167 349,18 €**	**200 819,02 €**
DO & TRC	167 349,18 €	200 819,02 €
ALEAS ET REVISION	**0,00 €**	**0,00 €**
ALEAS	0,00 €	0,00 €
REVISIONS	0,00 €	0,00 €
MANDAT	**370 100,00 €**	**444 120,00 €**
MANDAT SPL	370 100,00 €	444 120,00 €
TOTAL TOUTES DEPENSES CONFONDUES (TDC)	**10 750 000,00 €**	**12 900 000,00 €**

Plan de financement prévisionnel (en € TTC) :

Département de la Moselle - Budget d'investissement	9 787 888,89 €
Département de la Moselle - Budget d'exploitation du patrimoire immobilier	480 000,00 €
Subvention Etat DSID (par l'intermédiaire du Département)	2 132 911,11 €
Participation commune au frais réels de démolition (par l'intermédiaire du Département tel que prévu dans la convention du 30 juin 2021)	499 200,00 €
TOTAL	**12 900 000,00 €**

CONVENTION DE MANDAT POUR LA REALISATION DU COLLEGE DE STIRING WENDEL
ANNEXE 3 : Échéancier prévisionnel des dépenses

€TTC

	S2 2022	S1 2023	S2 2023	S1 2024	S2 2024	S1 2025
Phase prévisionelle	Lancement	Concours	Etudes	Travaux	Travaux	Travaux
Etudes et Investissements	50 000	200 000	100 000	2 615 823	2 615 823	2 615 823
Rémunération SPL	45 000	56 460	84 420	38 940	38 940	37 800
TOTAL TTC	**95 000**	**256 460**	**184 420**	**2 654 763**	**2 654 763**	**2 653 623**

	S2 2025	S1 2026	S2 2026	S1 2027	S2 2027	S1 2028
Phase prévisionelle	Travaux	Réception	Maintenance	Maintenance	Maintenance	Maintenance
Etudes et Investissements	2 615 823	1 162 588	48 000	48 000	48 000	48 000
Rémunération SPL	38 940	33 900	25 200	19 320	6 720	6 720
TOTAL TTC	**2 654 763**	**1 196 488**	**73 200**	**67 320**	**54 720**	**54 720**

	S2 2028	S1 2029	S2 2029	S1 2030	S2 2030	S1 2031	**TOTAL**
Phase prévisionelle	Maintenance	Maintenance	Maintenance	Maintenance	Maintenance	Maintenance	
Etudes et Investissements	48 000	48 000	48 000	48 000	48 000	48 000	**12 455 880**
Rémunération SPL	5 880	5 880	-	-	-	-	**444 120**
TOTAL TTC	**53 880**	**53 880**	**48 000**	**48 000**	**48 000**	**48 000**	**12 900 000**

Gestion de la phase maintenance par la SPL durant 2 années puis passation aux équipes du département durant la 3° année

CONVENTION DE MANDAT POUR LA RÉALISATION DU COLLEGE
ANNEXE 4 - MISSIONS DU MANDATAIRE

La présente opération fait l'objet d'un découpage en phases énumérées du **1** au **5** ci-dessous, étant précisé que l'exécution du marché global de performance est elle-même divisée en trois périodes (une période « études », une période « travaux » et une période « exploitation-maintenance »).

Le mandataire fixera avec les services du maitre d'ouvrage les différents délais d'analyse et de réponses mutuels nécessaires phase par phase à la tenue du calendrier global de l'opération.

Concernant les différentes phases d'approbation/accord du maitre d'ouvrage évoquées ci-après et sauf indication contraire, les demandes seront adressées par le mandataire par courrier électronique au maitre d'ouvrage à la Direction du Patrimoine Immobilier qui formulera son retour sous 10 jours ouvrés, l'absence de retour ou de demande de délai supplémentaire valant accord tacite sur la proposition de décision formulée, le cas échéant, par le mandataire.

1 – DE LA NOTIFICATION DE LA CONVENTION DE MANDAT A LA NOTIFICATION DES MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

1.1 Prise de connaissance du dossier – réalisation si nécessaire de diagnostics complémentaires

Le mandataire prend connaissance du dossier d'opération remis par le maitre d'ouvrage.

Il lui appartient d'engager et de suivre les études préalables nécessaires à la constitution du dossier de consultation et à la désignation du groupement titulaire du marché global de performance.

Il assure en particulier la passation des marchés, selon les modes et les procédures propres au maître d'ouvrage, et le suivi des études suivantes :

- sondages de sol, le cas échéant,
- diagnostics géotechnique du sous-sol et de pollution, le cas échéant,
- diagnostic biodiversité, le cas échéant,
- et tout autre diagnostic nécessité par l'objet de l'opération.

Sur la base du dossier d'opération remis par le maître d'ouvrage, il apprécie la nécessité de toute autre étude non inscrite dans la liste ci-dessus et en réfère au maître d'ouvrage.

Il établit les projets de cahier des charges, accompagnés d'une estimation financière pour chaque étude et d'une proposition de procédure d'attribution.

Il lance la consultation pour les marchés correspondants dans les supports appropriés, selon les modes et les procédures réglementaires propres au maître d'ouvrage. Dans ce cadre, il réceptionne les candidatures et les offres, les analyse et s'assure de la conformité des études remises. Il s'assure que les conclusions de celles-ci sont compatibles avec le budget prévisionnel de l'opération. Il reprend ses conclusions techniques et financières dans une note de synthèse qui accompagne la remise de l'ensemble des diagnostics finalisés.

1.2 : Passation des autres marchés d'études

Le mandataire engage les marchés nécessaires à l'opération et notamment ceux relatifs aux missions suivantes :

- Assistant(s) à maîtrise d'ouvrage (AMO)
- études techniques nécessaires au travail de la commission technique ;
- contrôle technique (CT) ;
- coordination sécurité protection santé (CSPS) ;
- coordination système sécurité incendie (CSSI) le cas échéant ;
- ordonnancement et pilotage de chantier (OPC) le cas échéant ;
- études de sécurité publique (ESP) le cas échéant.

Il appartient au mandataire d'anticiper les interventions des différents prestataires et de lancer les marchés correspondants.

A cet effet, il mobilise tout accord-cadre à bons de commande préalablement passé par le mandataire au nom et pour le compte du Département de la Moselle pour des missions analogues.

Le cas échéant, il rédige les marchés et lance les consultations correspondantes dans les supports appropriés, notifie et exécute les marchés, selon les règles applicables au maitre d'ouvrage.

2 – DE LA PREPARATION DE L'AAPC DU MARCHE DE CONCEPTION REALISATION EXPLOITATION A LA NOTIFICATION DU MARCHE GLOBAL DE PERFORMANCE

Le marché global de performance est passé selon une procédure de dialogue compétitif. Il comprend les missions de conception, réalisation, exploitation et maintenance.

En lien avec d'éventuels AMO qu'il recrutera en tant que de besoin pour couvrir tout ou partie de la mission globale, le mandataire assure la constitution du dossier de consultation (DC) des candidats et rédige l'avis d'appel public à concurrence (AAPC) pour le marché global de performance.

Le mandataire soumet à l'accord du maître d'ouvrage, pour validation :

- l'ensemble des diagnostics finalisés,
- le projet de règlement de consultation,
- le DC complet et finalisé.

Il envoie aux publications l'AAPC du marché global de performance dès qu'il est validé par le maître d'ouvrage dans les supports appropriés selon les modes et les procédures propres au maître d'ouvrage.

Le mandataire élabore, en coordination et sous le contrôle du maître de l'ouvrage, la procédure de sélection des candidats à l'attribution du marché global de performance conformément aux procédures prévues par la réglementation des marchés publics et celles exigées par le maître d'ouvrage :

- il réceptionne les candidatures et les ouvre lors de sa propre commission interne des marchés. Il transmet le procès-verbal d'ouverture au maitre d'ouvrage.
- il établit les demandes, réceptionne et vérifie les certificats et pièces mentionnés à l'article R2144 du code de la commande publique.
- le cas échéant, il les fait compléter suivant les conditions posées par les articles R2142 et R2144 du code de la commande publique.
- il établit le rapport d'analyse des candidatures selon les modalités suivantes demandées par le maître d'ouvrage :
  - contexte de l'opération : présentation de l'opération, objectifs du projet, nature et montant prévisionnel des travaux ;
  - déroulement de la procédure avec la publication des avis d'appel publics à la concurrence ;
  - présentation des équipes candidates : recevabilité administrative et références (sur les supports souhaités par le maître d'ouvrage), vérification de l'adéquation au regard du marché des niveaux de capacités professionnelle, technique et financière présentés par les candidats puis préparation de la sélection des candidats admis à présenter une offre au regard des critères mentionnés dans l'AAPC.

  et recueille la validation du rapport auprès du maitre d'ouvrage.
- il organise en associant le maître d'ouvrage (Direction en charge de la commande publique) le jury de sélection ou de 1ère phase et en particulier :
  - il finalise les tâches liées à la procédure
  - il assure la présentation orale de l'opération et des candidatures devant le jury
- il procède à la rémunération des membres du jury dans le respect des dispositions applicables pour le Département
- il assure l'information des candidats non retenus à l'issue de la première phase de sélection de candidature, la rédaction de l'arrêté de sélection des candidats et la demandes des pièces aux candidats admis à remettre une offre ;

- il finalise le DCE comportant notamment le programme de l'opération, qu'il soumet à l'accord préalable du maître d'ouvrage (Direction du Patrimoine immobilier, Direction de l'enseignement, Direction de la Digitalisation et des Systèmes d'Information) ;
- il gère l'ensemble de la consultation dans le respect de l'égalité de traitement des candidats :
  - transmet le DCE complet et validé suivant la procédure en vigueur aux équipes concurrentes ;
  - organise et est présent aux visites du site ;
  - saisit le maitre d'ouvrage en tant que de besoin selon les questions posées par les candidats ;
  - transmet au maître d'ouvrage, à l'issue des réponses aux questions des candidats, le DCE finalisé (y compris réponses aux questions et modificatifs ou rectificatifs engendrés par celles-ci) ;
- Il se charge de l'ouverture des plis, établit et finalise le tableau d'ouverture des offres et le transmet au maitre d'ouvrage (Direction en charge de la commande publique et direction du patrimoine immobilier).
- il conduit les phases de dialogue ou de négociation avec les candidats retenus ;
- il réunit la commission technique et s'assure de la présence des « experts » ;
- il réalise la synthèse des travaux de la commission technique et rédige le rapport d'analyse des offres selon les modalités définies par le maître d'ouvrage, à savoir :
  - rappel de l'opération : site, bâti, programme, objectifs, procédures, indemnités et règlement de consultation,
  - présentation de chaque projet à partir des documents remis par les candidats,
  - analyse détaillée de chacun des projets et notamment l'analyse architecturale, urbanistique, fonctionnelle, technique, réglementaire, environnemental, phasage des travaux, économique, en accord avec les critères énoncés dans l'AAPC et/ou le règlement de consultation.

Et recueille la validation du rapport suivant la procédure en vigueur au Département.

- il organise en associant le maître d'ouvrage (direction en charge de la commande publique) la réunion du jury de 2ème phase (PV d'examen des prestations et d'audition des candidats et avis motivé) :
- il finalise les tâches liées à la procédure ;
- il assure une présentation orale de qualité de l'ensemble des travaux de la commission technique à l'attention du jury ;
- il organise en associant le maître d'ouvrage (direction en charge de la commande publique) dans la rédaction du procès-verbal de délibération du jury et le communique au maitre d'ouvrage afin que celui-ci l'officialise et le transmette à sa direction en charge de la commande publique;
- il prépare les éventuelles demandes de précisions sur les offres
- il rédige le rapport d'analyse des offres reprenant le procès-verbal du jury et demande l'inscription en CAO ;
- il assure une présentation orale du rapport d'analyse des offres auprès des membres de la CAO qui ont compétence pour attribuer le marché global de performance ;
- le cas échéant, il réalise la mise au point du marché ;
- il assure l'information des candidats non retenus ;
- il procède à la rémunération des membres du jury dans le respect des dispositions applicables pour le Département ;
- il procède au versement des primes aux candidats suivant la décision du jury ;
- il rédige le rapport destiné au contrôle de légalité puis notifie le marché et publie l'avis d'attribution.

3 – DE LA NOTIFICATION DU MARCHE GLOBAL DE PERFORMANCE A LA RECEPTION DES TRAVAUX

3.1 : Suivi des études réalisées par le titulaire du marché global de performance

En application du CCP, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du maître d'ouvrage sur le dossier d'avant-projet détaillé.

Le mandataire s'assure de la transmission des dossiers APD et PRO à l'ensemble des personnes concernées et amenées à émettre un avis. Il adresse au maître d'ouvrage, dès réception, un exemplaire des dossiers.

Le mandataire effectue une analyse exhaustive et détaillée, sur l'ensemble des aspects fonctionnels, techniques et financiers des dossiers. Il contrôle notamment l'adéquation du projet, aux différents stades, avec le contenu du programme et son enveloppe financière.

Il remet au maître d'ouvrage ses propositions motivées et la synthèse des différents avis émis sur les documents par le coordonnateur sécurité protection santé, le contrôleur technique, le coordonnateur système de sécurité incendie, les services d'incendie et de secours, les utilisateurs de l'ouvrage.

Le maître d'ouvrage fait connaître ses observations au mandataire.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire communique au groupement titulaire du marché global de performance la validation ou le refus du dossier, avec toutes les remarques justifiant la décision.

3.2 : Permis de construire et autorisations administratives

Une fois l'APS validé ou au cours de la phase APD, selon les spécificités de l'opération et en concertation avec le maître d'ouvrage, le mandataire fait préparer le permis de construire et toutes autres autorisations administratives.

Il compulse, en concertation avec le groupement titulaire du marché global de performance, les dossiers de demande de permis de construire et éventuellement de permis de démolir puis transmet à la signature du maître d'ouvrage ces demandes.

Il dépose ces dossiers auprès des services instructeurs et assure le suivi de leur instruction. Il organise, à cet effet, toutes les réunions nécessaires à l'obtention de ces permis.

Il transmet les arrêtés au groupement titulaire du marché global de performance et s'assure de leur prise en compte au cours de la phase projet de maîtrise d'œuvre.

Il établit toutes autres demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. Il prend également en charge dans le montant de l'opération tous les frais liés au permis (le cas échéant, les recherches archéologiques, la participation au branchement à l'assainissement…).

3.3 : Réception des études

Après accord du maître d'ouvrage, la réception des études est prononcée par le mandataire.

Le mandataire reçoit la proposition de réception du titulaire du marché global de performance qu'il transmet immédiatement au maître d'ouvrage avec son avis motivé. A l'appui de l'accord du maître d'ouvrage, le mandataire prononce ou non la réception. Il notifie sa décision au groupement attributaire du marché global de performance dans un délai de 2 mois à compter de la date de remise des études.

La remise des études au maitre d'ouvrage intervient à la date d'effet de la réception mentionnée dans la décision de réception.

Le mandataire se charge également de constater que le groupement titulaire du marché global de performance a obtenu le permis de construire et/ou les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage et prépare l'ordre de service spécifique prescrivant le démarrage de la période « travaux ».

Le cas échéant, le mandataire assiste le maître d'ouvrage pour mettre un terme, de manière anticipée, au marché global de performance : rédaction de la décision d'arrêter l'exécution des prestations.

3.4 : Suivi de chantier

Le mandataire exerce toutes les charges de la maîtrise d'ouvrage pour le suivi de chantier.

En cas de chantier sur site occupé, il s'assure avant la préparation du chantier que les modalités de celui-ci conviennent bien au maitre d'ouvrage et utilisateurs des locaux.

Il participe à toutes les réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage.

Il s'assure de la bonne marche du chantier et de la bonne exécution des marchés par l'ensemble des prestataires intervenant sur le chantier.

Le mandataire est le garant d'un suivi rigoureux du montant des travaux et assure la maîtrise des dérives liées aux travaux modificatifs dans le respect de l'enveloppe de l'opération. Il tient à jour la liste complète des travaux modificatifs.

En cas de difficulté sur le chantier et notamment de défaillance d'une entreprise, il rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

Doit être soumise pour approbation préalable du maître d'ouvrage toute décision ayant pour effet de porter une modification sur le montant ou le calendrier des travaux, et notamment les documents suivants :

- demandes d'avenants aux marchés et réclamations / décision de poursuite des travaux au-delà de la masse initiale / proposition de travaux modificatifs ;
- prolongation de délai ;
- affermissement d'une tranche.

4 - DE LA RECEPTION DE L'OUVRAGE A LA LEVEE DES RESERVES ET MISE DISPOSITION DES OUVRAGES – FIN DU PARFAIT ACHEVEMENT

4.1 Réception de l'ouvrage

Après accord du maître d'ouvrage, la réception de l'ouvrage est prononcée par le mandataire selon les modalités décrites dans le marché global de performance.

Le mandataire assiste aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

L'éventuel AMO qui aura été recruté, ou à défaut le mandataire, devra à cette phase réaliser les missions suivantes :

- participer aux opérations préalables à la réception des équipements techniques, VRD et infrastructures,
- vérifier les PV de réception établis par le groupement global de performance,
- vérifier la levée des réserves techniques.
- formuler un avis sur les dossiers des ouvrages exécutés (DOE) remis par le groupement en fin de chantier.

Après les opérations préalables à la réception, le mandataire organise avec l'aide de l'AMO une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participent le maître d'ouvrage, le mandataire, le groupement titulaire du marché global de performance, le contrôleur technique, le coordonnateur de sécurité et de santé. Cette visite donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu établi par l'AMO qui reprend les observations présentées par le maître d'ouvrage et/ou le mandataire, et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.

Le mandataire reçoit la proposition de réception du groupement titulaire du marché global de performance qu'il transmet immédiatement au maître d'ouvrage avec son avis motivé. A l'appui de l'accord du maître d'ouvrage, le mandataire prononce ou non la réception, éventuellement assortie de réserves. Il notifie sa décision au groupement titulaire du marché global de performance dans les trente jours suivant la date du procès-verbal des opérations préalables de réception.

La remise de l'ouvrage au maitre d'ouvrage intervient à la date d'effet de la réception mentionnée dans la décision de réception. Elle transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant au maître d'ouvrage.

Le mandataire suit les levées de réserves éventuelles et fait respecter les délais d'exécution précisés dans la décision de réception. La levée de réserves fait l'objet d'un procès-verbal notifié au groupement titulaire du marché global de performance et au maître d'ouvrage.

4.2 : Prestations de déménagement et fourniture du premier équipement du collège

Le mandataire organise et coordonne la passation et le suivi des marchés de mobilier et de déménagement au regard du phasage de l'opération.

Le mandataire planifie la procédure de consultation des entreprises, selon le mode de passation et les procédures propres au maître d'ouvrage.

Il organise en lien avec les utilisateurs les interventions sur site, met en place toute action visant le bon déroulement de ces marchés (réunion sur site avec les prestataires, réunion d'information avec les utilisateurs, inventaire, état des lieux..) et effectue un contrôle qualité.

Il veille au respect des délais contractuels et à la bonne coordination des intervenants en fonction des impératifs liés au calendrier scolaire, tels que les périodes d'examen ou de fermeture d'établissement.

En cas de difficulté, il rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

Il assure la réception des opérations.

4.3 : Garantie de parfait achèvement

Le mandataire est responsable du suivi des obligations dues au titre de la garantie de parfait achèvement. Cette garantie de parfait achèvement aura une durée d'un an reconductible à compter de la date de réception des travaux.

Il propose au maître d'ouvrage une méthodologie de suivi du parfait achèvement de l'ouvrage. En particulier, il s'assure de la tenue d'un cahier mentionnant tous les désordres et dysfonctionnements avec l'émargement du groupement titulaire du marché global de performance après réparation.

Il propose l'organisation d'une visite de parfait achèvement avant la fin du délai de garantie.

Il veille à ne pas restituer la retenue de garantie tant que les obligations de l'entrepreneur, au titre des levées de réserves et au titre du parfait achèvement, ne sont pas exécutées.

Il apprécie la nécessité de prolongation du délai de parfait achèvement et soumet sa proposition de levée de réserves pour validation au maître d'ouvrage.

Durant cette phase, les contacts, relations et demandes faites avec le collège seront gérés par le mandataire qui associera le maitre d'ouvrage en tant que de besoin.

4.4 Suivi exploitation-maintenance

La phase d'exploitation du marché global de performance s'étale pendant une durée définie en annexe 2 et calculée à compter de la réception des travaux.

Suivi technique de la phase d'exploitation :

Pendant les 2 premières années de cette phase, le suivi technique est réalisé par le mandataire en associant le maitre d'ouvrage aux restitutions trimestrielles.

Pendant cette phase, le mandataire, assurant le suivi technique, tient informé le maitre d'ouvrage de toutes difficultés qu'il rencontre avec le titulaire du marché global de performance notamment quant au respect de ses objectifs en matière de consommation d'énergie fixés dans son marché afin d'envisager l'application éventuelle de mesures coercitives.

Durant la 3° année, le mandataire assiste le maitre d'ouvrage de manière à permettre un bon transfert de compétences de l'exploitation du bâtiment et à en assurer la reprise.

Suivi administratif de la phase d'exploitation :

Lorsqu'intervient le changement du titulaire principal du marché global de performance prévu en début de la phase d'exploitation (l'entreprise chargée de l'exploitation devenant alors le titulaire principal) ou à défaut à la fin de la 3° année au plus tard, le marché sera transféré au maitre d'ouvrage qui en assurera la gestion administrative et financière.

Entre ce changement du suivi administratif et la fin de la 3° année, le mandataire agira alors en tant qu'assistant à maitre d'ouvrage, et certifiera les services faits liés à chaque état d'accompte.

Pour les autres marchés, le mandataire continue à assurer le suivi administratif et financier des marchés jusqu'à la notification des décomptes généraux de chacun des marchés.

Durant cette phase, les contacts, relations et demandes faites avec le collège seront gérés exclusivement par le mandataire.

Après la 3° année, le marché global de performance est transféré au maitre d'ouvrage qui assure la poursuite du suivi technique et administratif de l'exploitation du bâtiment réalisée dans le cadre du marché global de performance.

5 - ETABLISSEMENT DU BFM ET DU QUITUS

Cette phase est réalisée dans les conditions définies à l'article 10 de la présente convention.

6 – MISSIONS TRANSVERSALES

6.1 – Assurance construction

- présentation au maître d'ouvrage des polices d'assurance construction pour le choix du dispositif destiné à couvrir l'opération,
- proposition au maître d'ouvrage de la procédure et du calendrier de consultation,
- éventuellement proposition du choix d'un conseil en assurances,
    - information des candidats non retenus,
    - signature, après approbation du choix par le maître d'ouvrage, et gestion du marché correspondant,
    - publication de l'avis d'attribution,
- établissement, avec l'assistance éventuelle du maitre d'ouvrage ou du conseil en assurance recruté, du dossier de consultation des assureurs,
- après accord du maître d'ouvrage, lancement de la consultation,
- assistance au maître d'ouvrage pour le choix de l' (des) assureur(s),
- signature après approbation du choix par le maître d'ouvrage du (des) marché(s) d'assurance construction,
- paiement des primes,
- établissement et remise au maître d'ouvrage du dossier complet regroupant tous documents contractuels, techniques, administratifs relatifs au marché,
- éventuellement, gestion des sinistres,
- éventuellement, résiliation du marché à la demande du maître d'ouvrage.

6.2 Gestion financière et comptable de l'opération

Et notamment :
- établissement et actualisation périodique du bilan financier prévisionnel détaillé de l'opération en conformité avec l'enveloppe financière prévisionnelle et le plan de financement prévisionnel fixés par le maître d'ouvrage et annexés à la convention,
- actualisation périodique de l'échéancier et du plan de trésorerie de l'opération,
- suivi et mise à jour des documents précédents et information du maître d'ouvrage,
- transmission au maître d'ouvrage pour accord en cas de modification par rapport aux documents annexés au marché,
- assistance au maître d'ouvrage pour la conclusion des contrats de financement (prêts, subventions) et établissement des dossiers nécessaires,
- établissement des dossiers de demande périodique d'avances ou de remboursement, comportant toutes les pièces justificatives nécessaires, et transmission au maître d'ouvrage,
- établissement du dossier de clôture de l'opération et transmission pour approbation au maître d'ouvrage.

6.3 Gestion administrative

Et notamment :
- occupation temporaire du domaine public,
- commission de sécurité,
- relation avec concessionnaires, autorisations,
- proposition de rédaction des projets de délibérations nécessaires,
- établissement des dossiers nécessaires à l'exercice du contrôle de légalité et transmission,
- mise à disposition de tous les éléments de l'opération nécessaires,
- suivi des procédures correspondantes et informations du maître d'ouvrage,

- d’une manière générale, toutes démarches administratives nécessaires au bon déroulement de l’opération.

6.4 Communication

Le mandataire préparera un plan de communication qui sera soumis à l’approbation du maitre d’ouvrage et il en assurera la mise en œuvre.

En particulier il organisera, en lien avec le maitre d’ouvrage, à l’organisation d’une cérémonie de la première pierre et d’une cérémonie d’inauguration.

CONVENTION DE MANDAT POUR LA RÉALISATION DU COLLEGE DE STIRING WENDEL
ANNEXE 5 : Rémunération du mandataire

	Prix du jour étude homme (HT)
Conducteur d'opération	700 €
Directeur de projet	950 €

Volumes prévisionnels de temps passés phase par phase :

			Nb jours estimés	
Phase	Description de la phase	Sous phase	COP	Dir
Phase 1	De la notification du contrat de mandat à la validation du dossier de consultation des entreprises	Remise au MO de la note de synthèse des diagnostics finalisés	5	2
		Notification du marché d'Assistant technique à maitrise d'ouvrage	5	1
		Publication de l'AAC du marché global de performance	5	1
		Validation du rapport d'analyse du jury 1	15	5
		Validation du dossier de consultation des entreprises	15	5
		Sous-total	**45**	**14**
Phase 2	De la validation du dossier de consultation des entreprises à la notification du marché global de performances	Démarrage des phases de dialogue	20	5
		Validation du rapport d'analyse du jury 2	20	5
		Attribution du marché global de performance par la Commission d'appel d'offres	5	2
		Mise au point du marché global de performance	15	5
		Notification du marché global de performance	12	4
		Sous-total	**72**	**21**
Phase 3	Exécution du marché global de performance	Exécution du marché global de performance - trimestriellement au prorata temporis de la durée des études et des travaux, définie par le planning contractuel annexé au marché	180	3
		Sous-total	**180**	**3**
Phase 4	De la réception des travaux à la levée des réserves	Réception	24	
		Levée de réserves / Mise à disposition des ouvrages	15	1
		Sous-total	**39**	**1**
Phase 5	De la levée des réserves au quitus	Etablissement du BFM	5	
		Quitus	2	
		Sous-total	**7**	**0**
Phase 6	Exploitation	1 an après la réception	46	
		2 ans après la réception	16	
		3 ans après la réception	14	
		Sous-total	**76**	**0**
PROVISION INITIALE POUR ALEAS			50	5
TOTAL			**469**	**44**

Soit un total prévisionnel de :

370 100 € HT
444 120 € TTC

Les montants facturés selon le rythme prévu ci-dessus seront comparés aux temps réellement passés à l'issue de chaque phase et pourront donner lieu à ajustement à la hausse comme à la baisse, sans modifier l'enveloppe globale de rémunération, ni son rythme de perception.

Si l'enveloppe budgétaire globale est insuffisante, notamment si le maître d'ouvrage confie au mandataire des prestations supplémentaires rattachées à l'objet de l'opération, un avenant sera conclu pour intégrer ces prestations qui ne pourront être substantielles.

CONVENTION DE MANDAT POUR LA RÉALISATION DU COLLEGE DE STIRING-WENDEL

ANNEXE 6 - Commission d'appel d'offres - Jury de concours

La Commission d'appel d'offres applicables pour les marchés dépassant les seuils inscrit à l'article 9.1 sera celle du Département.

Le Jury mis spécifiquement en place pour suivre le marché global de performance est composé de la manière suivante :

Membres à voix délibérative :

- Monsieur le Président du Département de la Moselle, Président du Jury, ou son représentant,
- Monsieur Jean-Luc SACCANI, Vice-Président délégué aux Mobilités, aux Infrastructures et aux Constructions, ou son représentant,
- Madame Anne STéMART, Vice-Présidente déléguée à l'Education et aux collèges, ou son représentant,
- Madame Elisabeth HAAG, Conseillère Départementale du canton de STIRING-WENDEL ou son représentant,
- Monsieur Constant KIEFFER, Conseiller Départemental du canton de STIRING-WENDEL ou son représentant,
- Monsieur Yves Ludwig, Maire de STIRING-WENDEL ou son représentant,
- Madame Frédérique AUCLAIR, architecte CAUE MOSELLE, ou son représentant, en sa qualité de personnalité qualifiée,
- Monsieur Julien BORDERON, ingénieur CEREMA, laboratoire de Strasbourg, ou son représentant, en sa qualité de personnalité qualifiée,
- Madame Sylvie FEUGA, directrice ENVIROBAT Grand Est, ou son représentant, en sa qualité de personnalité qualifié.

Membres à voix consultative :

- Monsieur Marc HOUVER, Directeur Général des Services, ou son représentant,
- Madame Pascale CANCIANI, Directrice de l'Education et de l'Enseignement Supérieur, ou son représentant,
- Madame Anne-Marie HERBOURG, Directrice du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires, ou son représentant,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations, ou son représentant,
- Monsieur le Payeur Départemental, ou son représentant.

En application de l'article R. 2171-18 du Code de la commande publique, le jury sera tout à la fois compétent pour donner son avis quant aux candidatures et quant aux offres.

S'agissant des offres, le jury se prononcera sur des prestations qui auront été réalisées par les candidats et qui consisteront au moins en un avant-projet sommaire s'agissant d'un ouvrage de bâtiment et en un avant-projet accompagné des performances techniques de l'ouvrage. L'article R. 2171-18 du Code de la commande publique précise que le jury se prononcera également au vu des auditions.

DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE

ARRÊTÉS

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
SDSPPMI - SMAPE
Affaire suivie par : MEYER Catherine
Tél. / 03 87 56 32 03
N/Réf : [ROMBAS]

AR Préfecture : 057-225700012-20220616-lmc1X01000023b3-AR
Date AR Préfecture : 09-08-2022

A R R E T E

N°2022 – DS – SDSPPMI – 001151

en date du 16 juin 2022

autorisant la reprise de gestion de l'établissement dénommé « Les Petits Amis » rue Jean Jacques Rousseau à ROMBAS par la société la Maison Bleue 147

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le titre II du Livre III du Code de la Santé Publique et notamment les articles L 2324-1 et suivants ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi N° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, et notamment son article 37-3 ;

VU le décret n° 2000-762 du 1er août 2000 portant règlementation des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, l'article L 2324-1 et suivants du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le décret n° 2007-230 du 20 février 2007 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants ;

VU l'arrêté n°2021-DS-DEFI-000608 autorisant le changement de directrice au sein du multi-accueil « Les Petits Amis » sis rue Jean Jacques Rousseau à ROMBAS ;

Vu l'extrait du registre des délibérations du Conseil Communautaire de la Commune de Communes du Pays Orne-Moselle en date du 7 décembre 2021 ;

Vu la demande présentée par la société La Maison Bleue 147 représenté(e) par Monsieur Sylvain FORESTIER, Président, dont le siège social est situé 148-152 route de la Reine à BOULOGNE BILLANCOURT en date du 28 janvier 2022 ;

SUR proposition du Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité,

A R R E T E

ARTICLE 1 :
La société La Maison Bleue 147 représentée par Monsieur Sylvain FORESTIER, Président, est autorisée, à compter du 1er janvier 2022, à reprendre la gestion de l'établissement assurant un accueil collectif non permanent d'enfants de moins de six ans de type Multi-accueil dénommé "Les Petits Amis " sis, Rue Jean Jacques Rousseau à ROMBAS, du lundi au vendredi de 7 heures 30 à 18 heures 30.

ARTICLE 2 :
L'effectif maximum des enfants de moins de six ans accueillis simultanément ne doit pas dépasser **vingt-cinq (25).**
Le gestionnaire a la possibilité d'ajuster cette capacité en fonction des demandes des familles et des possibilités en termes de personnel d'encadrement. Conformément à l'article R 2324-30 du Code de la Santé Publique (CSP), ces modifications doivent figurer dans le règlement de fonctionnement de l'établissement après adoption par le conseil d'administration dont un exemplaire devra être transmis au Médecin Départemental de la Protection Maternelle et Infantile.

ARTICLE 3 :
Madame Déborah SZALATA, Directrice, titulaire du diplôme de DE Infirmière, répond aux conditions de l'article R 2324-34 du CSP. Elle assure ses fonctions à temps plein en décharge totale de direction.

ARTICLE 4 :
Le personnel participant à l'encadrement des enfants conformément à l'article R 2324-42 du CSP se compose de :

- 1 personne titulaire d'un diplôme d'éducatrice de jeunes enfants représentant 0,8 ETP,
- 2 personnes titulaires d'un diplôme d'auxiliaire de puériculture représentant 2 ETP
- 4 personnes disposant au minimum d'une qualification de niveau 3 représentant 4 ETP.

Soit un total de 6,8 ETP

Les tâches liées à l'entretien des locaux et la restauration sont assurées par 2 personnes représentant 1,42 ETP.

Afin de vous conformer à la règlementation en vigueur (décret n°2021-1131 du 30/08/2021 relatif aux établissements d'accueil du jeune enfant) vous disposez d'un délai jusqu'au 1er septembre 2022.

Le personnel devra être reconnu exempt de toute maladie transmissible, avoir satisfait aux obligations vaccinales prévues par la réglementation applicable au personnel des établissements de prévention et de soins.

Tout changement de personnel devra être signalé à la Direction de la Solidarité - Sous-Direction de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile – Hôtel du Département – CS 11096 - 57036 METZ CEDEX 1.

ARTICLE 5 :
L'établissement dénommé "Les Petits Amis " est tenu de posséder et tenir à jour les divers registres et documents administratifs et médicaux.

Chaque année, la responsable est tenue d'envoyer à la Direction de la Solidarité – Sous-Direction de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile – un compte rendu d'activité.

ARTICLE 6 :
Tout accident doit être signalé à la Direction de la Solidarité - Sous-Direction de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile (article R 2324-44-1 du CSP).

ARTICLE 7 :
Monsieur le Directeur Général des services Départementaux et Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département,

Patrick WEITE

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Politique de l'Autonomie
Affaire suivie par : Catherine MATHIEU-CHAMPEVAL
Tél. / 0387563219
N/Réf : [.001203.]

AR Préfecture : 057-225700012-20220824-lmc1X010000255c-AR
Date AR Préfecture : 25-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001203

en date du 24 août 2022

modifiant l'arrêté N° 2018 – DPA – 30331 du 15 février 2018 relatif aux coûts de référence de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;

VU la délibération de la Réunion Trimestrielle du 11 septembre 2017 du Département portant sur la modification de certaines aides éligibles à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

VU la délibération de la Réunion Trimestrielle du 1er février 2022 du Département portant sur le vote du Budget Primitif 2022 ;

VU la délibération de la Réunion Trimestrielle de juin 2022 du Département portant modification du Règlement Départemental d'Aide Sociale (RDAS) ;

VU l'arrêté N° 2018 – 30331 du 15 février 2018 relatif aux coûts de référence de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) ;

VU l'arrêté N° 2022 – 000968 du 31 janvier 2022 modifiant l'article 2 de l'arrêté N° 2018 – 30331 du 15 février 2018 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

La valorisation des dépenses prises en charge dans les plans d'aide des bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) est fixée comme suit, toutes charges comprises :

ARTICLE 1

Pour les dépenses de personnel employé par le bénéficiaire :

- Emploi direct : Salaire horaire minimum conventionnel brut majoré des cotisations patronales opposables à la période de réalisation du plan d'aide, soit 13,43 € de l'heure à la signature du présent arrêté.

- Emploi direct avec un service mandataire agréé dans les conditions fixées à l'article L 129-1 du Code du Travail : SMIC horaire brut majoré des cotisations patronales et de 0,91 € pour la prestation du mandataire, soit 14,34 €.

Les coûts de référence fixés pour l'emploi direct, les services mandataires agréés dans les conditions fixées à l'article L.129-1 du Code du Travail seront automatiquement ajustés au fur et à mesure de l'évolution du salaire horaire minimum conventionnel brut et des cotisations patronales.

ARTICLE 2

- Pour les prestations délivrées par les Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) autorisés, conformément à la loi d'Adaptation de la Société au Vieillissement (ASV), le tarif horaire de référence pour le Département de la Moselle est fixé à 23 €/h à compter du 1er janvier 2022, pour les tarifs supérieurs ou égaux à 23 €.

- Pour les services d'aide et d'accompagnement à domicile pratiquant un tarif inférieur à 23 €, le tarif de référence pris en charge par le Département de la Moselle sera celui proposé par le service d'aide et d'accompagnement à domicile.

ARTICLE 3

Pour les autres dépenses :

- Garde de nuit permanente

Participation sous forme d'un forfait par nuit pour un maximum de 5 nuits par mois assurées par un organisme mandataire autorisé à rendre cette prestation fixé comme suit :
- forfait de 45 € pour une nuit calme
- forfait de 75 € pour une nuit agitée

- Hébergement temporaire

Prise en charge d'un tarif unique de 60 € par jour dans la limite de 30 jours par année civile.
En cas de tarifs journaliers inférieurs facturés par l'EHPAD, prise en charge sur la base de la réalité des dépenses.

- Téléalarme ou abonnement à un dispositif de géolocalisation

21 € pour l'abonnement mensuel.

- Accueil de jour

Prise en charge dans la limite de 10 jours par mois et selon deux forfaits :
- GIR 1 et 2 : 35 €/j
- GIR 3 et 4 : 30 €/j

En cas de tarifs journaliers inférieurs facturés par l'EHPAD, prise en charge sur la base de la réalité des dépenses.

- Forfaits mensuels

Prise en charge des frais liés à la perte d'autonomie des personnes résidant dans un établissement d'hébergement pour personnes âgées (EHPA) de la Moselle dans le cadre d'un forfait mensuel déterminé à :

- pour les personnes classées en GIR 3 ou en GIR 4 : 116 €
- pour les personnes classées en GIR 1 ou en GIR 2 : 215 €.

- Portage des repas

Prise en charge sur la base d'un forfait à l'unité du portage d'un repas par jour pour un maximum de 30 portages par mois, au coût unitaire de 2,50 €, effectué par une cuisine centrale, des EHPAD, des CCAS ou Communautés de Communes, des entreprises de services d'aide à domicile autorisées par le Département ou déclarées à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et des Solidarités et répondant aux obligations fixées par la Direction Départementale de la Protection de la Population.

- Aides techniques

Prise en charge de la fourniture et de l'installation par un professionnel des aides techniques suivantes, pour un montant maximum fixé à :

- rehausse WC : 30 €
- barre d'appui : 25 € (pour un maximum de 4 barres d'appui)
- siège de bain ou de douche : 60 €.

Prise en charge des aides techniques suivantes, spécifiques à certains handicaps, pour un montant maximum fixé à :

- forfait pour siège de voiture pivotant : 40 €
- forfait pour GPS à commande vocale : 150 €
- forfait pour machine à lire – agrandisseur : 500 €
- forfait pour lampe flash – alerte : 150 €
- forfait pour bracelet de géo-localisation : 150 € pour l'achat du bracelet.

Sur les territoires qui expérimentent les dispositifs d'accès aux aides techniques déployés ou soutenus dans le cadre de la Conférence des Financeurs, les aides techniques préconisées par l'ergothérapeute mobilisé dans le cadre de ces dispositifs seront retenues. Le montant d'Allocation Personnalisée d'Autonomie sera déterminé, déduction faite des autres financements (excepté fauteuils roulants et prothèses auditives).

- Aménagement du domicile

Prise en charge de la fourniture et de l'installation par un professionnel une seule fois non renouvelable :

- main courante
- plan incliné
- fauteuil monte escalier sur rampe
- agrandissement ou changement de sens d'ouverture de portes
- création ou transformation de salles de bain hors carrelage et travaux d'embellissement
- modification de robinetterie.

L'APA pourra être mobilisée pour participer au financement des demandes d'aménagement du domicile et des aides techniques spécifiques susvisées dans la limite des disponibilités financières restantes entre le plafond GIR du bénéficiaire et les aides mensualisées, dans la limite de 3 000 € cumulés par an.

Ces coûts s'entendent toutes charges comprises et constituent le plafond de prise en charge par le Département de la Moselle. Tout service rendu à un moindre coût sera pris en charge à son coût réel.

ARTICLE 4
Les dispositions du présent arrêté prennent effet au 1er juillet 2022 pour l'ensemble des bénéficiaires de l'APA.

ARTICLE 5
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy – 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 6
Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Moselle.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
SDSPPMI
Affaire suivie par : MEYER Cathy
Tél. / 03 87 56 32 03
N/Réf : [METZERVISSE]

AR Préfecture : 057-225700012-20220627-lmc1X0100002a2f-AR
Date AR Préfecture : 03-08-2022

A R R E T E

N°2022 – DS – SDSPPMI – 001323

en date du 27 juin 2022

autorisant l'augmentation de la capacité d'accueil de la micro-crèche dénommée « Chenilles et Papillons - Metzervisse » 1 A rue des Roses à METZERVISSE

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le titre II du Livre III du Code de la Santé Publique et notamment les articles L.2324-1 et suivants ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi N° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, et notamment son article 37-3 ;

VU le décret n° 2000-762 du 1er août 2000 portant règlementation des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, l'article L.2324-1 et suivants du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le décret n° 2007-230 du 20 février 2007 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants ;

VU l'arrêté n° 2016-DS-DEFI-28307 du 4 octobre 2016 autorisant la création, l'ouverture et le fonctionnement d'un établissement assurant un accueil collectif non permanent d'enfants de moins

de six ans de type Micro-crèche dénommé ''Chenilles et Papillons - Metzervisse'" sis 1 a, rue des Roses à METZERVISSE;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 2 de l'arrêté n° 2016-DS-DEFI-28307 du 4 octobre 2016 est modifié ainsi

La SARL « CHENILLES ET PAPILLONS » représentée par Madame Julia HERMES, Gérante, est autorisée à augmenter la capacité d'accueil de la micro-crèche dénommée "Chenilles et Papillons - Metzervisse" sis, 1A rue des Roses à METZERVISSE, du lundi au vendredi de 7 h00 à 19 h00.

L'effectif maximum des enfants de moins de six ans accueillis simultanément ne doit pas dépasser **douze (12).**
Le gestionnaire a la possibilité d'ajuster cette capacité en fonction des demandes des familles et des possibilités en termes de personnel d'encadrement. Conformément à l'article R 2324-30 du Code de la Santé Publique (CSP), ces modifications doivent figurer dans le règlement de fonctionnement de l'établissement après adoption par le conseil d'administration dont un exemplaire devra être transmis au Médecin Départemental de la Protection Maternelle et Infantile.

ARTICLE 2 :

Madame Julia HERMES, référent technique et pédagogique, titulaire du Diplôme d'Etat d'éducatrice de jeunes enfants, répond aux conditions de l'article R 2324-34 du CSP. Elle assure ses fonctions de référent technique à raison de 0,2 Equivalent Temps Plein.

ARTICLE 3 :

Le personnel participant à l'encadrement des enfants conformément à l'article R 3324-42 du CSP se compose de :

- 1 responsable pédagogique et technique, titulaire d'un diplôme d'éducatrice de jeunes enfants représentant 0,3 ETP,
- 2 personnes titulaires d'un diplôme d'éducatrice de jeunes enfants représentant 1,5 ETP,
- 3 personnes disposant au minimum d'une qualification de niveau 3 représentant 2,7 ETP
- 1 personne sans qualification représentant 0.2 ETP

Soit un total de 4,7 ETP

Les tâches liées à l'entretien des locaux sont assurées par l'ensemble du personnel, après le départ des enfants.

Madame Emilie JULIEN, titulaire du DE d'infirmière interviendra en qualité de référent « Santé & Accueil Inclusif » au sein de l'établissement à raison de dix heures annuelles dont deux par trimestre conformément à l'article R2324-39 et à l'article R2324-46-2 du CSP.

Le personnel devra être reconnu exempt de toute maladie transmissible, avoir satisfait aux obligations vaccinales prévues par la réglementation applicable au personnel des établissements de prévention et de soins.

Tout changement de personnel devra être signalé à la Direction de la Solidarité - Sous-Direction de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile – Hôtel du Département – CS 11096 - 57036 METZ CEDEX 1.

ARTICLE 4 :

L'établissement dénommé "Chenilles et Papillons - Metzervisse" est tenu de posséder et tenir à jour

les divers registres et documents administratifs et médicaux.

ARTICLE 5 :

Tout accident doit être signalé à la Direction de la Solidarité – Sous Direction de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile (article R.2324-44-1 du CSP).

Monsieur le Directeur Général des services Départementaux et le Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
SDSPPMI
Affaire suivie par : MEYER Cathy
Tél. / 03 87 56 32 03
N/Réf : [YUTZ Chenilles et Papillons.]

AR Préfecture : 057-225700012-20220627-lmc1X0100002a32-AR
Date AR Préfecture : 03-08-2022

A R R E T E

N° 2022 – DS – SDSPPMI – 001326

en date du 27 juin 2022

autorisant l'augmentation de la capacité d'accueil de la micro-crèche dénommée
« Chenilles et Papillons - Yutz» 8 rue du Somp à YUTZ

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le titre II du Livre III du Code de la Santé Publique et notamment les articles L.2324-1 et suivants ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi N° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, et notamment son article 37-3 ;

VU le décret n° 2000-762 du 1er août 2000 portant règlementation des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, l'article L.2324-1 et suivants du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le décret n° 2007-230 du 20 février 2007 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants ;

VU l'arrêté n° 2015-DS-DEFI-26505 du 18 mai 2015 autorisant la création, l'ouverture et le fonctionnement d'un établissement assurant un accueil collectif non permanent d'enfants de moins de six ans de type Micro-crèche dénommé ''Chenilles et Papillons - YUTZ'" sis 8 rue du Somp à

YUTZ;

VU l'arrêté n° 2016-DS-DEFI-28309 du 4 octobre 2016 autorisant la modification de l'arrêté n° 2015-DS-DEFI-26505 relatif à l'établissement dénommé ''Chenilles et Papillons - YUTZ" sis 8 rue du Somp à YUTZ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 2 de l'arrêté n° 2015-DS-DEFI-26505 du 18 mai 2015 est modifié ainsi

La SARL « CHENILLES ET PAPILLONS » représentée par Madame Julia HERMES, Gérante, est autorisée à augmenter la capacité d'accueil de la micro-crèche dénommée "Chenilles et Papillons - Yutz" sis, 8 rue du Somp à YUTZ, du lundi au vendredi de 7 h00 à 19 h00.

L'effectif maximum des enfants de moins de six ans accueillis simultanément ne doit pas dépasser **douze (12).**
Le gestionnaire a la possibilité d'ajuster cette capacité en fonction des demandes des familles et des possibilités en termes de personnel d'encadrement. Conformément à l'article R 2324-30 du Code de la Santé Publique (CSP), ces modifications doivent figurer dans le règlement de fonctionnement de l'établissement après adoption par le conseil d'administration dont un exemplaire devra être transmis au Médecin Départemental de la Protection Maternelle et Infantile.

ARTICLE 2 :

Madame Julia HERMES, référent technique et pédagogique, titulaire du Diplôme d'Etat d'éducatrice de jeunes enfants, répond aux conditions de l'article R 2324-34 du CSP. Elle assure ses fonctions de référent technique à raison de 0,2 Equivalent Temps Plein.

ARTICLE 3 :

Le personnel participant à l'encadrement des enfants conformément à l'article R 3324-42 du CSP se compose de :

- 1 responsable pédagogique et technique, titulaire d'un diplôme d'éducatrice de jeunes enfants représentant 0,3 ETP,
- 1 personne titulaire d'un diplôme d'éducatrice de jeunes enfants représentant 0,5 ETP,
- 4 personnes disposant au minimum d'une qualification de niveau 3 représentant 4 ETP
- 1 personne sans qualification représentant 0.23 ETP

Soit un total de 5,03 ETP

Les tâches liées à l'entretien des locaux sont assurées par l'ensemble du personnel, après le départ des enfants.

Madame Emilie JULIEN, titulaire du DE d'infirmière interviendra en qualité de référent « Santé & Accueil Inclusif » au sein de l'établissement à raison de dix heures annuelles dont deux par trimestre conformément à l'article R2324-39 et à l'article R2324-46-2 du CSP.

Le personnel devra être reconnu exempt de toute maladie transmissible, avoir satisfait aux obligations vaccinales prévues par la réglementation applicable au personnel des établissements de prévention et de soins.

Tout changement de personnel devra être signalé à la Direction de la Solidarité - Sous-Direction de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile – Hôtel du Département – CS 11096 - 57036 METZ CEDEX 1.

ARTICLE 4 :

L'établissement dénommé "Chenilles et Papillons - Yutz" est tenu de posséder et tenir à jour les divers registres et documents administratifs et médicaux.

ARTICLE 5 :

Tout accident doit être signalé à la Direction de la Solidarité – Sous Direction de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile (article R.2324-44-1 du CSP).

Monsieur le Directeur Général des services Départementaux et le Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Francis WEISSELDINGER
Tél. 03 87 56 32 35

AR Préfecture : 057-225700012-20220810-lmc1X0100002aac-AR
Date AR Préfecture : 10-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001335

en date du 01/07/2022

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2022
de l'EHPAD Sainte-Chrétienne à METZ

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 6 décembre 2021 (Rapport III-2) ;

- VU l'arrêté N°2021-DS-000901 en date du 17 janvier 2022 portant fixation pour 2022 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de la Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2022 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section hébergement sont autorisées comme suit :

	Montants TTC
Montant global des charges brutes	1 600 684,29 €
Déficit	0,00 €
TOTAL	**1 600 684,29 €**
Montant global des produits bruts	1 600 684,29 €
dont montant produits de tarification	1 492 613,71 €
Excédent	0,00 €
Dépenses refusées	0,00 €
TOTAL	**1 600 684,29 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables à l'EHPAD Sainte-Chrétienne sont fixés ainsi qu'il suit du 1er juillet 2022 au 31 décembre 2022 :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	58,07 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	21,05 €
- GIR 3 et 4	13,36 €
- GIR 5 et 6	5,67 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	74,95 €
dont participation à la dépendance	16,88 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables sont fixés comme suit :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	58,07 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	20,37 €
- GIR 3 et 4	12,93 €
- GIR 5 et 6	5,49 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	74,40 €
dont participation à la dépendance	16,33 €

Article 4
Pour l'exercice budgétaire 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 404 801,54 €.

Article 5
Pour l'exercice budgétaire 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 239 856,70 € :

- pour la période du 1er juillet 2022 au 31 décembre 2022, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 20 517,47 €,
- à compter du 1er janvier 2023, le versement mensuel est de 19 988,06 €.

Article 6
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 7
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 8
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD Sainte-Chrétienne sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Francis WEISSELDINGER
Tél. 03 87 56 32 35

AR Préfecture : 057-225700012-20220810-lmc1X0100002ab1-AR
Date AR Préfecture : 10-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001336

en date du 01/07/2022

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2022
de l'EHPAD Le Val de Seille à MARLY

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 6 décembre 2021 (Rapport III-2) ;

- VU l'arrêté N°2021-DS-000901 en date du 17 janvier 2022 portant fixation pour 2022 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de la Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2022 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section hébergement sont autorisées comme suit :

	Montants TTC
Montant global des charges brutes	1 264 738,02 €
Déficit	2 925,41 €
TOTAL	**1 267 663,43 €**
Montant global des produits bruts	1 267 663,43 €
dont montant produits de tarification	1 240 793,24 €
Excédent	0,00 €
Dépenses refusées	0,00 €
TOTAL	**1 267 663,43 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables à l'EHPAD Le Val de Seille sont fixés ainsi qu'il suit du 1er juillet 2022 au 31 décembre 2022 :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	57,75 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	21,21 €
- GIR 3 et 4	13,46 €
- GIR 5 et 6	5,71 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	74,09 €
dont participation à la dépendance	16,34 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables sont fixés comme suit :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	57,35 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	20,59 €
- GIR 3 et 4	13,07 €
- GIR 5 et 6	5,54 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	73,21 €
dont participation à la dépendance	15,86 €

Article 4
Pour l'exercice budgétaire 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 336 948,60 €.

Article 5
Pour l'exercice budgétaire 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 208 507,10 € :

- pour la période du 1er juillet 2022 au 31 décembre 2022, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 18 374,29 €,
- à compter du 1er janvier 2023, le versement mensuel est de 17 375,59 €.

Article 6
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 7
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 8
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD Le Val de Seille sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Francis WEISSELDINGER
Tél. 03 87 56 32 35

AR Préfecture : 057-225700012-20220810-lmc1X0100002ab2-AR
Date AR Préfecture : 10-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001337

en date du 01/07/2022

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2022
de l'EHPAD Saint-Joseph à JOUY-AUX-ARCHES

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 6 décembre 2021 (Rapport III-2) ;

- VU l'arrêté N°2021-DS-000901 en date du 17 janvier 2022 portant fixation pour 2022 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de la Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2022 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section hébergement sont autorisées comme suit :

	Montants TTC
Montant global des charges brutes	2 022 751,47 €
Déficit	0,00 €
TOTAL	**2 022 751,47 €**
Montant global des produits bruts	2 022 751,47 €
dont montant produits de tarification	1 868 197,41 €
Excédent	0,00 €
Dépenses refusées	0,00 €
TOTAL	**2 022 751,47 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables à l'EHPAD Saint-Joseph sont fixés ainsi qu'il suit du 1er juillet 2022 au 31 décembre 2022 :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	58,36 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	20,85 €
- GIR 3 et 4	13,24 €
- GIR 5 et 6	5,62 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	75,59 €
dont participation à la dépendance	17,23 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables sont fixés comme suit :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	58,11 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	20,13 €
- GIR 3 et 4	12,78 €
- GIR 5 et 6	5,42 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	74,73 €
dont participation à la dépendance	16,62 €

Article 4
Pour l'exercice budgétaire 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 517 879,05 €.

Article 5
Pour l'exercice budgétaire 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 330 768,17 € :

- pour la période du 1er juillet 2022 au 31 décembre 2022, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 29 468,71 €,
- à compter du 1er janvier 2023, le versement mensuel est de 27 564,01 €.

Article 6
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 7
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 8
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD Saint-Joseph sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Ophélie BAILLOT
Tél. 03 87 56 30 28

AR Préfecture : 057-225700012-20220810-lmc1X0100002b51-AR
Date AR Préfecture : 10-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001355

en date du 01/07/2022

portant fixation de la dotation globale annuelle 2022
afférente au Service d'Accompagnement à l'Hébergement de Travailleurs Handicapés en Milieu Ouvert (SAHTHMO) de l'ESAT à LORQUIN
géré par l'Etablissement Public Social de LORQUIN (EPSOLOR)

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;
- VU les orientations relatives aux modalités d'accompagnement des personnes adultes handicapées adoptées par l'Assemblée Départementale lors de sa 2ème Réunion Trimestrielle de 2007, particulièrement les dispositions relatives au dispositif des SAHTHMO ;
- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 06 décembre 2022 (Rapport III-2-61) ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2022, la dotation globale annuelle de fonctionnement du SAHTHMO géré par l'Etablissement Public Social de LORQUIN (EPSOLOR) s'élève à 42 950 €.

Article 2
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY (Cour administrative d'appel de NANCY – 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes ; les recours peuvent également être faits par voie électronique au tribunal administratif à partir de l'application internet « Télérecours citoyen » accessible par le site de téléprocédure http://www.telerecours.fr/ ;

Article 3

Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur du SAHTHMO sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Ophélie BAILLOT
Tél. 03 87 56 30 28

AR Préfecture : 057-225700012-20220810-lmc1X0100002b52-AR
Date AR Préfecture : 10-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001356

en date du 01/07/2022

portant fixation de la dotation globale annuelle 2022
afférente au Service d'Accompagnement à l'Hébergement de Travailleurs Handicapés en Milieu Ouvert (SAHTHMO) « L'ETAPE »
géré par l'Association ESPOIR 57

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;
- VU les orientations relatives aux modalités d'accompagnement des personnes adultes handicapées adoptées par l'Assemblée Départementale lors de sa 2ème Réunion Trimestrielle de 2007, particulièrement les dispositions relatives au dispositif des SAHTHMO ;
- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 06 décembre 2022 (Rapport III-2-61) ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2022, la dotation globale annuelle de fonctionnement du SAHTHMO « L'ETAPE » géré par l'Association ESPOIR 57 à MARLY s'élève à 61 563 €.

Article 2
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY (Cour administrative d'appel de NANCY – 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes ; les recours peuvent également être faits par voie électronique au tribunal administratif à partir de l'application internet « Télérecours citoyen » accessible par le site de téléprocédure http://www.telerecours.fr/ ;

Article 3
Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur du SAHTHMO sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
SDSPPMI
Affaire suivie par : MEYER Cathy
Tél. /03 87 56 32 03
N/Réf : [.YUTZ]

AR Préfecture : 057-225700012-20220720-lmc1X0300002be9-AR
Date AR Préfecture : 21-09-2022

A R R E T E

N° 2022 - DS - SDSPPMI - 001367

en date du 20 juillet 2022

autorisant la création, l'ouverture, et le fonctionnement d'une micro crèche dénommée "DOUCEUR D'ENFANCE" 115 avenue des Nations à YUTZ

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le titre II du Livre III du Code de la Santé Publique et notamment les articles L.2324-1 et suivants ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi N° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, et notamment son article 37-3 ;

VU le décret n° 2000-762 du 1er août 2000 portant règlementation des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, l'article L.2324-1 et suivants du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le décret n° 2007-230 du 20 février 2007 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants ;

Vu la demande présentée par la SARL "MICRO-CRECHE DOUCEUR D'ENFANCE" représentée par Madame Alexie SPANGENBERG, Gérante, dont le siège social est situé 115 Avenue des Nations à YUTZ en date du 30 mai 2022 ;

Vu l'avis du Maire de la Commune de YUTZ en date du 19 août 2021 ;

Vu l'avis favorable de la sous-commission départementale pour la Sécurité contre les Risques d'Incendie et de Panique du 12 août 2021 et de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité du 23 juillet 2021 ;

Vu le rapport de visite de Monsieur le Médecin Départemental de la Protection Maternelle et Infantile, en date du 23 mai 2022 ;

Vu le dossier reconnu complet le 27 juin 2022 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité,

A R R E T E

ARTICLE 1 :
La SARL "MICRO-CRECHE DOUCEUR D'ENFANCE" représentée par Madame Alexie SPANGENBERG, Gérante, est autorisé(e), à compter du 30 mai 2022, à créer, ouvrir et faire fonctionner un établissement assurant un accueil collectif non permanent d'enfants de moins de six ans de type Micro-crèche dénommé "Micro crèche douceur d'enfance" sis, 115 Avenue des Nations à YUTZ, du lundi au vendredi de 7 heures 30 à 18 heures.

ARTICLE 2 :
L'effectif maximum des enfants de moins de six ans accueillis simultanément ne doit pas dépasser **douze (12).**
Le gestionnaire a la possibilité d'ajuster cette capacité en fonction des demandes des familles et des possibilités en termes de personnel d'encadrement. Conformément à l'article R 2324-30 du Code de la Santé Publique (CSP), ces modifications doivent figurer dans le règlement de fonctionnement de l'établissement après adoption par le conseil d'administration dont un exemplaire devra être transmis au Médecin Départemental de la Protection Maternelle et Infantile.

ARTICLE 3 :
Madame Pauline VOUILLAUME, référent technique et pédagogique, titulaire du diplôme d'Etat d'infirmière puéricultrice, répond aux conditions de l'article R 2324-34, R 2324-34-2 et 2324-36 du CSP. Elle exerce ses fonctions à hauteur de 1 ETP dont 0,2 ETP en décharge de direction.

ARTICLE 4 :
Le personnel participant à l'encadrement des enfants conformément à l'article R 2324-42 du CSP se compose de :

- 1 personne titulaire d'un diplôme d'Etat d'infirmière puéricultrice représentant 0,8 ETP,
- 1 personne titulaire d'un diplôme d'Etat d'infirmière représentant 1 ETP,
- 2 personnes disposant au minimum d'une qualification de niveau 3 représentant 2 ETP.

Soit un total de 3,8 ETP

Les tâches liées à l'entretien des locaux sont assurées par l'ensemble du personnel, après le départ des enfants.

Madame Anne SIMONNEAUX, infirmière puéricultrice DE interviendra en qualité de référent santé & accueil inclusif au sein de l'établissement à raison de dix heures annuelles dont deux par trimestre.

Le personnel devra être reconnu exempt de toute maladie transmissible, avoir satisfait aux obligations vaccinales prévues par la réglementation applicable au personnel des établissements de prévention et de soins.

Tout changement de personnel devra être signalé à la Direction de la Solidarité - Sous-Direction de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile – Hôtel du Département – CS 11096 - 57036 METZ CEDEX 1.

ARTICLE 5 :
L'établissement dénommé « Micro crèche douceur d'enfance » est tenu de posséder et tenir à jour les divers registres et documents administratifs et médicaux.

Chaque année, la responsable est tenue d'envoyer à la Direction de la Solidarité - Enfance, Famille et Insertion un compte rendu d'activité.

ARTICLE 6 :
Tout accident doit être signalé à la Direction de la Solidarité - Enfance, Famille et Insertion (article R 2324-44-1 du CSP).

ARTICLE 7 :
Monsieur le Directeur Général des services Départementaux et Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Ophélie BAILLOT
Tél. 03 87 56 30 28

AR Préfecture : 057-225700012-20220810-lmc1X0100002c57-AR
Date AR Préfecture : 10-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001375

en date du 01/07/2022

portant fixation des tarifs journaliers 2022 et de la dotation globalisée commune des établissements et services participant au CPOM CMSEA : Foyer d'Accueil Polyvalent (FAP) Le Haut Soret, Foyer d'Accueil Spécialisé (FAS) Le Haut Soret, Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) Le Haut Soret et Service d'Accompagnement à l'Hébergement de Travailleurs Handicapés en Milieu Ouvert (SATHMO) à SAINT-JULIEN-LES-METZ

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.313-11 et suivants (contrats pluriannuels), L.314-1 et suivants (dispositions financières), L.351-1 et suivants (contentieux de la tarification) ;
- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles à R.314-1 et suivants (dispositions financières), R.351-1 et suivants (contentieux de la tarification) ;
- VU le Code de la Santé Publique ;
- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 6 décembre 2021 (Rapport III-2) ;
- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectif et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé et le Département de la Moselle ;
- VU l'avenant de prorogation du CPOM 2018-2020 pour l'exercice 2021 signé le 15 décembre 2020 ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1

Pour l'exercice budgétaire 2022 les charges et les produits prévisionnels sont autorisés comme suit :

Groupes Fonctionnels	FAM	FAS	FAP	SATHMO	TOTAL
Charges - Groupe I	105 642,99 €	129 705,66 €	392 930,65 €	0,00 €	628 279,31 €
Charges - Groupe II	719 987,57 €	640 121,76 €	2 120 690,91 €	167 034,81 €	3 647 835,05 €
Charges - Groupe III	98 387,27 €	157 594,30 €	505 579,50 €	0,00 €	761 561,07 €
Résultat					0,00 €
Total charges	**924 017,83 €**	**927 421,72 €**	**3 019 201,06 €**	**167 034,81 €**	**5 037 675,43 €**
Produits - Groupe I	566 583,39 €	918 194,69 €	2 988 904,90 €	167 034,81 €	4 640 717,79 €
dont dotation globalisée	*399 210,18 €*	*726 419,21 €*	*2 194 958,85 €*	*167 034,81 €*	*3 487 623,06 €*
dont participation Mosellans	*127 488,02 €*	*143 974,13 €*	*577 279,35 €*	*0,00 €*	*848 741,49 €*
dont participation non Mosellans	*39 885,19 €*	*47 801,35 €*	*216 666,70 €*	*0,00 €*	*459 766,02 €*
Produits - Groupe II	357 434,44 €	9 227,04 €	30 296,16 €	0,00 €	396 957,64 €
dont forfait soin ARS	*350 769,03 €*	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*	*350 769,03 €*
Produits - Groupe III	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Résultat					0,00 €
Total produits	**924 017,83 €**	**927 421,73 €**	**3 019 201,06 €**	**167 034,81 €**	**5 037 675,43 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables aux l'établissements sont fixés ainsi qu'il suit du 1 août 2022 au 31 décembre 2022 :

		Tarifs
FAS Le Haut Soret	Internat	134,62 €
	Semi-Internat	100,95 €
FAM Le Haut Soret	Internat	105,86 €
FAP Le Haut Soret	Internat	93,06 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables aux l'établissements ci-après désignés sont fixés ainsi :

		Tarifs
FAS Le Haut Soret	Internat	132,98 €
	Semi-Internat	99,73 €
FAM Le Haut Soret	Internat	104,54 €
FAP Le Haut Soret	Internat	91,90 €

Article 4
Les prix de journée réservation internat et semi-internat en accueil permanent sont égaux aux prix de journée minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur
Article 5

Pour l'exercice budgétaire 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté, la dotation globalisée commune à la charge du département est fixée à 3 487 623,06 € pour l'ensemble des établissements et services participant au CPOM :

- pour la période du 1 août 2022 au 31 décembre 2022, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel effectué sur le compte du Foyer Le Haut Soret est calculé à 297 781,10 €,
- à compter du 1er janvier 2023, le versement mensuel est de 290 635,26 €.

Article 6
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 7
Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Laura CLER
Tél. 0387563275

AR Préfecture : 057-225700012-20220810-lmc1X0100002c5b-AR
Date AR Préfecture : 10-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001376

en date du 01/07/2022

portant fixation des tarifs journaliers 2022 et de la dotation globalisée commune des établissements et services participant au CPOM ODAS 57 :
FAS Arthur ALBERT et FAP Paul VERLAINE à PETITE-ROSSELLE

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.313-11 et suivants (contrats pluriannuels), L.314-1 et suivants (dispositions financières), L.351-1 et suivants (contentieux de la tarification) ;
- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles à R.314-1 et suivants (dispositions financières), R.351-1 et suivants (contentieux de la tarification) ;
- VU le Code de la Santé Publique ;
- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 6 décembre 2021 (Rapport III-2) ;
- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectif et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé et le Département de la Moselle ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2022 les charges et les produits prévisionnels sont autorisés comme suit :

Groupes Fonctionnels	FAS Arthur ALBERT	FAP Paul VERLAINE (avec SAHTHMO)	TOTAL	SAHTHMO
Charges - Groupe I	140 142,94 €	293 804,36 €	433 947,30 €	0,00 €
Charges - Groupe II	590 922,17 €	963 544,83 €	1 554 467,00 €	81 786,51 €
Charges - Groupe III	142 100,60 €	217 820,45 €	359 921,05 €	0,00 €
Total Charges	**873 165,72 €**	**1 475 169,64 €**	**2 348 335,36 €**	**81 786,51 €**
Produits - Groupe I	832 841,85 €	1 445 318,96 €	2 278 160,81 €	81 786,51 €
dont dotation globalisée	*673 637,81 €*	*1 057 428,55 €*	*1 731 066,36 €*	*81 786,51 €*
dont participation Mosellans	*126 256,83 €*	*310 498,16 €*	*436 754,99 €*	*0,00 €*
dont participation Non Mosellans	*32 947,21 €*	*77 392,25 €*	*110 339,46 €*	*0,00 €*
Produits - Groupe II	0,00 €	29 850,68 €	29 850,68 €	0,00 €
Produits - Groupe III	40 323,87 €	0,00 €	40 323,87 €	*0,00 €*
Total Produits	**873 165,72 €**	**1 475 169,64 €**	**2 348 335,36 €**	**81 786,51 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables aux l'établissements sont fixés ainsi qu'il suit du 1 août 2022 au 31 décembre 2022 :

		Tarifs
FAP Paul VERLAINE	FAS-PHV Internat	125,18 €
	FESAT Internat	93,88 €
FAS Arthur ALBERT	Internat	139,33 €
	Semi-Internat	104,50 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables aux l'établissements ci-après désignés sont fixés ainsi :

		Tarifs
FAP Paul VERLAINE	FAS-PHV Internat	123,68 €
	FESAT Internat	92,76 €
FAS Arthur ALBERT	Internat	136,64 €
	Semi-Internat	102,48 €

Article 4
Les prix de journée réservation internat et semi-internat en accueil permanent sont égaux aux prix de journée minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 5

Pour l'exercice budgétaire 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté, la dotation globalisée commune à la charge du département est fixée à 1 731 066,36 € pour l'ensemble des établissements et services participant au CPOM :

- pour la période du 1er août 2022 au 31 décembre 2022, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel effectué sur le compte de l'organisme gestionnaire est calculé à 149 303,56 €,
- à compter du 1er janvier 2023, le versement mensuel est de 144 255,53 €.

Article 6
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 7
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction des Marchés et du Conseil Juridique
Affaire suivie par : Pascale NICOLAS
Tel. : 03 87 21 98 02
N/REF : DMG_2022-1385

ARRÊTÉ
N° 2022-001385
En date du 9 aout 2022
portant délégation de signature en faveur de N…….
Directeur des Moyens Généraux

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'article L.3221-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Départemental de la Moselle en date du 1er juillet 2021 portant élection à la Présidence du Conseil Départemental de la Moselle de Monsieur Patrick WEITEN ;

Vu l'arrêté portant organisation des services du Département ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services :

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à N……., Directeur des Moyens Généraux, pour les affaires relevant des compétences communes à l'ensemble des directions et des compétences départementales dans le domaine des Affaires Générales de la Direction, des Maisons du Département, de la Digitalisation et des Systèmes d'Information, ainsi que de l'Environnement de Travail et du pilotage de l'Atelier et Chantier d'Insertion Moselle Insertion, définies ci-après :

…

I - Compétences communes à l'ensemble des Directions du Département

A - En matière de marchés publics et de concessions

Pour les opérations dont la réalisation ou les études ont été décidées par le Conseil Départemental ou la Commission Permanente et dès lors que le Président a été autorisé à les signer :

1. Concernant la passation des marchés d'un montant inférieur à 40 000 € HT :

Toute décision résultant de la délégation accordée par l'Assemblée Départementale (article L.3221-11 du Code Général des Collectivités Territoriales), ainsi que tous les actes préparatoires ou d'exécution des délibérations du Conseil Départemental dans le cadre de la passation des marchés publics et notamment :

1.1 Sourcing ;

1.2 Recensement du besoin (choix de la procédure de passation des marchés…) ;

1.3 Définition du besoin (choix du mode de dévolution (allotissement)…) ;

1.4 Mise en concurrence (en lien avec DFAJCG si mise en ligne sur la plateforme) ;

1.5 Ouverture des plis papiers et enregistrement du contenu des plis (papiers et électroniques, registre des dépôts…) ;

1.6 Sélection des candidatures (demande de régularisation des candidatures, recevabilité des candidatures, information des candidatures évincées, liste des candidats admis à remettre une offre en cas de limitation du nombre de candidats admis à soumissionner...) ;

1.7 Décisions de déclaration sans suite des procédures ;

1.8 Recours à la négociation ;

1.9 Sélection des offres (demande de régularisation des offres, choix de l'attributaire, signature du document d'analyse des offres et demande de transmission de pièces à l'attributaire…) ;

1.10 Notification aux candidats concernés des décisions de rejet de leur candidature ou de leur offre ;

1.11 Communication à tout candidat écarté des motifs de rejet de sa candidature ou de son offre, et de documents administratifs ;

1.12 Signature des marchés et accords-cadres concernant les travaux, fournitures courantes, prestations de services, prestations intellectuelles afférents aux domaines de compétence de la Direction, sauf, pour l'ensemble des directions hors DPAT et DMG, dans le cas où l'offre retenue est une offre électronique (dans ce cas signature par DFAJCG) ;

1.13 Notification des marchés et des accords-cadres, sauf, pour l'ensemble des directions hors DPAT et DMG, dans le cas où l'offre retenue est une offre électronique (dans ce cas signature par DFAJCG) ;

2. Concernant la passation des marchés d'un montant supérieur à 40 000 € HT :

En lien avec la DFAJCG, toute décision résultant de la délégation accordée par l'Assemblée Départementale (article L.3221-11 du Code Général des Collectivités Territoriales), ainsi que tous les actes préparatoires ou d'exécution des délibérations du Conseil Départemental dans le cadre de la passation des marchés publics et notamment :

2.1 Sourcing ;

2.2 Recensement du besoin (choix de la procédure de passation des marchés…) ;

2.3 Définition du besoin (choix du mode de dévolution (allotissement)…) ;

2.4 Validation du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) ;

2.5 Analyse de la recevabilité des candidatures ;

2.6 Analyse des offres et validation du document d'analyse des offres ;

2.7 Recours à la négociation.

3. Concernant l'exécution des marchés :

3.1 Pour les marchés d'un montant inférieur à 40 000 € HT signature des avenants passés en application de l'article 139 du décret relatif aux marchés publics ;

3.2 Quel que soit leur montant, pour les marchés et avenants dûment signés et approuvés, signature de tous les documents relatifs à leur exécution et notamment :

a) bordereaux de prix ;

b) bordereaux de prix supplémentaires ;

c) décompte général ;

d) notification des actes ;

e) délivrance de l'exemplaire unique ;

f) actes de sous-traitance ;

g) commandes dans les accords-cadres à bons de commande et les marchés subséquents à bons de commande, dans la limite des crédits ouverts ;

h) décision du pouvoir adjudicateur ;

i) décision du maître d'ouvrage en matière de réception des travaux et tout document relatif au contrôle des prestations ou travaux ;

j) ordres de service.

4. Concernant les concessions :

Signature des actes de passation et d'exécution des concessions (convocation de la Commission de Délégation de Service Public et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux…).

B - En matière de conventions et d'affaires générales

Pour les opérations dont la réalisation ou les études ont été décidées par le Conseil Départemental ou la Commission Permanente et dès lors que le Président a été autorisé à les signer :

1. Concernant les conventions :

1.1 Signature des conventions afférentes aux domaines de compétence de la Direction ;

1.2 Signature des avenants ;

1.3 Signature de tous les documents relatifs à l'exécution des conventions et des avenants.

2. Concernant les affaires générales :

2.1 Signature de la correspondance courante ne comportant ni instruction ni décision ;

2.2 Certification des pièces et documents et notamment des extraits des délibérations du Conseil Départemental, de la Commission Permanente du Conseil Départemental ou toutes commissions constitutives ou autres du Conseil Départemental, transmission et certification de la transmission au représentant de l'Etat pour l'exercice du contrôle de légalité ;

2.3 Ampliation d'arrêtés et copie de décisions ;

2.4 Notification des actes approuvés, à l'exception des décisions de l'Assemblée Départementale et de la Commission Permanente ;

2.5 Dépôt de plainte au nom du Département de la Moselle sans constitution de partie civile.

C - En matière budgétaire et financière

1. Certification du service fait pour le règlement notamment :

1.1 Des factures et mémoires présentés ;

1.2 De l'exécution des conventions auxquelles le Département est partie ;

1.3 En matière de subventions d'investissement et de fonctionnement.

2. Propositions de mandats (liquidations), ordres de paiement, bordereaux et pièces comptables relatives aux dépenses départementales, dans la limite des crédits votés.

3. Propositions d'émission de titres de recettes.

II – Compétences propres à la Direction des Moyens Généraux

A - En matière d'Affaires Générales :

1. Concernant la gestion financière :

1.1 Etat de liquidation des mémoires, factures et recettes ;

1.2 Demande de subvention ;

1.3 Tout courrier et document relatif au traitement des factures et recettes

2. Concernant les marchés publics et les concessions :

2.1 Recours à l'UGAP (Union des Groupements d'Achat Public) ;

2.2 Recours aux différents modes de présélection de candidats (Appel à Manifestation d'Intérêt….) ou de sélection de projet (concours…)

2.3 Concernant la passation des marchés d'un montant supérieur à 40 000 € HT :

a) toute décision résultant de la délégation accordée par l'Assemblée Départementale (article L.3221-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que tous les actes préparatoires ou d'exécution des délibérations du Conseil Départemental dans le cadre de la passation des marchés publics et notamment :

Outre les compétences identifiées au titre des compétences communes à l'ensemble des Directions du Département :

1) liste des candidats admis à remettre une offre en cas de limitation du nombre de candidats admis à soumissionner ;

2) choix de l'attributaire pour les procédures ne relevant pas de la compétence de la Commission d'Appel d'Offres et proposition d'attribution pour les procédures relevant de la compétence de la Commission d'Appel d'Offres en lien avec la DFAJCG et signature du document d'analyse des offres (tableau comparatif pour les procédures ne relevant pas de la compétence de la Commission d'Appel d'Offres et rapport d'analyse des offres pour les procédures relevant de la compétence de la Commission d'Appel d'Offres) ;

3) notification des marchés (signature de la lettre de notification) pour les marchés de fournitures courantes, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant compris entre 40 000 € HT et 215 000 € HT et de travaux d'un montant compris entre 40 000 € HT et 1 500 000 € HT ;

4) convocation de la Commission de Délégation de Service Public et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

5) attribution des primes dans le cas de concours.

b) signature des marchés et accords-cadres :
* d'un montant compris entre 40 000 € HT et 215 000 € HT concernant les fournitures courantes, les prestations de services et les prestations intellectuelles et de travaux compris entre 40 000 € HT et 1 500 000 € HT ;

2.4 Concernant l'exécution des marchés :

Outre les compétences identifiées au titre des compétences communes à l'ensemble des Directions du Département :

a) signature et notification (signature de la lettre de notification) des avenants passés en application de l'article 139 du décret relatif aux marchés publics :
*pour les marchés de fournitures courantes, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant compris entre 40 000 € HT et 215 000 € HT et de travaux d'un montant compris entre 40 000 € HT et 1 500 000 € HT ;

b) courriers et mémoires devant toute institution ou juridiction chargées d'enregistrer ou de statuer en ce qui concerne les litiges relatifs aux marchés et contrats, dans le cadre des précontentieux ;

c) signature des bons de commande auprès de l'UGAP (Union des Groupements d'Achat Public) dans la limite des crédits ouverts.

3. Concernant la gestion des logements de fonction :

3.1 Pouvoirs ;

3.2 Etat des lieux ;

3.3 Emargement PV assemblée générale de copropriété.

4. Concernant la Responsabilité Elargie du Producteur d'imprimés papiers et de papiers à usage graphique :

Déclarations et adhésions à divers organismes en ligne (notamment déclarations relatives au tonnage papier et adhésions à des organismes tels que CITEO).

5. Concernant la gestion administrative :

Notamment :

5.1 L'établissement de notes et réponses de portée générale ;

5.2 La réforme des moyens gérés par les services ;

5.3 Les bordereaux de destruction d'archives ;

5.4 La correspondance courante.

6. Concernant la vente aux enchères des biens immobiliers départementaux :

Par dérogation à l'article II, proposition d'émission de titres de recettes pour l'ensemble de la collectivité.

B- En matière de Digitalisation et des Systèmes d'Information :

1. Compétences transverses à la Direction de la Digitalisation et des Systèmes d'Information (DDSI)

1.1 Signature des procédures, des processus et des documents méthodologiques relatifs à l'organisation interne des métiers de la DDSI et du modèle de gestion du système d'information ;

1.2 Notification des politiques d'usages, des partenariats et des décisions en lien avec les métiers ;

1.3 Décisions relevant de l'exercice de prérogative de puissance publique dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre interne assurant la disponibilité du système d'information ;

1.4 Signature des accords techniques et fonctionnels.

2. Concernant la conduite des programmes, des opérations et des projets DDSI :

2.1 Décision de mise en service (ou mise en production), de retrait du service (ou retrait de production), de démantèlement de logiciel et d'équipement ;

2.2 Les décisions de prolongation de délais et de sursis de livraison au-delà de 1 mois (temps cumulé) ;

2.3 Signature des éléments à diffusion interne à la DDSI relatifs aux audits internes et aux contrôles/suivi d'activité ;

2.4 Signature de l'ensemble des documents selon les responsabilités SSI définies par le PSSI, et à destination de la CNIL et de l'ANSSI.

C- En matière d'Environnement de Travail :

1. Concernant l'Environnement de Travail :

1.1 Au titre du pilotage de la flotte automobile et des moyens annexes ;

a) Certificat d'acquisition, de cession et de destruction de véhicules
b) Duplicata de carte grise ;
c) Signature de carte grise barrée suite à la vente aux enchères d'un véhicule ;
d) Formulaire de requête en exonération de contravention routière.

1.2 Au titre de la fonction courrier
a) Par dérogation à l'article II, accusé de réception pour l'ensemble de la collectivité.

2. Concernant l'Atelier et Chantier d'Insertion Moselle Insertion :

a) Contrat de travail et avenant au contrat ;
b) Conventions diverses de mise à disposition de moyens
c) Conventions de financement par tiers

Article 2 : Pour les affaires définies à l'article 1er du présent arrêté, la délégation de signature accordée au Directeur des Moyens Généraux par le présent arrêté pourra également être exercée, pour les décisions et documents ci-après, par les personnes suivantes pour les affaires relevant de leur compétence ou de leur service :

I. Pour la Direction de la Digitalisation et des Systèmes d'Information

A- Délégation est donnée à Monsieur Eric LEFORT, Directeur de la Digitalisation et des Systèmes d'Information

1. En matière de marchés publics et concessions

Pour les rubriques :

I-A-1 (sauf points 1.10, 1.11)
I-A-2.
I-A-3. 3.1, I-A-3. 3.2
II-A-2. 2.1 et II-A-2. 2.2
II-A-2- 2.3 a) 1)
II-A-2- 2.3 a) 2)
II-A-2- 2.3 a) 3)
II-A-2- 2.3 b)
II-A-2- 2.4 a)
II-A-2- 2.4 c)

2. En matière de convention et affaires générales

Pour les rubriques I-B-1. 1.3 et I-B-2

3. En matière budgétaire et financière

Pour les rubriques :

I-C
II-A-1. 1.1 et II-A-1. 1.3

4. En matière de Responsabilité Elargie du Producteur d'imprimés papiers et de papiers à usage graphique

Pour la rubrique II-A-4

5. En matière de gestion administrative

Pour la rubrique II-A-5

6. En matière de Digitalisation et des Systèmes d'Information

Pour les rubriques II-B-1 et II-B-2

B- En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de la Digitalisation et des Systèmes d'Information, délégation est donnée à :

- Monsieur Guillaume EVAIN, Sous-Directeur des Systèmes d'Information pour le périmètre de la Direction de la Digitalisation et des Systèmes d'Information :

1. En matière de marchés publics et concessions

Pour les rubriques :

I-A-1 (sauf points 1.10, 1.11),
I-A-2.
I.A-3. 3.1, I-A-3. 3.2
II-A-2. 2.1 et II-A-2. 2.2
II-A-2- 2.3 a) 1)
II-A-2- 2.3 a) 2)
II-A-2- 2.3 a) 3)
II-A-2- 2.3 b)
II-A-2- 2.4 a)
II-A-2- 2.4 c)

2. En matière de convention et affaires générales

Pour les rubriques I-B-1 1.3 et I-B-2

3. En matière budgétaire et financière

Pour les rubriques :

I-C-
II-A-1. 1.1
II-A-1. 1.3

4. En matière de Responsabilité Elargie du Producteur d'imprimés papiers et de papiers à usage graphique

Pour la rubrique II-A-4

5. En matière de gestion administrative

Pour la rubrique II-A-5

6. En matière de Digitalisation et des Systèmes d'Information

Pour les rubriques II-B-1 et II-B-2.

- Monsieur Régis BIGAREL, Sous-Directeur de la Digitalisation pour le périmètre de la Direction de la Digitalisation et des Systèmes d'Information :

1. En matière de marchés publics et concessions

Pour les rubriques :

I-A-1 (sauf points 1.10 et 1.11)
I-A-2.
I-A-3. 3.1
I-A-3. 3.2
II-A-2. 2.1 et II-A-2. 2.2
II-A-2- 2.3 a) 1)
II-A-2- 2.3 a) 2)
II-A-2- 2.3 a) 3)
II-A-2- 2.3 b)
II-A-2- 2.4 a)
II-A-2- 2.4 c)

2. En matière de convention et affaires générales

Pour les rubriques :

I.B.1. 1.3
I.B.2

3. En matière budgétaire et financière

Pour les rubriques :

I-C
II-A-1. 1.1,
II-A-1. 1.3

4. En matière de Responsabilité Elargie du Producteur d'imprimés papiers et de papiers à usage graphique

Pour la rubrique II-A-4

5. En matière de gestion administrative

Pour la rubrique II-A-5.

6. En matière de Digitalisation et des Systèmes d'Information

Pour les rubriques II-B-1 et II-B-2.

- Madame Agnès BOURGEOIS, Chef du Service d'Assistance aux Utilisateurs et aux Pratiques pour les affaires relevant de son service, pour les rubriques suivantes :

I-A-1 sauf points 1.7, 1.10, 1.11, 1.12 et 1.13
I-A-3. 3.2 g) dans la limite de 40 000 € HT
I-B-2. 2.5
I-C-1 1.1
II-A-2- 2.4 c) dans la limite de 40 000 € HT
II-A-5. 5.4

- N……., Chef du Bureau du Pôle Assistance et Monsieur David DUPUY, Chef du Bureau de l'Ergonomie Numérique, chacun pour les affaires relevant de son bureau, pour la rubrique I-C-1. 1.1

- Monsieur Thibault FAIVRE, Chef de Projet, pour les affaires du Bureau du Pôle Assistance, pour la rubrique I-C-1. 1.1

- Monsieur Gaétan MARTINAT, Chargé de mission Sécurité des Systèmes d'Information, pour les rubriques :

I-A-1 sauf points 1.7, 1.10, 1.11, 1.12 et 1.13
I-B-2. 2.5
I-C1. 1.1
II-B-2 2.3
II-B-2. 2.4

C- En cas d'absence ou d'empêchement du Sous-Directeur des Systèmes d'Information, délégation est donnée à :

- Messieurs Laurent VICHOT, Chef du Service Opérationnel du Système d'Information, Paul GALEOTTI, Chef du Service Etudes, Développements et Ingénierie, et Jérôme MATTE, Chef du Service Numérique Educatif, chacun pour les affaires relevant de son service, pour les rubriques suivantes :

I-A-1 sauf points 1.7, 1.10, 1.11, 1.12 et 1.13
I-A-3. 3.2 g) dans la limite de 40 000 € HT
I-B-2. 2.5
I-C-1 1.1
II-A-2- 2.4 c) dans la limite de 40 000 € HT
II-A-5. 5.4

- Monsieur Laurent VICHOT, Chef du Service Opérationnel du Système d'Information, pour les rubriques :
II-B-1. 1.3
II-B-2 2.3 et II-B-2 2.4

- Messieurs David PACHOT, Chef du Bureau de la Production et Sébastien DECORNY, Chef du Bureau FAB-LAB, chacun pour les affaires relevant de son bureau, pour la rubrique I-C-1. 1.1

- Monsieur Fabrice LACAVE, Chargé de Mission métrologie et performance, pour la rubrique II-B-2. 2.3

- Madame Anne-Sophie BERTRAND, Chargée de Mission Numérique Pédagogique pour les rubriques :

I-A-1 sauf points 1.7, 1.10, 1.11, 1.12 et 1.13
I-C-1. 1.1

- Madame Nadia HAJRI, Chargée de Mission Urbanisation des Programmes Numériques pédagogiques pour les rubriques :

I-A-1 sauf points 1.7, 1.10, 1.11, 1.12 et 1.13
I-C-1. 1.1

D- En cas d'absence ou d'empêchement du Sous-Directeur de la Digitalisation, délégation est donnée à :

- Monsieur Pascal FIACRE, Chef du Service de l'Imprimerie Départementale :

Pour les rubriques :

I-A-1 sauf points 1.7, 1.10, 1.11, 1.12 et 1.13
I-A-3. 3.2 g) dans la limite de 40 000 € HT
I-B-2. 2.5
I-C-1. 1.1
II-A-2- 2.4 c) dans la limite de 40 000 € HT
II-A-4
II-A-5. 5.4
II-B-2 2.3

- Madame Marie-Pierre ADAM, Chef du Bureau de Conseil et de Conception Graphique, en cas d'absence ou d'empêchement du Chef du Service de l'Imprimerie Départementale, pour le périmètre du service, pour la rubrique I-C-1. 1.1

- Mesdames Sandrine SCHUTZ, Chef du Service Applications Métiers, Camille MULE, Chef du Service Médiation et Accompagnement aux Usages Numériques et N……, Chef du Service Applications Ressources, chacun pour les affaires relevant de son service, pour les rubriques suivantes :

I-A-1 sauf points 1.7, 1.10, 1.11, 1.12 et 1.13
I-A-3. 3.2 g) dans la limite de 40 000 € HT
I-B-2. 2.5
I-C-1 1.1
II-A-2- 2.4 c) dans la limite de 40 000 € HT
II-A-5. 5.4

- Madame Camille MULE, Chef du Service Médiation et Accompagnement aux Usages Numériques pour la rubrique II-B-2 2.3

- Madame Mélanie LANGER, Chef du Bureau Innovation et E-Administration pour les affaires relevant de son bureau pour la rubrique I-C-1. 1.1

II. Pour la Direction de l'Environnement de Travail

A. Délégation est donnée à M. Thierry FRISTOT, Directeur de l'Environnement de Travail, pour ce qui concerne les points suivants :

1. En matière de marchés publics et concessions

Pour les rubriques :

I-A-1 (sauf points 1.10 et 1.11)
I-A-2.
I-A-3. 3.1, I-A-3. 3.2
II-A-2. 2.1 et II-A-2. 2.2
II-A-2. 2.3 a) 1)
II-A-2. 2.3 a) 2)
II-A-2. 2.3 a) 3)
II-A-2- 2.3 b)
II-A-2- 2.4 a)
II-A-2- 2.4 c)

2. En matière de convention et affaires générales

Pour les rubriques :

I-B-1. 1.3
I-B-2

3. En matière budgétaire et financière

Pour les rubriques :

I-C
II-A-1. 1.1
II-A-1. 1.3

4. En matière de gestion administrative

Pour la rubrique II-A-5

5. En matière de vente aux enchères des biens immobiliers départementaux

Pour la rubrique II-A-6

6. En matière d'Environnement de Travail

Pour la rubrique II-C

B. En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de l'Environnement de Travail, délégation est donnée à :

- Madame Séverine JOLO, Chef du Service des Dotations d'Equipement de Travail, et de Moselle Insertion, pour le périmètre de la Direction de l'Environnement de Travail :

1. En matière de marchés publics et concessions

Pour les rubriques :

I-A-1. (sauf points 1.10 et 1.11)
I-A-1. 1.12
I-A-1. 1.13
I-A-2.
I-A-3. 3.1
I-A-3. 3.2

2. En matière de convention et affaires générales

Pour les rubriques :

I-B-1. 1.3
I-B-2

3. En matière budgétaire et financière

Pour les rubriques :

I-C
II-A-1. 1.1
II-A-1. 1.3
II-A-2. 2.1 et II-A-2. 2.2
II-A-2. 2.3 a) 1)
II-A-2. 2.3 a) 2)
II-A-2. 2.3 a) 3)
II-A-2- 2.3 b)
II-A-2- 2.4 a)
II-A-2. 2.4 c)

4. En matière de gestion administrative

Pour les rubriques :

II-A-5. 5.1, II-A-5. 5.2, II-A-5. 5.3, II-A-5. 5.4

5. En matière de vente aux enchères des biens immobiliers départementaux

Pour la rubrique II-A-6

6. En matière d'Environnement de Travail

Pour la rubrique :

II-C

- Madame Nathalie PECHEUR, Chef du Bureau des Dotations d'Equipement, pour les rubriques :

I-A-1. 1.1
I-A-1. 1.12 dans la limite de 2 000 € HT
I-A-2. 2.1
I-A-3. 3.2 g) dans la limite de 2 000 € HT
I-C-1. 1.1
II-A-2. 2.4 c) dans la limite de 2 000 € HT

- Monsieur Jean-Luc BAUDINET, Responsable de l'ACI Moselle Insertion**,** pour les rubriques :

I-C-1. 1.1
II-C-2 sauf II-C-2 c)

- Madame Marie FRENDI, Chef du Service d'Accompagnement de la Relation Citoyens pour le périmètre de la Direction de l'Environnement de Travail :

1. <u>En matière de marchés publics et concessions</u>

Pour les rubriques :

I-A-1 (sauf points 1.10 et 1.11)
I-A-2.
I-A-3. 3.1, I-A-3. 3.2
II-A-2. 2.1 et II-A-2. 2.2
II-A-2. 2.3 a) 1)
II-A-2. 2.3 a) 2)
II-A-2. 2.3 a) 3)
II-A-2- 2.3 b)
II-A-2- 2.4 a)
II-A-2- 2.4 c)

2. <u>En matière de convention et affaires générales</u>

Pour les rubriques :

I-B-1. 1.3
I-B-2

3. <u>En matière budgétaire et financière</u>

Pour les rubriques :

I-C
II-A-1. 1.1
II-A-1. 1.3

4. <u>En matière de gestion administrative</u>

Pour la rubrique II-A-5

5. En matière de vente aux enchères des biens immobiliers départementaux

Pour la rubrique II-A-6

6. En matière d'Environnement de Travail

Pour la rubrique II-C

- Monsieur Jean-François GUISLAIN, Chef du Bureau du Courrier et de la Numérisation, pour les rubriques :

I-C-1. 1.1
II-C-1. 1.2 a)

- Madame Nathalie COFINO, Chef du Bureau de la Gestion des Accueils Physiques et Téléphoniques, pour la rubrique I-C-1. 1.1

- N……., pour la Mission Mobilité et Pilotage de la Flotte Automobile par intérim, pour les rubriques :

I-A-1. 1.1
I-A-1. 1.12 dans la limite de 2 000 € HT
I-A-1. 1.13
I-A-2. 2.1
I-A-3. 3.2 g) dans la limite de 2 000 € HT
I-B-2
I-C-1. 1.1
II-A-2. 2.4 c) dans la limite de 2 000 € HT
II-A-1. 1.3
II-A-5. 5.2, II-A-5. 5.3, II-A-5. 5.4
II-C-1. 1.1

- Monsieur Hervé RUFF, Chef du Bureau de l'Entretien de la Flotte Automobile, pour la rubrique I-C-1 1.1

C- Délégation est donnée à :

- Messieurs Eric BERTHELEMY, Eric BRAUN, Alexandre GOCEL, Fred RUPERNE, Mesdames Jeanny MIRGOT et Valérie ALEXANDRE pour la rubrique II-C-1 1.2a)

III. Pour les affaires relevant de la Direction des Moyens Généraux, sauf mention contraire

A- Délégation est donnée à Madame Marie-Paule BOTZ, Chef du Service des Affaires Générales (SAG), pour ce qui concerne les points suivants :

1. En matière de marchés publics et concessions

Pour les rubriques :

I-A-1. 1.12 limité au périmètre du SAG exclusivement
I-A-1. 1.13 limité au périmètre du SAG exclusivement
I-A-3. 3.2 g) limité aux marchés du SAG exclusivement
II-A-2. 2.4 c) limité au périmètre du SAG exclusivement

2. En matière de convention et affaires générales

Pour les rubriques :

I-B-2. 2.1 limité au périmètre du SAG exclusivement
I-B-2. 2.2, I-B-2. 2.3, I-B-2. 2.4, B-2. 2.5

3. En matière budgétaire et financière

- Pour les rubriques :

I-C
II-A-1. 1.1, II-A-1. 1.3

4. En matière de gestion des logements de fonction

Pour la rubrique II-A-3

5. En matière de Responsabilité Elargie du Producteur d'imprimés papiers et de papiers à usage graphique

Pour la rubrique II-A-4

6. En matière de gestion administrative

Pour la rubrique II-A-5

B- En cas d'absence ou d'empêchement du Chef du Service des Affaires Générales :

- Délégation est donnée à Madame Corinne NIMESKERN, Chef du Bureau de la Comptabilité, pour ce qui concerne les rubriques :

I-B-2. 2.1 limité au périmètre du SAG exclusivement
I-B-2. 2.5
I-C
II-A-1. 1.1, II-A-1. 1.3
II-A-5. 5.1, II-A-5. 5.4

- Délégation est donnée à Madame Nora DJENAOUI, Chef du Bureau des Achats, pour ce qui concerne les rubriques :

I-B-2. 2.1 limité au périmètre SAG exclusivement
I-B-2. 2.5
I-C
II-A-1. 1.1, II-A-1. 1.3
II-A-3. 3.3

II-A-5. 5.1, II-A-5. 5.4

- Délégation est donnée à N…….., gestionnaire instructeur de subvention et N……, gestionnaire administratif de marchés publics polyvalent, pour ce qui concerne la rubrique II.A.-3. 3.3

IV. Pour les affaires relevant du fonctionnement des Maisons du Département :

Délégation est donnée à

- Madame Sylviane BRACH, Intendante des Maisons du Département de Sarreguemines et de Forbach ;
- Madame Laura BALSANO, Intendante des Maisons de Département de Saint-Avold et de Boulay ;
- Monsieur Bruno POLET, Intendant de la Maison du Département de Thionville et superviseur du dispositif ;
- N……, Intendant(e) des Maisons de Département de Château-Salins et de Faulquemont ;

Pour la rubrique I-B-2 2.5

Article 3 : Une liste des agents de la Direction des Moyens Généraux, habilités à certifier le service fait pour le règlement des factures et mémoires, figure en annexe du présent arrêté.

Article 4 : Les dispositions de l'arrêté n°2021-000904 en date du 12 janvier 2022 portant délégation de signature en faveur de Madame Brigitte RUYER, Directeur des Moyens Généraux, sont abrogées.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Moselle et disponible à l'accueil de l'Hôtel du Département, situé 1, rue du Pont Moreau à METZ.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

ANNEXE A L'ARRETE N° 2022-1385
DELEGATIONS DE SIGNATURE
CERTIFICATION DU SERVICE FAIT

Délégation est accordée aux personnes suivantes pour certifier le service fait concernant toutes les factures, mémoires, etc., émis par les prestataires de services et les fournisseurs sans limitation de montant et pour les affaires relevant du périmètre d'intervention de chaque agent ci-dessous, sauf mention contraire :

DIRECTION DES MOYENS GENERAUX		
NOM	**PRENOM**	**FONCTION**
N.	N.	Directeur des Moyens Généraux
SERVICE DES AFFAIRES GENERALES		
BOTZ	Marie-Paule	Chef du Service des Affaires Générales pour l'ensemble des affaires relevant de la Direction des Moyens Généraux
NIMESKERN	Corinne	Chef du Bureau de la Comptabilité pour l'ensemble des affaires relevant de la Direction des Moyens Généraux
DJENAOUI	Nora	Chef du Bureau des Achats pour l'ensemble des affaires relevant de la Direction des Moyens Généraux

Direction de l'Environnement de Travail		
FRISTOT	Thierry	Directeur de l'Environnement de Travail
FRENDI	Marie	Chef du Service d'Accompagnement de la Relation Citoyens pour le périmètre de la Direction de l'Environnement de Travail
N	N	Pour la Mission Mobilité et Pilotage de la Flotte Automobile, par intérim
GUISLAIN	Jean-François	Chef du Bureau du Courrier et de la Numérisation
COFINO	Nathalie	Chef du Bureau de la Gestion des Accueils Physiques et Téléphoniques
RUFF	Hervé	Chef du Bureau de l'Entretien de la Flotte Automobile
JOLO	Séverine	Chef du Service des Dotations d'Equipement de Travail et de Moselle Insertion pour le périmètre de la Direction de l'Environnement de Travail
PECHEUR	Nathalie	Chef du Bureau des Dotations d'Equipement
BAUDINET	Jean-Luc	Responsable de l'ACI Moselle Insertion

Direction de la Digitalisation et des Systèmes d'Information		
LEFORT	Eric	Directeur de la Digitalisation et des Systèmes d'Information
BIGAREL	Régis	Sous-Directeur de la Digitalisation, pour le périmètre de la DDSI
EVAIN	Guillaume	Sous-Directeur des Systèmes d'Information, pour le périmètre de la DDSI
SCHUTZ	Sandrine	Chef du Service Applications Métiers
VICHOT	Laurent	Chef du Service Opérationnel du Système d'Information
FIACRE	Pascal	Chef du Service de l'Imprimerie Départementale
ADAM	Marie-Pierre	Chef du Bureau du Conseil et de Conception Graphique pour l'ensemble des affaires relevant du Service de l'Imprimerie Départementale
N	N	Chef du Bureau Pôle Assistance
FAIVRE	Thibault	Chef de projet pour le périmètre du Bureau Pôle Assistance
N	N	Chef du Service Applications Ressources
MATTE	Jérôme	Chef du Service Numérique Educatif
PACHOT	David	Chef du Bureau de la Production
DECORNY	Sébastien	Chef du Bureau FAB LAB
GALEOTTI	Paul	Chef du Service Etudes, Développements, Ingénierie

BERTRAND	Anne-Sophie	Chargée de Mission Numérique Pédagogique
HAJRI	Nadia	Chargée de Mission Urbanisation des Programmes Numériques Pédagogiques
MARTINAT	Gaétan	Chargé de Mission Sécurité des Systèmes d'Information
MULE	Camille	Chef du Service Médiation et Accompagnement aux Usages Numériques
LANGER	Mélanie	Chef du Bureau Innovation et E-Administration
BOURGEOIS	Agnès	Chef du Service d'Assistance aux Utilisateurs et aux Pratiques
DUPUY	David	Chef du Bureau de l'Ergonomie Numérique

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
SDSPPMI
Affaire suivie par : Cathy MEYER
Tél. / 03 87 56 32 03
N/Réf : [Fermeture BEHREN LES FORBACH]

AR Préfecture : 057-225700012-20220906-lmc1X0100002ec7-AR
Date AR Préfecture : 06-09-2022

A R R E T E

N°2022 – DS – SDSPPMI – 001452

en date du 06 septembre 2022

autorisant la fermeture de l'établissement dénommé « BERLINGOTS »
sis 67 rue de la Liberté à BEHREN-LES-FORBACH

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le titre II du Livre III du Code de la Santé Publique et notamment les articles L.2324-1 et suivants ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi N° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, et notamment son article 37-3 ;

VU le décret n° 2000-762 du 1er août 2000 portant règlementation des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, l'article L.2324-1 et suivants du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le décret n° 2007-230 du 20 février 2007 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants ;

Vu l'arrêté n° 2013-DS–DEFI-25518 en date du 11 avril 2013 autorisant la création, l'ouverture et le fonctionnement d'un établissement dénommé "Berlingots" sis 67 Rue de la Liberté à BEHREN-LES-FORBACH.

Vu le courrier du gestionnaire en date du 1er juillet 2022 informant la cessation d'activité de la structure à compter du 30 juin 2022 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité,

A R R E T E

ARTICLE 1 :

l'arrêté n° 2013-DS–DEFI-25518 en date du 11 avril 2013 autorisant la création, l'ouverture et le fonctionnement d'un établissement dénommé "Berlingots" sis 67 Rue de la Liberté à BEHREN-LES-FORBACH est abrogé à compter du 30 juin 2022.

ARTICLE 2 :

Monsieur le Directeur Général des services Départementaux et Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Kathleen AMADORO
Tél. 03 87 56 30 39

AR Préfecture : 057-225700012-20220808-lmc1X0100002ee4-AR
Date AR Préfecture : 08-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001455

en date du 01/07/2022

portant fixation des tarifs journaliers 2022 et de la dotation globalisée commune des établissements et services inclus dans le CPOM conclu entre le Département et APF France Handicap :
Foyer d'Accueil Polyvalent (FAP) RESIDENCE DU BOIS DE GRIMONT, Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) et Service d'Accompagnement à l'Hébergement de Travailleurs Handicapés en Milieu Ouvert (SAHTHMO) de SAINT-JULIEN-LES METZ

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.313-11 et suivants (contrats pluriannuels), L.314-1 et suivants (dispositions financières), L.351-1 et suivants (contentieux de la tarification) ;
- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles à R.314-1 et suivants (dispositions financières), R.351-1 et suivants (contentieux de la tarification) ;
- VU le Code de la Santé Publique ;
- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 6 décembre 2021 (Rapport III-2) ;
- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectif et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, et le Département de la Moselle ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2022 les charges et les produits prévisionnels sont autorisés comme suit :

Groupes Fonctionnels	FAP	SAHTHMO	SAVS	TOTAL
Dépenses - Groupe I	173 078,45 €	0,00 €	0,00 €	173 078,45 €
Dépenses - Groupe II	766 558,76 €	39 895,00 €	291 933,43 €	1 098 387,19 €
Dépenses - Groupe III	226 827,06 €	0,00 €	0,00 €	226 827,06 €
Total Dépenses	**1 166 464,27 €**	**39 895,00 €**	**291 933,43 €**	**1 498 292,70 €**
Produits - Groupe I	1 138 268,49 €	39 895,00 €	291 933,43 €	1 470 096,92 €
dont dotation globalisée	*816 453,22 €*	*39 895,00 €*	*291 933,43 €*	*1 148 281,65 €*
dont participation Mosellans	*170 690,76 €*	0,00 €	0,00 €	*170 690,76 €*
dont produits au titre des résidents Non Mosellans	*151 124,51 €*	0,00 €	0,00 €	*151 124,51 €*
Produits - Groupe III	28 195,78 €	0,00 €	0,00 €	28 195,78 €
Total Produits	**1 166 464,27 €**	**39 895,00 €**	**291 933,43 €**	**1 498 292,70 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables à l'établissement sont fixés ainsi qu'il suit du 1er octobre 2022 au 31 décembre 2022 :

		Tarifs
FAP	Internat	143,64 €
	Semi-Internat	107,75 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables à l'établissement ci-après désigné sont fixés ainsi :

		Tarifs
FAP	Internat	141,21 €
	Semi-Internat	105,91 €

Article 4
Les prix de journée réservation internat et semi-internat en accueil permanent sont égaux aux prix de journée minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 5
Pour l'exercice budgétaire 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté, la dotation globalisée commune à la charge du département est fixée à 1 148 281,65 € pour l'ensemble des établissements et services participant au CPOM :

- pour la période du 1er octobre 2022 au 31 décembre 2022, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel effectué sur le compte du FAP Résidence du Bois de Grimont est calculé à 97 370,76 €,
- à compter du 1er janvier 2023, le versement mensuel est de 95 690,14 €.

Article 6
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 7
Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur du FAP RESIDENCE DU BOIS DE GRIMONT sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Anthony EISENBEIS
Tél. 03 87 56 87 53

AR Préfecture : 057-225700012-20220822-lmc1X0100002f21-AR
Date AR Préfecture : 22-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001468

en date du 22/08/2022

Modifiant l'arrêté 2022-DS-001252 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2022 de l'EHPAD Les Lupins à CREUTZWALD
participant au CPOM de FILIERIS

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la non-conformité constatée des tarifs mentionnés dans les articles 5 et 6 concernant les personnes de moins de 60 ans pris en charge dans le cadre de la convention d'aide sociale ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
Dans le cadre de la convention d'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale à compter du 1er août 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022 sont fixés comme suit :

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	60,95 €
Moins de 60 ans	
Tarif global	84,48 €

Article 2
Dans le cadre de la convention d'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale à compter du 1er janvier 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté sont fixés comme suit :

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	59,88 €

Moins de 60 ans	
Tarif global	81,23 €

Le reste est sans changement

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy – 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.
Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur de l'EHPAD « Les Lupins » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Ophélie BAILLOT
Tél. 03 87 56 30 28

AR Préfecture : 057-225700012-20220810-lmc1X0100002f23-AR
Date AR Préfecture : 10-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001469

en date du 01/07/2022

portant fixation des tarifs journaliers 2022 et de la dotation globalisée
du FAM Bernard Delforge à MARANGE-SILVANGE
participant au CPOM de l'Association Bernard Delforge

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.313-11 et suivants (contrats pluriannuels), L.314-1 et suivants (dispositions financières), L.351-1 et suivants (contentieux de la tarification) ;
- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles à R.314-1 et suivants (dispositions financières), R.351-1 et suivants (contentieux de la tarification) ;
- VU le Code de la Santé Publique ;
- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 6 décembre 2021 (Rapport III-2) ;
- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectif et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé et le Département de la Moselle ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2022 les charges et les produits prévisionnels sont autorisés comme suit :

Groupes Fonctionnels	Montants

Charges - Groupe I	516 885,66 €
Charges - Groupe II	3 447 489,50 €
Charges - Groupe III	653 075,04 €
Résultat	0,0 €
Total Charges	**4 617 450,20 €**
Produits - Groupe I	3 001 584,03 €
dont dotation globalisée	*1 458 358,44 €*
dont participation Mosellans	*472 342,88 €*
dont participation Non Mosellans	*1 070 882,71 €*
Produits - Groupe II	1 602 656,08 €
dont forfait soin ARS	*1 595 479,49 €*
Produits - Groupe III	13 210,09 €
Résultat	0,00 €
Total Produits	**4 617 450,20 €**

Article 2
Le tarif journalier applicable à l'établissement est fixé ainsi qu'il suit du 1er septembre 2022 au 31 décembre 2022 :

FAM Bernard Delforge	Internat	125,36 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le tarif applicable à l'établissement ci-après désigné est fixé ainsi :

FAM Bernard Delforge	Internat	122,77 €

Article 4
Le prix de journée réservation internat en accueil permanent est égal au prix de journée minoré du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 5
Pour l'exercice budgétaire 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté, la dotation globalisée commune à la charge du département est fixée à 1 458 358,44 € pour l'établissement participant au CPOM :

- pour la période du 1 septembre 2022 au 31 décembre 2022, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel effectué sur le compte du FAM Bernard Delforge est calculé à 125 902,23 €,
- à compter du 1er janvier 2023, le versement mensuel est de 121 529,87 €.

Article 6
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 7
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice du FAM Bernard Delforge sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Kathleen AMADORO
Tél. 03 87 56 30 39

AR Préfecture : 057-225700012-20220810-lmc1X0100002f2b-AR
Date AR Préfecture : 10-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001471

en date du 01/07/2022

portant fixation des tarifs journaliers 2022 et de la dotation globalisée commune des établissements et services participant au CPOM de l'Etablissement Public Départemental pour Adultes Handicapés du FAM Les Tournesols à MARLY

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.313-11 et suivants (contrats pluriannuels), L.314-1 et suivants (dispositions financières), L.351-1 et suivants (contentieux de la tarification) ;
- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles à R.314-1 et suivants (dispositions financières), R.351-1 et suivants (contentieux de la tarification) ;
- VU le Code de la Santé Publique ;
- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 6 décembre 2021 (Rapport III-2) ;
- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectif et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé et le Département de la Moselle ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2022 les charges et les produits prévisionnels sont autorisés comme suit :

Groupes Fonctionnels	FAM	FAS	TOTAL
Charges - Groupe I	362 091,78 €	238 259,84 €	600 351,62 €
Charges - Groupe II	1 723 588,04 €	1 187 051,34 €	2 910 639,38 €
Charges - Groupe III	297 088,36 €	241 710,52 €	538 798,88 €
Total Charges	**2 382 768,18 €**	**1 667 021,70 €**	**4 049 789,88 €**
Produits - Groupe I	1 429 941,96 €	1 638 484,56 €	3 068 426,52 €
dont dotation globalisée	*936 515,49 €*	*1 273 013,50 €*	2 209 528,99 €
dont participation Mosellans	*294 303,79 €*	*270 930,74 €*	565 234,53 €
dont participation Non Mosellans	*199 122,68 €*	*94 540,32 €*	293 663,00 €
Produits - Groupe II	895 436,16 €	0,00 €	895 436,16 €
dont forfait soin ARS	*895 436,16 €*	*0,00 €*	895 436,16 €
Produits - Groupe III	57 390,06 €	28 537,14 €	85 927,20 €
Total Produits	**2 382 768,18 €**	**1 667 021,70 €**	**4 049 789,88 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables aux l'établissements sont fixés ainsi qu'il suit du 1er octobre 2022 au 31 décembre 2022 :

		Tarifs
FAM Les Tournesols	Internat	112,62 €
	Semi-Internat	84,49 €
FAS Les Tournesols	Internat	130,86 €
	Semi-Internat	98,16 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables aux l'établissements ci-après désignés sont fixés ainsi :

		Tarifs
FAM Les Tournesols	Internat	111,14 €
	Semi-Internat	83,36 €
FAS Les Tournesols	Internat	129,05 €
	Semi-Internat	96,79 €

Article 4
Les prix de journée réservation internat et semi-internat en accueil permanent sont égaux aux prix de journée minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur

Article 5
Pour l'exercice budgétaire 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté, la dotation globalisée commune à la charge du département est fixée à 2 209 528,99 € pour l'ensemble des établissements et services participant au CPOM :

- pour la période du 1er octobre 2022 au 31 décembre 2022, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel effectué sur le compte du FAS est calculé à 185 442,10 €,
- à compter du 1er janvier 2023, le versement mensuel est de 184 127,42 €.

Article 6
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 7
Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur de l'EPDAH Les Tournesols sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Sophie MARCHAND
Tél. 03 87 56 87 80

AR Préfecture : 057-225700012-20220825-lmc1X0100002f42-AR
Date AR Préfecture : 25-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001472

en date du 25/08/2022

portant modification de l'arrêté n° 2019 - DS - 31846 en date du 15 octobre 2019 relatif à l'autorisation du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) « SOUS MON TOIT » à METZ par la création d'un établissement secondaire à THIONVILLE

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) et notamment :
- l'article L.312-1 définissant les établissements et services sociaux et médico-sociaux,
- l'article L.313-1 relatif à l'autorisation,
- l'article L.313-1-2 relatif à l'intervention des SAAD auprès des bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH),
- l'article L.313-1-3 relatif au cahier des charges national des SAAD,
- l'article L.313-8 relatif à l'habilitation à l'aide sociale des établissements et services sociaux et médico-sociaux,
- l'article L.313-8-1 relatif à la capacité d'accueil des SAAD, exprimée uniquement en zone d'intervention ;

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, notamment son article 47 ;

VU le décret n° 2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges nationales des SAAD ;

VU le décret n° 2016-750 du 6 juin 2016 relatif à la liste des activités de services à la personne soumises à agrément ou à autorisation dans le cadre du régime commun de la déclaration ;

VU le décret n° 2016-1895 du 28 décembre 2016 relatif aux activités de services à la personne ;

VU l'arrêté n° 2019 - DS n° 31846 en date du 15 octobre 2019 portant modification de l'autorisation du SAAD « SOUS MON TOIT » localisé à METZ géré par la Société à responsabilité limitée (SARL) « SOUS MON TOIT » ;

VU l'extrait d'immatriculation secondaire au registre du commerce et des sociétés à jour au 4 novembre 2021 de la SARL « SOUS MON TOIT » mentionnant l'établissement secondaire à THIONVILLE ;

VU le Schéma de l'Autonomie fixant les orientations départementales en faveur des personnes âgées et des personnes adultes handicapées pour la période 2018-2022, adopté par le Conseil Départemental le 7 décembre 2017 ;

CONSIDERANT la création d'un établissement secondaire de la SARL « SOUS MON TOIT » à THIONVILLE ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

ARTICLE 1
Les entités et adresses renseignées à l'Article 12 de l'arrêté n° 2019 - DS n° 31846 en date du 15 octobre 2019 et répertoriées dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) sont modifiées ainsi :

Entité juridique :	SARL SOUS MON TOIT
N° FINESS :	680021490
Adresse :	14, rue Clémenceau 68100 MULHOUSE
Entité de l'Etablissement Principal :	SAAD SOUS MON TOIT – DESTIA METZ
N° FINESS :	570029124
Adresse :	8 rue Graham Bell 57070 METZ
Entité de l'Etablissement Secondaire :	SAAD SOUS MON TOIT – DESTIA THIONVILLE
N° FINESS :	à créer
Adresse :	2 rue Châteaubriand 57100 THIONVILLE

ARTICLE 2
Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance du Président du Département selon l'article L.313-1 du CASF ; cette autorisation ne peut être cédée sans son accord.

ARTICLE 3
Dans les 2 mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant le Président du Département, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de STRASBOURG, qui peut être introduit par les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public au moyen de l'application internet « télérecours citoyen » accessible par le site http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 4
Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Moselle.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Sophie MARCHAND
Tél. 03 87 56 87 80

AR Préfecture : 057-225700012-20220825-lmc1X0100002f43-AR
Date AR Préfecture : 25-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001473

en date du 25/08/2022

portant renouvellement de l'autorisation délivrée à
l'association « EMPLOIS FAMILIAUX DE MOSELLE (EFM) »
pour gérer le Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) « EFM » à METZ
en faveur des personnes âgées et des personnes adultes en situation de handicap

_____
LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), notamment :
- l'article L.312-1 définissant les établissements et services sociaux et médico-sociaux,
- l'article L.313-1 relatif à l'autorisation,
- l'article L.313-1-2 relatif à l'intervention des SAAD auprès des bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH),
- l'article L.313-1-3 relatif au cahier des charges national des SAAD,
- l'article L.313-8 relatif à l'habilitation à l'aide sociale des établissements et services sociaux et médico-sociaux,
- l'article L.313-8-1 relatif à la capacité d'accueil des SAAD, exprimée uniquement en zone d'intervention ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'Adaptation de la Société au Vieillissement (ASV) ;

VU l'article L.7232-6 du code du travail relatif aux modalités de mise en œuvre des activités de services à la personne ;

VU le décret n° 2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des SAAD ;

VU le décret n° 2016-750 du 6 juin 2016 relatif à la liste des activités de services à la personne soumises à agrément ou à autorisation dans le cadre du régime commun de la déclaration ;

VU le décret n° 2016-1895 du 28 décembre 2016 relatif aux activités de services à la personne ;

VU le décret n° 2017-705 du 2 mai 2017 relatif aux évaluations des activités et de la qualité des SAAD relevant du 6°, 7° ou 16° du I de l'article L.312-1 du CASF, notamment son article 4 ;

VU l'arrêté départemental n°2007-DPA 105 du 11 septembre 2007 portant autorisation pour l'association Emplois Familiaux Moselle (EFM) de procéder à la création à METZ d'un SAAD en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées fonctionnant en mode prestataire et ne valant pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale ;

VU l'arrêté départemental 2019-DS n° 31822 du 15 octobre 2019 portant modification de l'autorisation du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) « EMPLOIS FAMILIAUX DE MOSELLE » ;

VU le Schéma de l'Autonomie fixant les orientations départementales en faveur des personnes âgées et des personnes adultes handicapées pour la période 2018-2022, adopté par le Conseil Départemental le 7 décembre 2017 ;

VU le rapport d'évaluation externe transmis par l'Association et réceptionné le 11 octobre 2021 ;

CONSIDERANT que le renouvellement de l'autorisation est subordonné au résultat de l'évaluation externe ;

CONSIDERANT que les résultats de l'évaluation externe réalisée dans la structure ne s'opposent pas au renouvellement de l'autorisation ;

CONSIDERANT que le Schéma de l'Autonomie prévoit dans sa fiche-action n° 6 « conforter le pilotage des services intervenant à domicile » d'organiser et de stabiliser l'offre de services existante en favorisant une approche par territoire afin d'assurer des réponses de proximité aux usagers ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

ARTICLE 1
L'autorisation prévue à l'article L.313-1 du CASF, délivrée à l'Association « EMPLOIS FAMILIAUX DE MOSELLE » dont le siège est à METZ pour gérer le SAAD en faveur des personnes âgées et des personnes adultes en situation de handicap, est renouvelée pour une durée de 15 ans à compter du 11 septembre 2022.

ARTICLE 2
Cette autorisation vaut autorisation de fonctionner.

ARTICLE 3
Cette autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

ARTICLE 4
Le SAAD est autorisé à intervenir sur le territoire du département de la Moselle.

ARTICLE 5
Le SAAD est autorisé à délivrer les activités suivantes en mode prestataire :

- l'assistance dans les actes quotidiens de la vie ou l'aide à l'insertion sociale, mentionnées aux 6 et 7 du I de l'article L.312-1 du CASF aux personnes âgées, aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques qui ont besoin de telles prestations à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux à moins qu'ils ne soient exécutés dans les conditions prévues à l'article L.1111-6-1 du code de la santé publique et du décret n°99-426 du 27 mai 1999 habilitant certaines catégories de personnes à effectuer des aspirations endo-trachéales,

- l'accompagnement des personnes âgées, des personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, aide à la mobilité et au transport, actes de la vie courante),
- la prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, des personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives.

ARTICLE 6
Le SAAD a l'obligation d'accueillir, dans la limite de sa spécialité et de sa zone d'intervention autorisées, toute personne bénéficiaire de l'APA ou de la PCH qui s'adresse à lui.

ARTICLE 7
Le SAAD respectera le cahier des charges national prévu à l'article L.313-1-3 du CASF. Il devra, notamment adhérer à la charte nationale qualité prévue au point 5.4.2. de ce cahier des charges.

ARTICLE 8
La présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans ; conformément aux dispositions des articles L.312-8, L.313-1 et L.313-5 du CASF, son renouvellement sera exclusivement subordonné aux résultats de l'évaluation.

ARTICLE 9
Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance du Président du Département selon l'article L.313-1 du CASF ; cette autorisation ne peut être cédée sans son accord.

ARTICLE 10
Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la manière suivante :

Entité juridique :	ASSOCIATION « EMPLOIS FAMILIAUX DE MOSELLE »
N° FINESS :	570022103
Adresse :	2 rue Thomas Edison 57070 METZ
Statut :	(62) Association de Droit Local
Entité de l'Etablissement :	SAAD « EMPLOIS FAMILIAUX DE MOSELLE »
N° FINESS :	570022111
Adresse :	2 rue Thomas Edison 57070 METZ
Code catégorie :	(460) Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD)
Discipline :	(469) Aide à domicile
Mode de fonctionnement :	(16) Prestation en milieu ordinaire
Mode de tarif :	(01) Etablissement Tarif Libre
Code type d'activité :	(700) Personnes âgées (sans autre indication) (010) Tous types de déficience Personnes Handicapées (sans autre indication)

ARTICLE 11
Dans les 2 mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant le Président du Département, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de STRASBOURG, qui peut être introduit par les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public au moyen de l'application internet « télérecours citoyen » accessible par le site http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 12
Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Moselle et dont un exemplaire sera adressé à Monsieur le Président de l'Association.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Sophie MARCHAND
Tél. 03 87 56 87 80

AR Préfecture : 057-225700012-20220825-lmc1X0100002f44-AR
Date AR Préfecture : 25-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001474

en date du 25/08/2022

portant modification de l'arrêté n° 2019 - DS - 31849 en date du 15 octobre 2019 relatif à l'autorisation du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) « ALLIANCE AUTONOMIE - VITAME »

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) et notamment :
- l'article L.312-1 définissant les établissements et services sociaux et médico-sociaux,
- l'article L.313-1 relatif à l'autorisation,
- l'article L.313-1-2 relatif à l'intervention des SAAD auprès des bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH),
- l'article L.313-1-3 relatif au cahier des charges national des SAAD,
- l'article L.313-8 relatif à l'habilitation à l'aide sociale des établissements et services sociaux et médico-sociaux,
- l'article L.313-8-1 relatif à la capacité d'accueil des SAAD, exprimée uniquement en zone d'intervention ;

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, notamment son article 47 ;

VU le décret n° 2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des SAAD ;

VU le décret n° 2016-750 du 6 juin 2016 relatif à la liste des activités de services à la personne soumises à agrément ou à autorisation dans le cadre du régime commun de la déclaration ;

VU le décret n° 2016-1895 du 28 décembre 2016 relatif aux activités de services à la personne ;

VU l'arrêté n° 2019 - DS - 31849 en date du 15 octobre 2019 portant modification de l'autorisation du SAAD « ALLIANCE AUTONOMIE – VITAME » localisé METZ géré par la société par actions simplifiée (SAS) « ALLIANCE AUTONOMIE » à METZ ;

VU le Schéma de l'Autonomie fixant les orientations départementales en faveur des personnes âgées et des personnes adultes handicapées pour la période 2018-2022, adopté par le Conseil Départemental le 7 décembre 2017 ;

VU la situation à la date du 17 juin 2022 au répertoire SIRENE de la SAS « ALLIANCE AUTONOMIE », mentionnant la société et son établissement au 86 B rue Jean Burger 57070 SAINT-JULIEN-LES-METZ ;

CONSIDERANT le déménagement du siège social de la SAS « ALLIANCE AUTONOMIE » ainsi que du SAAD « ALLIANCE AUTONOMIE – VITAME » de METZ à SAINT-JULIEN-LES-METZ ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

ARTICLE 1
Les adresses renseignées à l'Article 12 de l'arrêté n° 2019 - DS - 31849 en date du 15/10/2019 et répertoriées dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) sont modifiées ainsi :

Entité juridique : SAS ALLIANCE AUTONOMIE
N° FINESS : 57 002 608 8
Adresse : 86bis rue Jean Burger 57070 SAINT-JULIEN-LES-METZ

Entité de l'Etablissement : SAAD ALLIANCE AUTONOMIE - VITAME
N° FINESS : 57 002 609 6
Adresse : 86bis rue Jean Burger 57070 SAINT-JULIEN-LES-METZ

ARTICLE 2
Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance du Président du Département selon l'article L.313-1 du CASF ; cette autorisation ne peut être cédée sans son accord.

ARTICLE 3
Dans les 2 mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant le Président du Département, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de STRASBOURG, qui peut être introduit par les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public au moyen de l'application internet « télérecours citoyen » accessible par le site http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 4
Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Moselle.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction des Marchés et du Conseil Juridique
Affaire suivie par : STEPHANIE LAURANT
Tél. 03 87 21 98 05
N/Réf : SDCP_JURY_LORQUIN

AR Préfecture : 057-225700012-20220825-lmc1X0100002f4d-AR
Date AR Préfecture : 25-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001477

en date du 25 août 2022

RELATIF A LA MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE DEMI-PENSION AU COLLEGE DES DEUX SARRES A LORQUIN
CONCOURS RESTREINT EN APPLICATION DES ARTICLES L.2172-1, L.2125-1 2° ET R.2162-15 A R.2162-26 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

COMPOSITION DU JURY

Décision du représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur Constant KIEFFER, Conseiller Départemental et Président de la Commission d'Appel d'Offres,

VU l'arrêté de délégation n° 2021-000326 en date du 20 septembre 2021 portant délégation en sa faveur pour présider les jurys et commissions prévus par le Code de la Commande Publique et désigner les personnalités compétentes y siégeant,

VU les articles R.2162-22 et R.2162-24 du Code de la Commande Publique relatifs à la composition du jury,

ARRETE

La liste des membres à voix délibérative, désignés ci-après :

- Monsieur Romuald YAHIAOUI, Conseiller Départemental, membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,
- Monsieur Jean-Luc SACCANI, Conseiller Départemental, Vice-Président, délégué aux Mobilités, aux Infrastructures et aux Constructions, membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,
- Monsieur Khalifé KHALIFE, Conseiller Départemental, Vice-Président, délégué à l'Enseignement Supérieur, à la Recherche, à l'Innovation et à la Santé, membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,
- Madame Ginette MAGRAS, Conseillère Départementale, Vice-Présidente, déléguée à la Mémoire Patriotique, à la Relation Citoyenne, à la Sécurité et aux Relations avec les Instances Militaires, membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,

- Monsieur Luc CORRADI, Conseiller Départemental, membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,
- Madame Salomé GEORGEON, architecte, MATEC, en sa qualité de personne qualifiée,
- Madame Florence AMIAUX-LALLEMENT, architecte-conseiller, Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) de Moselle, en sa qualité de personne qualifiée,
- Monsieur Dimitri GRZANKA, architecte DPLG, GREMILLET Architecture, en sa qualité de personne qualifiée.

La liste des membres à voix consultative, en tant que personnes présentant un intérêt particulier pour le projet, désignés ci-après :

- Monsieur Jean-Pierre JULLY – Maire de LORQUIN, ou son représentant,
- Madame Christine JABOIN, Principale du collège des Deux Sarres à LORQUIN,
- Monsieur Marc HOUVER, Directeur Général des Services Départementaux, ou son représentant,
- Madame Anne-Marie HERBOURG, Directeur du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires, ou son représentant,
- Monsieur le Directeur de la Direction Départementale de la Protection des Populations, ou son représentant,
- Monsieur le Payeur Départemental, ou son représentant.

A METZ, le 25/08/2022

Le Président du Département
Pour le Président et par délégation,
Le Président de la Commission d'Appel d'Offres

Constant KIEFFER

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction des Marchés et du Conseil Juridique
Affaire suivie par : STEPHANIE LAURANT
Tél. 03 87 21 98 05
N/Réf : SDCP_JURY_ALBESTROFF

AR Préfecture : 057-225700012-20220825-lmc1X0100002f4e-AR
Date AR Préfecture : 25-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001478

en date du 25 août 2022

RELATIF A LA MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE DEMI-PENSION AU COLLEGE DE L'ALBE A ALBESTROFF
CONCOURS RESTREINT EN APPLICATION DES ARTICLES L.2172-1, L.2125-1 2° ET R.2162-15 A R.2162-26 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

COMPOSITION DU JURY

Décision du représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur Constant KIEFFER, Conseiller Départemental et Président de la Commission d'Appel d'Offres,

VU l'arrêté de délégation n° 2021-000326 en date du 20 septembre 2021 portant délégation en sa faveur pour présider les jurys et commissions prévus par le Code de la Commande Publique et désigner les personnalités compétentes y siégeant,

VU les articles R.2162-22 et R.2162-24 du Code de la commande publique relatifs à la composition du jury,

ARRETE

La liste des membres à voix délibérative, désignés ci-après :

- Monsieur Romuald YAHIAOUI, Conseiller Départemental, membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,
- Monsieur Jean-Luc SACCANI, Conseiller Départemental, Vice-Président, délégué aux Mobilités, aux Infrastructures et aux Constructions, membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,
- Monsieur Khalifé KHALIFE, Conseiller Départemental, Vice-Président, délégué à l'Enseignement Supérieur, à la Recherche, à l'Innovation et à la Santé, membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,
- Madame Ginette MAGRAS, Conseillère Départementale, Vice-Présidente, déléguée à la Mémoire Patriotique, à la Relation Citoyenne, à la Sécurité et aux Relations avec les Instances Militaires, membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,

- Monsieur Luc CORRADI, Conseiller Départemental, membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,
- Madame Salomé GEORGEON, architecte, MATEC, en sa qualité de personne qualifiée,
- Madame Florence AMIAUX-LALLEMENT, architecte-conseiller, Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) de Moselle, en sa qualité de personne qualifiée,
- Monsieur Dimitri GRZANKA, architecte DPLG, GREMILLET Architecture, en sa qualité de personne qualifiée.

La liste des membres à voix consultative, en tant que personnes présentant un intérêt particulier pour le projet, désignés ci-après :

- Monsieur Germain MUSSOT – Maire d'ALBESTROFF, ou son représentant,
- Monsieur Christophe KLEIN, Principal du collège de l'Albe à ALBESTROFF
- Monsieur Marc HOUVER, Directeur Général des Services Départementaux, ou son représentant,
- Madame Anne-Marie HERBOURG, Directeur du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires, ou son représentant,
- Monsieur le Directeur de la Direction Départementale de la Protection des Populations, ou son représentant,
- Monsieur le Payeur Départemental, ou son représentant.

A METZ, le 25/08/2022

Le Président du Département
Pour le Président et par délégation,
Président de la Commission d'Appel d'Offres

Constant KIEFFER

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction des Marchés et du Conseil Juridique
Affaire suivie par : STEPHANIE LAURANT
Tél. 03 87 21 98 05
N/Réf : SDCP_MGP_STIRING

AR Préfecture : 057-225700012-20220825-lmc1X0200002f4f-AR
Date AR Préfecture : 25-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001479

en date du 25 août 2022

RELATIF AU MARCHE PUBLIC GLOBAL DE PERFORMANCE POUR LA CONSTRUCTION ET RESTRUCTURATION DU COLLEGE NICOLAS UNTERSTELLER A STIRING-WENDEL
ARTICLE L.2171-3 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

COMPOSITION DU JURY

Décision du représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur Constant KIEFFER, Président de la Commission d'Appel d'Offres,

VU l'arrêté de délégation n°2021-000326 en date du 20 septembre 2021 portant délégation en sa faveur pour présider les jurys prévus par le Code de la commande publique et désigner les personnalités compétentes y siégeant,

VU l'article L.2171-3 du code de la commande publique relatifs aux marchés publics globaux de performance,

ARRETE

La liste des membres à voix délibérative, désignés ci-après :

- Monsieur le Président du Département de la Moselle, Président du Jury, ou son représentant,
- Monsieur Jean-Luc SACCANI, Vice-Président délégué aux Mobilités, aux Infrastructures et aux Constructions, ou son représentant,
- Madame Anne STÉMART, Vice-Présidente déléguée à l'Education et aux Collèges, ou son représentant,
- Madame Elisabeth HAAG, Conseillère Départementale du canton de STIRING-WENDEL ou son représentant,
- Monsieur Yves LUDWIG, Maire de STIRING-WENDEL ou son représentant,
- Madame Frédérique AUCLAIR, architecte CAUE MOSELLE, en sa qualité de personnalité qualifiée,
- Monsieur Julien BORDERON, ingénieur CEREMA, laboratoire de STRASBOURG, en sa qualité de personnalité qualifiée,

- Madame Sylvie FEUGA, directrice ENVIROBAT Grand Est, en sa qualité de personnalité qualifiée.

La liste des membres à voix consultative, désignés ci-après :

- Monsieur Marc HOUVER, Directeur Général des Services, ou son représentant,
- Madame Pascale CANCIANI, Directrice de l'Education et de l'Enseignement Supérieur, ou son représentant,
- Madame Anne-Marie HERBOURG, Directrice du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires, ou son représentant,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations, ou son représentant,
- Monsieur le Payeur Départemental, ou son représentant.

A METZ, le 25/08/2022

Le Président du Département
Pour le Président et par délégation,
Le Président de la Commission d'Appel d'Offres

Constant KIEFFER

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE *PREFECTURE DE LA MOSELLE*

Direction de la Politique de l'Autonomie
Affaire suivie par : Audrey KAZMIERCZAK
Tél. /
N/Réf : [.....]

AR Préfecture : 057-225700012-20220804-lmc1X0100002f50-AR
Date AR Préfecture : 11-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001480

en date du 4 août 2022

Arrêté conjoint portant composition de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées de la Moselle

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

ARRETE

LE PRÉFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

LE PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le décret n° 2005-1589 du 19 décembre 2005 relatif à la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées et modifiant le Code de l'Action Sociale et des Familles (partie réglementaire),

VU la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public "Maison Départementale des Personnes Handicapées" en date du 21 décembre 2005,

VU l'article R 241-24 du Code de l'Action Sociale et des Familles modifié par décret n° 2012-1414 du 18 décembre 2012,

VU la modification du règlement intérieur de la CDAPH validée par la commission exécutive du GIP MDPH en date du 14 juin 2010 et de la CDAPH en date du 5 juillet 2010,

VU l'arrêté DPA n° 2018-DDCS n° 2018-84 en date du 17 juillet 2018 modifiant la composition de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées de la Moselle,

VU le PV du tirage au sort effectué le 9 juin 2022 parmi les candidats présentés par les associations de personnes handicapées et de leurs familles, et ce afin de participer à la désignation par Madame la Directrice de la DDETS de la Moselle des 7 membres siégeant à la CDAPH en qualité de titulaire,

ARRÊTENT :

ARTICLE 1 : La composition de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées est la suivante :

I – Quatre représentants du Département désignés par le Président du Département :

Mme Catherine MATHIEU-CHAMPEVAL ou son représentant,
Mme Christiane VERY ou son représentant,
Mme Patricia LOUKACHEFF ou son représentant,
Mme Karine LEGRAND ou son représentant.

II – Quatre représentants de l'État et de l'Agence Régionale de Santé :

a) La directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités ou son représentant,
b) Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ou son représentant,
c) L'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale ou son représentant,
d) La directrice générale de l'Agence Régionale de Santé ou son représentant.

III – Deux représentants des organismes d'assurance maladie et de prestations familiales proposés par le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités, parmi les personnes présentées par ces organismes :

Titulaire :
Mme Blandine NEUMANN (CAF de la Moselle)

Suppléants :
M. Laurent STOHER (CAF de la Moselle)
M. Salvatore DI ROSA (FILIERIS)
Elisabeth CREMEL (MSA Lorraine)

Titulaire :
Estelle GALLOT (CPAM Moselle)

Suppléants :
M. Hervé LABORDE (FILIERIS)
Didier LEDUC (MSA Lorraine)
Alain GLAD (CPAM Moselle)

IV – Deux représentants des organisations syndicales proposés par le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'une part, parmi les personnes présentées par les organisations professionnelles d'employeurs les plus représentatives, d'autre part, parmi les personnes présentées par les organisations syndicales de salariés et de fonctionnaires les plus représentatives :

Organisations employeurs :

Titulaire :
M. Patrice MAIRE (UEM 57)

Suppléants :
M. Thierry HEIM (CPME 57)
Organisations syndicales de salariés :

Titulaire :
M. Bernard CULETTO (CFTC)

Suppléants :
Mme Evelyne BORTOT (CFDT)
M. Aldo SCALZO (CGT)

V – Un représentant des associations de parents d'élèves proposé par l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, parmi les personnes présentées par ces associations :

Titulaire :
Mme Faïza FARES (Fédération des conseils de parents d'élèves – FCPE 57)

Suppléants :
Mme Sylvie TRAUTMANN - (Fédération des conseils de parents d'élèves – FCPE 57)
Mme Christelle CARRON - (Fédération des conseils de parents d'élèves – FCPE 57)
Mme Déborah BERUSWEILER (Fédération des conseils de parents d'élèves – FCPE 57)

VI – Sept membres proposés par le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités parmi les personnes présentées par les associations de personnes handicapées et de leurs familles :

Titulaire :
Mme Michèle FRANOZ (Association Envol Lorraine)

Suppléants :
Mme Sabine HUCHARD (Association Envol Lorraine)
Mme Dominique PIAULT (Association Envol Lorraine)
M. Vincent DEVIN (LADAPT THIONIS)

Titulaire :
Mme Josette BURY (Association des Familles de Traumatisés Crâniens-AFTC)

Suppléants :
M. Bernard GUSTIN (AVC Lorraine)
Mme Christelle LANDFRIED (Service d'Intégration Scolaire et Universitaire-SISU)
M. José MARINHO (Association des Chiens Guides de l'Est)

Titulaire :
M. Jean-Claude JACOBY (Union Nationale des Associations de Parents d'Enfants Inadaptés - UNAPEI)

Suppléants :
Mme Muriel FRANCK (Union Nationale des Associations de Parents d'Enfants Inadaptés - UNAPEI)
M. Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM 57)
M. Philippe TOURNOIS (UDAPEIM 57)

Titulaire :
Mme Cécile MICHEL (Comité Mosellan de Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes-CMSEA)
Suppléants :
Mme Danielle MATHIEU (Vivre avec la douleur chronique-VDC)
Mme Paloma MORENO-ELGARD (Association Française contre les Myopathies-AFM)
M. Gabriel HULLAR (Comité Mosellan de Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes-CMSEA)

Titulaire :
Mme Françoise ROS (Union Nationale des Amis et Familles de personnes Malades et handicapées psychiques-UNAFAM)

Suppléants :
Mme le Dr Paulette HUBERT (Union Nationale des Amis et Familles de personnes Malades et handicapées psychiques-UNAFAM)
M. Roland VERHAIGE (UNAFAM)
Mme Marie-Hélène FOURNIER (UNAFAM)

Titulaire :
Mme Suzanne BARBENSON (APF France Handicap)

Suppléants :
M. Christian FINET (Fédération Nationale de l'Association des Accidentés Du Travail et des Handicaps- FNATH)
M. Stéphane FAYAULT (APF France Handicap)

Titulaire :
M. Jean Louis ARDNER (Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés-APAJH)

Suppléants :
Mme Elisabeth ROESCH (Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés-APAJH)
Sandrine KLOEDITZ (Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés-APAJH)
M. Claude SEIBEL (Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés-APAJH)

VII – Un membre du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie désigné par ce conseil :

Titulaire :
M. Laurent BITSCH (CFDT)

Suppléants *:*
Mme Chantal ROBERT (association de réadaptation des devenus sourds et malentendants)
M. Bernard LUTHOLD (CGT)

VIII – Deux représentants des organismes gestionnaires d'établissements ou de services pour personnes handicapées dont un sur proposition de la directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités et un sur proposition du Président du Département :

Titulaire :
Mme Christine HEIN (EPNAK)

Suppléants :
Mme Cosette HUSSENOT (ALPHA PLAPPEVILLE-Groupe SOS Solidarités)
M. Pierre DOSDAT (ESPOIR 57)
Mme Horya TENAFER (INJS)

Titulaire :
Mme Alexandra THUILLIEZ (EPHAD MARLY)

Suppléants :
Mme Audrey BOUDOT (APF)
M. Jean Claude POIAREZ (AFAEDAM)
M. Didier TOLLE (CMSEA)

ARTICLE 2 : Conformément au décret n° 2012-1414 du 18 décembre 2012, les membres de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées de la Moselle sont désignés pour une durée de 4 ans renouvelable à compter de la date de signature du présent arrêté, à l'exclusion des représentants de l'État.

Tout membre démissionnaire ou ayant perdu la qualité à raison de laquelle il a été nommé est remplacé dans les mêmes conditions.

Il peut également être mis fin aux fonctions d'un membre, titulaire ou suppléant, et pourvu à son remplacement, à la demande de l'autorité ou de l'organisme qui l'a présenté.

Les personnes désignées en remplacement d'une personne nommée par le présent arrêté sont nommées pour la durée du mandat restant à courir.

ARTICLE 3 : Les dispositions de l'arrêté DPA N° 2018 - DDCS n° 2018-84 en date du 17 juillet 2018 modifiant la composition de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées de la Moselle sont abrogées.

ARTICLE 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de la Moselle et au Bulletin Officiel des Services de l'État.

LE PRÉFET DE LA MOSELLE,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Olivier DELCAYROU

LE PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT
DE LA MOSELLE,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires
[[PERMIT_CREATEDEP_NAME]]
Affaire suivie par : PAHIN Patricia
Tél. /
N/Réf : [.....]

AR Préfecture : 057-225700012-20220815-lmc1X0100002f9d-AR
Date AR Préfecture : 18-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001482

en date du 15 août 2022

ouvrant l'enquête publique relative au projet de parcellaire proposé par la Commission Communale d'Aménagement Foncier de BURLIONCOURT

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre II du livre 1er du Code Rural et de la Pêche Maritime, et notamment les articles L.123-24 et R.123-9 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.123-3 et suivants et les articles R.123-2 et suivants ;
VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 14 octobre 2019 ordonnant et fixant le périmètre de l'opération d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental de BURLIONCOURT, avec extension sur les communes de DALHAIN, HABOUDANGE, HAMPONT, OBRECK, PUTTIGNY et VANNECOURT ;
VU la proposition de la Commission Communale d'Aménagement Foncier (CCAF) de BURLIONCOURT en date du 15 juin 2022 sollicitant la mise à l'enquête publique du projet parcellaire ;
VU l'ordonnance en date du 6 juillet 2022 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Strasbourg désignant Monsieur Thierry DUVAL en qualité de commissaire-enquêteur titulaire ;
VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;
Considérant que l'article R.123-9 du Code Rural et de la Pêche Maritime demande à ce que le projet d'aménagement foncier soit soumis à enquête publique :

ARRETE

Article 1er :

Une enquête publique portant sur le projet parcellaire de l'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental de BURLIONCOURT est ouverte à compter **du lundi 19 septembre 2022 à 9 heures et jusqu'au mercredi 19 octobre 2022 à 20 heures inclus.**
Le périmètre de cet aménagement foncier présente des extensions sur les communes de DALHAIN, HABOUDANGE, HAMPONT, OBRECK, PUTTIGNY et VANNECOURT.
L'enquête publique est organisée dans le respect des mesures sanitaires en vigueur au moment de l'enquête.

Article 2 :

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Strasbourg a désigné Monsieur Thierry DUVAL, Directeur d'études - Vice-Président du Parc Naturel Régional de Lorraine, en qualité de commissaire-enquêteur pour diriger l'enquête publique précisée à l'article 1.

Article 3 :

Un avis d'enquête sera publié avant l'ouverture de celle-ci et affiché en mairie de BURLIONCOURT, DALHAIN, HABOUDANGE, HAMPONT, OBRECK, PUTTIGNY et VANNECOURT ainsi que sur le site internet du Département de la Moselle (www.moselle.fr, rubrique « Les enquêtes publiques »). Un avis sera également publié dans la presse locale et notifié à tous les propriétaires de terrains compris dans le périmètre d'aménagement foncier proposé.

Article 4 :

Le dossier d'enquête publique comprend les pièces précisées à l'article R.123-10 du Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment une étude d'impact environnementale accompagnée de l'avis des autorités administratives compétentes de l'Etat.

Article 5 :

Le dossier d'enquête publique sera déposé à la salle communale de BURLIONCOURT, siège de l'enquête publique, et sera mis à la disposition du public spécifiquement pour l'enquête publique :
- **les jeudis de 18 h à 20 h,**
- **le mardi 27 septembre 2022 de 15 h à 17 h,**
- **le samedi 1er octobre 2022 de 10 h à 12 h,**
- **le samedi 8 octobre 2022 de 10 h à 12 h,**
- **le mardi 18 octobre 2022 de 15 h à 17 h,**
- sur rendez-vous pris auprès des services de la mairie en dehors des horaires d'ouverture cités précédemment,

ainsi qu'à l'occasion des permanences du commissaire-enquêteur, précisées à l'article 6.
De plus, pendant la durée de l'enquête fixée à l'article 1 :
- le dossier soumis à enquête publique sera téléchargeable sur le site internet du Département de la Moselle (www.moselle.fr, rubrique « Les enquêtes publiques »),
- la mise en place d'un poste informatique à la salle communale de BURLIONCOURT permettra, en outre, de consulter le dossier d'enquête publique,
- le public et les propriétaires fonciers pourront prendre connaissance du dossier et consigner leurs observations et/ou réclamations, dans un registre ouvert à cet effet, ou les adresser au commissaire-enquêteur :

  - par lettre à l'adresse suivante :

    Mairie de BURLIONCOURT
    A l'attention de Monsieur Thierry DUVAL
    Commissaire-Enquêteur
    3 Route de Hampont
    57170 BURLIONCOURT

  - ou par courriel **jusqu'au mercredi 19 octobre 2022 à 20 heures** à l'adresse suivante : af57@moselle.fr

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations du public transmises par voie postale et par voie électronique seront tenues à la disposition du public en mairie et sur le site internet du Département de la Moselle (www.moselle.fr, rubrique « Les enquêtes publiques »).

Article 6 :

Monsieur le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public à la salle communale de BURLIONCOURT, comme suit :

- **Lundi 19 septembre 2022 de 18 h à 20 h,**
- **Mardi 27 septembre 2022 de 17 h à 20 h,**
- **Samedi 1er octobre 2022 de 10 h à 12 h,**
- **Mercredi 19 octobre 2022 de 18 h à 20 h.**

Article 7 :

A l'expiration de la période d'enquête, Monsieur le commissaire-enquêteur clôturera le registre d'enquête. Il établira dans les 30 jours, un rapport relatant le déroulement de l'enquête dans lequel il examinera les observations recueillies.
Il consignera ses conclusions motivées ainsi que son avis sur le projet, dans un document dédié, accompagné des pièces de l'enquête, qu'il transmettra à Monsieur le Président du Département de la Moselle et à Monsieur le Président du Tribunal Administratif.

Article 8 :

Une copie du rapport et des conclusions de Monsieur le commissaire-enquêteur sera adressée en mairie de BURLIONCOURT. Ces documents seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête. Ils seront également transmis au Président de la Commission Communale d'Aménagement Foncier de BURLIONCOURT.
Le rapport et les conclusions seront également consultables sur le site internet du Département de la Moselle (www.moselle.fr, rubrique « Les enquêtes publiques ») pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

Article 9 :

Après l'enquête, la Commission Communale d'Aménagement Foncier de BURLIONCOURT se prononcera sur le projet d'aménagement après avoir pris connaissance des conclusions du commissaire-enquêteur et examiné chaque réclamation.

Article 10 :

Dans les limites fixées par la réglementation en vigueur, toute information sur ce projet d'aménagement foncier est disponible sur demande formulée auprès de Monsieur le Président du Département de la Moselle – DPAT/D2AT/BAFU – 1, rue du Pont Moreau –
CS 11096 – 57036 METZ CEDEX 1.

Article 11 :

Le présent arrêté est publié au Recueil des Actes Administratifs du Département et transmis aux communes concernées par le projet pour affichage.
Il est également transmis pour information à Monsieur le commissaire-enquêteur, à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Strasbourg et à Monsieur le Préfet.

Article 12 :

Monsieur le Président du Département de la Moselle, Monsieur le Maire de la commune de BURLIONCOURT et Monsieur Thierry DUVAL, commissaire-enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département,
Pour le Président et par délégation,
Le Directeur du Patrimoine et de
l'Aménagement des Territoires

Anne-Marie HERBOURG

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Agnès MAJSTOROVIC
Tél. 03 87 56 31 21

AR Préfecture : 057-225700012-20220906-lmc1X0100002fb8-AR
Date AR Préfecture : 06-09-2022

A R R E T E

N° 2022-001483

en date du 06/09/2022

portant modification de l'autorisation par diminution de la capacité de 5 places de SERAD et d'une place de crise conjoncturelle de la Maison d'Enfants
à Caractère Social (MECS) de Richemont à RICHEMONT

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), notamment ses articles L.312-1 I 1°, L.312-1 I 4°, L.313-1 à L.313-9 ;

VU les articles 375 et suivants du code civil relatifs à l'assistance éducative ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance modifiée ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n°2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants ;

VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le Schéma Enfance Jeunesse Famille 2019-2023 approuvé par l'Assemblée Départementale de la Moselle le 19 mars 2019 ;

VU l'arrêté n°2021 – DS – 000799 en date du 30/11/2021 portant modification de l'autorisation de la MECS de Richemont à RICHEMONT à compter du 01/09/2021 ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) 2021-2025 conclu entre le Département de la Moselle et la Fondation Vincent de Paul ;

Considérant les besoins de diversification et d'individualisation des accueils et accompagnements des enfants protégés dans une logique d'assouplissement ;

CONSIDERANT la dégradation significative du contexte social qui se traduit par une forte hausse des placements d'enfants ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
L'autorisation accordée le 4 janvier 2017 à la MECS de Richemont située 4, rue Lenôtre à 57270 RICHEMONT, gérée par la Fondation Vincent de Paul, située 15, rue de la Toussaint à 67000 STRASBOURG, est modifiée.

La capacité totale autorisée est fixée à **96 places mixtes** pour des mineurs âgés de 6 à 17 ans, réparties ainsi :

Catégories	Modalités de prise en charge	Nombres de places ou mesures	Spécificités
Internat diversifié	Internat classique	**40**	
	Appartements pour adolescents		
	Modulable (dans la limite de 15 % de la capacité autorisée d'internat diversifié autorisée)		Soit 10 places en moyenne annuelle
	Lit repère	**1**	
	Modulable en amont (place sacralisée pour de la prévention)	**1**	
Mineurs Non Accompagnés (MNA)	Accompagnement des MNA (et jeunes majeurs)	**24**	
Plateau de Jour	Plateau de Jour inclus dans l'accompagnement MNA (et bénéficiant d'un financement supplémentaire)	**8**	non comptabilisées dans le nombre de places total car mêmes jeunes MNA

Service Educatif Renforcé d'Accompagnement à Domicile (SERAD)	Hébergement Crise Conjoncturelle SERAD/MOUSQUETON	**5**	
	SERAD	**25**	à compter du 01/03/2022
TOTAL		**96**	

Le pilotage des SERAD pour les territoires de Metz-Orne et Thionville, à hauteur de 50 mesures pour la Fondation Vincent de Paul, est mis en œuvre par la MECS de Richemont.

Les accueils sont réalisés aux titres :

- des articles 375 et suivants du code civil relatifs à l'assistance éducative,
- de l'article L.222-5 du CASF relatif à la protection administrative.

Article 2
Dans le cadre de la politique jeune majeur du Département de la Moselle, l'établissement est autorisé à poursuivre l'accompagnement du jeune majeur jusqu'à ses 21 ans révolus.

Article 3
Conformément à l'article D.313-12-1 du CASF, la présente modification d'autorisation est valable sous réserve de la transmission aux autorités compétentes d'une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité de l'établissement aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L.313-1 du CASF.

Article 4
Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction et le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques en vigueur devra être porté à la connaissance du Président du Département.

Article 5
La MECS de Richemont est répertoriée au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique Fondation Vincent de Paul
N° FINESS : 670014604
Adresse complète : 15, rue de la Toussaint 67000 STRASBOURG
Code statut juridique : 63 Fondation
N° SIREN : 438420887

Entité établissement MECS de RICHEMONT
N° FINESS : 570018788
Adresse complète : 4 Avenue Lenôtre 57270 RICHEMONT
Code catégorie : 177
Libellé catégorie : Maisons d'Enfants à Caractère Social
Code MFT : 08 Président du Conseil Départemental
Capacité : 96

Discipline	Mode de fonctionnement	Clientèle	Nombre de places
912 – Accueil au titre de la protection de l'enfance	**11** – Hébergement Complet Internat	**800** – Enfants, adolescents et jeunes majeurs ASE	66

913 – Accueil d'urgence protection de l'enfance	**11** – Hébergement Complet Internat	**800** – Enfants, adolescents et jeunes majeurs ASE	5
931 – Suivi Social en Milieu Ouvert	**16** – Prestation en Milieu Ordinaire	**800** – Enfants, adolescents et jeunes majeurs ASE	25

Article 6
En application des dispositions des articles R.312-1 et R.421-1 du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif préalable gracieux devant le Président du Département, autorité signataire de cette décision,
- dans le délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg.

Lorsque, dans le délai initial du recours contentieux, est exercé un recours administratif préalable, le délai dans lequel peut être exercé un recours contentieux est prorogé.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 7
Monsieur le Directeur Général des Services du Département de la Moselle et Monsieur le Directeur d'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Moselle.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Agnès MAJSTOROVIC
Tél. 03 87 56 31 21

AR Préfecture : 057-225700012-20220906-lmc1X0100002fb9-AR
Date AR Préfecture : 06-09-2022

A R R E T E

N° 2022-001484

en date du 06/09/2022

portant modification de l'autorisation par extension de la capacité de 10 places de SERAD et par transformation temporaire de 2 places en famille d'accueil en 2 places d'internat diversifié de la Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) de l'Ermitage à MOULINS-LES-METZ

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), notamment ses articles L.312-1 I 1°, L.312-1 I 4°, L.313-1 à L.313-9 ;

VU les articles 375 et suivants du code civil relatifs à l'assistance éducative ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance modifiée ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n°2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants ;

VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le Schéma Enfance Jeunesse Famille 2019-2023 approuvé par l'Assemblée Départementale de la Moselle le 19 mars 2019 ;

VU l'arrêté n°2021 – DS – 000801 en date du 30/11/2021 portant modification de l'autorisation de la MECS de l'Ermitage à MOULINS-LES-METZ à compter du 01/12/2021 ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) 2021-2025 conclu entre le Département de la Moselle et la Fondation Vincent de Paul ;

Considérant les besoins de diversification et d'individualisation des accueils et accompagnements des enfants protégés dans une logique d'assouplissement ;

CONSIDERANT la dégradation significative du contexte social qui se traduit par une forte hausse des placements d'enfants ;

Considérant que la modification de l'autorisation consiste en une extension inférieure au seuil de 30 % de la capacité autorisée et ainsi est exonérée de la procédure d'appel à projets ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
L'autorisation accordée le 27 février 2014 à la MECS de l'Ermitage située 7, rue des Moulins à 57160 MOULINS-LES-METZ, gérée par la Fondation Vincent de Paul, située 15, rue de la Toussaint à 67000 STRASBOURG, est modifiée.

La capacité totale autorisée est fixée à **86 places mixtes** pour des mineurs âgés de 6 à 17 ans, réparties ainsi :

Catégories	Modalités de prise en charge	Nombres de places ou mesures	Spécificités
Internat diversifié	Internat classique	**49**	à compter du 01/01/2022
	Appartements pour adolescents		
	Modulable (dans la limite de 15 % de la capacité autorisée d'internat diversifié autorisée)		Soit 8 places en moyenne annuelle
	Lit repère	**1**	
Familles d'accueil	Familles d'accueil	**2**	
Service Educatif Renforcé d'Accompagnement à Domicile (SERAD)	Hébergement Crise Conjoncturelle SERAD/MOUSQUETON	**6**	à compter du 01/03/2022
	SERAD	**25**	à compter du 01/03/2022
	SERAD Parentalité pour Tous	**3**	
TOTAL		**86**	

La transformation de 2 places en familles d'accueil en 2 places d'internat diversifié est réalisée à titre temporaire et les besoins seront réévalués. Le présent arrêté sera modifié en conséquence.

Le pilotage des SERAD pour les territoires de Metz-Orne et Thionville, à hauteur de 50 mesures pour la Fondation Vincent de Paul, est mis en œuvre par la MECS de Richemont.

Les accueils sont réalisés aux titres :

- des articles 375 et suivants du code civil relatifs à l'assistance éducative,
- de l'article L.222-5 du CASF relatif à la protection administrative.

Article 2
Dans le cadre de la politique jeune majeur du Département de la Moselle, l'établissement est autorisé à poursuivre l'accompagnement du jeune majeur jusqu'à ses 21 ans révolus.

Article 3
Conformément à l'article D.313-12-1 du CASF, la présente modification d'autorisation est valable sous réserve de la transmission aux autorités compétentes d'une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité de l'établissement aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L.313-1 du CASF.

Article 4
Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction et le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques en vigueur devra être porté à la connaissance du Président du Département.

Article 5
La MECS de l'Ermitage est répertoriée au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique	Fondation Vincent de Paul
N° FINESS :	670014604
Adresse complète :	15, rue de la Toussaint 67000 STRASBOURG
Code statut juridique :	63 Fondation
N° SIREN :	438420887

Entité établissement	MECS de l'Ermitage
N° FINESS :	570004226
Adresse complète :	7, rue des Moulins 57160 MOULINS-LES-METZ
Code catégorie :	177
Libellé catégorie :	Maisons d'Enfants à Caractère Social
Code MFT :	08 Président du Conseil Départemental
Capacité :	86

Discipline	Mode de fonctionnement	Clientèle	Nombre de places
912 – Accueil au titre de la protection de l'enfance	**11** – Hébergement Complet Internat	**800** – Enfants, adolescents et jeunes majeurs ASE	50
912 – Accueil au titre de la protection de l'enfance	**15** – Placement Famille Accueil	**800** – Enfants, adolescents et jeunes majeurs ASE	2
913 – Accueil d'urgence protection de l'enfance	**11** – Hébergement Complet Internat	**800** – Enfants, adolescents et jeunes majeurs ASE	6
931 – Suivi Social en Milieu Ouvert	**16** – Prestation en Milieu Ordinaire	**800** – Enfants, adolescents et jeunes majeurs ASE	28

Article 6
En application des dispositions des articles R.312-1 et R.421-1 du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif préalable gracieux devant le Président du Département, autorité signataire de cette décision,
- dans le délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg.

Lorsque, dans le délai initial du recours contentieux, est exercé un recours administratif préalable, le délai dans lequel peut être exercé un recours contentieux est prorogé.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 7
Monsieur le Directeur Général des Services du Département de la Moselle et Madame la Directrice d'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Moselle.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Agnès MAJSTOROVIC
Tél. 03 87 56 31 21

AR Préfecture : 057-225700012-20220906-lmc1X0100002fba-AR
Date AR Préfecture : 06-09-2022

A R R E T E

N° 2022-001485

en date du 06/09/2022

portant modification de l'organisation et du fonctionnement
du Centre Départemental de l'Enfance (CDE) de Moselle

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), notamment ses articles L.312-1 I 1°, L.312-1 I 4°, L.313-1 à L.313-9 ;

VU les articles 375 et suivants du code civil relatifs à l'assistance éducative ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance modifiée ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant ;

VU la loi n°2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le Schéma Enfance Jeunesse Famille 2019-2023 approuvé par l'Assemblée Départementale de la Moselle le 19 mars 2019 ;

VU l'arrêté n°2019 – DS – 31579 en date du 20 mars 2019 portant extension de la capacité du Service Educatif Renforcé d'Accompagnement à Domicile (SERAD) Petite Enfance du CDE de Moselle à compter du 1er janvier 2019 ;

VU la délibération du Conseil d'Administration du CDE en date du 15 décembre 2021 ;

Considérant que le CDE de Moselle propose un projet en cohérence avec les objectifs de la Politique Départementale de la Protection de l'Enfance ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
L'arrêté n°2019 – DS – 31579 en date du 20 mars 2019 portant organisation et fonctionnement du Centre Départemental de l'Enfance (CDE) de Moselle situé 137, route de Plappeville à METZ, est abrogé.

La capacité totale autorisée est fixée à compter du 1er janvier 2022 à **410 places mixtes** pour des mineurs âgés de 0 à 17 ans, réparties ainsi :

Catégories	Modalités de prise en charge	Nombres de places	Spécificités
Internat diversifié	Pouponnière (Metz)	**50**	à compter du 01/01/2022
	Jardin d'enfants (3-10 ans)	**40**	
	Logis (6-14 ans)	**48**	
	3HA (Adolescents)	**14**	
	Forbach accueil 3-18 ans	**58**	
Mineurs Non Accompagnés (MNA)	Service d'Accueil des MNA (SAMNA) et Plateforme d'Accueil, d'Evaluation et d'Orientation (PAEO)	**82**	
	Appartements MNA METZ	**40**	
	Appartements MNA FORBACH	**40**	
Familles d'accueil	Estacade (10 places à Metz et 3 à Forbach)	**13**	
Service Educatif Renforcé d'Accompagnement à Domicile (SERAD)	SERAD Petite Enfance	**25**	
TOTAL		**410**	

Les accueils sont réalisés aux titres :

- des articles 375 et suivants du code civil relatifs à l'assistance éducative,
- de l'article L.222-5 du CASF relatif à la protection administrative.

Article 2
Conformément à l'article D.313-12-1 du CASF, la présente modification d'autorisation est valable sous réserve de la transmission aux autorités compétentes d'une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité de l'établissement aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L.313-1 du CASF.

Article 3
Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction et le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques en vigueur devra être porté à la connaissance du Président du Département.

Article 4
Le CDE est répertorié au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique Centre Départemental de l'Enfance
N° FINESS : 570001131
Adresse complète : 137 Route de Plappeville CS 10025 57063 METZ
Code statut juridique : 19 Etablissement Social et Médico-Social Départemental
N° SIRET : 26 57 03 033 00018

Entité établissement Centre Départemental de l'Enfance
N° FINESS : 570000695
Adresse complète : 137 Route de Plappeville CS 10025 57063 METZ
Code catégorie : 175
Libellé catégorie : Foyer de l'Enfance
Code MFT : 08 Président du Conseil Départemental
Capacité : 309

Discipline	Mode de fonctionnement	Clientèle	Nombre de places
913 – Accueil d'urgence protection de l'enfance	**11** – Hébergement Complet Internat	**800** – Enfants, adolescents et jeunes majeurs ASE	274
913 – Accueil d'urgence protection de l'enfance	**15** – Placement Famille Accueil	**800** – Enfants, adolescents et jeunes majeurs ASE	10
931 – Suivi Social en Milieu Ouvert	**16** – Prestation en Milieu Ordinaire	**800** – Enfants, adolescents et jeunes majeurs ASE	25

Entité établissement Centre Départemental de l'Enfance – Antenne de FORBACH
N° FINESS : 570018549
Adresse complète : 13 rue de Verdun 57600 FORBACH
Code catégorie : 175
Libellé catégorie : Foyer de l'Enfance
Code MFT : 08 Président du Conseil Départemental
Capacité : 101

Discipline	Mode de fonctionnement	Clientèle	Nombre de places

913 – Accueil d'urgence protection de l'enfance	**11** – Hébergement Complet Internat	**800** – Enfants, adolescents et jeunes majeurs ASE	98
913 – Accueil d'urgence protection de l'enfance	**15** – Placement Famille Accueil	**800** – Enfants, adolescents et jeunes majeurs ASE	3

Article 5
En application des dispositions des articles R.312-1 et R.421-1 du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif préalable gracieux devant le Président du Département, autorité signataire de cette décision,
- dans le délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg.

Lorsque, dans le délai initial du recours contentieux, est exercé un recours administratif préalable, le délai dans lequel peut être exercé un recours contentieux est prorogé.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 6
Monsieur le Directeur Général des Services du Département de la Moselle et Madame la Directrice d'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Moselle.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Agnès MAJSTOROVIC
Tél. 03 87 56 31 21

AR Préfecture : 057-225700012-20220906-lmc1X0100002fbb-AR
Date AR Préfecture : 06-09-2022

A R R E T E

N° 2022-001486

en date du 06/09/2022

portant fixation de la dotation globale de fonctionnement pour 2022
du Centre Départemental de l'Enfance (CDE) de Moselle

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment l'article L.312-1, les articles L.314-1 et suivants et les articles L.351-1 et suivants ;

VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-204 et les articles R.351-1 à R.351-41 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 6 décembre 2021 (Rapport III-2) relative à la tarification 2022 des établissements et services pour personnes âgées dépendantes, pour adultes handicapés et pour la protection de l'enfance en Moselle ;

VU l'arrêté N°2022-DS-001216 en date du 2 mai 2022 portant fixation de la dotation globale de fonctionnement pour 2022 pour le CDE de la Moselle ;

VU la délibération du Conseil d'Administration du CDE concernant la Décision Modificative en date du 8 juillet 2022 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
L'arrêté N°2022-DS-001216 en date du 2 mai 2022 portant fixation de la dotation globale de fonctionnement pour 2022 pour le CDE de la Moselle est abrogé.

Pour l'exercice budgétaire 2022, la dotation globale de fonctionnement à la charge du Département est fixée à 22 439 480 € pour le Centre Départemental de l'Enfance.

Le montant relatif au coût de la prise en charge des MNA s'élève à 5 016 640 €.

Le montant relatif à la prime SEGUR s'élève à 692 000 €.

Les charges et les produits prévisionnels sont autorisés comme suit :

Groupes fonctionnels	Dépenses	Recettes
Groupe I	3 112 304,00 €	22 698 180,56 €
Groupe II	18 242 560,00 €	604 900,00 €
Groupe III	2 368 676,00 €	138 650,00 €
Reprise de résultat (excédent)		281 809,44 €
Total	**23 723 540,00 €**	**23 723 540,00 €**
Dépenses refusées	- €	
Base de calcul des tarifs		**22 439 480,00 €**

Déduction faite des sommes déjà perçues pour la période du 1er janvier 2022 au 30 septembre 2022, le versement mensuel est calculé à 2 117 461,67 € pour la période du 1er octobre 2022 au 31 décembre 2022.

Cette fraction forfaitaire mensuelle sera versée pour le 20 de chaque mois.

Article 2
A compter du 1er janvier 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté :
- la dotation globale de fonctionnement est fixée à 22 514 526,67 € ; elle correspond aux moyens mentionnés à l'article 1 en année pleine,
- à titre d'acompte, le versement mensuel correspondant à 1/12e de cette dotation, est de 1 876 210,56 €.

Article 3
Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Nancy (Cour Administrative d'Appel de Nancy – 6, rue du Haut-Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 4
Monsieur le Directeur Général des Services du Département de la Moselle et Madame la Directrice de l'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Moselle.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DIRECTION DE L'AUTONOMIE
DELEGATION TERRITORIALE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE LA SOLIDARITE

ARRETE CONJOINT CD N°001503 / ARS N° 2022-0880
du 16 juin 2022

Fixant le calendrier prévisionnel 2022 des appels à projets relevant de la compétence conjointe de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et du Président du Département de la Moselle

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE GRAND EST

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (HPST) ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), notamment ses articles L312-1 définissant les établissements et services médico-sociaux, L313-1-1 relatif à la procédure d'appel à projets, L313-3 relatif aux autorités compétentes pour la délivrance des autorisations, R313-1 à 10 relatifs au calendrier prévisionnel des appels à projets ;

VU le décret n° 2010-870 du 26 juillet 2010 relatif à la procédure d'appel à projets et d'autorisation mentionnée à l'article L313-1-1 du CASF ;

VU le décret n° 2016-801 du 15 juin 2016 modifiant la procédure d'appel à projets et d'autorisation mentionnée à l'article L313-1-1 du CASF ;

VU le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de Madame Virginie CAYRÉ, en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU la circulaire N° DGCS/SD5B/2014/287 du 20 octobre 2014 relative à la procédure d'appel à projets et d'autorisation des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le schéma de l'autonomie, fixant les orientations départementales en faveur de personnes âgées et des personnes adultes handicapées pour la période 2018-2022, adopté par le Département de la Moselle ;

VU le projet régional de santé 2018-2028 et le schéma régional de santé et programme régional d'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies 2018-2023 ;

VU l'arrêté ARS n° 2021-0753 du 25 février 2021 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) 2020-2024 de la région Grand Est et son avenant n° 2021-1479 du 19 avril 2021 ;

SUR PROPOSITION de la Directrice de l'Autonomie de l'ARS Grand Est, de la Déléguée Territoriale de l'ARS dans le département de la Moselle et du Directeur Général des Services du Département de la Moselle ;

ARRETENT

Article 1 : En application de l'article R-313-4 du CASF, le calendrier prévisionnel des appels à projets qui seront lancés conjointement au cours de l'année 2022 pour satisfaire aux besoins recensés sur le territoire du département de la Moselle en matière d'établissements médico-sociaux est arrêté comme suit :

Catégorie de service ou d'établissement médico-social concerné	Public concerné	Nombre de places prévues	Période de publication de l'avis d'appel à projet
Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP)	Tous handicaps – enfants de 0 à 6 ans	File active de 40 à 50 enfants / an	Novembre 2022

Article 2 : Les personnes morales gestionnaires des établissements et services médico-sociaux, ainsi que les unions ou fédérations qui les représentent, peuvent faire connaître leurs observations sur ce calendrier dans les deux mois suivant sa publication aux adresses suivantes :

Madame la Directrice Générale de l'ARS
Délégation Territoriale de la Moselle
4 rue des Messageries
57 000 METZ

Monsieur le Président du Département de la Moselle
DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
Hôtel du Département
1 rue du Pont Moreau
CS 11096
57036 METZ Cedex 1

Article 3 : Dans les deux mois suivant sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent ;

Article 4 : La Directrice de l'Autonomie de l'ARS Grand Est, la Déléguée Territoriale de l'ARS dans le département de la Moselle et le Directeur Général des Services du Département de la Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Grand Est et au recueil des actes administratifs du Département de la Moselle.

Pour la Directrice Générale de l'ARS
Grand Est et par délégation,
La Directrice de l'Autonomie

Agnès GERBAUD

Le Président du Département
de la Moselle,

Patrick WEITEN

2/2

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires

Affaire suivie par : PAHIN Patricia
Tél. /
N/Réf : [.....]

AR Préfecture : 057-225700012-20220830-lmc1X0100003079-AR
Date AR Préfecture : 05-09-2022

A R R E T E

N° 2022-001511

en date du 30 août 2022

Clôturant l'opération d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental de la commune de HELLIMER

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du livre 1er du Code Rural et de la Pêche Maritime, et notamment ses articles L.121-21, L.123-12, R.121-20-1 et R.121-29 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.122-1 et L.214-1 à L.214-6 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral 2017-DDT/SABE/NPN n° 27 portant prescriptions environnementales applicables à l'opération d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental de la commune de HELLIMER en date du 25 janvier 2017 ;

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Moselle en date du 24 avril 2017 ordonnant l'opération d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental de la commune de HELLIMER et en fixant le périmètre ;

VU la délibération du Conseil Municipal de GRENING en date du 24 octobre 2020 approuvant le projet de modifications à apporter au réseau des voies communales et des chemins ruraux proposé par la Commission Communale d'Aménagement Foncier de HELLIMER ;

VU la délibération du Conseil Municipal de HELLIMER en date du 13 novembre 2020 portant sur la maîtrise d'ouvrage des travaux connexes ;

VU la délibération du Conseil Municipal de HELLIMER en date du 13 novembre 2020 approuvant le projet de modifications à apporter au réseau des voies communales et des chemins ruraux proposé par la Commission Communale d'Aménagement Foncier de HELLIMER ;

VU la délibération du Conseil Municipal de HELLIMER en date du 13 novembre 2020 portant sur la constitution de réserves foncières destinées à l'exécution ultérieure de projets communaux ;

VU les avis de Monsieur le Préfet en date du 2 février 2021, du 30 avril 2021 et du 24 mai 2022 sur la conformité aux prescriptions environnementales et à la loi sur l'eau du projet d'aménagement foncier de la commune de HELLIMER ;

VU l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 27 janvier 2021 ;

VU la décision de la Commission Communale d'Aménagement Foncier de HELLIMER du 7 avril 2021 approuvant le programme des travaux connexes et le nouveau plan parcellaire ;

VU la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier en date du 15 juin 2021 validant définitivement le projet d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental de la commune de HELLIMER ;

VU l'avis de Monsieur le Préfet autorisant, au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement, la réalisation des travaux connexes dans le cadre de l'opération d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental de la commune de HELLIMER ;

ARRETE

Article 1er :

Le plan du nouveau parcellaire issu de l'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental de la commune de HELLIMER, validé par la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier du 15 juin 2021 est définitif. Ce plan figure en annexe au présent arrêté.

Article 2 :

Le plan du nouveau parcellaire sera déposé en Mairie de HELLIMER le 6 septembre 2022.
Les intéressés pourront en prendre connaissance aux heures d'ouverture de la mairie. Le procès-verbal d'aménagement foncier sera déposé au bureau du Livre Foncier du Tribunal Judiciaire de METZ et de SARREGUEMINES. Ces formalités entraînent le transfert de propriété.

Article 3 :

Le programme des travaux connexes validé par la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier du 15 juin 2021 et figurant sur le plan annexé au présent arrêté, est définitif. L'exécution de ces travaux est ordonnée à compter de ce jour.

Article 4 :

Il est constaté la clôture de l'opération d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental de la commune de HELLIMER avec extension sur une partie du territoire des communes de DIFFEMBACH-LES-HELLIMER, FRANCALTROFF, GRENING et PETIT-TENQUIN.

Article 5 :

Cet arrêté sera publié conformément au titre II du livre 1er du Code Rural et de la Pêche Maritime, au Recueil des Actes Administratifs du Département, et fera l'objet d'un avis dans deux journaux diffusés dans le département.
Il sera affiché en mairie de HELLIMER, DIFFEMBACH-LES-HELLIMER, FRANCALTROFF, GRENING et PETIT-TENQUIN pendant 15 jours au moins.

Article 6 :

Le Président du Département, le Président de la Commission Communale d'Aménagement Foncier de HELLIMER et le Maire de la commune de HELLIMER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département,
Pour le Président et par délégation,
Le Directeur de l'Agriculture et de
l'Aménagement des Territoires

Philippe GOEDERT

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Ophélie BAILLOT
Tél. 03 87 56 30 28

AR Préfecture : 057-225700012-20220810-lmc1X0100002c5f-AR
Date AR Préfecture : 10-08-2022

A R R E T E

N° 2022-001377

en date du 01/07/2022

portant fixation de la dotation globale annuelle 2022
afférente au Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH) géré par l'Association Envol Lorraine

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;
- VU l'arrêté conjoint DS N°2711/DGARS N°2016-0505 portant autorisation pour l'Association Envol Lorraine de créer à SAINT-AVOLD un SAMSAH ;
- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 06 décembre 2022 (Rapport III-2-61) ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
Pour l'année 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté, la dotation globale annuelle afférente au fonctionnement du SAMSAH (FINESS n° 57 002 742 5) géré par l'Association Envol Lorraine s'élève à 102 577 €.

- pour la période du 1er septembre 2022 au 31 décembre 2022, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel effectué sur le compte de l'Association Envol Lorraine est calculé à 12 955,75 € par mois,
- à compter du 1er janvier 2023, le versement mensuel est de 12 828,92 € par mois.

La dotation globale annuelle intègre l'extension de 15 places supplémentaires à compter du 1er septembre 2022.

Article 2
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY (Cour administrative d'appel de NANCY – 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc

d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes ; les recours peuvent également être faits par voie électronique au tribunal administratif à partir de l'application internet « Télérecours citoyen » accessible par le site de téléprocédure http://www.telerecours.fr/.

Article 3
Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux et Madame la Présidente de l'Association sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN